

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 22/1908 (1910)

Rubrik: Kantonale Gesetze und Verordnungen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ventionierenden Anstalten haben hierauf Bedacht zu nehmen. Die Eigentümer der Gebäude sind berechtigt, für sich eine abweichende Amortisationsskala anzuwenden.

2. Gebäude oder Teile von solchen, die schon vor ihrer Benützung durch eine subventionierte Anstalt vorhanden waren, dürfen nur mit dem Teil des Wertes eingesetzt werden, der übrig bleibt nach Abzug von 2 % per Jahr bis zum Zeitpunkt dieser Benützung.
3. Eine Miete ist nicht anrechenbar, wenn *a.* ein öffentliches oder ein eigens für den Betrieb der subventionierten Anstalt erstelltes Gebäude vollständig amortisiert ist, *b.* ein Gebäude von dem Staat, der Gemeinde oder der subventionierten Anstalt vor mehr als 50 Jahren erbaut oder erworben worden ist.

Weitere Exemplare des gegenwärtigen Kreisschreibens werden auf Wunsch nachgesandt.

B. Kantonale Gesetze und Verordnungen.

I. Verfassungsbestimmungen, allgemeine Unterrichts- und Spezialgesetze.

1. 1. Loi sur l'enseignement primaire du canton de Neuchâtel. (Du 18 novembre 1908.)

Le Grand Conseil de la république et canton de Neuchâtel, voulant donner à l'enseignement primaire de nouveaux développements; vu les articles 74 et 79 de la Constitution cantonale; en application des dispositions de l'art. 27 de la Constitution fédérale, concernant l'enseignement primaire, dispositions ainsi conçues:

Les cantons pourvoient à l'instruction primaire qui doit être suffisante et placée exclusivement sous la direction de l'autorité civile. Elle est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

Les écoles publiques doivent pouvoir être fréquentées par les adhérents de toutes les confessions sans qu'ils aient à souffrir d'aucune façon dans leur liberté de conscience ou de croyance.

Sur la proposition du Conseil d'Etat et d'une Commission spéciale,

Décrète:

Titre premier. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. L'enseignement primaire a pour but de donner l'instruction et l'éducation morale indispensables à chacun.

Art. 2. La loi institue dans les communes, pour donner cet enseignement, des établissements publics d'instruction primaire.

L'Etat ne reconnaît le caractère d'école publique à aucun autre établissement d'instruction primaire.

Art. 3. La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions de la présente loi. (Art. 15 de la Constitution.)

Art. 4. L'instruction primaire est obligatoire pour tous les enfants domiciliés dans le canton, sans distinction d'origine ou de nationalité. (Art. 77 de la Constitution.)

Elle est gratuite à tous les degrés dans les écoles publiques. (Art. 78 de la Constitution.)

Art. 5. L'enseignement primaire public ne doit avoir aucun caractère confessionnel, l'enseignement religieux étant distinct des autres parties de l'instruction. (Art. 79 de la Constitution.)

Aucune personne appartenant à un ordre religieux ou exerçant des fonctions ecclésiastiques ne peut enseigner dans les écoles publiques primaires.

Art. 6. Tout enfant domicilié dans le canton doit recevoir, soit dans les écoles publiques ou privées, soit à domicile, une instruction suffisante comprenant au minimum le programme complet de l'école primaire, tel qu'il est prévu dans la présente loi.

Titre II. — Enseignement public.

Chapitre premier. — Des établissements publics d'instruction primaire.

Art. 7. Sont institués par la loi comme établissements publics d'instruction primaire: *a.* l'école enfantine; — *b.* l'école primaire; — *c.* l'école complémentaire; — *d.* les écoles spéciales.

Art. 8. Dans chaque commune, il est établi au début de l'année civile un rôle des enfants soumis à l'instruction primaire.

Ce rôle est contrôlé par les Commissions scolaires qui s'assurent que les enfants reçoivent cette instruction dans les écoles publiques, dans une école privée ou à domicile.

Art. 9. Chaque commune doit créer une école enfantine, une école primaire et une école complémentaire publiques.

Si la commune a des élèves disséminés loin de son centre principal de population, elle doit organiser pour eux une école enfantine et une école primaire.

Art. 10. Exceptionnellement, le Conseil d'Etat peut autoriser deux ou plusieurs communes limitrophes ou des quartiers limitrophes appartenant à des communes différentes à organiser une école enfantine, une école primaire ou une école complémentaire.

Art. 11. Des classes spéciales destinées aux enfants anormaux, des classes de répétition dites classes gardiennes, et des cours de perfectionnement peuvent être organisés avec l'autorisation du Conseil d'Etat, là où le besoin s'en fait sentir.

Chapitre II. — Administration.

a. Administration générale.

Art. 12. La direction supérieure, la surveillance générale et le contrôle de l'enseignement primaire appartiennent au Conseil d'Etat qui les exerce, conformément aux lois et aux règlements.

Art. 13. Le département de l'Instruction publique, après avoir pris l'avis de la Commission consultative instituée à l'article 15 ci-dessous, élabore le programme général d'études et le soumet à l'approbation du Conseil d'Etat.

Les programmes détaillés et les horaires sont arrêtés par les Commissions scolaires et soumis à la sanction du département de l'Instruction publique.

Art. 14. Les questions d'organisation, d'administration intérieure et de discipline des établissements scolaires pourront faire l'objet de règlements spéciaux soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

b. Commission consultative.

Art. 15. Il est institué une Commission consultative chargée de donner son préavis sur les questions concernant l'instruction primaire.

La Commission consultative est nommée au début et pour la durée d'une période législative.

Art. 16. La Commission consultative est convoquée chaque fois que cela est nécessaire ou que le tiers de ses membres en fait la demande.

Les séances sont présidées par le conseiller d'Etat, chef du département de l'Instruction publique, et les procès-verbaux sont tenus par le premier secrétaire du département.

Art. 17. La Commission consultative est composée de membres désignés par le Conseil d'Etat, les Commissions scolaires et le personnel enseignant des écoles primaires.

Le Conseil d'Etat désigne un membre dans chaque district. — Les Commissions scolaires de Neuchâtel, du Locle et de la Chaux-de-Fonds désignent chacune un membre. — Les autres Commissions scolaires de chaque district, réunies par délégation sur convocation du préfet, désignent un membre. — Le personnel enseignant de chaque district nomme un représentant.

Les directeurs des écoles primaires de Neuchâtel, du Locle et de La Chaux-de-Fonds, ainsi que les inspecteurs des écoles primaires font en outre partie de droit de la Commission.

Art. 18. Le Conseil d'Etat nomme, s'il le juge nécessaire, des Commissions consultatives restreintes pour l'examen de questions spéciales concernant l'enseignement primaire.

c. Commissions scolaires.

Art. 19. L'administration des écoles publiques et la surveillance de l'enseignement privé appartiennent aux Commissions scolaires.

Art. 20. Les Commissions scolaires sont composées d'un nombre de membres fixé par le règlement communal, mais qui ne peut être inférieur à trois. (Art. 28 de la loi sur les communes.)

Toute personne âgée de 20 ans peut faire partie des Commissions scolaires.

Les Commissions scolaires nomment leur bureau chaque année au scrutin secret et à la majorité absolue. Elles désignent au début de chaque période triennale administrative les comités de dames chargés d'exercer la surveillance spéciale des leçons de travaux à l'aiguille, d'économie domestique et d'enseignement ménager.

Art. 21. Les fonctions de membre de la Commission scolaire et des comités de dames sont gratuites. (Art. 35 de la loi sur les communes.)

Les parents et alliés jusqu'au deuxième degré, inclusivement, d'un membre du personnel enseignant en charge dans la commune ne peuvent faire partie de la Commission scolaire.

Les membres de la Commission, parents ou alliés au troisième degré d'un membre du personnel enseignant, doivent faire place en séance lorsqu'il s'agit de questions relatives à ce fonctionnaire.

Les parents et alliés jusqu'au deuxième degré, inclusivement, et les époux ne peuvent siéger ensemble dans la Commission scolaire.

Art. 22. Les attributions des Commissions scolaires sont les suivantes:

- a. Elles édictent les règlements locaux d'administration et de discipline scolaires, sous réserve de l'approbation du Conseil général et de la sanction du Conseil d'Etat;
- b. elles arrêtent, dans les limites de la loi, et après avoir pris l'avis du personnel enseignant, le programme détaillé et les horaires des leçons;
- c. elles avisent le département de l'Instruction publique lorsqu'un poste doit être mis au concours;
- d. elles nomment le personnel chargé du service de l'enseignement, sous réserve de la ratification du Conseil d'Etat;
- e. elles choisissent, après avoir entendu le personnel enseignant, parmi les manuels du matériel scolaire gratuit des écoles primaires adoptés par le Conseil d'Etat, ceux à employer dans leurs classes;
- f. elles établissent le rôle des enfants prévu à l'art. 8 de la présente loi, avisent de l'ouverture des leçons les parents ou autres personnes responsables des enfants, et contrôlent la fréquentation des écoles;
- g. elles délèguent leurs membres, et, le cas échéant, d'autres personnes, pour visiter régulièrement les classes

- h. elles prennent, d'accord avec le Conseil communal, les mesures nécessaires concernant l'hygiène des écoles, et font procéder, au moins une fois par an, à une inspection médicale des élèves;
- i. elles fixent l'époque et la durée des vacances dans les limites de la loi;
- j. elles organisent et dirigent les examens qu'elles jugent nécessaires et déterminent la classification et la promotion des élèves en prenant l'avis du personnel enseignant, et en tenant compte du travail de l'année;
- k. elles élaborent les budgets et les soumettent à l'autorité compétente;
- l. elles établissent en outre les comptes scolaires annuels, si elles en sont chargées, conformément à l'art. 35 de la loi sur les communes;
- m. elles adressent annuellement au Conseil général un rapport sommaire sur la marche de leurs écoles;
- n. elles s'occupent des diverses œuvres connexes à l'école prévues par les règlements communaux.

Chapitre III. — *Ecole enfantine.*

Art. 23. L'école enfantine, obligatoire pour chaque commune, est destinée à servir de préparation à l'école primaire.

Elle comprend au moins une année.

Art. 24. Dans les communes où l'école enfantine comprend plus d'une année, la Commission scolaire fixe l'âge d'admission dans les classes inférieures.

La fréquentation de ces classes est facultative.

Art. 25. Le nombre des heures de leçons par semaine est fixé à 20, et les horaires prévoient au moins deux demi-journées de congé par semaine.

La durée des vacances ne peut être moindre de 8 semaines, ni excéder 10 semaines.

Art. 26. Les objets d'enseignement sont les suivants: Jeux, chant, exercices manuels. — Dessin. — Leçons de choses et récits. — Exercices préparatoires aux leçons de calcul, d'écriture et de lecture.

Art. 27. En principe, aucune classe ne doit compter plus de 45 élèves. Le dédoublement doit s'opérer lorsque le chiffre de 50 aura été dépassé pendant 3 années consécutives.

Art. 28. Les classes enfantines sont dirigées par des institutrices.

Art. 29. Dans les localités où l'école enfantine aurait moins de 15 élèves, la Commission scolaire peut, avec l'autorisation du département de l'Instruction publique, la remplacer par un cours distinct donné dans le degré inférieur de l'école primaire.

Chapitre IV. — *Ecole primaire.*

Art. 30. Les élèves sont répartis en classes, d'après leur âge et leurs capacités.

La séparation par sexe dans les localités qui comptent six classes superposées au moins peut être autorisée par le département de l'Instruction publique.

Art. 31. En principe, aucune classe ne doit compter plus de 45 élèves. Le dédoublement doit s'opérer lorsque ce chiffre aura été dépassé pendant trois années consécutives.

Art. 32. Le nombre des heures de leçons par semaine est de 30 au maximum. Ce chiffre pourra toutefois être porté à 32 dans les deux dernières années. Les horaires prévoient au moins une demi-journée de congé par semaine.

Art. 33. Le programme obligatoire de l'enseignement primaire comprend les objets suivants: 1^o langue française; — 2^o écriture; — 3^o arithmétique; — 4^o géographie; — 5^o histoire nationale et notions d'histoire générale, instruction civique; — 6^o éléments des sciences naturelles; — 7^o éléments d'hygiène; — 8^o chant; — 9^o dessin; — 10^o gymnastique; — 11^o économie domestique et travaux à l'aiguille pour les jeunes filles.

Les Commissions scolaires peuvent ajouter au programme, avec l'autorisation du département de l'Instruction publique, à titre obligatoire ou facultatif, l'enseignement d'autres branches, sans toutefois que le maximum des heures fixé à l'art. 32 soit dépassé.

Art. 34. Les Commissions scolaires fixent chaque année l'époque des vacances, dont la durée ne peut être moindre de 8 semaines, ni excéder 10 semaines.

Chapitre V. — *Ecole complémentaire.*

Art. 35. Les écoles complémentaires instituées à l'art. 7 de la présente loi sont ouvertes chaque année pendant quatre mois consécutifs.

Elles sont tenues par les instituteurs.

Les cours comprennent 64 heures de leçons, données à raison de 4 heures par semaine. Ils ont lieu pendant l'hiver, entre le 1^{er} novembre et le 31 mars.

Plusieurs communes peuvent s'associer pour avoir ensemble une seule école complémentaire, et le Conseil d'Etat peut ordonner, à défaut d'entente entre les intéressés, qu'une école complémentaire sera ouverte à des élèves de différentes localités. Dans ce cas, les frais à la charge des communes sont supportés entre elles selon les règles établies à l'art. 103.

Art. 36. Avant l'ouverture des cours, la Commission scolaire procède à des examens en vue d'établir le rôle des élèves.

Tous les jeunes Suisses domiciliés dans le ressort scolaire sont tenus de se présenter à ces examens dans chacune des deux années qui précèdent celle où ils sont appelés au recrutement militaire.

La fréquentation de l'école complémentaire est obligatoire pour ceux d'entre eux qui seraient jugés incapables de subir, avec succès, l'examen pédagogique à passer lors du recrutement.

Elle est facultative pour ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante de la langue française.

Les jeunes gens qui ne se présentent pas à l'examen sont astreints à la fréquentation obligatoire des cours.

Art. 37. Les jeunes gens astreints à l'école complémentaire sont placés sous la discipline militaire, à teneur des dispositions suivantes:

La non-comparution aux examens, sans motifs légitimes, est punie de 24 heures d'arrêts.

Chaque absence non justifiée est punie de 2 à 12 heures d'arrêts.

Les arrêts sont infligés, sur rapport de l'instituteur ou de la Commission scolaire, par le chef de section militaire de la localité ou, le cas échéant, par le préposé à la surveillance de la classe.

Le département militaire est autorisé, sur rapport du département de l'Instruction publique, à punir par des corvées ou des arrêts qui n'excéderont pas trois jours les élèves coupables d'indiscipline grave.

Art. 38. Les objets d'enseignement dans l'école complémentaire sont fixés par le Règlement fédéral concernant les examens des recrues. En outre, des causeries sur des objets visant le développement général des jeunes gens seront organisées pendant les cours de cette école.

Art. 39. Les Commissions scolaires peuvent admettre des élèves définitivement libérés de l'école primaire à suivre l'école complémentaire, si toutefois il ne résulte aucun inconvénient de leur présence en classe.

Chaque année, avant l'époque du recrutement, les inspecteurs des écoles ou les représentants du département de l'Instruction publique procèdent, de concert avec les Commissions scolaires, à l'examen des jeunes gens qui seront appelés à se présenter devant la Commission fédérale de recrutement dans l'année courante.

Les résultats de ces examens seront consignés dans un rapport présenté au département de l'Instruction publique et aux Commissions scolaires.

Les jeunes gens dont l'examen est reconnu insuffisant seront astreints à la fréquentation d'un cours spécial d'une durée de 24 heures, qui précédera immédiatement le recrutement.

Chapitre VI. — *Ecoles spéciales.*

Art. 40. Les communes, d'accord avec le Conseil d'Etat, ouvrent dans les localités où le besoin s'en fait sentir: *a.* des classes spéciales pour les enfants anormaux ou faibles d'esprit; — *b.* des classes gardiennes pour les élèves privés de surveillance; — *c.* des cours de perfectionnement pour les élèves libérés de l'école.

Chapitre VII. — *Elèves.*

a. Dispositions générales.

Art. 41. L'année scolaire s'ouvre au commencement du mois de mai.

Art. 42. L'enfant qui atteint l'âge de 6 ans avant le 1^{er} juillet entre à l'école publique à l'ouverture de l'année scolaire et il est obligé de la fréquenter régulièrement jusqu'à la clôture de l'année scolaire dans laquelle il a eu 14 ans révolus.

Les enfants qui ont atteint l'âge de libération ne peuvent être renvoyés de l'école publique, si leur présence en classe ne donne lieu à aucun inconvénient.

Art. 43. Au terme de leur scolarité primaire, les élèves passent, sous la surveillance des Commissions scolaires et de délégués de l'Etat, un examen obligatoire de sortie. Le règlement fixe l'organisation de cet examen.

Le département de l'Instruction publique pourra autoriser l'admission aux examens de sortie d'élèves qui atteindraient l'âge de 14 ans avant le 31 juillet, à condition qu'ils aient accompli 8 années de scolarité et qu'ils n'aient pas eu de dispenses dans les deux dernières années.

Art. 44. Les élèves dont l'examen de sortie est reconnu suffisant obtiennent un certificat d'études.

Art. 45. Les Commissions scolaires peuvent accorder des dispenses spéciales aux élèves en vue des travaux agricoles; toutefois, ces dispenses ne peuvent pas dépasser 10 semaines de congé dès le mois d'avril au 1^{er} novembre de chaque année.

Les élèves qui auront obtenu des dispenses pendant les deux dernières années de scolarité sont tenus, à moins qu'ils n'obtiennent le certificat d'études, à fréquenter régulièrement l'école pendant le semestre d'hiver suivant.

Art. 46. Les élèves ont le droit de fréquenter l'école la plus rapprochée de leur domicile, même si elle est située en dehors du ressort communal qu'ils habitent, sous réserve que si l'exercice de ce droit oblige à un dédoublement de classe ou soulève des difficultés, le Conseil d'Etat statue.

Toute commune qui reçoit dans ses écoles primaires des élèves domiciliés dans le ressort d'autres communes a le droit d'exiger de celles-ci une finance annuelle de 15 francs au maximum par élève.

Art. 47. La Commission scolaire intéressée peut prononcer l'exclusion d'un élève dont elle juge, à la suite de faits graves, la présence à l'école publique dangereuse pour l'éducation morale des enfants. Le recours au Conseil d'Etat est réservé. L'enfant exclu sera, le cas échéant, placé aux frais de qui de droit dans une famille ou dans une maison de discipline.

Art. 48. La Commission scolaire prend les mesures nécessaires à l'égard des élèves atteints de maladies graves ou d'affections contagieuses qui rendent leur présence à l'école nuisible pour les autres élèves.

Le recours au Conseil d'Etat est réservé.

Le département de l'Instruction publique peut libérer définitivement de l'école, après avoir entendu la Commission scolaire, les élèves notoirement dépourvus d'intelligence.

Art. 49. Chaque élève reçoit à son entrée dans l'école publique un livret scolaire, dans lequel seront inscrits les renseignements relatifs à sa scolarité, en particulier ses absences et ses mutations scolaires.

b. Fréquentation irrégulière.

Art. 50. Le personnel enseignant tient, sous le contrôle des Commissions scolaires et des inspecteurs des écoles, un rôle des absences des élèves indiquant les absences justifiées avec motifs à l'appui, et les absences non justifiées.

Les parents ou les personnes responsables des enfants qui ne fréquentent pas régulièrement l'école sont passibles des pénalités prévues aux articles 52, 55, 56 et 59 de la présente loi.

Art. 51. Les absences justifiées sont celles qui ont pour cause: *a.* la maladie de l'élève; — *b.* l'éloignement de l'école par les jours de mauvais temps exceptionnel; — *c.* les autres circonstances jugées suffisantes.

Les personnes responsables de l'élève sont tenues de demander congé pour chacun de ces cas.

Art. 52. Les fausses déclarations faites en vue d'obtenir un congé sont passibles d'une amende jusqu'à fr. 20.

Art. 53. Les absences se comptent par demi-journées, quel que soit le nombre de leçons données dans la demi-journée.

L'arrivée tardive en classe, lorsqu'elle n'est pas justifiée et se renouvelle plus de deux fois pendant une semaine, équivaut à une absence.

Art. 54. Un extrait du rôle de fréquentation est adressé chaque semaine au moins à la Commission scolaire par le personnel enseignant.

Les absences non justifiées sont portées immédiatement à la connaissance des personnes responsables.

Art. 55. En cas de nouvelle absence non justifiée, dès le premier avis, avant la fin de l'année scolaire, la personne responsable est déférée au juge de paix et passible d'une amende de fr. 2 pour la première absence et de 50 centimes pour chaque absence suivante mentionnée dans le rapport.

S'il survient encore des absences dès l'envoi d'un rapport et avant la fin de l'année scolaire, le contrevenant sera de nouveau déféré au juge de paix et passible d'une amende de fr. 2 pour la première absence et de 50 centimes pour chaque absence suivante.

Art. 56. Après deux condamnations à l'amende en cas de nouvelles contraventions dans les trois mois, les contrevenants seront poursuivis devant le tribunal de police et passibles d'un emprisonnement dont la durée ne pourra excéder trois jours.

Art. 57. Chaque fois qu'une Commission scolaire envoie un rapport au juge de paix, elle en informe préalablement la personne en cause.

Art. 58. Les amendes sont perçues à teneur des dispositions du Code de procédure pénale. Le produit en appartient à l'Etat.

Art. 59. Celui qui ne s'acquitte pas de l'amende subit une contrainte de 24 heures de prison pour fr. 3 d'amende. Pour déterminer la durée de la contrainte, les amendes ou fractions d'amende de fr. 2 ou au-dessus comptent pour fr. 3, sans toutefois que la détention puisse excéder cinq jours.

Lorsque les absences ont lieu à l'insu des parents, les élèves sont punis conformément aux dispositions de la loi concernant la discipline scolaire et les arrêts de discipline du 25 septembre 1893.

Art. 60. Le département de Justice remet à la fin de chaque semestre au département de l'Instruction publique le relevé de toutes les demandes à l'amende formées aux contrevenants, avec l'indication des libérations, des condamnations et des amendes payées.

c. Fournitures scolaires.

Art. 61. Les fournitures scolaires sont délivrées gratuitement par l'Etat à tous les élèves de l'école publique primaire.

d. Bibliothèques.

Art. 62. Chaque localité doit posséder une bibliothèque scolaire.

L'Etat participe à la fondation ou à l'alimentation des bibliothèques, par une subvention ou le don de volumes, à la condition que les communes y contribuent de leur côté par l'achat d'ouvrages pour une somme au moins égale et qu'elles présentent chaque année au département de l'Instruction publique un rapport sur l'état et le développement de leurs bibliothèques.

e. Cantines scolaires.

Art. 63. Les communes organisent, dans les localités où le besoin s'en fait sentir, des distributions de soupe aux élèves pendant la mauvaise saison.

Chapitre VIII. — Bâtiments scolaires.

Art. 64. Les communes pourvoient à la construction et au bon entretien des bâtiments scolaires, à la fourniture du mobilier et du matériel des classes.

Les soins de propreté, le chauffage et l'éclairage des bâtiments scolaires sont à la charge des communes.

Les locaux scolaires doivent être spacieux, bien éclairés et d'une aération facile.

Art. 65. Lorsque les locaux ou le mobilier ne satisfont plus aux exigences hygiéniques, ou sont en mauvais état d'entretien, le Conseil d'Etat, après avoir entendu les autorités communales et sur le rapport du département de l'Instruction publique, ordonne les réparations, améliorations et changements nécessaires.

Si les communes se refusent à exécuter les ordres donnés, le Conseil d'Etat pourvoit, aux frais des communes, à l'exécution des travaux.

Art. 66. Dans le bâtiment scolaire il ne peut y avoir ni auberge, ni aucun établissement qui soit de nature à nuire à l'éducation de la jeunesse.

Le Conseil d'Etat peut ordonner le déplacement et au besoin la fermeture des établissements de cette nature ouverts dans le voisinage des écoles.

Art. 67. Le droit d'accorder l'usage des salles d'école en dehors de leur but ordinaire appartient à la Commission scolaire.

Toutefois, les locaux scolaires sont de droit, soit avant, soit après les leçons, et dans les limites de l'ordre public, à la disposition des cultes pour l'enseignement religieux.

La salle d'école ne peut être utilisée comme local à boire ou à danser.

*Chapitre IX. — Personnel enseignant.**a. Brevets.*

Art. 68. Nul ne peut enseigner comme instituteur ou institutrice dans les écoles enfantines et primaires publiques s'il n'est breveté conformément à la présente loi.

Les postes d'inspecteurs d'écoles, ceux de directeurs, directrices et secrétaires d'écoles, maîtres et maîtresses spéciaux attachés au service de l'enseignement public primaire ne peuvent être remplis que par les porteurs de brevets prévus par la loi, ou de titres équivalents ou supérieurs admis par le Conseil d'Etat.

Art. 69. Il est institué:

- a.* un brevet de connaissances, destiné à prouver que le candidat possède une culture générale et qui donne le droit d'enseigner pendant une année au minimum, et deux ans au maximum;
- b.* un brevet d'aptitude pédagogique pour l'enseignement primaire, qui donne le droit d'enseigner à titre définitif.

b. Examens de capacité.

Art. 70. Le brevet de connaissances est délivré par le département de l'Instruction publique, à la suite d'examens subis avec succès devant la Commission prévue à l'art. 74 ci-dessous.

Les candidats doivent être âgés de 18 ans révolus.

Art. 71. L'époque de l'examen est annoncée au moins un mois à l'avance dans la *Feuille officielle*.

Les candidats doivent se faire inscrire au département de l'Instruction publique et déposer leur acte de naissance ou d'origine, un certificat d'études et un certificat de bonnes mœurs ou autres attestations équivalentes.

Les examens sont publics; cependant la Commission peut déroger à cette règle, essentiellement en faveur des aspirantes.

Art. 72. Le Conseil d'Etat peut refuser d'admettre aux examens des personnes qui ne présenteraient pas des garanties suffisantes de moralité.

Art. 73. Des aspirants et des aspirantes qui ne sont pas domiciliés dans le canton peuvent, avec l'autorisation du département, être admis aux examens.

Art. 74. La Commission des examens est nommée par le Conseil d'Etat. Les membres de la Commission sont choisis à raison de trois par district, plus un dans chacune des localités de Neuchâtel, du Locle et de La Chaux-de-Fonds. Les inspecteurs des écoles primaires font partie de droit de cette Commission.

Art. 75. Le brevet d'aptitude pédagogique est délivré par le Conseil d'Etat, sur le préavis du département de l'Instruction publique, au porteur du brevet de connaissances qui a subi avec succès un nouvel examen devant la Commission prévue à l'article 74 de la présente loi.

Les candidats au brevet doivent se présenter à cet examen après avoir enseigné pendant une année au minimum, deux années au maximum dans les écoles publiques du canton; à défaut de ce stage, ils doivent fournir la preuve d'études pratiques spéciales.

Le préavis du département tiendra compte des résultats de leur enseignement.

Art. 76. L'examen des candidats au brevet de connaissances porte sur les branches suivantes:

a. *Pour les instituteurs*: Langue et littérature françaises. — Eléments de langue allemande. — Ecriture. — Arithmétique et comptabilité. — Algèbre et géométrie. — Géographie. — Histoire. — Instruction civique. — Sciences naturelles. — Hygiène. — Pédagogie. — Chant ou musique. — Dessin. — Gymnastique. — Travaux manuels.

b. *Pour les institutrices*: Langue et littérature françaises. — Ecriture. — Arithmétique et comptabilité. — Géographie. — Histoire. — Sciences naturelles. — Hygiène. — Pédagogie. — Chant ou musique. — Dessin. — Gymnastique. — Economie domestique et travaux à l'aiguille.

Les aspirantes au brevet de connaissances pour l'enseignement dans l'école enfantine, subissent, outre les examens indiqués au paragraphe précédent, un examen avec application pratique sur la méthode frœbelienne, les jeux et les procédés d'enseignement des diverses matières énumérées à l'art. 26 de la loi.

Art. 77. L'examen des candidats au brevet d'aptitude pédagogique est essentiellement pratique et porte sur la pédagogie théorique et pratique et sur les méthodes d'enseignement des différentes branches.

c. Examens de concours. — Nominations.

Art. 78. Lorsqu'une place dans l'enseignement primaire est vacante ou qu'elle est nouvellement créée, le département de l'Instruction publique, par la voie de la *Feuille officielle*, au moins quatorze jours à l'avance, annonce la vacance de la place, en indiquant les obligations du titulaire, ainsi que le terme fatal des inscriptions.

Sauf exceptions dont le département de l'Instruction publique est juge, il ne peut être fait de nominations d'instituteurs ou d'institutrices dès le 1^{er} novembre au 1^{er} avril.

Il est pourvu provisoirement aux vacances survenant pendant cet intervalle.

Art. 79. Les postes vacants sont pourvus à la suite d'un examen ou par voie d'appel.

L'appel ne peut être adressé qu'à des personnes dont la compétence est reconnue ou qui sont en possession du brevet d'aptitude pédagogique. Les nominations par voie d'appel auront lieu après entente avec l'inspecteur.

Art. 80. Lorsqu'un poste est vacant, les Commissions sont autorisées à profiter du même concours afin de pourvoir, par l'examen des candidats ou par promotion, non seulement ce poste, mais encore tous ceux qui deviennent vacants par suite de mutations ou de promotions résultant du concours. Le même concours peut être utilisé pour les postes qui deviendront vacants dans le cours des six mois suivants. Les concurrents peuvent être appelés d'après le rang qu'ils ont obtenu à l'examen de concours.

Art. 81. Les examens de concours sont essentiellement pratiques.

Au moins une semaine à l'avance, la Commission scolaire informe du jour fixé pour l'examen le département de l'Instruction publique, lequel délègue un des inspecteurs.

Si l'inspecteur est empêché de se présenter, il est passé outre aux examens et à la nomination.

Art. 82. Le procès-verbal de la nomination est adressé au département de l'Instruction publique.

Cette nomination est ratifiée par le Conseil d'Etat, si elle a été faite conformément aux résultats de l'examen et aux dispositions de la loi.

Art. 83. Les instituteurs étrangers à la Suisse, nés ou ayant fait leurs études dans le canton et brevetés par le Conseil d'Etat, sont admis à concourir aux places vacantes, mais l'instituteur suisse peut toujours être préféré.

d. Obligations du personnel enseignant.

Art. 84. Le personnel enseignant doit s'efforcer d'atteindre le but de sa mission éducative au moyen de son enseignement, du bon exemple et de la discipline.

Tous mauvais traitements à l'égard des élèves et toutes punitions corporelles sont formellement interdits.

Art. 85. Les instituteurs et les institutrices doivent au maximum 34 heures de leçons ou de travaux administratifs par semaine.

Art. 86. Le titulaire d'une classe doit habiter la commune où il exerce ses fonctions.

L'instituteur ne peut accepter ni postuler une classe dans une autre localité, à moins d'avoir obtenu l'assentiment de la Commission scolaire, pendant les douze mois qui suivent sa nomination au poste qu'il occupe.

Art. 87. Après avoir entendu la Commission scolaire et sur le rapport du département de l'Instruction publique, le Conseil d'Etat peut interdire aux instituteurs et aux institutrices des travaux ou l'exercice de fonctions qui seraient préjudiciables à l'accomplissement de leurs devoirs.

Art. 88. Toute Commission scolaire a le droit de résilier le contrat qui la lie à un fonctionnaire de l'enseignement primaire moyennant un avertissement de six mois. Le recours au Conseil d'Etat est réservé.

Sous les réserves prévues aux articles 78, second alinéa, et 86, l'instituteur ou l'institutrice peut résilier le contrat moyennant un avertissement de trois mois, ou se pourvoir d'un remplaçant provisoire agréé par la Commission scolaire.

Art. 89. Le président ou un délégué de la Commission scolaire reçoit les plaintes portées par l'instituteur contre les écoliers, leurs parents, ou autres personnes responsables, et réciproquement.

S'il ne peut concilier les intéressés, il transmet la plainte à la Commission, qui en décide.

Art. 90. Sur plainte de la Commission ou de l'inspecteur des écoles, le Conseil d'Etat peut suspendre et même destituer un instituteur ou une institutrice pour cause d'insubordination ou d'immoralité.

Dans tous les cas, la Commission, l'inspecteur et l'inculpé doivent être entendus.

La destitution d'un instituteur ou d'une institutrice peut entraîner l'interdiction d'enseigner dans les écoles publiques.

Art. 91. D'office ou sur demande de l'autorité scolaire communale, le Conseil d'Etat peut, moyennant un avertissement de six mois, prononcer la mise à la retraite d'un membre du Corps enseignant dont l'enseignement laisse à désirer par suite de l'âge ou de la maladie.

Art. 92. Les motifs de la révocation ou de la mise à la retraite seront communiqués par écrit au fonctionnaire qui en est l'objet.

Art. 93. La résiliation du contrat, la révocation ou la mise à la retraite ne donnent droit à aucune indemnité. Les droits acquis au fonds scolaire de prévoyance sont réservés.

Art. 94. Le département de l'Instruction publique prononce, sauf recours au Conseil d'Etat, sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les Commissions scolaires et leurs instituteurs ou institutrices.

e. Cours de perfectionnement.

Art. 95. L'Etat peut organiser des cours spéciaux en vue de perfectionner le corps enseignant.

f. Conférences générales.

Art. 96. Le département de l'Instruction publique convoque en conférences cantonales ou de district, au moins une fois par an, le personnel enseignant des écoles primaires.

Le règlement fixe l'organisation de ces conférences.

Chapitre X. — *Inspection.*

Art. 97. Afin d'assurer la bonne marche des écoles primaires, le canton est divisé en deux arrondissements d'inspection:

1^{er} arrondissement: districts de Neuchâtel, de Boudry et du Val-de-Travers;

2^{me} arrondissement: districts du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds.

Art. 98. Le Conseil d'Etat nomme les deux inspecteurs. Ils sont placés sous les ordres du département de l'Instruction publique. Les fonctions d'inspecteur sont incompatibles avec toute autre fonction salariée.

Art. 99. Les attributions de ces fonctionnaires sont les suivantes:

- a. Ils visitent chaque année toutes les classes de leur arrondissement et veillent à ce que l'enseignement ait un caractère pédagogique et pratique;
- b. ils contrôlent l'enseignement privé conformément à l'art. 122 de la présente loi;
- c. ils assistent autant que possible aux examens des classes;
- d. ils donnent leur préavis sur les améliorations à introduire dans les écoles publiques de leur arrondissement;
- e. ils assistent, avec voix consultative, aux examens de concours pour la nomination du personnel enseignant;
- f. ils surveillent l'organisation et le développement des bibliothèques scolaires;
- g. ils peuvent être chargés de présider les conférences du personnel enseignant;
- h. ils adressent chaque année au département de l'Instruction publique un rapport sur leur activité et sur la situation des écoles.

Chapitre XI. — *Dispositions financières.*

a. Frais généraux.

Art. 100. Les frais résultant de la création et de l'entretien des établissements publics d'instruction primaire, prévus par la présente loi, sont à la charge des communes avec la participation de l'Etat.

Les fonds scolaires ne peuvent être détournés de leur destination.

Art. 101. Les conseils communaux doivent présenter au Conseil d'Etat, avant le 15 septembre, les budgets des écoles primaires pour l'année suivante.

A défaut de cette présentation, l'allocation sera calculée sur les comptes de l'année précédente.

Art. 102. L'Etat contribue aux dépenses scolaires au moyen d'une allocation fixée par le Grand Conseil et calculée sur l'ensemble des traitements initiaux fixés à l'art. 110 de la présente loi et payés aux instituteurs, aux institutrices et aux autres fonctionnaires de l'enseignement primaire énumérés à l'art. 112 de la présente loi.

L'allocation générale de l'Etat est égale au 25% de l'ensemble de tous ces traitements.

Le Grand Conseil répartit cette allocation entre toutes les communes, en prenant comme facteurs actifs le chiffre des traitements initiaux et le produit des taxes locales perçues en vertu des articles 1 et 4 de la loi sur les impositions communales et comme facteur passif la richesse locale représentée par l'impôt direct payé à l'Etat dans leur territoire.

En conséquence, le montant des traitements initiaux fixés par la présente loi, multiplié par celui des taxes locales et divisé par le produit de l'impôt direct de l'Etat perçu dans la localité, donne le nombre de points attribué à chaque commune pour la répartition de l'allocation.

Le Conseil d'Etat élabore chaque année un tableau de répartition qui est examiné par la Commission du budget, puis soumis par elle au Grand Conseil dans sa session réglementaire de novembre. Ce tableau est établi d'après le budget de l'année et les allocations sont payées par trimestres l'année suivante.

Art. 103. Lorsqu'une école réunit des enfants domiciliés sur le territoire de différentes communes, chacune d'elles contribue aux frais de cette école dans la proportion des élèves domiciliés sur son territoire qui ont fréquenté l'école pendant l'année et d'après les bases admises pour la répartition de l'allocation de l'Etat. En cas de conflit, le Conseil d'Etat prononce.

Les communes intéressées peuvent d'un commun accord substituer à la contribution variable une redevance annuelle fixe.

Art. 104. Les conseils communaux doivent transmettre au Conseil d'Etat, avant le 1^{er} mars, les comptes des écoles primaires arrêtés au 31 décembre précédent.

Au moyen de ces comptes, le Conseil d'Etat détermine le chiffre définitif de l'allocation de l'Etat pour l'année écoulée.

Si les chiffres des comptes ne sont pas conformes à ceux du budget, la différence est régularisée au prochain tableau.

Toutefois, les communes ne reçoivent pas d'allocations de l'Etat pour les dépenses scolaires votées par elles et qui ne figureraient pas au budget.

Art. 105. L'Etat prend à sa charge les frais des conférences officielles du personnel enseignant. (Art. 96.)

Art. 106. Les frais des cours spéciaux que l'Etat déciderait de faire donner en vue de former ou de perfectionner le personnel enseignant sont à la charge du budget de l'Etat.

Art. 107. Lorsqu'un fonctionnaire est empêché de remplir ses fonctions, la Commission scolaire pourvoit à l'enseignement aux frais de l'intéressé.

Toutefois, si l'empêchement provient d'une maladie, les communes paient, dès le huitième jour, et pendant trois mois au moins, les frais de remplacement.

L'Etat rembourse aux communes la moitié des frais qu'elles ont payés.

Art. 108. La Confédération rembourse aux cantons les $\frac{3}{4}$ des frais résultant du remplacement des instituteurs publics appelés comme sous-officiers ou officiers à des cours d'instruction. Les cours de répétition ordinaires sont exceptés. (Art. 15 de la loi militaire du 12 avril 1907.)

Les instituteurs appelés à une école de recrues ou à un cours de répétition sont remplacés aux frais des communes.

L'Etat rembourse aux communes la moitié des frais qu'elles ont payés.

b. Bâtiments scolaires.

Art. 109. L'Etat paie aux communes des allocations de 25 % pour constructions de bâtiments scolaires et de halles de gymnastique, ainsi que pour les travaux de parachèvement ou de transformation de locaux scolaires dans la mesure où ils constituent une mieux-value de la valeur intrinsèque de l'immeuble.

Les locaux des bâtiments scolaires affectés à d'autres services, ainsi que les aménagements de préaux, n'entrent pas en compte. Les locaux destinés à être utilisés simultanément pour plusieurs usages, tels que les salles de conférences, etc., sont admis à la subvention dans une mesure en rapport avec l'importance des services scolaires.

L'allocation de l'Etat est limitée aux frais de construction reconnus indispensables pour assurer des locaux conformes aux prescriptions de l'hygiène scolaire. L'estimation de la chambre d'assurance sert de base au calcul de la subvention pour les locaux scolaires. Cette subvention est limitée à une valeur d'assurance de fr. 18 le mètre cube de construction, sans toutefois pouvoir excéder, soit le 25 % du devis approuvé par le Conseil d'Etat, soit le 25 % de la dépense effective, si celle-ci est inférieure aux prévisions du devis sanctionné.

Le montant de la subvention à allouer à une construction non scolaire, mais transformée en maison d'école, est déterminé d'après la valeur d'assurance du bâtiment après sa transformation, cette estimation étant limitée comme pour les bâtiments neufs à fr. 18. Les acquisitions de bâtiments destinés à être transformés en locaux scolaires sont soumises à l'approbation du Conseil d'Etat.

Un bâtiment scolaire nouvellement construit ou transformé ne pourra recevoir aucune nouvelle allocation avant le terme de 10 ans dès la date de la reconnaissance du bâtiment par l'Etat.

La subvention n'est allouée aux travaux de parachèvement et de transformation que dans le cas où ceux-ci donnent lieu à une réévaluation du bâtiment par la chambre d'assurance. La différence entre l'estimation ancienne et l'estimation nouvelle sert de base au calcul de la subvention, qui ne peut toutefois excéder, soit le quart du montant des travaux prévus au devis sanctionné et admis comme mieux-value de l'immeuble au point de vue scolaire, soit le quart du montant de la dépense effective inhérente aux dits travaux, si le coût de ceux-ci est inférieur aux prévisions du devis. Cette disposition s'applique aussi bien aux bâtiments non subventionnés qu'à ceux qui ont bénéficié d'une allocation lors de leur construction.

Lorsqu'une commune fait bâtir une nouvelle maison d'école et en désaffecte une ancienne dont la construction a été subventionnée par l'Etat, le montant de la subvention allouée, proportionnel à la valeur intrinsèque du bâtiment au moment de la désaffectation, est déduit de la subvention nouvelle.

Les plans de construction ou de transformation doivent être soumis avec le devis à l'approbation du Conseil d'Etat avant le 1^{er} août de l'année qui précède leur exécution.

Les allocations sont portées au budget annuel.

Elles sont payables par annuités dont le nombre est fixé par décret du Grand Conseil.

Un règlement spécial détermine les normes des locaux et les limites dans lesquelles la subvention est accordée pour la construction des locaux scolaires, ainsi que pour les halles de gymnastique.

c. Traitements du personnel enseignant.

Art. 110. Les traitements initiaux des instituteurs et institutrices sont fixés comme suit :

Villes: Neuchâtel-Serrières, le Locle et la Chaux-de-Fonds.

Instituteurs:	1 ^{res} et 2 ^{mes} classes	Fr. 2100. —
	3 ^{mes} à 6 ^{mes} " "	" 2000. —
Institutrices:	1 ^{res} et 2 ^{mes} " "	" 1300. —
	3 ^{mes} à 6 ^{mes} " "	" 1200. —
	et classes enfantines.	" 1200. —

Autres localités:

Intituteurs	Fr. 1800. —
Institutrices	" 1200. —

Les communes ont la faculté d'augmenter, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat, le traitement initial de leurs instituteurs et institutrices et de leur accorder une haute-paie communale. Dans ce cas, elles ne reçoivent pour ces augmentations aucune allocation de l'Etat.

Art. 111. Les instituteurs et institutrices reçoivent en outre, après cinq ans de service, une haute-paie déterminée comme suit:

Après cinq ans de service, le traitement s'accroît annuellement, pendant dix ans consécutifs, de fr. 60 pour les instituteurs et de fr. 40 pour les institutrices. A partir de la 16^{me} année de service, le traitement s'accroît encore annuellement, pendant cinq ans consécutifs, d'une haute-paie supplémentaire prélevée sur la subvention fédérale en faveur de l'enseignement primaire et fixée à fr. 60 pour les instituteurs et fr. 40 pour les institutrices. Le traitement demeure ensuite invariable.

Le point de départ de la haute-paie pour chaque ayant-droit est le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet de l'année qui suit la date de son entrée en fonctions.

Art. 112. Les traitements des autres fonctionnaires de l'enseignement primaire, directeurs, directrices, administrateurs et secrétaires d'école, maîtres et maîtresses spéciaux, médecins des écoles, sont fixés par les communes, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat.

Les maîtres et maîtresses spéciaux qui reçoivent des communes, pour l'enseignement dans les classes primaires, des traitements égaux ou supérieurs à ceux prévus à l'art. 110, ont droit à la haute-paie allouée pour ancienneté de services.

Art. 113. Les avantages en nature tels que: logement, bois, jardin, fournis par les communes au personnel, enseignant ne sont pas compris dans le chiffre des traitements.

Art. 114. Le service de bibliothèque et les travaux d'administration scolaire seront spécialement rémunérés pour le temps dépassant le maximum de 34 heures par semaine fixé par la loi.

d. Ecole complémentaire.

Art. 115. Les instituteurs qui dirigent les écoles complémentaires, ainsi que les cours spéciaux, sont rétribués à raison de fr. 2 par heure au minimum. Ce traitement est payé par les communes, qui reçoivent de l'Etat le 50% de la dépense.

e. Ecoles spéciales et cantines scolaires.

Art. 116. L'Etat contribue par des subsides à l'entretien des écoles spéciales et à la distribution d'aliments et de vêtements aux élèves. Ces subsides sont fixés par le budget.

f. Fournitures scolaires.

Art. 117. Les communes contribuent pour deux cinquièmes aux frais des fournitures scolaires.

g. Bibliothèques.

Art. 118. L'Etat participe aux achats de livres pour bibliothèques scolaires en allouant aux communes une subvention fixée par le budget de l'Etat.

h. Travaux manuels.

Art. 119. L'Etat accorde aux communes qui organisent un enseignement de travaux manuels une subvention égale au 50% des sommes dépensées pour traitements du personnel enseignant.

Titre III. — Enseignement privé.

Art. 120. L'Etat ni les communes ne subventionnent l'enseignement privé.

Art. 121. Conformément aux art. 15 et 77 de la Constitution, les parents ou autres personnes responsables sont libres de pourvoir à l'instruction obligatoire de leurs enfants, pupilles ou pensionnaires, par tout autre moyen que par la fréquentation de l'école publique.

Art. 122. Les autorités scolaires communales et le département de l'Instruction publique s'assurent quand bon leur semble, au moyen d'examens, que les enfants recevant un enseignement privé sont instruits conformément aux programmes prévus par la loi.

Si l'instruction des enfants appelés aux examens est jugée insuffisante, les parents ou autres personnes responsables sont tenus de les envoyer à l'école publique. Le recours au Conseil d'Etat est réservé.

Ceux qui ne se conformeraient pas aux dispositions de la loi sont passibles, après avertissement, d'une amende de dix francs.

En cas de récidive, les dispositions de l'art. 445, chiffre 1, du code pénal sont applicables.

Les parents qui veulent faire donner à leurs enfants un enseignement privé ne peuvent les retirer de l'école publique, sauf motifs suffisants, avant le terme d'une année scolaire.

Titre IV. — Enseignement religieux.

Art. 123. L'enseignement religieux est distinct des autres parties de l'instruction. (Art. 79 de la Constitution.)

Il est donné suivant le libre choix et la volonté des familles.

Art. 124. Les locaux scolaires sont de droit, dans les limites de l'ordre public, à la disposition de tous les cultes pour l'enseignement religieux.

Les autorités scolaires communales veillent à ce que cet enseignement ait lieu à des heures convenables de la journée, soit avant, soit après les autres leçons.

En cas de conflit au sujet de l'usage des locaux scolaires, le Conseil d'Etat statue.

Titre V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales.

Art. 125. Une loi spéciale déterminera l'organisation du fonds scolaire de prévoyance.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, le fonds scolaire actuel demeure régi par les dispositions de la loi sur l'enseignement primaire du 27 avril 1889. (Art. 98 à 105.)

Art. 126. Les traitements du personnel enseignant, prévus par l'art. 110 de la présente loi, seront payés à partir du 1^{er} janvier 1909.

Art. 127. Les communes disposent d'un délai de cinq années pour l'organisation de leurs écoles conformément à la présente loi.

Art. 128. Est abrogée à partir de la mise en vigueur de la présente loi, la loi sur l'enseignement primaire du 27 avril 1889, à l'exception des articles 98 à 105.

Art. 129. Sont en outre abrogés et cesseront d'être en vigueur, à partir du jour où la présente loi sera devenue exécutoire, toutes autres dispositions contraires de lois, de décrets, d'ordonnances, d'arrêtés ou de règlements antérieurs.

Art. 130. Le Conseil d'Etat est chargé d'élaborer les règlements scolaires en application de la présente loi.

Art. 131. Le Conseil d'Etat est chargé de procéder, s'il y a lieu, après les formalités du referendum, à la promulgation et à l'exécution de la présente loi.



II. Verordnungen, Beschlüsse und Kreisschreiben betreffend das Volksschulwesen.

2. 1. Kreisschreiben an die Bezirks-, Sekundar- und Gemeindeschulpflegen sowie die Rektorate und Direktionen der Mittelschulen und der Hochschule des Kantons Zürich betreffend Tuberkulosebekämpfung. (Vom 11. November 1908.)

Der Regierungsrat hat am 31. Dezember 1907 eine Verordnung betreffend die Bekämpfung der Tuberkulose erlassen, die insofern auch auf die Funktionen der Schulorgane sich bezieht, als in § 1 bestimmt ist:

„Die Gesundheitsbehörden haben dafür zu sorgen, daß in allen, öffentlichen Zwecken dienenden oder öffentlich benutzten Gebäuden, sowie in allen der öffentlichen Kontrolle unterstellten Räumen Spucknapfe aufgestellt, geleert, gereinigt und desinfiziert werden.“

In einem Kreisschreiben an die Ärzte und örtlichen Gesundheitsbehörden vom 1. Februar 1908 hat die Direktion des Gesundheitswesens darauf hingewiesen, daß die in § 1 enthaltene Bestimmung betreffend Aufstellung von Spucknapfen sich u. a. auch auf die Schulhäuser beziehe; dabei wurde weiter bemerkt:

„Wichtig ist die Form und Füllung der zu benutzenden Spucknapfe. In letzterer Beziehung sind Spucknapfe mit Sägemehl, Sand, überhaupt mit leicht zerstäubendem Inhalt, nicht zu dulden; an deren Stelle ist Wasser, eine Desinfektionslösung oder eine nicht zerstäubende, desinfizierende Masse zu verwenden. Das Hygiene-Institut in Zürich (Rämistraße 85) hält Modelle von geeigneten Spucknapfen zu jedermanns Einsicht bereit.“

Wir empfehlen auch unsererseits diese Bestimmungen, die sowohl im Interesse der Schüler als auch des Lehrkörpers liegen, den Schulorganen zu voller Beachtung. Im Hinblick auf die sanitarische Bedeutung sollten die Schulpflegen es nicht unterlassen, den Forderungen der Hygiene entsprechende Spucknapfe anzuschaffen und auf eine den Weisungen der Direktion des Gesundheitswesens entsprechende Behandlung derselben zu achten. Die Kosten der Neuanschaffung wie auch die mit der fleißigen Erneuerung des flüssigen Inhaltes vermehrte Arbeit lassen sich im Hinblick auf die Wichtigkeit der Bekämpfung der Tuberkulose für die Volksgesundheit wohl rechtfertigen.

Wir benutzen diesen Anlaß, Schulbehörden und Lehrerschaft auf die Gründung einer zürcherischen Liga zur Tuberkulosebekämpfung aufmerksam zu machen und sie zugleich zu ersuchen, diesen Bestrebungen zunächst dadurch ihre Unterstützung zu gewähren, daß sie den von einem Initiativkomitee ausgearbeiteten Aufruf zur Gründung der Liga durch die Schule in den Familien verbreiten. Die erforderliche Anzahl dieses Aufrufs lassen wir Ihnen zukommen.

Im weitem richten wir an Schulbehörden und Lehrerschaft die Einladung, der Frage der Bekämpfung der Tuberkulose überhaupt ihr volles Interesse entgegenzubringen und den prophylaktischen und therapeutischen Maßnahmen, die von den Sachkundigen empfohlen werden, ihre Unterstützung zu gewähren. Nur durch das Zusammenwirken aller kann die gefährliche Volksseuche, die so viele Menschen in der Blüte ihrer Jahre dahinrafft, mit Aussicht auf Erfolg in Schranken gehalten werden.

3. 2. Dekret betreffend die Inspektion der Primar- und Sekundarschulen im Kanton Bern. (Vom 30. November 1908.)

Der Große Rat des Kantons Bern, in Ausführung des Gesetzes vom 24. Juni 1856 und des Gesetzes vom 6. Mai 1894; auf den Antrag des Regierungsrates,

beschließt:

I. Primarschulen.

§ 1. Für die Aufsicht über die Primarschulen des Kantons, sowie über die Fortbildungs- und Privatschulen werden 12 Inspektoren gewählt, welche verpflichtet sind, ihre Tätigkeit vollständig ihrem Amte zu widmen.

Der Kanton wird in die 12 nachstehenden Inspektoratskreise eingeteilt: 1. Kreis: Oberhasle, Interlaken, Frutigen; — 2. Kreis: Saanen, Obersimmental, Nidarsimmental, Thun, linkes Aareufer; — 3. Kreis: Thun, rechtes Aareufer, Seftigen, Schwarzenburg; — 4. Kreis: Konolfingen, Signau; — 5. Kreis: Bern-Stadt, Bern-Land, linkes Aareufer; — 6. Kreis: Burgdorf, Trachselwald; — 7. Kreis: Wangen, Aarwangen; — 8. Kreis: Fraubrunnen, Büren, Nidau; — 9. Kreis: Bern-Land, rechtes Aareufer, Laupen, Aarberg, Erlach; — 10. Kreis: Neuenstadt, Biel, Courtelary; — 11. Kreis: Münster, Delsberg, Laufen; — 12. Kreis: Freibergen, Pruntrut.

Die Besoldung der Schulinspektoren beträgt Fr. 3600 bis Fr. 4500.

Jeder Inspektor beginnt mit der Minimalbesoldung und erhält nach je drei Jahren eine Alterszulage von Fr. 300, so daß er das Maximum seiner Besoldung nach neun Dienstjahren erreicht.

Der Inspektor des 5. Kreises erhält, wenn er in Bern wohnt, eine Wohnungszulage von Fr. 500.

Die Reiseentschädigungen für die Inspektoren werden vom Regierungsrat festgesetzt.

Der Regierungsrat ist ermächtigt, in einzelnen Fällen in der Umschreibung der Inspektoratskreise Abänderungen eintreten zu lassen, wobei die Reiseentschädigungen sachgemäß abzuändern sind. Eine allgemeine Abänderung des Dekretes steht jedoch nur dem Großen Rate zu.

II. Sekundarschulen und Progymnasien.

§ 2. Für die Aufsicht über die Sekundarschulen und Progymnasien werden zwei bis drei Inspektoren gewählt, denen je ein territorial abgegrenzter Kreis zugeteilt wird. Diese Abgrenzung findet jeweilen bei der Wahl der betreffenden Inspektoren durch den Regierungsrat statt. Es können aber auch Änderungen in der Zwischenzeit stattfinden.

§ 3. Die Sekundarschulinspektoren erhalten eine Besoldung bis auf Fr. 5500 und außerdem eine Alterszulage gemäß § 1.

Der Regierungsrat setzt die Besoldungen für die einzelnen Inspektionskreise je nach deren Ausdehnung und Arbeitslast fest. Er bestimmt auch die Reiseentschädigungen.

§ 4. Der Regierungsrat kann die Sekundarschulinspektoren von der Aufsicht über den Unterricht in den alten Sprachen entbinden. Dagegen kann er an ihrer Stelle nach Bedürfnis einen oder mehrere Delegierte bezeichnen, deren Taggelder und Reiseentschädigungen durch den Regierungsrat bestimmt werden.

III. Gemeinsame Bestimmungen.

§ 5. Die Primar- und Sekundarschulinspektoren werden auf eine Amtsdauer von vier Jahren durch den Regierungsrat gewählt. Sie müssen in der Regel ihren Wohnsitz innerhalb des von ihnen verwalteten Kreises nehmen. Ausnahmen kann der Regierungsrat gestatten.

§ 6. Die Inspektoren sind verpflichtet, sich in Verhinderungsfällen gegenseitig zu vertreten. Den Stellvertreter bezeichnet die Unterrichtsdirektion. Übersteigt die Dauer der Stellvertretung nicht drei Wochen, so findet sie ohne Entgelt statt. Übersteigt sie drei Wochen, so trägt in Fällen von Militärdienst und Krankheit der Staat die Kosten der Entschädigung; in allen anderen Fällen geschieht sie zu Lasten des Vertretenen. Können sich der Vertreter und der Vertretene über deren Betrag nicht einigen, so findet die Feststellung durch die Unterrichtsdirektion statt. Beurlaubungen bis auf drei Wochen erteilt die Unterrichtsdirektion, für mehr als drei Wochen der Regierungsrat.

§ 7. Die Primarschulinspektoren besammeln sich alljährlich wenigstens einmal unter dem Vorsitz des Unterrichtsdirektors auf dessen Einladung zur Besprechung allgemeiner, namentlich mit der Schulaufsicht zusammenhängender Schulfragen.

Die Vereinigung der Primarschulinspektoren wird erweitert durch wenigstens sechs fernere Mitglieder, die der Vorstand der Schulsynode unter Ausschluß seiner eigenen Mitglieder wählt. Die Gewählten können Lehrer oder Nichtlehrer sein. Nach je vier Jahren scheidet die Hälfte der Gewählten aus und ist für die nächste Amtsdauer nicht wieder wählbar. Erstmals entscheidet über den Austritt das Los.

In gleicher Weise bilden die Sekundarschulinspektoren eine Vereinigung, die erweitert wird durch drei fernere Mitglieder. Dieselben werden gewählt wie die Mitglieder der erweiterten Primarschulvereinigung. Auch sie können Lehrer oder Nichtlehrer sein. Ihre Aufgaben sind analoge wie die der Primarschulinspektoren.

Der Regierungsrat ist ermächtigt, wenn sich das Bedürfnis zeigt, über diese Vereinigungen ein Regulativ aufzustellen.

§ 8. Inspektoren, welche wenigstens 20 Jahre im Schuldienst des Kantons gestanden sind, werden, wenn sie wegen Alters oder anderer unverschuldeter Ursachen von ihren Stellen zurücktreten müssen, vom Staate mit einem Ruhegehalt versehen, der jedoch die Hälfte ihrer Besoldung nicht übersteigen darf.

In Notfällen kann eine Versetzung in Ruhestand auch vor Ablauf von 20 Jahren stattfinden, wobei jedoch ein reduzierter, den Verhältnissen angemessener Ruhegehalt festgesetzt werden soll.

Diejenigen Inspektoren, welche der bernischen Lehrerversicherungskasse angehören und von dorthier eine Pension beziehen, bleiben gegenüber dem Staate gleichwohl pensionsberechtigt; dagegen ist der Betrag, den sie von der Lehrerversicherungskasse erhalten, vom Betrag der staatlichen Pension in Abrechnung zu bringen.

Behufs Gewinnung tüchtiger Kräfte für das Sekundarschulinspektorat kann der Regierungsrat auch außerkantonalen Schuldienst in Anrechnung bringen.

§ 9. Den beim Inkrafttreten dieses Dekretes im Amte stehenden Inspektoren werden die in ihrer gegenwärtigen Stellung geleisteten Dienstjahre in Anrechnung gebracht.

§ 10. Dieses Dekret tritt auf 1. Januar 1909 in Kraft. Durch dasselbe wird das Dekret vom 19. November 1894 aufgehoben.

4. 3. Kreisschreiben des Erziehungsdepartementes an sämtliche Primarlehrer, Primarschulinspektoren und Gemeindeschulkommissionen des Kantons Solothurn, betreffend Schülerversetzungen und Veranschaulichungsmittel. (Vom 5. Juni 1908.)

1. Es kommt oft vor, daß Lehrer und Lehrerinnen von sich aus Schulkinder in die nächsthöhere Klasse nicht vorrücken lassen.

Dem gegenüber muß darauf hingewiesen werden, daß der Lehrer kein Recht hat, ohne Zustimmung des Inspektors ein Kind von seinen Alters- und Klassengenossen abzutrennen und anläßlich des Schuljahreswechsels in der bisherigen Klasse „sitzen“ zu lassen oder gar innerhalb des Schuljahres im augenblicklichen Unwillen in die nächstuntere Klasse zurückzustößen, wie es tatsächlich auch schon vorgekommen ist. Das Primarschulgesetz vom 27. April 1873 bezeichnet es in § 64, litt. d als eine Hauptaufgabe des Inspektors, gemeinschaftlich mit dem Lehrer zu bestimmen, ob Kinder in eine höhere Klasse zu versetzen seien oder nicht. Um für diese Ausscheidung die nötige Personalkenntnis zu erlangen, soll sich der Inspektor schon vor den Prüfungen vom Lehrer diejenigen Schulkinder bezeichnen lassen, deren Sitzenbleiben in Frage kommen kann, und soll an der schriftlichen und mündlichen Prüfung diesen Schülern und Schülerinnen besondere Beachtung schenken, so daß er in der

Lage ist, am Schlusse der Prüfung mit dem Lehrer zu entscheiden, welche Kinder auch im folgenden Schuljahre nicht in die nächsthöhere Klasse vorrücken könne (vergl. Kreisschreiben vom 28. Jänner 1902).

Die Lehrer und Lehrerinnen werden deshalb ersucht, nicht von sich aus, sondern nur in Verbindung mit dem Inspektor anlässlich der Schlußprüfung zu bestimmen, welche Schulkinder in der gleichen Klasse zu belassen seien.

2. Aus den vorjährigen Schulberichten geht hervor, daß der Sachunterricht auf allen Schulstufen durch den Mangel an genügenden und guten Veranschaulichungsmitteln sehr leidet. Wir sehen uns daher veranlaßt, zu erheben:

- a. Welche der im Lehrplan für die Primarschulen obligatorischen Veranschaulichungsmittel in den Schulen fehlen;
- b. welche der dort als wünschenswert bezeichneten und welche sonstigen Veranschaulichungsmittel vorhanden sind.

Die Lehrer und Lehrerinnen werden aufgefordert, ihre Angaben hierüber bis 1. Juli künftigt dem Erziehungsdepartement einzusenden.

5. 4. Zirkular der Landesschulkommission des Kantons Appenzell A.-Rh. an die Tit. Schulkommissionen und Lehrer betreffend die Verrechnung der Schulzeit.
(Vom 27. Mai 1908.)

Von einer Schulkommission ist eine Wegleitung gewünscht worden über die Art der Verrechnung der Schulzeit zwischen achtem Alltagschuljahr und Übungsschule.

Da es wünschbar ist, daß in solchen Fällen, die durch Übersiedelung von Kindern in andere Gemeinden sich ergeben können, etwelche Einheit herrsche, hat die Landesschulkommission beschlossen, den tit. Schulkommissionen folgende Verrechnung zu empfehlen: 1 Jahr achtes Alltagschuljahr = 2 Jahre Übungsschule, $\frac{1}{2}$ Jahr achtes Alltagschuljahr = 1 Jahr Übungsschule und umgekehrt. Kleinere Bruchteile des Schulbesuches werden nicht berücksichtigt.

Es ergibt sich demgemäß mit andern Worten folgende Norm:

Wenn ein Kind an seinem frühern Schulort wenigstens $\frac{1}{2}$ Jahr die achte Klasse besucht hat und nun in einer andern Gemeinde in die Übungsschule eintritt, so kann es nur noch zu einem Jahr Übungsschule verpflichtet werden, oder:

Ein Kind, das am frühern Schulort wenigstens 1 Jahr lang die Übungsschule besuchte und nun in eine Gemeinde mit achtem Schuljahr übertritt, kann daselbst noch für $\frac{1}{2}$ Jahr zum Besuch der achten Alltagschulklasse verpflichtet werden.

Es wäre also in diesen Fällen, die ja Ausnahmefälle sind, ein Austritt auch im Herbst gestattet.

Wir empfehlen Ihnen, hiervon Notiz zu nehmen und nach dieser Praxis zu verfahren.

6. 5. Kreisschreiben des Erziehungsdepartementes des Kantons Graubünden an sämtliche Schulräte betreffend die Schulaufsicht. (Oktober 1908.)

Der Wiederbeginn eines neuen Schulkurses veranlaßt uns auch dieses Jahr, Sie auf eine genaue und pünktliche Durchführung unserer Schulgesetze und Verordnungen hinzuweisen und Sie um Ihre kräftige Unterstützung zu ersuchen. —

Es ist im abgelaufenen Schuljahre wiederholt vorgekommen, daß die gesetzliche Schuldauer nicht eingehalten wurde. Wir können es absolut nicht dulden, daß an dem Minimum derselben Abstriche vorgenommen werden, indem die Schule zu früh geschlossen wird. Wo vor Ostern die Schule geschlossen werden soll, ist deren Beginn so rechtzeitig anzusetzen, daß die volle Schuldauer

eingehalten werden kann. Willkürliche Abkürzung der Schuldauer müßte unbedingt geahndet werden.

Im weitem kommt es vor, daß Lehrer täglich morgens und abends weite Wegstrecken zurücklegen, um zu ihrer Familie zu gelangen, die oft eine Stunde weit entfernt ist. Diese Lehrer kommen müde zur Schule, wodurch der Unterricht leiden muß; ebenso ist selbstverständlich, daß ihnen nicht die nötige Zeit für Korrekturen und Vorbereitung übrig bleibt. Diesem Übelstand wollen Sie, wo er besteht, energisch abhelfen und den Lehrer verpflichten, in der Schulgemeinde Wohnsitz zu nehmen. Zuwiderhandlungen müßten auch hier geahndet werden.

Der Einzug der Schulbußen läßt noch vielerorts zu wünschen übrig, wenn auch eine Besserung der Verhältnisse eingetreten ist. Nur ein sofortiger Einzug der Bußen kann das Auflaufen von unentschuldigten Versäumnissen verhindern, weshalb wir neuerdings auf die bezüglichlichen Bestimmungen der kant. Schulordnung und auf unser Kreisschreiben vom Jahr 1906 aufmerksam machen.

Wie wir aus den Tagesblättern ersehen, finden mancherorts die Lehrerwahlen erst sehr spät statt. Das sollte im Interesse der Schule vermieden werden. Tüchtige Lehrkräfte bleiben nicht aufgespeichert und sind placiert, bevor der Herbst heranrückt. Speziell für das nächste Schuljahr (1809/10) werden die Schulräte gut tun, sich tüchtige Lehrkräfte rechtzeitig zu sichern.

Auch Klagen über ungenügendes Heizmaterial sind uns eingegangen, speziell darüber, daß das Schulholz nicht rechtzeitig klein gemacht und gedörft werde. Ein solches Verfahren liegt weder im Interesse der Schule noch der Gemeinde und sollte daher beseitigt werden.

Endlich lassen auch die Schulbesuche in vielen Gemeinden zu wünschen übrig, und zwar gerade da, wo sie am nötigsten wären.

Wer das Ehrenamt eines Schulrates übernimmt, sollte auch der Pflichten eingedenk sein, die ihm obliegen.

Wir hoffen zuversichtlich, daß Sie sich die Beseitigung der vorhandenen, angeführten Übelstände angelegen sein lassen, und daß Sie in treuer Unterstützung der Lehrer das Wohl Ihrer Schulen und damit das gesamte Volkswohl fördern helfen.

7. 6. Kreisschreiben des Erziehungsdepartementes an sämtliche Lehrer des Kantons Graubünden betreffend Verbesserungen im Schulbetrieb. (Oktober 1908.)

Neuerdings öffnen sich die Pforten unserer Schulen und neuerdings beginnt Ihre schöne, aber auch verantwortungsvolle Tätigkeit als Vorsteher und Leiter derselben.

Wir wollen auch dieses Jahr nicht unterlassen, Ihnen unsere Wünsche zu einem gedeihlichen Erfolg Ihrer Bestrebungen zu übermitteln und Sie zugleich auf einige Punkte hinzuweisen, die Gegenstand spezieller Berichterstattung unserer Herren Schulinspektoren gewesen sind und deren Beachtung wir mit denselben wünschen. —

Vorausgehend jedoch eine allgemeine Bemerkung nebst kurzem Rückblick auf den Gang des Schulwesens während der letzten Jahre. —

Wir haben unserer Primarschule einen neuen Lehrplan gegeben, der sie nicht allein aus zu enggezogenen Fesseln befreien, sondern auch die Forderungen an unsere Halbjahresschulen auf ein mögliches Maß reduzieren sollte. Eine weitere Aufgabe, die wir uns gestellt haben, war die Vereinfachung der Lehrmittel in sprachlicher und z. T. auch in inhaltlicher Beziehung.

Als einen Fortschritt dürfen wir die Verlängerung der Schulzeit bezeichnen. Ist auch der Schritt, den wir in dieser Richtung getan haben, kein großer gewesen, so dürfen wir uns desselben doch freuen, weil er einerseits eine Reihe von Gemeinden veranlaßt hat, über das neue Minimum der Schulzeit

hinauszugehen, und weil andere Gemeinden ohne ein Gesetz wohl nie dazu gekommen wären.

Daß mit der Verlängerung der Schulzeit die finanzielle Besserstellung der Lehrer Hand in Hand gehen mußte, war nur selbstverständlich.

Als Erfolg der letzten Jahre dürfen wir im weitern auf die rasche Entwicklung hinweisen, welche unser Sekundarschulwesen genommen hat.

Daß auch die Einführung eines weitern Seminarkurses unser Schulwesen für die Zukunft günstig beeinflussen wird, ist wohl außer Frage. — Wenn wir im weitern darauf hinweisen dürfen, daß auf dem Gebiete der Erstellung neuer, zweckentsprechender Schullokalitäten und der Beschaffung von Schulmobiliar sehr viel geschehen ist, so erfüllt uns dies mit nicht geringer Genugtuung.

Endlich darf auch das Zeugnis der Schulinspektoren als Beweis dafür gelten, daß wir uns punkto Schulwesen im Zeichen eines bedächtigen, aber gesunden Fortschrittes befinden.

Dieses Zeichen ermutige denn auch Sie, liebe Lehrer, mit aller Hingabe, Treue und Begeisterung weiter zu arbeiten am großen Werke der Volkserziehung und Volksbildung.

Dieses Werk ist so groß und schwer, daß Lehrer, Schulräte und andere Schulbehörden dasselbe allein nicht fördern können, so lange der Sinn für die Schule in den Gemeinden und Familien nicht gehoben wird. Hier ist der Punkt, wo Behörden, Lehrer und Schulfreunde einzusetzen haben, und wir möchten unser Abschiedszirkular nicht schließen, ohne auf diesen wichtigsten aller Umstände aufmerksam gemacht zu haben. Die Schule muß der Liebling aller staatlichen Einrichtungen eines Volkes werden, wenn es mit der Schulbildung desselben gut bestellt sein soll.

Darauf hinzuwirken sei Ihre Aufgabe in Ihrem beruflichen und öffentlichen Leben.

Was unsere Wünsche mit Bezug auf die Schulführung betrifft, so mag an Hand der Inspektorsberichte auf folgende Punkte verwiesen werden:

Es kommt vielfach vor, daß Lehrer gerne mit Anfängerklassen zu brillieren suchen, indem sie dieselben ungemein weit fördern, oft über das Lehrziel hinaus.

Die gewöhnliche Folge dieses Vorgehens ist eine sichtliche Erschlaffung der Schüler während der folgenden Jahre.

Vergessen wir nicht, daß auch bei Einhaltung des Lehrzieles dem Schüler im ersten Schuljahre genug zugemutet wird, daß die Fülle der ihm beizubringenden Begriffe größer ist, als auf irgend einer andern Schulstufe, und daß wir uns hier vor allem vor einer Überbürdung der noch schwachen Kräfte hüten müssen.

Im weitern wird, wohl nicht mit Unrecht, darüber geklagt, daß die Schüler sehr vieles von dem, was sie in der Schule gelernt, bald wieder vergessen haben.

Es gibt zwei Mittel, um diesem Übelstande entgegenzutreten. Das eine besteht in einem gründlichen Unterricht mit zeitweiligen Repetitionen, die unerläßlich sind, wenn das Wissen in Fleisch und Blut übergehen soll; das andere in der Weckung des Triebes zur eigenen Weiterbildung nach dem Austritt aus der Schule. Wir müssen dringend wünschen, daß unsere Lehrerschaft diese beiden wichtigen Punkte nicht übersehe.

Mit Bezug auf die einzelnen Fächer sodann noch folgende kurze Bemerkungen:

Es wird vielfach geklagt, daß das Schreiben in manchen Schulen vernachlässigt wird. Wir müssen darauf halten, daß diesem Fach mehr Aufmerksamkeit zugewendet wird; die Schönschreibstunde darf nicht zur Ruhepause des Lehrers werden.

Pädagogische Verirrungen kommen sodann in der Erteilung des Gesangsunterrichts vielfach vor. Das Singen darf in den obern Klassen, wie wir schon früher betont, nicht ein bloßes Gehörsingen sein; singen können heißt

nicht nachsingen können. Ebenso wenig geht es an, in kleinen oder schwachen Schulen drei- oder gar vierstimmig singen zu wollen, wo man kaum das Material hat, zweistimmig singen zu lassen. Auch das Mitsingen des Lehrers bei eingeübten Liedern ist unstatthaft.

Im Sprachunterricht sind nach den eingegangenen Berichten wohl Fortschritte zu verzeichnen; immerhin bleibt darauf aufmerksam zu machen, daß der Unterricht im Dialekt je früher, desto besser, aufhört, daß der Anschauungsunterricht zugleich Sprachunterricht sein muß, und daß die Selbsttätigkeit der Schüler vom ersten Schultage an anzustreben ist.

Die vielfache Gedankenarmut bei den Aufsätzen ist wohl eine Folge der zu häufig vorkommenden schriftlichen Reproduktion von Lesestücken. Mehr freie Aufsätze!

Im Lesen fehlt noch vielfach die richtige Betonung, obschon dies der wichtigste Prüfstein dafür ist, daß das Gelesene auch richtig verstanden wurde.

Die Erfahrungen auf dem Gebiete des Rechnungsfaches gehen dahin, daß in diesem Fache noch manches zu tun übrig bleibt.

Besser geworden ist es mit der schriftlichen Darstellung, nicht aber mit dem Verständnis der Rechnungsarten.

Übereinstimmend wird durch die Schulinspektoren gefordert, daß das Rechnen mit gemeinen Brüchen demjenigen mit Dezimalbrüchen vorausgehe.

Wir ordnen daher an, daß die Behandlung der Brüche in das V. und diejenige der Dezimalbrüche in das VI. Schuljahr verlegt werden, wovon Sie Vormerkung nehmen wollen.

Endlich haben wir mit Bezug auf die Führung der Versäumnistabellen Sie darauf aufmerksam zu machen, daß Sie derselben Ihre volle Aufmerksamkeit zu widmen haben. Es gehört das mit zu einer gewissenhaften Schulführung, daß alle Versäumnisse notiert und daß unentschuldigte nicht als entschuldigt gebucht werden.

Zur Erreichung einer einheitlichen Führung der Tabellen wollen Sie die entschuldigten Versäumnisse mit einem kurzen Strich für einen halben Tag (I), mit einem langen Strich für einen ganzen Tag (|); die unentschuldigten mit einem Strich und darüber stehenden Punkt (j) bezeichnen.

Wir legen, Ihnen zum Schlusse das Wohl und Gedeihen Ihrer Schule warm ans Herz.

8. 7. Dekret betreffend Errichtung eines staatlichen Lehrmittelverlags für den Kanton Aargau. (Vom 23. März 1908.)

Der Große Rat des Kantons Aargau, auf den Bericht und Antrag des Regierungsrates,

beschließt:

§ 1. Zum Zwecke der Beschaffung der Lehrmittel für die aargauischen Schulen wird ein staatlicher Lehrmittelverlag errichtet.

Demselben kann ferner übertragen werden:

- a. Die Anlage und Verwaltung einer Lehrmittelsammlung und
- b. die Beschaffung und Abgabe von Schreib- und Zeichnungsmaterialien und von amtlichen Formularen und Drucksachen für die Schulen und staatlichen Verwaltungen, sowie die Beschaffung und Abgabe von Bildwerken für die Schule, jedoch ohne Kaufszwang für die Gemeinden.

§ 2. Bei Vergebung der Arbeiten und Lieferungen durch den Lehrmittelverlag ist, wenn immer möglich, das im Kanton domizilierte Gewerbe in erster Linie zu berücksichtigen.

§ 3. Organisation und Verwaltung des Lehrmittelverlags sind so einzurichten, daß Einnahmen und Ausgaben sich ausgleichen. Die Staatskasse stellt

jedoch dem Lehrmittelverlag das erforderliche Betriebskapital zur Verfügung, welches zu verzinsen und zu amortisieren ist.

§ 4. Der Regierungsrat wird über die Organisation und Verwaltung des staatlichen Lehrmittelverlags die nötigen Vorschriften aufstellen.

§ 5. Dieses Dekret tritt sofort in Kraft.

9. 8. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau an die tit. Lehrer, Schulpflegen und Inspektorate der Gemeindeschulen, betreffend den Geometrie-Unterricht. (Vom 28 April 1908.)

Bei Anlaß der letzten Konferenz der Gemeindeschulinspektoren wurde ein Referat gehalten über das Thema: „Praktische Betätigung der Schüler mit Meßübungen und Berechnungen anschließend an den geometrischen Unterricht“.

Dem Referate wie der daran geknüpften Diskussion wird entnommen, daß in manchen Schulen die Schüler mehr mit der Theorie des Berechnens geometrischer Figuren nach den ihnen gebotenen Zahlenangaben als mit dem selbst-eigenen Erheben dieser Zahlen durch Messen von Längen, Flächen und Körpern bekannt gemacht werden, worauf dann das Zeichnen und Berechnen derselben zu erfolgen hätte. Die Schüler sind im Schätzen von Distanzen in nächster Umgebung, sowie im Handhaben der einfachsten Meßapparate im Felde unbeholfen oder ganz unbewandert. Zur Nutzbarmachung des theoretischen Geometrieunterrichtes, bezw. der geometrischen Formenlehre, sollen praktische Übungen im Schätzen und Messen von Linien, Flächen und Körpern im Schulhaus, dessen Umgebung und im Felde vorgenommen und damit das Zeichnen und Berechnen der gemessenen Objekte verbunden werden. Die Eintragung solcher Arbeiten in Hefte wird empfohlen.

Zur Erreichung dieser vorgezeichneten Ziele wird von der Inspektorenkonferenz eine Abänderung oder Erweiterung der bestehenden Lehrpläne nicht für nötig erachtet, indem bezügliche Vorschriften für eine praktischere Gestaltung des geometrischen Unterrichtes in angedeutetem Sinne in denselben schon enthalten sind. Dagegen wurde bemerkt, daß in vielen Schulen die zur Vornahme von Meßübungen nötigen Hilfsmittel (Meßapparate) ganz oder teilweise fehlen.

In Entsprechung des von der Inspektorenkonferenz geäußerten Wunsches, es möchte zur fruchtbarern Gestaltung des geometrischen Unterrichtes vom Erziehungsrate das Geeignete angeordnet werden, wird

verfügt:

1. Mit dem Unterricht in der geometrischen Formenlehre (pag. 8 und 9 des Lehrplanes für Gemeinde- und pag. 17 des Lehrplanes für Fortbildungsschulen) sind im Sinne der vorstehenden Andeutungen Übungen im Messen, Zeichnen und Berechnen zu verbinden und bezügliche Hefteintragungen zu machen.

2. Den Schulen, in welchen dieser Unterricht erteilt werden muß, sind die im Lehrmittelverzeichnis für Gemeindeschulen pag. 6 und für Fortbildungsschulen die im Lehrmittelverzeichnis pag. 3 vorgeschriebenen Meßapparate zur Verfügung zu stellen.

3. Die Gemeindeschulinspektoren werden beauftragt, dahin zu wirken, daß der geometrische Unterricht lehrplangemäß und in Verbindung mit Meßübungen erteilt wird und den Schulen die für einen richtigen Unterrichtsbetrieb erforderlichen Lehrmittel zur Verfügung gestellt werden. Ihrem nächsten Jahresbericht haben dieselben ein Verzeichnis derjenigen Schulen beizufügen, in welchen fragliche Lehrmittel noch ganz oder teilweise fehlen.

10. 9. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau an die tit. Schulpflegen und Rektorate der Bezirksschulen betreffend Ansetzung der Pausen.
(Vom 28. April 1908.)

In § 26, Ziffer 6, des Lehrplanes der Bezirksschulen vom 15. März 1902 wird bestimmt: „Nach zwei Unterrichtsstunden ist eine Pause von 15 Minuten anzusetzen.“

Infolge Anregung der Konferenz der Bezirksschulinspektoren hat nun der Erziehungsrat beschlossen, die Bezirksschulpflegen seien angewiesen, außer der im Lehrplan vorgesehenen Hauptpause von 15 Minuten nach jeder Unterrichtsstunde, d. h. nach der ersten und dritten, ebenfalls eine Pause von 10 Minuten eintreten zu lassen.

11. 10. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau an die tit. Gemeinde- und Bezirksschulpflegen, betreffend die Ansetzung von Weihnachtsferien. (Vom 26. April 1908.)

Seit dem Bestande des gegenwärtigen Schulgesetzes hat man an den höhern kantonalen Lehranstalten und im Laufe der Jahre auch an den Bezirksschulorten für Bezirks- und Gemeindeschulen zur Weihnachts- und Neujahrszeit Schulferien eintreten zu lassen. Um in bezug auf die Ferienanordnung sämtliche Schulen des Kantons gleichzustellen, und weil man im Laufe der Zeit die Wahrnehmung gemacht hat, daß in einer ununterbrochenen Schulzeit von Mitte Oktober bis Ende März bei Schülern und Lehrern eine gewisse Müdigkeit eintritt, und daß daher eine mehrtägige Ruhepause für beide Teile nur wohlthätig wirken kann, wie auch im Interesse des Unterrichts gelegen ist, wird in Würdigung eines bezüglichlichen Antrages der Konferenz der Gemeindeschulinspektoren beschlossen, den Schulpflegen zu empfehlen, für sämtliche Schulen, also auch für diejenigen auf dem Lande, alljährlich vom 25. Dezember bis und mit 2. Januar Weihnachtsferien anzuordnen.

12. 11. Kreisschreiben der Erziehungsdirektion des Kantons Aargau an die tit. Gemeinderäte und Schulpflegen betreffend Schulsuppen etc. (Vom 2. November 1908.)

Mit der soeben eröffneten Winterschule beginnt eine harte Zeit für viele Schulkinder, deren Eltern nicht in der Lage sind, für die kalte Jahreszeit ihnen eine ausreichende, kräftige Nahrung, wärmende Winterkleider und gutes Schuhwerk zu verabfolgen, wodurch sie auch bei weiten, mühsamen Schulwegen der Unbill der Witterung ohne Schaden für ihre Gesundheit standhalten können. Sozusagen in jeder Gemeinde gibt es noch solche Kinder, die aus diesem Grunde hungrig und frierend zur Schule kommen, wo man von ihnen dann das Unmögliche verlangt, daß sie in diesem Zustande aufmerksam dem Unterrichte folgen sollen.

Da und dort haben allerdings bis jetzt schon Behörden und gemeinnützige Vereine im Interesse einer bessern Ernährung und Bekleidung der schulpflichtigen Jugend durch Errichtung von sogenannten Schulsuppenanstalten, durch Weihnachtsbescherungen etc., eine aner kennenswerte Tätigkeit entwickelt, allein noch bleibt nach dieser Richtung in unserem Kanton viel zu tun übrig, um die Schuljugend vor den bedauernswerten Folgen der Not und Armut ihrer Eltern zu schützen. Dies geht mit aller Deutlichkeit aus folgenden Ziffern hervor:

Es haben an Beiträgen für Ernährung und Bekleidung bedürftiger Schulkinder aus der Primarschulsubvention des Bundes bezogen:

In den Jahren:	Gemeinden	Für total Ausgaben: Fr.	An Subventionen: Fr.
1903	15	10,019. 90	3398. 80
1904	26	13,758. 38	4122. 80
1905	21	14,227. 16	5750. 55
1906	28	15,586. 03	5500. —
1907	30	16,511. 80	4953. 10

Da anzunehmen ist, daß die Mehrzahl der Gemeinden, welche für diesen Zweck Auslagen gehabt, sich um den Bundesbeitrag beworben haben werden, so ergibt sich aus obiger Zusammenstellung die bemühende Tatsache, daß nur ein kleiner Bruchteil unserer 235 aargauischen Gemeinden für die bessere Ernährung und Bekleidung bedürftiger Schulkinder fürsorgende Maßnahmen trifft. Und doch hat die Öffentlichkeit die unabweisbare, moralische Pflicht, das körperliche und geistige Wohl der Jugend nach Kräften zu fördern und sie vor den Gefahren und Schäden der sozialen Mißstände zu bewahren.

Die Erziehungsdirektion nimmt daher neuerdings Veranlassung, die Gemeinde- und Schulbehörden zu Stadt und Land angelegentlich einzuladen, im bevorstehenden Winter der Jugendfürsorge, namentlich in bezug auf Nachhülfe bei Ernährung und Bekleidung bedürftiger Schulkinder, vermehrte Aufmerksamkeit zuzuwenden. Es sollten in jeder Gemeinde die Behörden von sich aus oder in Verbindung mit gemeinnützigen Vereinen dahin Vorsorge zu treffen,

1. daß ungenügend genährte und solche Schulkinder, welche in der Mittagspause wegen des weiten Schulweges nicht nach Hause gehen können, ein warmes Mittagessen oder zum wenigsten eine kräftige Suppe oder warme Milch mit Brot erhalten;
2. daß mangelhaft gekleideten, namentlich schlecht beschuhten Kindern bedürftiger Eltern zweckmäßige Kleidungsstücke, bezw. Schuhe verabreicht werden;
3. daß in jeder Schule die nötige Anzahl „Endefinken“ oder ähnliche wärmende Hausschuhe für solche Kinder zur Verfügung stehen, welche infolge des weiten Schulweges und der schlechten Witterung mit naßkalten Füßen zur Schule kommen.

Solche humane Maßnahmen werden, abgesehen von ihren guten Folgen für die Erhaltung der Gesundheit unserer heranwachsenden Generation, auch die Lust und Liebe zur Schule in unserer Jugend wecken und fördern und dadurch auf den Schulbesuch wie auf den Erfolg des Unterrichts und der Erziehung den günstigsten Einfluß ausüben.

Es ist dabei wohl nicht nötig, den Behörden noch besonders ans Herz zu legen, daß diese Gaben, soweit sie an Bedürftige unentgeltlich verabfolgt werden, niemals als Armenunterstützung zu behandeln sind, daß vielmehr das Zartgefühl der betreffenden Schüler und Eltern tunlichst zu schonen ist. Dagegen wird bei diesem Anlasse neuerdings daran erinnert, daß den Gemeinden an solche Auslagen Beiträge aus der Primarschulsubvention des Bundes (bis anhin durchschnittlich ein Drittel) verabfolgt werden.

13. 12. Kreisschreiben der Erziehungsdirektion des Kantons Aargau an die tit. Schulpflegen betreffend Anzeige bei Übersiedelung von Schulkindern. (Vom 30. November 1908.)

Einige kantonale Erziehungsdirektionen, besonders diejenigen der Westschweiz, machen jeweilen unter Einsendung des Schulzeugnisses der aargauischen Erziehungsdirektion davon Mitteilung, wenn ein noch im schulpflichtigen Alter stehendes Kind seinen bisherigen Wohnkanton verläßt und in den Aargau sich begibt. Die aargauische Erziehungsdirektion übermittelt in solchen Fällen die Übersiedelungsanzeige mit dem Schulzeugnis des betreffenden Schülers der Schulpflege des neuen Niederlassungsortes zur Amtshandlung.

Nun ist es in letzter Zeit häufig vorgekommen, daß die überweisende außerkantonale Erziehungsdirektion bei der unterzeichneten Behörde die Schulzeugnisse zuhanden der fraglichen Schüler reklamieren mußte, wenn sie am neuen Schulort entweder gar nicht eintraten, oder denselben nach kürzerer oder längerer Zeit wieder verließen.

Um zu derartigen unangenehmen Reklamationen keinen Anlaß mehr zu geben, wird

verfügt:

1. Wenn ein bei der Schulpflege angemeldeter Schüler an dem neuen Niederlassungsorte gar nicht eintrifft, so ist die Überweisungsanzeige mit einer entsprechenden Bemerkung und dem Schulzeugnis wieder an die hierseitige Erziehungsdirektion zurückzuschicken.
2. Wenn ein im Aargau niedergelassener Schüler nach kürzerem oder längerem Aufenthalt den aargauischen Schulort verläßt und wieder in den von ihm früher bewohnten oder einen andern Kanton übersiedelt, so ist das Schulzeugnis sofort der Schulpflege des neuen Wohnorts, oder, sofern irgendwelche Zweifel bestehen, der aargauischen Erziehungsdirektion zu deren Händen zu übermitteln.

14. 13. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau an die Schulpflegen, Inspektorate und Lehrer der Gemeindeschulen betreffend den konfessionellen Religionsunterricht. (Vom 26. Dezember 1908.)

Es wird von zuverlässiger Seite die Mitteilung gemacht, daß in verschiedenen Schulgemeinden versucht wird, den konfessionellen Religionsunterricht der Geistlichen in den lehrplangemäßen Unterricht, den der Lehrer zu erteilen hat, einzuschieben, obschon die Möglichkeit überall vorhanden ist, den konfessionellen Unterricht außerhalb der dem Schulunterricht zugewiesenen Zeit zu erteilen.

Es wird in bezug auf diese Frage an den § 47 des Schulgesetzes erinnert, welcher am Schlusse des zweiten Absatzes sagt: „Es ist durch Verständigung zwischen Schulpflege und Pfarramt dafür zu sorgen, daß der kirchliche Religionsunterricht und der Gottesdienst außer die Unterrichtsstunden der Schule fallen.“

Die Schulpflegen, Inspektorate und Lehrer werden daher neuerdings angewiesen, dafür zu sorgen, daß dieser Vorschrift nachgelebt wird.

15. 14. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du canton de Vaud aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et aux dépositaires des fournitures scolaires concernant le matériel pour l'enseignement du dessin. (Du 12 octobre 1908.)

En vue de faciliter l'enseignement du dessin, conformément à la nouvelle méthode, nous venons vous informer que le Département est disposé à faire expédier aux écoles qui en feront la demande, le matériel ci-après indiqué:

- a. Feuilles de papier noir, à raison de 4 feuilles par élève de chaque degré;
- b. crayons de couleurs, 1 boîte pour 10 élèves de chaque degré, toute fraction de 6 à 9 élèves comptant pour 10 élèves;
- c. couleurs, 1 assortiment pour 10 élèves de chaque degré, toute fraction de 6 à 9 élèves comptant pour 10 élèves;
- d. pinceaux, 1 pour 4 élèves de chaque degré;
- e. godets, 1 pour 8 élèves de chaque degré;
- f. pots de gouache, 1 par classe;

g. règles graduées, 1 pour 2 élèves garçons du degré supérieur;

h. équerres, 1 pour 2 élèves garçons du degré supérieur.

Les demandes pourront être faites en utilisant le formulaire ci-joint, lequel, une fois rempli, sera transmis au dépositaire des fournitures scolaires pour le 5 novembre au plus tard. Les fournitures ci-dessus seront considérées comme matériel de classe et devront être soigneusement serrées dans l'armoire du matériel après chaque leçon.

Par la même occasion, nous portons à votre connaissance que le manuel d'Histoire biblique, Nouveau Testament, va vous être expédié incessamment.

A l'accusé de réception concernant ce dernier envoi, les dépositaires joindront leur bordereau des factures pour les livraisons de l'année scolaire courante, en y faisant figurer le montant des envois du Guide méthodique pour l'enseignement du dessin et des carnets de fréquentation.

Les dépositaires adresseront au Département, Bureau des Fournitures scolaires, avant le 10 novembre au plus tard, la réquisition générale concernant le matériel spécial de dessin énuméré ci-dessus.

16. 15. Circulaire du Département de l'Instruction publique et des Cultes du canton de Vaud concernant la statistique des enfants arriérés aux Commissions scolaires et au personnel enseignant primaire. (Du 31 mars 1908.)

L'article 2 de la loi du 15 mai 1906 sur l'Instruction publique primaire statue ce qui suit: „L'Instruction des enfants arriérés, aveugles ou sourds-muets fera l'objet de mesures spéciales.“

Par notre présente circulaire, faisant abstraction des aveugles et des sourds-muets, nous avons en vue l'application des dispositions du nouveau règlement pour les écoles primaires, relatives aux enfants arriérés (Chapitre I, section IV, art. 41 et suivants.) Il s'agit donc d'établir la statistique des enfants qui, „tout en étant susceptibles de développement, sont dans l'impossibilité de suivre avec fruit l'enseignement ordinaire“.

En application des dispositions du 3^e alinéa de l'article 3 du dit règlement, nous vous prions de bien vouloir nous envoyer, dans le délai de trois mois à partir de l'ouverture de la nouvelle année scolaire, le rapport dont vous trouverez d'autre part le formulaire.

Nous nous rendons compte de la difficulté qu'il peut y avoir à distinguer l'élève retardé, dont la présence dans la classe est nuisible à lui-même et à ses camarades, du paresseux ou de l'inattentif, à qui le contact avec ses condisciples ne peut être que salutaire.

C'est pour cette raison que nous fixons le délai de trois mois, qui permettra aux Commissions scolaires et au corps enseignant de donner un avis motivé sur l'état réel de ces anormaux.

Pour cette année, l'enquête s'étendra à tous les enfants arriérés en âge de scolarité, dans les limites de 7 à 12 ans. Vous voudrez bien également nous signaler les enfants qui, ne fréquentant pas l'école publique, vous paraîtraient rentrer dans la catégorie qui nous occupe.

Nous vous serions reconnaissants de nous fournir ces renseignements en nous retournant dûment rempli le formulaire ci-contre pour le 1^{er} juillet prochain.

Ce rapport complémentaire ne vous dispense pas de nous envoyer, dans les délais ordinaires, celui qui est prévu à l'article 3 du règlement, et le rapport sur l'examen médical des nouveaux élèves, demandé par notre circulaire du 1^{er} avril, n^o 8.

III. Fortbildungsschulen.

17. 1. Lehrplan für die Handarbeitskurse der Töchterfortbildungsschulen des Kantons Thurgau. (Vom 27. Oktober 1908.)

A. Lehrstoff.

I. Kurs. 1. Flicken von farbigen und weißen, gewobenen und gestrickten Gegenständen. 2. Übung im Maschinennähen (Fältchen, schmale und breite Säume, gerade und schiefe Kappnaht, Schnürchen einnähen, Wattieren mit Verwendung der entsprechenden Apparate); 3. Frauenhemd mit geradem Bündchen oder geradem Koller; 4.¹⁾ Nachthemd; 5. Herrenhemd oder Knabenhemd; 6.¹⁾ Beinkleid, glatt oder mit angesetztem Stoffvolant; 7. Musterzeichnen und -schneiden.

II. Kurs. 1. Tuchflickstück; 2. Frauenhemd mit Koller oder rundem Bündchen, mit Vorder- oder Achselschluß; 3.²⁾ Herren-Tag- oder Nachthemd; 4.²⁾ Kollerschürzen für Knaben und Mädchen; 5. Morgen- oder Bettjacke, Hemdenbluse; 6. Unterrock; 7. Flicken von Männerkleidern; 8. Musterzeichnen und -schneiden.

III. Kurs. 1. Ärmelschürze; 2.³⁾ Untertaille; 3. Einfache Blusen; 4. Einfacher Frauenrock mit Sack; 5.³⁾ Kinderkleidchen; 6. Flicken mit Ändern von Kleidern; 7. Musterzeichnen- und -schneiden.

B. Bemerkungen.

1. Die sämtlichen Gegenstände sind klassenweise zu verfertigen und ausschließlich in den Unterrichtsstunden zu vollenden. Für Hausarbeit ist ein zweites gleichartiges Arbeitsstück zu wählen; ein solches sollen diejenigen Schülerinnen, welche allfällig durch die Klassenarbeit nicht vollständig beschäftigt sind, zur Verfügung haben.

2. Unzweckmäßige Verzierungen und luxuriöse Ausstattungen der Gegenstände sind zu vermeiden.

3. Die Muster für die Arbeiten sind von der Lehrerin zu wählen auf Grund des methodischen Aufbaues und der Fähigkeit der Klassen. Das gleiche einheitliche Muster muß von allen Schülerinnen, den verschiedenen Körpermaßen angepaßt, verwendet werden.

4. Die Muster müssen von der Klasse gezeichnet und geschnitten werden, bevor die Arbeiten zugeschnitten werden dürfen; denn die Herstellung der Schnittmuster ist unerläßlich für das richtige Verständnis der Arbeiten.

5. Die Arbeiten der höhern Kurse setzen notwendig voraus, daß die Aufgaben der niedern Kurse gelöst worden seien, und kommen daher nur da zur Ausführung, wo die Kursteilnehmerinnen die vorangehenden Kurse besucht haben.

6. Auf das Flicken von Wäsche- und Kleidungsstücken ist ein Hauptwert zu legen; es soll etwa $\frac{1}{3}$ der Gesamtstundenzahl dafür verwendet werden, und es empfiehlt sich, dasselbe am Anfang des Kurses zu behandeln.

Die geflickten Gegenstände brauchen nicht bis zum Schluß des Kurses aufbewahrt zu werden; dagegen sind sie im Arbeitsbuch zu verzeichnen, und es soll immerhin je ein weißes und farbiges, gestricktes und gewobenes Flickstück am Schluß des Kurses vorgelegt werden können.

Vorstehender Lehrplan wurde vom Regierungsrate genehmigt den 23. Oktober 1908 und ist fortan für den Unterricht an den freiwilligen Töchterfortbildungsschulen maßgebend.

¹⁾ Bei beschränkter Unterrichtszeit fallen Nr. 4 und 6 weg.

²⁾ Bei beschränkter Unterrichtszeit fallen Nr. 3 und 4 weg.

³⁾ Bei beschränkter Unterrichtszeit fallen Nr. 2 und 5 weg.

Kantonale Gesetze und Verordnungen.

18. 2. Beschluß des Regierungsrates des Kantons Aargau betreffend Befreiung vom Besuche der Bürgerschule. (Vom 30. November 1908.)

Um eine Kollision zwischen § 2 des Bürgerschulgesetzes und Art. 2 der schweizerischen Militärorganisation vom 12. April 1907 zu vermeiden, hat der Regierungsrat unterm 20. November abhin auf den Bericht und Antrag des Erziehungsrates

beschlossen:

In Ergänzung des § 2 der revidierten Vollziehungs-Verordnung zum Bürgerschulgesetz vom 18. Oktober 1901 werden vom Besuche der Bürgerschule befreit:

Diejenigen Jünglinge, welchen nach Art. 2, Absatz 2, der Militärorganisation vom 12. April 1907 der Eintritt in den Militärdienst schon vor Erreichung des dienstpflchtigen Alters gestattet wurde, sofern sie bei der Rekrutenprüfung in allen Fächern die Note 1 erhalten haben oder vor Beendigung der Bürgerschulpflicht in den Militärdienst einrücken müssen.

IV. Sekundarschulen und Mittelschulen (Gymnasien, Seminarien etc.).

19. 1. Reglement betreffend die Fähigkeits- und Maturitätsprüfungen der kantonalen Handelsschule (Kantonsschule) in Zürich. (Vom 15. Januar 1908.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. An der kantonalen Handelsschule findet im Frühjahr für die Schüler des vierten Jahreskurses die Fähigkeitsprüfung, und im Herbst für die Abiturienten der fünften Klasse die Maturitätsprüfung statt.

Diese Prüfungen sind öffentlich; für die Schüler des vierten Jahreskurses ist die Teilnahme an der Fähigkeitsprüfung obligatorisch.

§ 2. Die Prüfungen werden durch die Aufsichtskommission in Verbindung mit den vom Erziehungsrat gewählten Experten und unter Mitwirkung der Fachlehrer als Examinatoren abgenommen.

§ 3. Die Prüfungen zerfallen in einen mündlichen und in einen schriftlichen Teil; sie beschränken sich im wesentlichen auf den Unterrichtsstoff der betreffenden Klasse.

§ 4. Für die mündlichen Prüfungen werden in der Weise Gruppen gebildet, daß jedem Schüler Zeit bleibt, sich über sein Wissen und Können auszuweisen.

Das Prüfungsthema wird vor der Prüfung durch den Fachlehrer und die Experten bestimmt.

§ 5. Die schriftlichen Prüfungsarbeiten sind für Geographie am Ende des zweiten, für die Handelsfächer am Ende des dritten Quartales, für die übrigen Fächer in den letzten Wochen vor der mündlichen Prüfung unter Aufsicht der Fachlehrer auszuführen; dabei dürfen außer kommerziellen Tarifen, Logarithmentafeln und Rechenschiebern keine weiteren Hilfsmittel in Anwendung kommen.

Für jede Facharbeit werden höchstens vier aufeinanderfolgende Stunden eingeräumt, für Aufgaben aus der Handelskorrespondenz für jede Sprache eine Stunde.

Die Prüfungsarbeiten werden vom Fachlehrer durchgesehen, mit Fehlervermerk und Zensur versehen und den Experten rechtzeitig zugestellt.

Die Prüfungsarbeiten, sowie die übrigen im Laufe des Schuljahres ausgeführten schriftlichen Arbeiten sind während der mündlichen Prüfung zur Einsichtnahme aufzulegen.

§ 6. Nach Beendigung der mündlichen Prüfung setzen die Experten und Examinatoren die Zensuren der einzelnen Kandidaten fest. Dabei sind die Resultate der mündlichen und schriftlichen Prüfung, sowie die Durchschnitte der Leistungsnoten in den Quartalzeugnissen der letzten Klasse maßgebend.

Zur Taxation der Prüfungsergebnisse findet die Notenskala 6 bis 1 Anwendung, wobei 6 die beste, 1 die geringste Leistung bezeichnet. Die Anwendung halber Noten ist gestattet.

§ 7. Die Prüfungsnoten werden in gemeinschaftlicher Sitzung der Prüfungskommission und der Examinatoren zusammengestellt, wobei über die Erteilung oder Verweigerung des Zeugnisses Beschluß gefaßt wird.

Das Zeugnis darf nur erteilt werden, wenn der Durchschnitt der Zensuren in den Prüfungsfächern mehr als $3\frac{1}{2}$ beträgt und wenn nicht in drei Fächern (die Schreibfächer nicht eingerechnet) nur die Note 3 oder in zwei Fächern eine Note unter 3 oder in einem Fache eine Note unter 2 erreicht wurde.

§ 8. Ein Kandidat, der das Examen nicht bestanden hat, kann erst zu der folgenden ordentlichen Prüfung wieder zugelassen werden. Eine dritte Prüfung ist nicht gestattet.

§ 9. Die Benützung unerlaubter Hilfsmittel, sowie jede andere Unredlichkeit wird mit Zurückweisung von der ganzen Prüfung, respektive mit Verweigerung des Zeugnisses bestraft. Ein aus diesem Grunde abgewiesener Aspirant kann erst zu der folgenden ordentlichen Prüfung wieder zugelassen werden.

Die Kandidaten sind vor Beginn der Prüfung auf die vorstehenden Bestimmungen aufmerksam zu machen.

§ 10. Das Zeugnis enthält folgende Angaben über den Geprüften: *a.* Name, Heimat, Geburtsdatum; — *b.* Zeitpunkt des Eintrittes in die Anstalt und die durchlaufenen Klassen; — *c.* die Fachzensuren; — *d.* das Urteil über Fleiß und Betragen.

Das Zeugnis trägt die Unterschriften des Direktors und des Sekretärs des Erziehungswesens, sowie des Rektors.

II. Besondere Bestimmungen.

a. Die Fähigkeitsprüfung.

§ 11. Die Fähigkeitsprüfung ist eine kaufmännische Fachprüfung; sie befreit von der Verpflichtung zur gesetzlichen Lehrlingsprüfung.

§ 12. Die Fähigkeitsprüfung erstreckt sich auf folgende Fächer: 1. Deutsche Sprache; — 2. Französische Sprache und Handelskorrespondenz; — 3. Zweite Fremdsprache und Handelskorrespondenz (englisch oder italienisch); — 4. Kaufmännische Arithmetik und Kopfrechnen; — 5. Buchhaltung; — 6. Handelskorrespondenz in deutscher Sprache; — 7. Handelstechnik (praktische Geschäftskennntnisse); — 8. Handels- und Wechselrecht und Verfassungskunde; — 9. Volkswirtschaftslehre mit besonderer Berücksichtigung der Handelslehre, oder Mathematik (politische Arithmetik); — 10. Handels- und Wirtschaftsgeographie; — 11. Warenkunde; — 12. Handschrift, Stenographie und Maschinenschreiben.

In den Nummern 7, 9, 11 wird nur mündlich, in den Nummern 2, 3 und 4 mündlich und schriftlich, in den übrigen nur schriftlich geprüft.

§ 13. Für die Fächer dritte Fremdsprache, Spanisch (Elemente), Geschichte, Physik, Chemie und Turnen wird der Durchschnitt aus den Leistungsnoten der vier letzten Quartale in das Zeugnis eingetragen.

§ 14. Für die Beurteilung der Handschrift sind die vorliegenden Prüfungsarbeiten in Buchhaltung und Handelskorrespondenz und die beiden Semesterzeugnisnoten des letzten Jahres maßgebend.

b. Die Maturitätsprüfung.

§ 15. Das Maturitätszeugnis der kantonalen Handelsschule ist ein Ausweis über die geistige Reife und über eine ausreichende allgemeine Bildung für den un-

mittelbaren Eintritt ins praktische Berufsleben, wie für das Studium an einzelnen Fakultäten der Universität und an Handelshochschulen.

Das Maturitätszeugnis berechtigt zur Immatrikulation an der staatswissenschaftlichen Fakultät der Hochschule Zürich für das Studium der Handels-, Rechts- und Staatswissenschaften, sowie an der philosophischen Fakultät, I. Sektion, für das Studium der modernen Sprachen, Pädagogik etc.

§ 16. Der Prüfung wohnt als Experte ein Hochschulprofessor bei.

Zu dieser Prüfung werden nur solche Kandidaten zugelassen, welche der Anstalt während des letzten Schulkurses als regelmäßige Schüler angehört und die Fähigkeitsprüfung bestanden haben.

§ 17. Für die Erklärung der Maturität ist die erfolgreiche Prüfung in folgenden Fächern maßgebend: 1. Deutsche Sprache und Literatur; — 2. Französische Sprache und Literatur; — 3. Englische oder italienische oder lateinische Sprache; — 4. Geschichte; — 5. Mathematik oder Volkswirtschaftslehre; — 6. Naturkunde; — 7. Chemie; — 8. Physik.

In Mathematik, beziehungsweise Volkswirtschaftslehre, und Chemie wird schriftlich, in den übrigen Fächern mündlich geprüft; indessen wird für die Sprachen auch eine Zensur der schriftlichen Klassenarbeiten des letzten Semesters festgestellt und bei der Ermittlung der Prüfungsnote berücksichtigt.

§ 18. Für solche obligatorische und fakultative Unterrichtsfächer, in denen nicht geprüft wird, wie weitere Fremdsprachen, Übungskontor, Verkehrsrecht, Turnen, ist der Durchschnitt der beiden Quartalnoten der V. Klasse und gegebenenfalls der Noten der Fähigkeitsprüfung einzusetzen.

§ 19. Das vorstehende Reglement tritt sofort nach Genehmigung durch das eidgenössische Handelsdepartement in Kraft; durch dasselbe wird das Regulatorisch betreffend die Abgangsprüfungen vom 31. August 1904 aufgehoben.

Vom eidgenössischen Handelsdepartement in Bern genehmigt am 25. Januar 1908.

20. 2. Beschluß des Erziehungsrates des Kantons Zürich betreffend Änderungen am Lehrplan der Handelsschule. (Vom 25. März 1908.)

Die Aufsichtskommission der kantonalen Handelsschule in Zürich beantragt einzelne Änderungen im Lehrplan, die meist bedingt sind durch die Bestimmungen des Prüfungsreglements vom 15. Januar 1908. Nach Ansicht des Konventes sind diese Änderungen dringlicher Natur; doch haben sie vorwiegend formellen Charakter. Eine allgemeine Revision des Lehrplanes soll vorgesehen werden auf den Zeitpunkt, da etwas längere Erfahrungen über die Rückwirkung des kantonalen Lehrlingsgesetzes auf die Handelsschule gemacht worden sind, wobei alsdann auch einige Einrichtungen berücksichtigt werden können, die bedingt sind durch den Bezug des Neubaus.

Die beantragten Änderungen betreffen folgende Materien:

1. Der Stoff für Handels- und Volkswirtschaftslehre wird so umgestellt, daß die theoretische Nationalökonomie ganz in die IV. Klasse verlegt wird, während den untern Klassen die allgemeine Handelsbetriebslehre und Wechsellehre (Klasse II) und die spezielle Handelsbetriebslehre (Warenhandel, Bank- und Börsenwesen [Klasse III]) verbleiben.

2. Der in der französischen beziehungsweise englischen Handelskorrespondenz durchzunehmende Stoff wird bei den betreffenden Sprachfächern eingereiht.

3. In Klasse IV soll im Sommersemester eine Zusatzstunde in Stenographie und Maschinenschreiben für Schüler mit ungenügenden Leistungen vorgesehen werden.

4. Im Französischen soll in Klasse I und II dem Texte des Programms beigesetzt werden: Mindestens eine schriftliche Arbeit per Woche.

5. In Klasse III erhält die Geschichte künftig statt drei Stunden im Sommer und einer Stunde im Winter je zwei Stunden im Sommer und Winter.

6. Die eine Stunde Militärunterricht im Winterhalbjahr der Klasse III fällt weg. Die Stoffbezeichnung „Schießlehre“ wird im Lehrplan bei Schießunterricht, „Kartenlesen“ bei dem Titel Ausmärsche eingefügt. Im Stoff für Geographie wird bei Klasse I eingefügt: „Kartenlehre“.

7. Schüler, deren Muttersprache das Französische oder Englische ist, werden von dem betreffenden Sprachunterrichte, solche mit längerer kaufmännischer Praxis vom Übungskontor ganz oder teilweise dispensiert.

Außer diesen Änderungen sollen noch einige mehr redaktionelle Ergänzungen und Verschiebungen im Lehrstoff eintreten, die von untergeordneter Bedeutung sind, so in Italienisch, Verfassungskunde, Arithmetik, Übungskontor, Handelsrecht.

Der Erziehungsrat beschließt:

I. Die von der Aufsichtskommission der kantonalen Handelsschule beantragten Änderungen im Lehrplan der Anstalt werden auf Beginn des Schuljahres 1908/09 in provisorischer Weise genehmigt.

II. Mitteilung an das Rektorat.

21. 3. Beschluß des Erziehungsrates des Kantons Zürich betreffend Änderungen im Lehrplan der Industrieschule. (Vom 25. März 1908.)

Der Erziehungsrat, auf den Antrag der Aufsichtskommission der Industrieschule,

beschließt:

I. Nachfolgende Änderungen im Lehrplane der Industrieschule werden genehmigt und treten auf Beginn des Schuljahres 1908/09 in Kraft:

1. Der theoretische Militärunterricht, 1 Stunde im Wintersemester der III. Klasse, wird aufgehoben, und die frei werdende Stunde wird der Geographie zugeteilt, so daß sie im Wintersemester der Klasse III 2 statt 1 Stunde erhält.

2. Die militärischen Ausmärsche der II., III. und IV. Klassen werden von 4—5 auf 6 vermehrt und bis in den Vorwinter verteilt.

Zu den Schießübungen der III. und IV. Klasse wird ein Offizier als Gehülfe gegen Fr. 10 Entschädigung zugezogen.

3. Die 3 Semesterstunden Buchhaltung der I. Klasse werden mit einer Stunde dem Sommer, 2 Stunden dem Winter zugeteilt, mit der Ermächtigung, im I. Sommerquartal die Stunde für Mathematik, dafür im II. Sommerquartal noch eine Mathematikstunde für Buchhaltung zu verwenden.

4. Mit dem Bezuge des Neubaus wird das physikalische Praktikum gemäß Lehrplan eingerichtet und dafür eine Stunde des ganzen letzten Unterrichtsjahres statt für Physiklektion in vierzehntägigen Doppelstunden für Halbklassenübungen verwendet.

5. Die partiellen Parallelisationen werden ausgedehnt auf je eine Stunde Französisch im Winter der IV. Klasse, eine Stunde Darstellende Geometrie und eine Stunde Naturgeschichte im Sommer der III. Klasse, dagegen werden in der I. Klasse Naturgeschichte und Zeichnen (je 2 Stunden) aufgehoben.

II. Mitteilung an das Rektorat.

22. 4. Beschluß des Erziehungsrates des Kantons Zürich betreffend Abänderung der Seminarordnung (Promotionen). (Vom 5. März 1908.)

Die Aufsichtskommission des Lehrerseminars beantragt eine Verschärfung der Promotionsbestimmungen in § 12 der Seminarordnung im wesentlichen in dem Sinne, daß das für die Promotion erforderliche Leistungsminimum nicht mehr bloß 3, sondern $3\frac{1}{2}$ betragen solle. Veranlassung hierzu gibt das neue Prü-

fungsreglement für Primarlehrer, das eine Entlastung in der Prüfung bedingt, den Jahresnoten aber vermehrte Bedeutung beimißt.

Der Erziehungsrat beschließt:

I. § 12 der Seminarordnung wird versuchsweise für die Promotionen der Jahre 1908 und 1909 folgende Fassung gegeben:

Jedes Frühjahr entscheidet die Aufsichtskommission auf Antrag des Lehrerkonventes über die Promotionen. Wenn ein Zögling in drei Fächern, wovon zwei wissenschaftliche, oder in vier beliebigen Fächern in den Leistungen eine geringere Note als $3\frac{1}{2}$ hat, so wird er nicht promoviert. Es kann jedoch auch Nichtpromotion eintreten, wenn bei geringer Durchschnittsleistung nur zwei ungenügende Noten vorliegen. Die Note im geometrischen Zeichnen zählt zu den nichtwissenschaftlichen Fächern.

II. Die Aufsichtskommission des Lehrerseminars wird eingeladen, nach Ablauf der beiden Promotionen über die definitive Ordnung der Promotionsbestimmungen Antrag zu stellen.

III. Mitteilung an die Direktion des Lehrerseminars.

23. 5. Beschluß des Regierungsrates des Kantons Zürich betreffend Abänderung des Reglementes für das Technikum in Winterthur vom 2. August 1900 (XXVI, 131). (Vom 5. März 1908.)

Der Regierungsrat, nach Einsichtnahme eines Antrages der Erziehungsdirektion und des Erziehungsrates,

beschließt:

I. Das Reglement für das Technikum in Winterthur erhält in § 7 folgende Abänderung:

§ 7. Die ersten Tage jedes Semesterkurses sind für die Aufnahmeprüfung bestimmt. In der letzten Woche des Semesters werden die Fähigkeitsprüfungen abgehalten. Während der Fähigkeitsprüfungen des Wintersemesters werden die von den Schülern in den letzten zwei Semestern angefertigten Arbeiten öffentlich ausgestellt.

II. Diese Änderung tritt auf Beginn des Sommersemesters 1908 in Kraft. Sie ist im Amtsblatte, sowie im Amtlichen Schulblatte bekannt zu geben.

24. 6. Lehrplan der Schule für Maschinentechniker (und Elektrotechniker I. und II. Klasse) am Technikum des Kantons Zürich in Winterthur. (Vom 28. Oktober 1908.)

I. Klasse.

Deutsche Sprache (4 Stunden). Lesen und Erklären klassischer und moderner Dichtungen. Aufsätze und Übungen im mündlichen Ausdruck. Ausgewählte Abschnitte der Grammatik.

Rechnen (4 Stunden). Übungen im abgekürzten Rechnen. Quadratwurzeln aus dekadischen Zahlen. Proportionen und Zweisatzrechnungen. Prozent-, Zins- und Diskontorechnungen. Einfache Kontokorrente.

Algebra (5 Stunden). Die Grundoperationen mit allgemeinen Größen. Gleichungen des ersten Grades mit einer und mehreren Unbekannten. Die Lehre von den Potenzen und Wurzeln.

Geometrie (5 Stunden). Planimetrie mit Übungen. Elementare geometrische Theorie der Kegelschnitte. Einleitung in die Stereometrie.

Geometrisches Zeichnen (2 Stunden). Geometrische Konstruktionen im Anschluß an den Unterricht in der Geometrie.

Physik (3 Stunden). Mechanik der festen, flüssigen und gasförmigen Körper.

Chemie (3 Stunden). Grundzüge der Chemie der Nichtmetalle und ihrer wichtigsten Verbindungen. Atomlehre. Stöchiometrie.

Maschinenzeichnen (8 Stunden). Rechtwinklige Projektionsart. Skizzieren einfacher Maschinenteile nach Modellen; Herstellung von Werkzeichnungen. Technische Schriftarten.

Freihandzeichnen (3 Stunden). Zeichnen nach Wandtafelskizzen und Modellen.

II. Klasse.

Deutsche Sprache (3 Stunden). Behandlung schwieriger Werke der deutschen Literatur. Geschäftsbriefe und Geschäftsaufsätze. Freie Vorträge.

Algebra (5 Stunden). Gleichungen des II. Grades mit einer und mehreren Unbekannten. Komplexe Zahlen. Die Logarithmen und der Gebrauch der Logarithmentafel. Exponentialgleichungen.

Geometrie (4 Stunden). Fortsetzung der Stereometrie. Allgemeine Eigenschaften der Flächen und Körper; Berechnung von Flächen und Kubikinhalten.

Trigonometrie: Berechnung des rechtwinkligen und des schiefwinkligen Dreiecks. Goniometrie.

Darstellende Geometrie (6 Stunden). Darstellung von Punkten, Geraden und Ebenen auf zwei und drei Projektionsebenen. Ebene Systeme und Bestimmung ihrer wahren Größe durch Umklappung. Normalen und Normalebenen. Polyeder und Rotationsflächen. Ebene Querschnitte. Abwicklungen. Drehung um Axen und Änderung der Projektionsebenen. Übungen.

Physik (6 Stunden). Wellenlehre und Akustik. Lehre von der Wärme. Elektrostatik. Galvanismus I. Teil: Das galvanische Element. Die Gesetze des galvanischen Stromes. Wärme und Lichterscheinungen; chemische Wirkungen.

Chemie (3 Stunden). Fortsetzung der Chemie der Nichtmetalle. Ausgewählte Abschnitte aus der Chemie der Metalle mit tunlicher Berücksichtigung der Metallurgie.

Mechanische Technologie der Konstruktions-Materialien (2 Stunden). Herstellen und Eigenschaften der im Maschinenbau verwendbaren Materialien. Die Gießerei.

Maschinenzeichnen (8 Stunden). Fortsetzung des Unterrichtes der I. Klasse.

III. Klasse

Algebra (3 Stunden). Arithmetische und geometrische Progressionen. Zinsezins- und Rentenrechnungen. Amortisationsrechnungen.

Graphische Darstellung von Funktionen. Auflösung numerischer Gleichungen durch Näherungsmethoden.

Geometrie (3 Stunden). Übungen in der Trigonometrie.

Analytische Geometrie der Ebene: Rechtwinklige Koordinaten und Polarkoordinaten. Flächeninhalte ebener Polygone. Die Gleichungsformen der geraden Linie. Distanz- und Winkelrelationen.

Darstellende Geometrie (4 Stunden). Durchdringungen von Oberflächen. Schattenkonstruktionen. Übungen.

Physik (3 Stunden). Galvanismus II. Teil: Magnetismus und Elektromagnetismus, Induktion. Optik: Photometrie, Reflexion und Refraktion; Dispersion; die optischen Instrumente.

Mechanik (5 Stunden). Kraft und Gleichgewicht; Schwerpunkt. Gleitende Reibung an Keilen, Schrauben, Zapfen und Riemen. Wälzungswiderstand.

Festigkeitslehre (6 Stunden). Zug-, Druck- und Scherfestigkeit. Biegung, Torsion und Knickung. Zusammengesetzte Festigkeit. Berechnung der ebenen Platten und der Federn. Übungsbeispiele mit Benützung des Rechenschiebers.

Maschinenelemente (4 Stunden). Nietungen für Dampfkessel und Eisenkonstruktionen. Keilverbindungen, Schrauben, Lager.

Maschinenzeichnen (8 Stunden). Zeichnen von Maschinen nach Aufnahmen. Werkzeichnungen mit Stückliste und Gewichtstabelle.

IV. Klasse.

Algebra (3 Stunden). Kombinationslehre. Der binomische Lehrsatz für positive ganze Exponenten. Allgemeines über unendliche Reihen. Der binomische Lehrsatz für negative und gebrochene Exponenten. Exponentialreihe, logarithmische Reihen, trigonometrische Reihen. Einführung in die Differential- und Integralrechnung.

Geometrie (3 Stunden). Analytische Geometrie. Fortsetzung der Lehre von der Geraden. Der Kreis. Die Parabel. Die Ellipse und die Hyperbel. Flächenberechnungen. Einfache zyklische Kurven.

Buchhaltung (2 Stunden). Einführung in die kaufmännischen Arbeiten eines Fabrikationsgeschäftes: Elemente der doppelten Buchführung, Materialkontrolle, Lohn- und Kalkulationswesen; der Verkehr mit der Bank. Erklärung der wichtigsten Wertpapiere. Durchführung eines kurzen Geschäftsganges.

Mechanik (6 Stunden). Bewegungslehre. Mechanische Arbeit und Leistung; Zentrifugalkraft, Stoß. Statischer und dynamischer Druck von Flüssigkeiten. Ausflußgesetze. Bewegung des Wassers in Röhren und Kanälen.

Graphische Statik (3 Stunden). Kräfte und Seilpolygon, Momentenfläche und Scherkräfte. Bestimmung von Schwerpunkten und Trägheitsmomenten. Fachwerke für ruhende und wandernde Lasten, Dachstühle, Krangerüste. Übungen. Maschinenelemente (4 Stunden). Zapfen, Wellen, Kupplungen. Stirn-, Kegel- und Schraubenräder. Reibräder. Arbeitsübertragungen durch Riemen, Hanf- und Drahtseile.

Übungen (12 Stunden). Beispiele über Schrauben und Vernietungen. Anwendung von Eisenkonstruktionen und Dampfkessel. Einmauerungen der Kessel, Verzahnungen, Transmissionen.

Hebezeuge (3 Stunden). Hakengeschirre, Rollenzüge, Bremsen. Winden, Krane, Aufzüge.

Spinnen (fakultativ, 3 Stunden). Materiallehre: Gewinnung und Zubereitung der Gespinnstfasern. Spinnen der Baumwolle; Konstruktion Wirkungsweise und Berechnung der im Spinnereibetrieb verwendeten Maschinen.

Heizung (fakultativ, 2 Stunden). Lüftungs- und Kühlungsanlagen. Warmwasser- und Dampfheizung.

V. Klasse.

Maschinenbau (8 Stunden). Berechnung der Kolben- und Schleuderpumpen. Die Wasserturbinen und ihre Regulierungen. Zentrifugalregulatoren und Schwungräder. Messungsarten.

Maschinenelemente (4 Stunden). Kurbeltrieb, Zylinder, Kolben, Abdichtungen. Röhren für Wasser und Dampf. Maschinenelemente für Automobile.

Übungen (16 Stunden). a. Im Zeichensaal: Entwerfen von Hebezeugen und Pumpen; Fundationspläne, Gewichtsberechnungen. b. ¹⁾ Im Maschinenlaboratorium: Untersuchung der hydraulischen Anlage. Wassermessungen (in Gruppen).

Mathematik (3 Stunden). Ausgewählte Kapitel aus der höhern Mathematik mit Rücksicht auf die Bedürfnisse der Mechanik.

Elektrotechnik (4 Stunden). Einleitung in die Elektrotechnik. Die Stromverzweigungssätze. Die Größen Ohm, Ampère, Volt und ihre Bestimmungen. Die elektrische Arbeit. Die wichtigsten absoluten Maße. Bogen- und Glühlampen. Akkumulatoren. Die Induktionserscheinungen.

Feldmessen (fakultativ, alle 14 Tage 4 Stunden). Theorie und Praxis der einfachen Längenmeßwerkzeuge und der Instrumente zum Abstecken rechter Winkel. Das Nivellieren.

¹⁾ Nach Fertigstellung des Maschinenlaboratoriums.

Spinnen (fakultativ, 3 Stunden). Spinnmaschinen. Berechnung der Spinnereiorganisation für eine vorgeschriebene Garnnummer, -Qualität und -Produktion.

Heizung (fakultativ, 3 Stunden). Berechnung einfacher Projekte. Übungen.

VI. Klasse.

Maschinenbau (8 Stunden). Thermodynamik, Ausflußgesetze der Gase. Dampfmaschinen; Verbrennungsmotoren, einschließlich Automobilmotoren. Steuerungen. Dampfturbinen. Kondensation; Dampfkessel.

Übungen (16 Stunden). *a.* Im Zeichensaal: Entwerfen der wichtigsten Teile von Turbinen, Dampfmaschinen und Verbrennungsmotoren; Foundationen. ¹⁾ *b.* Im Maschinenlaboratorium: Durchführung technischer Verdampfungsversuche; Untersuchung kalorischer Anlagen (Kolbendampfmaschine, Dampfturbine, Verbrennungsmotor und Luftkompressor).

Elektrotechnik (4 Stunden). Dynamomaschinen, Elektromotoren, Transformatoren. Leitungsnetze. Elektrische Kraft- und Lichtinstallationen eines Fabriketablislements.

Werkzeugmaschinen (3 Stunden). Kraft- und Geschwindigkeitsverhältnisse der wichtigsten Maschinen für Metall- und Holzbearbeitung. Schaltungsarten. Konstruktionsteile.

Technische Chemie (2 Stunden). Die Brennstoffe und Beleuchtungsmaterialien. Die natürlichen Wasser und Methoden zu ihrer Reinigung. Die Schmiermittel.

Weben (fakultativ, 3 Stunden). Die Vorbereitungsmaschinen für Weiß- und Buntweberei. Kinematik des mechanischen Webstuhles für Einschuß-, Schützen- und Trittwechsel und mit Platinenhebung. Webereiplan.

Heizung (fakultativ, 4 Stunden). *a.* Im Zeichensaal: Ausarbeitung kompletter Zentralheizungen, Trockenanlagen, Fernheizwerke. *b.* ¹⁾ Im Maschinenlaboratorium: Messungen an Heizkesseln, Isolationsmaterial und an Radiatoren. Instrumente zur Beurteilung von Heizungs- und Lüftungsanlagen.

Lokomotivbau (fakultativ, 2 Stunden). Kraft- und Geschwindigkeitsverhältnisse. Massenausgleich. Steuerungen. Konstruktive Einzelheiten.

25. 7. Programme de l'école supérieure de commerce pour les jeunes filles à Fribourg. (1908.)

Année préparatoire.

Langue française. (10 heures.)

Etude de la grammaire. — Lecture raisonnée de morceaux faciles. — Dictées en rapport avec les règles étudiées. — Rédactions.

Langue allemande. (3 heures.)

Méthode intuitive. — Eléments de la grammaire. — Lecture de morceaux faciles. — Dictées. — Conversation.

Langue anglaise. (2 heures.)

Méthode intuitive. — Lecture. — Nombreux exercices écrits. — Dictées. — Conversation.

Langue italienne. (2 heures.)

Grammaire élémentaire. — Exercices pratiques. — Lecture et conversation.

Arithmétique commerciale. (4 heures.)

Revision de l'arithmétique élémentaire. — Divisibilité des nombres. — Du plus petit commun multiple. — Fractions ordinaires et fractions décimales. —

¹⁾ Nach Fertigstellung des Maschinenlaboratoriums.

Système métrique. — Unités monétaires des principaux pays. — Surfaces et volumes. — Calcul du $\frac{1}{10}$ et du $\frac{1}{100}$. — Calcul mental.

Comptabilité. (2 heures.)

Notions sur les effets de commerce. — Notions générales sur la tenue des livres. — Définitions des termes: doit, avoir, débiter, créditer, partie simple, partie double.

Calligraphie. (1 heure.)

Écritures anglaise et ronde. — Chiffres romains et arabes.

Sténographie française. (1 heure.)

Étude des signes. — Exercices pratiques.

Sténographie allemande. (1 heure.)

Système Stolze-Schrey. — Étude des signes. — Dictées.

Géographie. (1 heure.)

Suisse. — Allemagne. — Autriche-Hongrie. — France. — Italie.

Première année.

Langue française. (6 heures.)

Étude de la langue au moyen de nombreux exercices d'orthographe. — Lecture, compte rendu. — Récitation. — Composition.

Langue allemande. (4 heures.)

Grammaire sous forme essentiellement pratique. — Lectures variées. — Exercices de conversation et de rédaction.

Langue anglaise. (4 heures.)

Méthode intuitive. — Lecture. — Dictées. — Rédactions faciles. — Conversation.

Langue italienne. (2 heures.)

Grammaire élémentaire. — Exercices pratiques et théoriques. — Lecture et conversation.

Arithmétique commerciale. (2 heures.)

Opérations fondamentales sur les nombres entiers. — Fractions décimales et ordinaires. — Procédés de calcul abrégé. — Nombres complexes. — Principaux systèmes de monnaies, de mesures et de poids; applications. — Calcul de l'intérêt simple et de l'escompte; méthodes commerciales, usances; comptes-courants; méthodes directe, indirecte et hambourgeoise. — Système métrique; mesures de longueur, de poids; mesures de surface; aires des principales figures géométriques; mesures de volumes; volumes des principaux solides géométriques; mesures de capacité.

Bureau commercial. (5 heures.)

a. Comptabilité. (3 heures.)

Généralités et définitions. — Notions théoriques sur les comptes et leur fonctionnement dans l'enregistrement comptable. — La comptabilité à partie simple et la comptabilité à partie double. — Les livres de commerce: classification, rôle, disposition et régleure, rédaction. — De la balance et des moyens de contrôle. — Études et classification des comptes. — Inventaire et bilan. — Clôture et réouverture. — Formes et applications: principaux systèmes. — Aperçu historique sur la comptabilité. — Exercices de tenue des livres en partie simple et en partie double (formes italienne, allemande, française, américaine).

b. Correspondance commerciale. (2 heures.)

La lettre commerciale, ses formes, ses éléments, expédition, réception, classement. — Offres de marchandises, commande, la facture, avis d'expédition,

Kanton Freiburg, Programme de l'école supérieure de commerce pour 61
les jeunes filles à Fribourg.

exécution de commandes, accusés de réception, règlements de factures, révocation d'un ordre donné, réclamations. — Informations et renseignements, correspondance avec débiteurs, offres de services, lettres d'introduction et de recommandation.

Calligraphie. (1 heure.)

Revision du programme du cours préparatoire.

Dactylographie.

Les élèves s'exercent à tour de rôle au maniement de la machine à écrire.
— Exercices gradués.

Sténographie française. (1 heure.)

Exercices gradués de lecture et d'écriture.

Sténographie allemande. (1 heure.)

Système Stolze-Schrey. — Etude des signes. — Dictées. — Lecture.

Géographie économique. (2 heures.)

La Suisse. — L'Italie. — La France. — La Belgique. — La Hollande et les Iles Britanniques. — L'Allemagne. — L'Autriche-Hongrie et la Russie.

Etude des produits commerciaux. (1 heure.)

Produits alimentaires. — Les céréales. — Le lait, le beurre, les fromages, le lait condensé. — L'industrie des conserves alimentaires. — Vin, bière et alcools.

(Chaque produit est étudié au point de vue de sa fabrication ou de sa récolte, de ses propriétés et usages, de ses variétés, de ses succédanés, de ses marchés et centres de production. — Les élèves ont à leur disposition les collections d'échantillons de l'école.)

Notions de commerce et éléments d'économie commerciale. (1 heure.)

Le commerce. — Commerce intérieur et extérieur. — Commerce de gros et de détail. — Les instruments du commerce. — Les valeurs commerciales. — Les agents du commerce: commerçants et intermédiaires du commerce. — Les institutions commerciales. — Les opérations commerciales: vente, paiement, règlement. — Transport des marchandises: lettres de voiture et connaissements. — Docks, magasins généraux et entrepôts. — Les Bourses de commerce. — La circulation monétaire et fiduciaire. — Les Banques. — Les valeurs mobilières. — Les Bourses de valeurs et leurs opérations. — Les assurances.

Deuxième année.

Langue française. (4 heures.)

Etude de la syntaxe. Analyse grammaticale et logique. Lecture et compte rendu de morceaux choisis. — Exercices de composition portant de préférence sur des sujets économiques. — Etude des principaux auteurs du XVII^{me} et du XVIII^{me} siècle.

Langue allemande. (4 heures.)

Continuation de l'étude de la grammaire. Lecture de morceaux choisis avec compte rendu. Compositions. Conversations. Correspondance commerciale.

Langue anglaise. (4 heures.)

Etude de la grammaire sous forme pratique. Lecture et compte rendu. Compositions. Correspondance commerciale. Conversation.

Langue italienne. (2 heures.)

Syntaxe. Exercices de style. Lecture de morceaux choisis. Les plus grands écrivains de l'Italie. Exercices pratiques de conversation.

Arithmétique commerciale. (2 heures.)

Rapports et proportions. — Règle de trois. — Règle conjointe. — Partages proportionnels. — Règle de société. — Mélanges. — Alliages. — Pour-

centage. — Echéance moyenne; échéance commune. — Escompte: commercial, mathématique, valeur actuelle, traites exactes. Principaux usages de place. — Comptes-courants et d'intérêts: cas particuliers, intérêts réciproques. — Calcul des opérations en marchandises: Factures du haut commerce, comptes d'achat et comptes de vente. Prix de revient. Frais sur poids. Frais sur valeur. Echelles de revient.

Algèbre. (2 heures.)

Les quatre opérations, avec nombres entiers et fractionnaires. Equations du premier degré à une et plusieurs inconnues. Puissances, racines, logarithmes. Progressions arithmétiques et géométriques.

Bureau commercial. (4 heures.)

a. Comptabilité. (3 heures.)

Organisation comptable d'une maison de commerce de gros: écritures initiales, centrales, finales et latérales. Comptabilité d'opérations en participation, en consignation et en commission. Ecritures de liquidation. Cessions. Comptabilité des Sociétés commerciales.

b. Correspondance commerciale. (1 heure.)

Correspondance spéciale des effets de change. Correspondance de banque: dépôts, paiements, virements, escompte, comptes-courants, titres, ouvertures de crédits, lettres de crédit, ordres de bourse.

Calligraphie. (1 heure.)

Ecritures bâtarde et gothique.

Dactylographie.

Relevé de dictées sténographiques. Lettres commerciales.

Sténographie française. (1 heure.)

Etude des abréviations. Dictées commerciales. Lectures.

Sténographie allemande. (1 heure.)

Continuation du système Stolze-Schrey. Dictées commerciales. Lectures.

Géographie économique. (2 heures.)

Suite de l'étude des régions industrielles et centres commerciaux de l'Europe. Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Les pays d'émigration suisse dans l'Amérique du Sud. L'Asie des moussons: Indes, Indo-Chine, Chine et Japon, Afrique, Océanie, Australie.

Etude des produits commerciaux. (1 heure.)

Les denrées coloniales. — Le café. — Le thé. — Le cacao et le chocolat. — Les principales épices. — Le sucre.

Les industries du vêtement. — Matières textiles. — Filature. — Tissage. — Teinture. — Impression sur étoffes. — Apprêts.

(Chaque produit est étudié au point de vue de sa fabrication ou de sa récolte, de ses propriétés ou usages, de ses variétés, de ses succédanés, de ses marchés et centres de production. — Les élèves ont à leur disposition les collections d'échantillons de l'école.)

Etude des transports. (1 heure.)

Introduction générale à l'étude de l'industrie des transports.

Les chemins de fer. — Le trafic des marchandises et le transport des personnes. — Les tarifs. — Les lettres de voiture. — Les chemins de fer de la Suisse. — Transports internationaux.

Les transports maritimes. — Les transports par fleuves navigables et par canaux.

Kanton Freiburg, Programme de l'école supérieure de commerce pour 63
les jeunes filles à Fribourg.

La douane. — Organisation, contrôle et statistique. — Les tarifs de douane.
— Les déclarations; l'acquit à caution; le passavant; les entrepôts fédéraux.
Poste, télégraphe et téléphone. — Les divers services postaux. — Les
chèques postaux.

Economie commerciale et industrielle. (1 heure.)

Introduction: Objet de l'économie politique. — La méthode. — Les statis-
tiques et les enquêtes.

La production des richesses. — Les agents qui concourent à l'œuvre pro-
ductrice. — La nature et les forces naturelles. — Le travail. — La division
du travail. — Classification des industries. — Les machines. — Le capital. —
Les différentes espèces de capitaux. — La grande et la petite industrie.

La répartition des richesses. — L'intérêt. — Le profit de l'entrepreneur
d'industrie. — Le salaire. — Les associations ouvrières.

Conférences sur les questions économiques d'actualité. (1 heure.)

Les conférences et rapports sont faits, soit par le professeur, soit, à tour
de rôle, par les élèves.

Droit civil. (1 heure.)

Introduction historique et philosophique. Personnes. Familles. Choses.
Obligations. Successions.

(Dans ces études, on insistera particulièrement sur la condition juridique
de la femme: droits, obligations, garanties que la loi établit.)

Droit commercial. (1 heure.)

Législation fédérale sur le droit de change.

Troisième année.

Langue française. (4 heures.)

Etude complète de la syntaxe. — Compositions sur des sujets économiques.
— Le mouvement littéraire du XIX^{me} siècle.

Langue allemande. (4 heures.)

Revision de la grammaire. — Lectures et conversations portant de préfé-
rence sur les sujets commerciaux. — Correspondance commerciale. — Notions
de littérature allemande. Lecture d'un ouvrage littéraire.

Langue anglaise. (4 heures.)

Revision de la grammaire sous forme pratique. Correspondance commerciale.
Notions de littérature anglaise. Lectures et comptes rendus. Traductions et
conversations.

Langue italienne. (2 heures.)

Correspondance commerciale. Composition, lecture, conversation.

Arithmétique commerciale. (1 heure.)

La monnaie: monnaies réelles et fiduciaires; titres, systèmes monétaires
des divers pays. Evaluation des monnaies et des matières d'or et d'argent:
valeur au pair, au tarif; valeur commerciale. — Le change: les cours des changes;
l'incertain et le certain; cotes des principales places; calcul des devises. —
Valeurs mobilières, opérations de bourse: bordereaux d'achat et de vente sur les
principales places. — Arbitrages: arbitrage de change, direct et indirect; cotes
chiffrées; tables de parité; arbitrages de métaux précieux et de valeurs mobilières.

Calcul financier. (1 heure.)

Intérêts composés, annuités certaines, placements en rente. Emprunts
d'administrations publiques et de sociétés, tableaux d'amortissement. Calculs,
par logarithmes et par tables numériques.

Bureau commercial.**a. Comptabilité. (4 heures.)**

Organisation comptable d'une entreprise industrielle: comptabilité auxiliaire, comptabilité centrale et comptabilité annexe. Comptabilité de banque, analytique et synthétique. Le bilan, ses éléments, essais de critique et d'analyse, formule du bilan.

b. Correspondance commerciale. (1 heure.)

Circulaires, rapports de marchés. Transports. Importation et exportation.

Sténographie française. (1 heure.)

Sténographie professionnelle. — Exercices d'entraînement.

Sténographie allemande. (1 heure.)

Dictées commerciales. — Exercices variés.

Géographie économique. (2 heures.)

L'empire colonial anglais et les colonies françaises. Les grandes voies de communication du monde. Répartition générale des cultures et des produits. L'activité humaine: les grands foyers de population.

Etude des produits commerciaux. (1 heure.)

Les industries du logement et de l'ameublement. — Le bois et ses produits — Ebénisterie. — Verrerie et cristallerie. — Porcelaine et faïence. — Eclairage. — Chauffage. — Le papier. — Typographie, gravure et lithographie.

(Chaque produit est étudié au point de vue de sa fabrication ou de sa récolte, de ses propriétés et usages, de ses variétés, de ses succédanés, de ses marchés et centres de production. Les élèves ont à leur disposition les collections d'échantillons de l'école.

Histoire du commerce.

(2 heures pendant le premier trimestre.)

Le commerce dans l'antiquité. — Le Moyen-Age: les Croisades. — La découverte du Nouveau-Monde. — Les XVII^{me} et XVIII^{me} siècles. — Le commerce au XIX^{me} siècle. — Le libre échange et les traités de commerce. — Etat actuel.

Economie commerciale et industrielle. (2 heures.)

La circulation des richesses. — L'échange. — La valeur. — Le prix. — La monnaie. — Bimétallisme et monométallisme. — Le crédit. — Les banques. — Le billet de banque. — Le crédit public. — Le commerce intérieur. — Le commerce international. — Le change. — Protectionnisme et libre échange. — Les crises commerciales. — L'épargne.

Conférences sur les questions économiques d'actualité. (1 heure.)

Les conférences et les rapports sont faits, soit par le professeur, soit, à tour de rôle, par les élèves.

Droit commercial. (1 heure.)

Le commerçant, raison sociale. — Marques de fabrique et brevet d'invention. — Registre du commerce, voyageurs et fondés de pouvoir. — Sociétés commerciales. — Contrats. — Lois sur la poursuite et la faillite.

Hygiène. (1 heure.)

Hygiène de l'appareil respiratoire. — L'air atmosphérique. Modification des organes respiratoires qui entravent leur fonctionnement normal. L'habitation: orientation, ventilation, chauffage, éclairage, propreté au point de vue de l'hygiène des organes respiratoires.

Hygiène de l'appareil digestif. — La bouche et les dents. Les aliments. Principes d'alimentation rationnelle. Alcool et alcoolisme.

Kanton Freiburg, Programme de l'école supérieure de commerce pour 65
les jeunes filles à Fribourg.

Hygiène de l'appareil circulatoire. — Rôle du travail mécanique, des maladies infectieuses, des intoxications. — Prophylaxie.

Hygiène de la peau et de ses annexes.

Hygiène du vêtement. — Rôle du vêtement comme régulateur de la température du corps. — Les tissus et leurs propriétés physiques. Conditions du vêtement rationnel. Le vêtement actuel.

Hygiène de l'œil. — Les anomalies de la réfraction, correction par lunettes. La myopie et ses causes. L'éclairage et son influence sur l'œil. Maladies professionnelles, plaies, corps étrangers, etc.

Hygiène de l'oreille.

(L'étude de l'hygiène de chaque partie du corps est précédée d'un rapide exposé d'anatomie et de physiologie.)

Tableau récapitulatif des heures de cours.

	année prép.	1 ^{re} année	2 ^{me} année	3 ^{me} année
Langue française	10	6	4	4
Langue allemande	3	4	4	4
Langue anglaise	2	4	4	4
Langue italienne	2	2	2	2
Arithmétique commerciale	4	2	2	1
Algèbre	—	—	2	—
Calcul financier	—	—	—	1
Bureau commercial:				
Comptabilité	2	3	3	4
Correspondance	—	2	1	1
Calligraphie	1	1	1	—
Dactylographie (exercices)	—	—	—	—
Sténographie française	1	1	1	1
Sténographie allemande	1	1	1	1
Géographie économique	1	2	2	2
Etude des produits commerciaux	—	1	1	1
Etude des transports	—	—	1	—
Notions de commerce et économie commerciale	—	1	1	2
Conférences sur les questions économiques	—	—	1	1
Histoire du commerce	—	—	—	2
Droit civil	—	—	1	—
Droit commercial	—	—	1	1
Hygiène	—	—	—	1

26. 8. **Großratsbeschluß betreffend provisorische Abänderung der Organisation der obern Realschule (Kantonale Handelsschule) in Basel.** (Vom 27. Februar 1908.)

Der Große Rat des Kantons Baselstadt, auf den Antrag des Regierungsrates, beschließt:

Der Regierungsrat wird ermächtigt, an der Handelsabteilung der oberen Realschule versuchsweise eine vierte Klasse zu errichten und einen Lehrer als Konrektor mit der unmittelbaren Leitung der Anstalt zu betrauen.

Die Handelsabteilung der oberen Realschule erhält den Namen „Kantonale Handelsschule“.

Die nötigen gesetzlichen Bestimmungen bleiben vorbehalten.

27. 9. **Gesetz betreffend die Allgemeine Gewerbeschule Basel.** (Vom 9. April 1908.)

Der Große Rat des Kantons Baselstadt, in der Absicht, das gewerbliche Bildungswesen zu entwickeln und zu fördern, beschließt was folgt:

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Die Allgemeine Gewerbeschule ist eine vom Staat errichtete Unterrichtsanstalt für allgemeine gewerbliche Vorbildung und fachliche Ausbildung.

§ 2. Die Allgemeine Gewerbeschule ist dem Erziehungsdepartement unterstellt.

Zur Leitung der Anstalt wird eine Kommission aufgestellt, welche aus einem Präsidenten, einem Statthalter und sieben Mitgliedern besteht. Sie wird vom Regierungsrat auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt.

Dieser Kommission ist gleichzeitig die Leitung des Gewerbemuseums unterstellt.

§ 3. Die Kommission ist ermächtigt, sich erforderlichenfalls in Subkommissionen zu gliedern. Sie kann auch in Fällen, wo Spezialkenntnisse erforderlich sind, Fachmänner beiziehen. Sie kann ferner dauernde oder vorübergehende Kommissionen, die aus Fachmännern bestehen, ernennen.

Solche Kommissionen werden vom Präsidenten oder von einem andern Mitgliede der Anstaltskommission geleitet; sie haben dieser über die Erledigung ihrer Aufträge Bericht zu erstatten und ihr ihre Beschlüsse zur Genehmigung zu unterbreiten.

§ 4. Die Kommission hat dem Erziehungsdepartement alljährlich den Voranschlag der Einnahmen und Ausgaben der Gewerbeschule und des Gewerbemuseums einzugeben, über den Gang der beiden Anstalten zu berichten und die Betriebsrechnungen derselben zur Genehmigung vorzulegen.

§ 5. Der Präsident, der Statthalter und zwei Mitglieder der Kommission bilden zusammen den Kommissionsausschuß, dem die Direktoren der Gewerbeschule und des Gewerbemuseums mit beratender Stimme beiwohnen. Derselbe hat die Aufgabe, alle der Kommission zur Beratung und Beschlußfassung obliegenden Geschäfte vorzubereiten und für die richtige Durchführung ihrer Beschlüsse zu sorgen.

Die Obliegenheiten des Kommissionsausschusses im einzelnen können durch eine Ordnung geregelt werden, welche auf Vorschlag der Kommission vom Regierungsrat erlassen wird.

§ 6. Die Mitglieder der Kommission erhalten für jede Sitzung, welcher sie beiwohnen, ein Sitzungsgeld von Fr. 2.—.

§ 7. Die Ausgaben der Schule werden vom Staate bestritten, soweit sie nicht durch den Beitrag des Bundes und durch das Schulgeld gedeckt werden.

II. Einrichtung der Schule.

§ 8. Die Allgemeine Gewerbeschule hat folgende Aufgaben:

Den Angehörigen der Gewerbe und Kunstgewerbe, Lehrlingen, Gehülften und Meistern soll sie die für ihren Beruf nötige theoretische, praktische und künstlerische Ausbildung bieten, soweit dieselbe in der Werkstatt nicht genügend erlangt werden kann.

Nichtgewerbetreibenden beider Geschlechter, namentlich Schülern hiesiger Schulen, Studierenden der Universität, Lehramtskandidaten und Lehrern hiesiger Schulen, soll sie Gelegenheit geben zur Ausbildung im Zeichnen, Malen, Modellieren usw.

§ 9. Der Unterricht wird in halbjährlichen Kursen erteilt, die an Werktagen in Tages- und Abendstunden stattfinden.

§ 10. Diese Kurse zerfallen in folgende Gruppen:

Ergänzungskurse, welche die für Gewerbetreibende nötige Volksschulbildung zu ergänzen haben, mit folgenden Lehrfächern:

Aufsatz mit Berücksichtigung der Vaterlandskunde. Schreiben. Rechnen. Elementarbegriiffe der Geometrie. Elementares Freihandzeichnen.

Vorkurse für allgemeine gewerbliche und kunstgewerbliche Vorbildung, und

Fachkurse für berufliche Ausbildung mit folgenden Lehrfächern:

Rundschrift. Geometrie. Körperberechnung. Technisches Rechnen. Mechanik. Elemente der Physik und Chemie. Geometrisches Zeichnen. Projektionszeichnen. Perspektive. Schattenlehre. Freihandzeichnen nach Körpern und Flachornament. Ornamentales Gipszeichnen. Skizzieren. Schriftzeichnen. Wandtafelzeichnen.

Fachzeichnen und praktische Kurse für die verschiedenen Gewerbe und Kunstgewerbe.

Figürliches Gipszeichnen, Zeichnen nach lebendem Modell; Anatomie und Aktzeichnen. Zeichenkurse für Lehrer und Lehrerinnen. Zeichenkurse für Studierende der Universität. Praktische Geometrie.

Aquarellieren. Dekoratives Malen. Porzellan- und Ölmalen. Schriftmalen, Holz- und Marmormalen.

Maschinenlehre. Technologie. Rohstoff- und Baumaterialienlehre.

Buchführung. Gewerbliches Rechnen.

Ornamentale Formenlehre. Bauformen- und Stillehre. Kunstgeschichte. Modellieren.

§ 11. Die Kommission wird die den verschiedenen Berufsarten entsprechenden Kurse für Fachzeichnen und für praktische Arbeiten anordnen, sowie auch nach Bedürfnis neue Kurse und neue Lehrfächer einführen; in letzterem Falle ist die Genehmigung des Erziehungsrates einzuholen.

Neue Lehrfächer, welche dauernd eingerichtet werden, unterliegen nach einer Probezeit von zwei Jahren der Genehmigung des Regierungsrates.

Die Kommission ist befugt, bei ungenügender Schülerzahl einzelne Kurse vorübergehend ausfallen zu lassen.

§ 12. Der Unterrichtsplan, welcher die Lehrgänge der einzelnen Berufsarten enthält, wird von der Kommission festgestellt.

§ 13. Bei der Einrichtung der Kurse und beim Unterricht ist die Vorbildung, die Befähigung, der Beruf und die in diesem angestrebte Stellung der Schüler zu berücksichtigen.

In den Vorkursen und soweit möglich in den Fachkursen sollen Schüler mit gleichem Unterrichtsziel und gleicher Vorbildung, in den Fachkursen insbesondere Angehörige gleichartiger Gewerbe vereinigt werden.

Schülern von geringerer Begabung, sowie solchen, deren berufliche Bedürfnisse einfacherer Natur sind, soll durch einen abgekürzten Lehrgang eine einfachere berufliche Ausbildung geboten werden.

Im Falle des Bedürfnisses können mit Genehmigung des Erziehungsrates besondere Schülerinnenkurse eingerichtet werden.

§ 14. Die Unterrichtsmethode soll sich da, wo es der Art des Lehrfaches entspricht, auf Einzelunterricht gründen.

§ 15. Die Schulordnung wird auf Antrag der Kommission vom Erziehungsrate erlassen und unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates.

§ 16. Der Staat kann praktische gewerbliche Kurse, welche von Meister- oder Arbeiterverbänden oder sonstigen Gesellschaften veranstaltet werden, durch Beiträge unterstützen.

Die Bedingungen, an welche diese Beiträge geknüpft sind, sowie die Vorschriften für die Durchführung dieser Kurse wird der Erziehungsrat auf Antrag der Kommission festsetzen.

Diese Kurse stehen unter der Aufsicht der Kommission, welche auch die Gehälter der Kursleiter festsetzt.

§ 17. Die Schulferien betragen, ungerechnet die gesetzlichen Feiertage, jährlich elf Wochen. Die Verteilung derselben wird durch die Schulordnung geregelt.

III. Schülerverhältnisse.

§ 18. Die Aufnahme in die Allgemeine Gewerbeschule findet in der Regel am Anfange jedes Semesters statt.

§ 19. Nach vollendetem 14. Lebensjahr und unter den in den folgenden Paragraphen festgesetzten Bedingungen werden in die Schule aufgenommen:

1. Kantonsangehörige, d. h. solche, die Kantonsbürger oder im Kanton wohnhaft sind;
2. Nicht-Kantonsangehörige, die in einem im Kanton domizilierten Geschäfte arbeiten.

Nicht-Kantonsangehörige, die nicht in einem im Kanton domizilierten Geschäfte arbeiten, können nur aufgenommen werden, falls und so lange in den betreffenden Kursen noch genügend Platz ist.

§ 20. Wenn der Lehrmeister eines Schülers nicht unter der hiesigen Gesetzgebung steht, kann der Schüler nur aufgenommen werden, sofern sich der Meister zu dem verpflichtet, was dieses Gesetz und die Schulordnung von dem Meister verlangen.

§ 21. Lehrlinge und Gehülfen, sowie Nichtgewerbetreibende unter 18 Jahren haben sich zur Aufnahme in die Vorkurse und Fachkurse über eine Schulbildung auszuweisen, welche dem Lehrziel der vierten Klasse der Basler Mittelschulen entspricht; wenn sie diese Bedingung nicht erfüllen, werden sie zunächst in die Ergänzungskurse verwiesen.

In Ausnahmefällen (Notstand in der Familie, besondere Begabung für den Fachunterricht u. a. m.) kann der Vorsteher des Erziehungsdepartements nach Anhörung des Direktors einen Lehrling vom Besuch der Ergänzungskurse dispensieren, vorausgesetzt daß derselbe das Lehrziel der dritten Klasse der Basler Mittelschulen erreicht hat. Die Gesuche um solche Dispense sind dem Erziehungsdepartement schriftlich und motiviert einzugeben.

§ 22. Angehörige des Handwerks und der Gewerbe, sowie solche, die andern Berufen oder keinem Berufe angehören, werden, sofern sie das 18. Altersjahr zurückgelegt haben, zu allen Kursen zugelassen; doch haben sie sich für jeden Kurs, den sie zu besuchen wünschen, über die nötigen Vorkenntnisse auszuweisen.

§ 23. Schüler und Schülerinnen hiesiger Schulen können daneben zum Besuch der Allgemeinen Gewerbeschule zugelassen werden, sofern sie das 13. Altersjahr zurückgelegt haben.

Die Schulordnung wird des genauern die Bedingungen festsetzen, die für die Aufnahme von Schülern und Schülerinnen hiesiger Schulen zu gelten haben.

§ 24. Für die Aufnahme von Schülerinnen gelten die für die Schüler aufgestellten Bedingungen.

§ 25. Die Aufnahme in die Schule wird verweigert wegen unsittlichen Lebenswandels oder wegen grober Vergehen.

Die Schule ist nicht verpflichtet, Schüler aufzunehmen oder zu behalten, die der deutschen Sprache so wenig mächtig sind, daß sie dem Unterrichte nicht zu folgen vermögen, oder welche bildungsunfähig sind.

§ 26. Für die Lehrlinge und Gehülfen unter 18 Jahren wird durch den Unterrichtsplan entsprechend den Verfügungen des Lehrlingspatronates die geringste Zahl von Stunden festgesetzt, welche sie wöchentlich zu besuchen haben.

Für jeden einzelnen Schüler unter 18 Jahren wird bei Beginn des Semesters das Pensum im Rahmen des Unterrichtsplanes vom Direktor nach Anhörung der Fachlehrer festgestellt. Dabei sind maßgebend: sein Beruf, die darin angestrebte Stellung, seine Vorkenntnisse, wie sie aus Zeugnissen und Prüfungen sich ergeben, sowie allfällige Wünsche, die von seinem Vater oder Pfleger, oder seinem Lehrmeister, oder von ihm selbst vorgebracht werden.

Sämtliche Lehrer können zur Mithülfe bei den Aufnahmen verpflichtet werden.

§ 27. Die Lehrmeister sind verpflichtet, ihren Lehrlingen die nötige Zeit zum regelmäßigen und rechtzeitigen Besuch der für ihren Beruf festgesetzten Unterrichtsstunden zu gewähren. Die Schule darf jedoch nicht mehr verlangen als wöchentlich acht Stunden im Sommer und zehn Stunden im Winter, und davon nicht mehr als sechs Stunden innerhalb der Arbeitszeit.

§ 28. Die Anzahl der Schüler in einer Klasse soll bei zeichnerischen und praktischen Kursen 25, bei theoretischen Kursen 35 bleibend nicht überschreiten. Bei größerer Schülerzahl sind die Kurse in Abteilungen zu trennen.

Diese Bestimmung gilt nicht für Kurse, in denen der Unterricht in Form von Vorträgen erteilt wird.

§ 29. Der Unterricht ist unentgeltlich für alle, welche die Schule zum Zweck der beruflichen Ausbildung besuchen, inbegriffen die Lehrer und Lehrerinnen, die Schüler und Schülerinnen anderer öffentlicher Schulen und die Studierenden der Universität.

Diese Schüler entrichten zum Zwecke der Sicherung eines regelmäßigen Schulbesuches am Anfang eines jeden Semesters ein Haftgeld von Fr. Fr. 5.—. Dieses wird den Schülern, welche den Unterricht regelmäßig besucht haben, entsprechend den näheren Bestimmungen der Schulordnung zurückerstattet. Es kann auch darauf gegriffen werden, wenn Schüler das Schuleigentum beschädigen oder verlieren.

§ 30. Schülern, welche über ihre Bedürftigkeit sich ausweisen, kann das Haftgeld von der Kommission erlassen werden.

§ 31. Über die wegen unregelmäßigen Schulbesuchs verfallenen Haftgelder verfügt die Kommission zu Stipendien für Schüler, welche sich in bezug auf Betragen, Fleiß und Fähigkeiten auszeichnen.

§ 32. Schüler, bei denen die in § 29 für die Unentgeltlichkeit aufgestellten Bedingungen nicht zutreffen, haben entsprechend der Schulordnung am Anfang jeden Semesters ein Schulgeld zu entrichten, welches nach Stundenzahl und den Fächern berechnet und auf Vorschlag der Kommission und Antrag des Erziehungsrates durch den Regierungsrat bestimmt wird.

§ 33. Die Schulordnung wird festsetzen, was der Schüler an Unterrichtsmaterial und Handwerkszeug anzuschaffen hat, und was ihm die Schule liefert oder leihweise überläßt.

§ 34. Für jeden Schüler wird nach Semesterschluß für jedes der von ihm regelmäßig besuchten Fächer vom Lehrer eine Zeugnisnote über Fleiß und Leistung ausgesetzt.

Eine Abschrift dieser Zeugnisnoten wird nach Schluß des Semesters dem Lehrmeister eines jeden Lehrlings von der Schule aus zugestellt. Andern Schülern wird nur auf Verlangen eine Abschrift ihrer Semesternoten verabfolgt.

Beim Austritt aus der Schule hat dagegen jeder Schüler das Recht auf ein Gesamtzeugnis.

§ 35. Die Schüler haben die Vorschriften der Schulordnung sowie die Weisungen des Direktors und der Lehrer zu befolgen und sich eines anständigen Betragens zu befleißigen; insbesondere sind sie zum regelmäßigen Besuche des Unterrichtes verpflichtet. Von unentschuldigtem Versäumnissen ist den Eltern oder Lehrmeistern, bei Erwachsenen diesen selbst, schriftlich Mitteilung zu machen.

§ 36. Wegen grober Vergehen, unsittlichen Lebenswandels, fortgesetzter Übertretung der Disziplinarvorschriften der Schule oder wiederholten unregelmäßigen Schulbesuches kann ein Schüler durch Beschluß der Kommission zeitweise oder dauernd aus der Schule verwiesen werden; der dauernde Ausschluß bedarf der Genehmigung des Vorstehers des Erziehungsdepartements.

Das Nähere über die Strafmittel und deren Handhabung wird die Schulordnung festsetzen.

IV. Lehrerverhältnisse.

§ 37. Die unmittelbare Leitung und Verwaltung der Schule liegt einem Direktor ob. Derselbe wohnt den Sitzungen der Kommission, soweit nicht seine persönlichen Verhältnisse in Frage kommen, mit beratender Stimme bei und besorgt das Sekretariat der Kommission.

§ 38. Der Direktor wird nach öffentlicher Auskündigung oder auf dem Wege direkter Berufung auf Vorschlag der Kommission vom Erziehungsrat ernannt. Seine Wahl unterliegt der Bestätigung des Regierungsrates.

Er wird auf eine Amtsdauer von sechs Jahren angestellt und ist nach Ablauf dieser Frist wieder wählbar.

§ 39. Der Direktor erhält als Besoldung jährlich Fr. 7000.— bis Fr. 8500.—. Neben der Leitung der Schule soll ihm die Erteilung von Unterricht an derselben übertragen werden gegen eine Vergütung, welche auf Vorschlag der Kommission vom Erziehungsrat festzusetzen ist. Der Direktor darf keinen Nebenberuf treiben und hat sich seinem Amte ganz zu widmen.

§ 40. Bezüglich der Wahl, Entlassung und Pensionierung des Direktors und der vom Erziehungsrat festangestellten Lehrer gelten außer §§ 38 und 39 dieses Gesetzes die §§ 76, 77, 81, 100, 101 und 102 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880 und die §§ 5 und 6 des Pensionsgesetzes vom 22. Oktober 1888.

§ 41. Zur Aushilfe, insbesondere für die Beaufsichtigung der außerhalb des Hauptgebäudes untergebrachten Kurse kann nach § 98 des Schulgesetzes in der Fassung vom 8. Oktober 1903 ein Lehrer als Konrektor bezeichnet werden.

§ 42. Die Kommission ist befugt, von sich aus Lehrer probeweise anzustellen; auf solche finden die Bestimmungen betreffend Entschädigung für den Fall der Entlassung keine Anwendung. Auch soll in der Regel die Probezeit nicht länger als ein Jahr dauern.

§ 43. Die Kommission kann ferner an Hilfslehrer vorübergehend einzelne Kurse übertragen; werden dazu Lehrer anderer öffentlicher Schulen herangezogen, so zählen die an der Allgemeinen Gewerbeschule gegebenen Stunden mit, wenn für Berechnung der Alterszulage die wöchentliche Stundenzahl ermittelt wird; ebenso kommt bei Ermittlung der Pension die Gesamtbesoldung in Rechnung.

§ 44. Direktor und Lehrerschaft haben die Verpflichtung, der nach § 85 des Schulgesetzes eingerichteten Vikariatskasse beizutreten.

§ 45. Die Pflichten und die Befugnisse des Direktors und der Lehrerschaft werden durch Amtsordnungen geregelt, welche vom Erziehungsrat auf Antrag der Kommission erlassen werden und der Genehmigung des Regierungsrates unterliegen.

§ 46. Die Besoldung der festangestellten Lehrer wird auf den Vorschlag der Kommission vom Erziehungsrat festgesetzt.

Die Kommission bestimmt selbst die Besoldung der von ihr angestellten Hilfslehrer, hat aber die Genehmigung des Erziehungsrates einzuholen, sobald der Gehaltsansatz für die wöchentliche Stunde Fr. 130.— oder die Besoldung übersteigt, welche der betreffende Lehrer an einer andern Schule erhält.

§ 47. Für die Besoldungen wird der Erziehungsrat oder in den Fällen von § 41 die Kommission in jedem einzelnen Falle die für die mittlern oder für die obern Schulen aufgestellten Ansätze zur Anwendung bringen.

Bei Festsetzung derselben fallen in Betracht das Unterrichtsfach und die Unterrichtsstufe, sowie die Tüchtigkeit und das Dienstalter des Lehrers.

Bezüglich der Alterszulage gelten die Bestimmungen der §§ 93 und 95 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880.

§ 48. Für den Direktor und die vom Erziehungsrat angestellten Lehrer gelten bezüglich der Anrechnung früherer Dienstjahre, der Erleichterung sowie des Fortbezuges der Besoldung oder der Pension bei Todesfall die Bestimmungen der §§ 96, 97 und 103 des Schulgesetzes vom 21. Juni 1880.

§ 49. Direktor, Lehrer und Hilfslehrer, welche ihre Stelle zu verlassen wünschen, haben hiervon die Kommission drei Monate vor dem Austritte in Kenntnis zu setzen.

§ 50. Alle an der Schule angestellten Lehrer und Hilfslehrer bilden unter Vorsitz des Direktors die allgemeine Lehrerkonferenz. Sie wird vom Direktor einberufen, wenn die Geschäfte es erfordern oder wenn zwei Drittel der Lehrer es verlangen.

Die Lehrerkonferenz ordnet die ihr übertragenen Schulangelegenheiten, begutachtet die ihr von der Kommission überwiesenen Fragen und hat das Recht, bei derselben Anträge zu stellen.

Zur Besprechung der Fragen des Unterrichtsplanes versammelt der Direktor die betreffenden Lehrer und Hilfslehrer zu Fachkonferenzen.

Der Direktor hat der Kommission von den Beschlüssen der Konferenzen Kenntnis zu geben und ihr die bezüglichlichen Konferenzprotokolle vorzulegen, wenn dies von der Konferenz beschlossen worden ist.

V. Sekretär und Angestellte.

§ 51. Dem Direktor steht ein Sekretär zur Verfügung, welchem die Bureauarbeiten und die Führung der Rechnungsbücher übertragen werden. Der Sekretär führt in den Sitzungen des Kommissionsausschusses das Protokoll.

Der Sekretär wird auf Vorschlag der Kommission vom Erziehungsrate gewählt und vom Regierungsrate bestätigt. Er erhält eine jährliche Besoldung von Fr. 3000.— bis Fr. 4500.—.

Dem Sekretär können erforderlichenfalls Hilfskräfte beigeordnet werden. Sie werden auf Antrag des Kommissionsausschusses von der Kommission gewählt, welche auch ihre Besoldung, unter Vorbehalt der Genehmigung des Regierungsrates, festsetzt.

§ 52. Die Kommission wählt das zur Bedienung des Hauses wie zum übrigen Schulbetrieb nötige Personal.

§ 53. Die Amtsordnungen für den Sekretär und das Dienstpersonal werden von der Kommission mit Genehmigung des Erziehungsrates aufgestellt.

VI. Strafbestimmung.

§ 54. § 49 des Polizeistrafgesetzes vom 23. September 1872 erhält als zweiten Abschnitt folgenden Zusatz:

Die gleichen Strafbestimmungen gelten für Lehrmeister, welche der durch § 27 des Gesetzes betreffend die Allgemeine Gewerbeschule ihnen auferlegten Verpflichtung zuwider handeln.

VII. Einführungsbestimmungen.

§ 55. Der Regierungsrat wird den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes bestimmen. Dasselbe tritt an die Stelle des Gesetzes betreffend die Errichtung einer Allgemeinen Gewerbeschule vom 20. Dezember 1886. Mit seinem Inkrafttreten fallen alle frühern widersprechenden Bestimmungen andrer Gesetze dahin.

§ 56. Der Regierungsrat wird beauftragt, dem Großen Rate über die durch das Inkrafttreten dieses Gesetzes notwendig werdenden Änderungen am Gesetz betreffend das Gewerbemuseum vom 16. Juni 1892 beförderlich Bericht und Antrag zu unterbreiten.

28. 10. Nachtrag zur Unterrichts- und Disziplinar-Ordnung der Kantonsschule St. Gallen (Art. 8, Sekundarlehrantsschule). (Vom 29. November 1907. Art. 1—7 s. Jahrbuch 1907, Beilage I, Seite 118.)

Art. 8. Die Sekundarlehrantsschule schließt an die 7. Klasse des Gymnasiums und an die 5. Klasse der technischen Abteilung der Kantonsschule an.

Sie teilt sich in die sprachlich-historische und mathematisch-naturwissenschaftliche Abteilung und besteht aus zwei Kursen (einem halbjährigen und einem ganzjährigen) mit folgenden obligatorischen und fakultativen Unterrichtsfächern:

	I. Kurs (Halbjahrkurs)	Sprachlich-histor. Kurs			Math. naturw. Kurs		
		Literaten	Realisten	Techniker	Realisten	Techniker	
Religionslehre . . .		1	1	1	1	1	mit 7 g
Übungsschule . . .				4		4	
Philosophie . . .		3	3	3	3	3	mit 7 g
„ . . .		2				2	separat ³⁾
Deutsch . . .		3	3		3		mit 7 g
„ . . .		2	2	2			separat

I. Kurs (Halbjahrkurs)	Sprachlich-histor. Kurs			Math. naturw. Kurs		
	Literaten	Realisten	Techniker	Realisten	Techniker	
Französisch . . .	3	3		3		mit 7 g separat
„ . . .			3			„
Italienisch . . .	3	3	3			„
Englisch . . .	3	3	3			„
Geschichte . . .	2	2		2		mit 7 g separat
Kaufm. Rechnen . . .				2	2	„
Höhere Analysis . . .					2 ¹⁾	„
Linearzeichnen und Darst. Geometrie . . .				4		„
Naturkunde . . .		2		2	2	mit 7 g separat
„ . . .					3	„
Physik . . .		2		2		mit 7 g separat
Theoretische Chemie . . .		3		3		mit 7 g separat
Chem. Praktikum . . .				3		mit 7 g separat
„Freihandzeichnen ²⁾ . . .	2	2	2	2	2	„
Modellieren . . .					2	„
Handfertigkeit . . .					2 ¹⁾	„
Gesang ²⁾ . . .	1	1	1	1	1	„
Musik . . .	2 ¹⁾	2 ¹⁾	2 ¹⁾	2 ¹⁾	2 ¹⁾	„
Turnen . . .	2	2	2	2	2	mit 7 g separat
Summe der obl. Stunden	27	30	26	33	26	

II. Kurs (Ganzjahrkurs)	Sprachl.-hist. Kurs		Math.-naturw. Kurs	
			Sommer	Winter
Pädagogik . . .			5	5
Übungsschule ⁵⁾ . . .			2	2
Deutsch . . .			4	
Französisch . . .			4	
Italienisch . . .			3	
Englisch . . .			3	
Geschichte . . .			2	
Geographie . . .			2	
Kaufmänn. Rechnen und Buchhaltung . . .				2
Politische Arithmetik . . .				2
Gewerbliches Zeichnen . . .				2
Praktische Geometrie ⁴⁾ . . .			3	
Biologisches Praktikum . . .				3
Physikalisches Praktikum . . .				2
Lebensmittelkunde . . .			2	
Chemie (Experim.-Kurs) . . .				2
Freihandzeichnen ²⁾ . . .			2	2
Modellieren . . .			2	
Handfertigkeit . . .				2
Gesang ²⁾ . . .			2	2
Musik . . .			2 ¹⁾	2 ¹⁾
Turnen . . .			1	1
Summe der obligatorischen Stunden		30	30	29

Mit der Sekundarlehrantsschule ist eine Übungsschule verbunden.

Neben den regulären Kursen können noch besondere Vorlesungen mit beschränkter Stundenzahl eingerichtet werden.

Den Kandidaten wird auch der Besuch der Abendvorlesungen an der Handelsakademie empfohlen und, wenn nötig, erleichtert.

¹⁾ Fakultativ. — ²⁾ Bei mangelnder Begabung Dispens zulässig. — ³⁾ Außerdem noch Einführungskurs im Oktober. — ⁴⁾ Nur für die Kandidaten, die das Fach noch nicht gehabt. — ⁵⁾ Exklusive pädagogisches Praktikum und Kritikum.

29. 11. Reglement für die Diplomprüfung an der Handelsabteilung der bündnerischen Kantonsschule in Chur. (Vom 15. Mai 1908.)

Art. 1. Die Diplomprüfung bildet den Abschluß des Unterrichtes an der Handelsschule: sie soll den Schülern, die den III. Kurs der Handelsabteilung (V. Kantonsschulklasse) absolviert haben, Gelegenheit bieten, sich über den Besitz derjenigen fachlichen und zugleich allgemeinen Bildung anzuweisen, die dem Lehrziele einer dreiklassigen Handelsschule entspricht.

Art. 2. Die Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer: 1. Deutsche Sprache; — 2. Französische Sprache; — 3. Italienische oder englische Sprache; — 4. Handelsgeographie; — 5. Chemie und Warenkunde; — 6. Kaufmännisches Rechnen; — 7. Buchhaltung; — 8. Wechsellehre; — 9. Handelsrecht; — 10. Volkswirtschaftslehre; — 11. Deutsche und französische Handelskorrespondenz.

Die Prüfung bezieht sich auf den Lehrstoff aller drei Jahre.

Art. 3. Die schriftliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer: Deutsche Sprache; — Französische Sprache; — Italienische oder englische Sprache; — Kaufmännisches Rechnen; — Buchhaltung; — Deutsche und französische Handelskorrespondenz.

Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer: Deutsche Sprache; — Französische Sprache; — Italienische oder englische Sprache; — Kaufmännisches Rechnen; Buchhaltung; — Wechsellehre; — Handelsrecht; — Volkswirtschaftslehre; — Handelsgeographie; — Chemie und Warenkunde.

Art. 4. Nach Beendigung der mündlichen Prüfung wird das Prüfungskollegium, bestehend aus dem eidg. Experten, der Prüfungskommission und aus den in ihren Fächern examinierenden Lehrern, das Ergebnis der Prüfung feststellen.

Art. 5. Es werden sechs Notenstufen unterschieden: 6 = sehr gut; — 5 = gut; — 4 = ziemlich gut; — 3 = kaum genügend; — 2 = gering; — 1 = sehr gering.

Art. 6. Die Ergebnisse werden in einem von der kantonalen Erziehungsdirektion, dem Rektorat und auf Wunsch auch von dem eidgen. Handelsdepartement in Bern unterzeichneten Fähigkeitszeugnis (Diplom) festgestellt. Schülern, die in einem Hauptfache oder in zwei Nebenfächern die Note 2 erhalten haben, wird das Diplom nicht erteilt.

Art. 7. Hat ein Examinand die Prüfung nicht bestanden, so kann er nach Ablauf eines Jahres nochmals zur Prüfung zugelassen werden. Kommt jedoch nur ein einziges Fach in Frage, so kann das Prüfungskollegium eine Nachprüfung in diesem Fache nach Ablauf von zwei Monaten gestatten.

30. 12. Bestimmungen betreffend die Vorkenntnisse für die Aufnahme in die bündnerische Kantonsschule in Chur. (Vom 15. Mai 1908.)

I. Klasse.

1. Im Deutschen: a. Deutsche Abteilung: Richtiges und geläufiges Lesen einer Erzählung oder eines erzählenden Gedichts; richtige Wiedergabe oder Umschreibung des Gelesenen. Aufsätze: Leichte Beschreibungen und Wiedergabe leichter Erzählungen. Sprachlehre: Unterscheidung der Wortarten, Kenntnis der Deklination des Hauptworts, der Hauptzeiten und der wichtigsten Satzteile, Unterscheidung des reinen einfachen und des erweiterten einfachen Satzes, des Hauptsatzes und des Nebensatzes.

b. Romanische Abteilung (Knaben romanischer und italienischer Zunge): Ordentliches Lesen einer leichten Erzählung, mündliche und schriftliche Wiedergabe des Gelesenen. Sprachlehre: Siehe deutsche Abteilung.

2. In der Geschichte: Kenntnis der bedeutendsten Begebenheiten der Schweizergeschichte bis und mit 1501.

3. In der Geographie: Kenntnis des Kantons Graubünden und der 13 alten Kantone.

4. In der Naturgeschichte: Kenntnis einer Anzahl der bekanntesten Wirbeltiere und einiger wichtiger einheimischer Pflanzen. Befähigung, eine einfache Beschreibung eines bekannten Tieres oder einer bekannten Pflanze abzufassen.

5. Rechnen: Fertigkeit im Addieren, Subtrahieren, Multiplizieren und Dividieren von ganzen Zahlen. Dieselben Operationen mit gewöhnlichen und Dezimalbrüchen. Das metrische Maß- und Gewichtssystem. Zinsrechnung, Dreisatz- und Vielsatzrechnungen.

6. Im Italienischen (für Italienischgeborene): Wie im Deutschen für die deutsche Abteilung.

II. Klasse.

1. Im Deutschen: *a.* Deutsche Abteilung: Sicheres und gewandtes Lesen eines längern Prosastücks oder eines leichtern Gedichts; richtige, zusammenhängende Wiedergabe des Gelesenen. Aufsätze: Leichte Beschreibungen und Wiedergabe leichter Erzählungen. Sprachlehre: Kenntnis der Satzteile, Unterscheidung des einfachen und des zusammengesetzten Satzes, ordentliche Fertigkeit im Deklinieren und Konjugieren.

b. Romanische Abteilung: Sicheres Lesen eines längern Prosastücks oder eines leichtern Gedichts; formell und sachlich richtige Wiedergabe des Gelesenen. Aufsätze und Sprachlehre wie in der deutschen Abteilung.

2. In der Fremdsprache: *a.* Latein: Grammatik: Sicherheit in der Formenlehre bis zu den Deponentien. Geläufiges Lesen und Übersetzen kleiner Lesestücke ins Deutsche und Übung im mündlichen und schriftlichen Übersetzen ins Lateinische. (Ostermann-Müllers Übungsbuch für Sexta A.)

b. Italienisch oder Französisch: Kenntnis der Laute und ihrer Zeichen. Ordentliche Fertigkeit im Lesen. Kenntnis des Wichtigsten aus der Formenlehre: Artikel, Pluralbildung und Deklination des Substantivs, Teilungsartikel, die verschiedenen Pronomen, Formen und Steigerung des Adjektivs, Grund- und Ordnungszahlen, die regelmäßigen Konjugationen im Indikativ und Imperativ, die am häufigsten auftretenden unregelmäßigen Verben. Einige Fertigkeit im mündlichen und schriftlichen Gebrauch der Sprache.

3. In der Geschichte: Kenntnis der bedeutendern Begebenheiten der Schweizergeschichte bis zum Bauernkrieg.

4. In der Geographie: Kenntnis der physikalischen und politischen Geographie der Schweiz.

5. In der Naturgeschichte: Ordentliche Kenntnis der Wirbeltiere und der hiesigen Kulturpflanzen. Kenntnis der Organe des tierischen Körpers und des Baues der Pflanzen im allgemeinen. Genaue Beschreibung eines bekannten Tieres und einer bekannten Pflanze.

6. In der Naturlehre: Die einfachsten Erscheinungen und Gesetze der Mechanik der festen, flüssigen und luftförmigen Körper.

7. Im Rechnen: Sicherheit im Rechnen mit gemeinen und mit Dezimalbrüchen. Zinsrechnungen. Drei- und Vielsatzrechnungen. Gewinn- und Verlustrechnungen, Gesellschaftsrechnungen.

8. In der Geometrie: Die Konstruktion und Berechnung von Quadrat, Rechteck, Parallelogramm, Dreieck, Trapez, Vieleck und Kreis.

9. Im Italienischen (für Italienischgeborene): Wie im Deutschen bei der deutschen Abteilung.

III. Klasse.

1. Im Deutschen: Sicheres, gewandtes und ausdrucksvolles Lesen schwieriger Stücke in Prosa und Poesie; zusammenhängende, formell und sachlich richtige Wiedergabe des Gelesenen. Aufsätze: Beschreibungen, Schilderungen und Wiedergabe schwieriger Erzählungen. Sprachlehre: Kenntnis des zusammengesetzten Satzes. Genauere Kenntnis der Formenlehre (Deklination, Konjugation und Rektion).

2. In der Fremdsprache: *a.* Latein: Grammatik: Vollständige Kenntnis der Formenlehre, Partizipialkonstruktion und Acc. c. inf.; Konstruktion der Städtenamen; Anwendung der wichtigsten Konjunktionen (ut, ne, cum etc.).

Geläufiges Lesen und Übersetzung kleiner Lesestücke ins Deutsche und Übung im mündlichen und schriftlichen Übersetzen ins Lateinische. (Ostermann-Müllers Übungsbuch für Quinta, Ausgabe A.)

b. Italienisch oder Französisch: Fertigkeit im Lesen. Einläßlichere Kenntnis der Formenlehre: Bildung und Steigerung des Adverbs, Konjugation der regelmäßigen aktiven, reflexiven und passiven Verbs in allen Modi und Zeiten, die wichtigsten unregelmäßigen Verben. Einige Fertigkeit in der mündlichen und schriftlichen Anwendung der Sprache.

3. In der Geschichte: Kenntnis der Schweizergeschichte bis auf die Gegenwart.

4. In der Geographie: Kenntnis der physikalischen und politischen Geographie Europas.

5. In der Naturgeschichte: Kenntnis der wichtigsten Tiere und Pflanzen, der Lehre vom Bau des menschlichen Körpers und der Pflanzenmorphologie.

6. In der Naturlehre: Mechanik der festen, flüssigen und luftförmigen Körper, die einfachsten Erscheinungen der Wärmelehre und der Lehre vom Licht.

7. Im Rechnen: Fertigkeit im mündlichen und schriftlichen Rechnen mit ganzen Zahlen, Brüchen und Dezimalbrüchen. Drei- und Vielsatzrechnungen. Prozent-, Zins-, Teilungs-, Gesellschafts- und Mischungsrechnungen.

8. In der Geometrie: Die Körpermaße. Darstellung und Berechnung von Würfel, Prisma, Pyramide, Zylinder, Kegel, Kugel und Körperstumpf.

9. Im Freihandzeichnen: Fähigkeit, einfache Formen aus dem Pflanzen- und dem Tierreich und Geräte im Umriß nach der Natur wiederzugeben.

10. Im Italienischen (für Italienischgeborene): Wie im Deutschen bei der deutschen Abteilung.

Aspiranten für das Lehrerseminar haben auch im Turnen und im Gesang eine Prüfung abzulegen.

Außerdem sollen sie von allen körperlichen Gebrechen frei sein, die ihnen in der Ausübung des Lehrerberufs hinderlich sein können (§ 5, Ziff. 2 der Verordnung über Bildung und Patentierung von Volksschullehrern), weshalb sie sich einer Untersuchung durch den Schularzt zu unterziehen haben.

Für die Aufnahme in die 4. und die höheren Klassen wird erfordert, daß die Kandidaten den Unterrichtsstoff der vorhergehenden Klasse beherrschen.

31. 13. Reglement für die Lehrmittelsammlung der bündnerischen Kantonsschule in Chur. (Vom Kleinen Rat erlassen am 3. Januar 1908.)

§ 1. Die Lehrmittelsammlung umfaßt alle an der Schule gebrauchten Lehrmittel (Bücher, Atlanten, Abbildungen, Wandkarten, Modelle und Apparate etc.), die nicht Privateigentum einzelner Lehrer sind, mit Ausnahme der naturhistorischen Sammlungen und der im Physikgebäude untergebrachten Sammlungen und Apparate. Über die Apparate für den Unterricht in der Naturlehre wird von einem Fachlehrer ein besonderes Verzeichnis geführt.

§ 2. Die Lehrmittelsammlung ist nach § 4 der Verordnung betreffend die Leitung der Kantonsschule dem Konrektor unterstellt.

§ 3. Dieser führt ein Verzeichnis über alle Lehrmittel und die Kontrolle über die Benutzung derselben.

§ 4. Lehrmittel werden nur an Lehrer abgegeben; dies kann in jeder Vormittagspause geschehen und zudem in einer am Anfang des Schuljahres festzusetzenden Stunde.

§ 5. Die Lehrer sind verpflichtet, die von ihnen bezogenen Lehrmittel sofort wieder abzugeben, wenn sie sie im Unterrichte nicht mehr gebrauchen.

Nach Ablauf von 14 Tagen kann außerdem die Rückgabe eines Lehrmittels vom Konrektor verlangt werden, wenn dasselbe unterdessen von einem anderen Lehrer beansprucht wurde.

§ 6. Jeder Empfänger eines Lehrmittels hat dafür Sorge zu tragen, daß dieses beim Gebrauche im Unterricht keinen Schaden leidet, und ist bei eventueller Beschädigung für die Kosten der Wiederherstellung haftbar.

§ 7. Zu Ende des Schuljahres müssen alle Lehrmittel an die Sammlung zurückgegeben werden.

§ 8. Die Lehrer haben das Recht, dem Konrektor jederzeit Vorschläge für Neuanschaffungen zu machen, der sie dann an eine, aus ihm und je einem Vertreter der historisch-philologischen und der naturwissenschaftlich-mathematischen Fächer bestehende Kommission zur Vorlage und Genehmigung an das Erziehungsdepartement weiterleitet.

32. 14. Disziplinarordnung für die bündnerische Kantonsschule in Chur. (Vom Kleinen Rat genehmigt und in Kraft erklärt am 9. Januar 1908.)

1. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Der Schulkurs beginnt jährlich in der ersten Hälfte des Septembers. Die Zeit der Aufnahmsprüfungen wird in dem Schulprogramm des vorhergehenden Schuljahres und im kantonalen Amtsblatte veröffentlicht.

§ 2. Die Zuweisung der neu eingetretenen Schüler an eine Klasse geschieht durch das Prüfungskollegium nach Maßgabe des Reglementes für die Aufnahmsprüfungen.

§ 3. Die Aufnahme eines Schülers zu einer andern Zeit des Jahres kann nur ausnahmsweise geschehen, wenn der Betreffende durch dringliche und von der Rektoratskommission anerkannte Gründe am Eintritt zu Beginn des Schuljahres verhindert war.

§ 4. Für alle in die Schule aufgenommenen Schüler tragen die Eltern oder deren Stellvertreter die Verantwortlichkeit.

§ 5. In Schulangelegenheiten haben sich die Eltern oder deren Stellvertreter an den Rektor und bei Schülern des Lehrerseminars an den Seminarleiter zu wenden.

§ 6. Das Schulgeld wird beim Eintritt für das ganze Schuljahr vorausbezahlt. Unbemittelten Schülern, die ein amtliches Zeugnis als Ausweis über ihre Dürftigkeit vorweisen, kann es auf Empfehlung der Lehrerkonferenz vom Erziehungsdepartement erlassen werden.

Schülern, die durch Krankheit, Tod der Eltern oder andere Gründe genötigt werden, im Laufe des Kurses auszutreten, wird das ganze Schulgeld zurückbezahlt, wenn der Austritt noch im Laufe des Monats September, das halbe, wenn der Austritt noch vor Neujahr erfolgt.

§ 7. Von jedem Schüler wird 1 Fr. zugunsten der Schülerkasse eingezogen; dieses Geld soll in erster Linie für die Schülerbibliothek verwendet werden, wobei die Rektoratskommission über die zu verwendende Summe zu entscheiden hat.

§ 8. Der Austritt aus der Schule findet in der Regel nur nach Vollendung des Jahreskurses statt.

Schüler, welche austreten wollen, müssen dem Rektor eine schriftliche Erklärung ihrer Eltern oder deren Stellvertreter vorlegen; sie erhalten ihr letztes Schulzeugnis als Abgangszeugnis. Ebenso haben diejenigen Schüler, die während der Sommerferien austreten, dem Rektor davon sofort schriftliche Mitteilung zu machen.

Während des Kurses kann der Austritt nur auf schriftliches und motiviertes Begehren der Eltern oder deren Stellvertreter gestattet werden.

Austrittsgesuche sind an den Rektor zuhanden der Rektoratskommission zu richten.

§ 9. Schüler, die während des Schuljahres austreten wollen, haben zudem noch eine Bescheinigung darüber vorzulegen, daß sie keine Bücher aus der Schüler- oder Seminarbibliothek und keine Kadettenausrüstungsgegenstände mehr besitzen.

Diese Bescheinigungen werden von dem Bibliothekar und Seminardirektor, beziehungsweise von der kantonalen Zeughausverwaltung ausgestellt. Nicht-erstattete Bücher und Ausrüstungsgegenstände sind vor dem Austritt zu vergüten.

2. Wohn- und Kosthaus.

§ 10. Jeder Schüler soll in demselben Hause Wohnung und Kost haben. Ausnahmen hiervon kann nur die Rektoratskommission bewilligen.

§ 11. Wer Kantonsschülern Kost und Logis geben will, hat hierfür Bewilligung der Rektoratskommission einzuholen. Diese wird die Bewilligung erteilen, wenn die sanitarischen Verhältnisse, sowie die Umgebung zu Bedenken nicht Anlaß geben und genügende Garantie für eine richtige Handhabung der Disziplin geboten ist.

§ 12. Die Schüler dürfen nur bei solchen Familien Wohnung und Kost nehmen, die von der Rektoratskommission die Bewilligung zur Aufnahme von Kantonsschülern erhalten haben.

§ 13. Zu Anfang jedes Schuljahres hat jeder Schüler dem Rektor sein Wohn- und Kosthaus anzuzeigen.

Sollte die Rektoratskommission sich später überzeugen, daß das gewählte Wohn- und Kosthaus Schülern nicht zuträglich ist, so kann sie die bereits erteilte Bewilligung zurückziehen, wobei sie sich, wie auch in dem in § 11 genannten Falle, vor keiner anderen Behörde als der Erziehungskommission zu rechtfertigen hat.

Ohne dringende Gründe darf im Laufe des Schuljahres die Wohnung nicht gewechselt werden; dem Rektor ist deshalb stets vor dem Wechsel Anzeige zu machen.

§ 14. Die Logisgeber sind verpflichtet, dem Rektor von Überschreitungen der Disziplinarordnung, wie z. B. unentschuldigtem Wegbleiben vom Unterricht, nächtlichem Herumschwärmen etc., Anzeige zu machen, überhaupt die Schulbehörde im Aufrechterhalten der Ordnung und Disziplin in jeder Weise zu unterstützen.

3. Kleidung.

§ 15. Von allen Schülern wird täglich in und außerhalb der Schule die für sie vorgeschriebene Kopfbedeckung getragen.

Bei den Kadettenübungen, bei Schulfestlichkeiten und auf Schulreisen ist das Tragen der vorgeschriebenen Uniform obligatorisch; daneben darf sie in und außer der Schule täglich getragen werden.

4. Schulbesuch.

§ 16. Jeder Schüler hat den Unterricht regelmäßig zu besuchen; die Eltern oder Logisgeber sind für den regelmäßigen Schulbesuch der Schüler verantwortlich.

§ 17. Die Lehrstunden beginnen und endigen mit dem Zeichen der Glocke; die freie Zeit zwischen zwei Stunden beträgt 10 Minuten.

§ 18. Für alle nicht durch Krankheit verursachten Versäumnisse muß die Erlaubnis zum voraus beim Rektor, für Seminaristen beim Seminardirektor eingeholt werden.

§ 19. Ist ein Schüler länger als 3 Tage am Besuche des Unterrichts verhindert, so muß dem Rektor am vierten Tage davon Mitteilung gemacht werden.

§ 20. Versäumnisse wegen Krankheit sind sofort beim Wiedereintritt des Schülers von den Eltern oder Logisgebern in einem besondern Heftchen schriftlich zu entschuldigen, welches dem Konrektor, beziehungsweise dem Seminar-direktor zur Stempelung vorzuweisen ist.

§ 21. Für alle Versäumnisse hat sich jeder Schüler durch Vorweisung seines Heftchens bei den Lehrern zu entschuldigen, bei welchen er den Unterricht versäumte.

§ 22. Alle Versäumnisse, für welche nicht vorher eine Erlaubnis nachgesucht wurde oder welche nicht nachher innerhalb 2 Tagen nach dem Wiedereintritt des Schülers regelrecht entschuldigt wurden, werden als unentschuldigt betrachtet.

5. Dispensationen.

§ 23. Jeder Schüler ist zum regelmäßigen Besuche der Fächer seiner Klasse verpflichtet.

Dispensgesuche müssen dem Rektor eingereicht werden, der sie der Lehrerkonferenz zur Entscheidung vorlegen wird; es gelten dabei folgende Bestimmungen:

§ 24. Wer aus Gesundheitsrücksichten von einzelnen Fächern dispensiert zu werden wünscht, hat ein vom Schularzt ausgestelltes oder eingesehenes Zeugnis vorzuweisen.

§ 25. Dispensgesuche aus anderen als gesundheitlichen Gründen müssen von den Eltern oder deren Stellvertretern gestellt und begründet werden.

§ 26. Alle Dispensgesuche sind zu Beginn des Schuljahres oder nach Empfang des ersten Zeugnisses einzureichen.

Zu andern Zeiten werden nur solche Gesuche berücksichtigt, die wegen nachträglich eingetretener Krankheit gestellt werden.

6. Promotionen, Prüfungen und Zeugnisse.

§ 27. Am Schlusse eines Schuljahres entscheidet die Lehrerkonferenz nach Maßgabe des Promotionsreglementes und auf Grund der Leistungen über die Promotion jedes einzelnen Schülers.

§ 28. Wer zweimal nacheinander nicht promoviert wird, hat die Schule zu verlassen.

§ 29. In der letzten Woche jedes Schuljahres finden in Gegenwart von Mitgliedern der Erziehungskommission und Experten öffentliche Schulprüfungen statt, bei welchen auch die im Laufe des Jahres gefertigten schriftlichen Arbeiten zur Einsicht vorgelegt werden; die Schüler haben deshalb alle Hefte bis zum Schlusse des Schuljahres aufzubewahren.

§ 30. Am Ende jedes Halbjahres (im Februar und bei Schulschluß) wird den Schülern ein Zeugnis ausgestellt über ihre Leistungen, ihren Fleiß und ihr Betragen.

Das erste Zeugnis wird von den Schülern sofort den Eltern oder deren Stellvertreter zur Unterschrift vorgelegt und dann dem Rektor wieder abgegeben.

§ 31. Außerdem soll vom Rektorat aus, sobald in einer Konferenz über die Leistungen, den Fleiß oder das Betragen eines Schülers begründete Klage geführt wurde, hiervon den Eltern oder deren Stellvertretern schriftliche Mitteilung gemacht werden.

7. Klassenlehrer.

§ 32. Von der Rektoratskommission wird für jede Klasse, und bei geteilten Klassen für jede Abteilung im Anfang des Schuljahres ein Klassenlehrer bestimmt.

§ 33. An diesen haben sich die Schüler zu wenden, wenn sie einen ihre Klasse betreffenden Wunsch oder irgend ein anderes Anliegen vorzubringen haben.

Der Klassenlehrer wird diese Wünsche von sich aus erledigen oder, wenn nötig, an den Rektor weiterleiten.

§ 34. Der Klassenlehrer soll auch den Eltern der Schüler jederzeit Auskunft über deren Leistungen geben.

8. Schuldisziplin.

§ 35. Die Schulbehörde erwartet von den Schülern ein anständiges und gesittetes Betragen innerhalb und außerhalb der Schule, das den Schülern und der Schule zur Ehre gereicht; es ist besonders Pflicht der älteren Schüler, ihren jüngeren Kameraden mit gutem Beispiel voranzugehen und mutig allem entgegenzutreten, was dem guten Geiste und der Ehre der Schülerschaft schädlich ist.

§ 36. Die Schüler werden vor allem auch den Vorschriften ihrer Konfession und den Anordnungen der Religionslehrer gewissenhaft nachkommen und sich jeder verletzenden Äußerung über die Übungen und Gebräuche der Konfession von Mitschülern strengstens enthalten.

§ 37. Es wird den Schülern zur Pflicht gemacht, ihre Kleider und Schul-sachen ordentlich und rein zu halten.

Beim Betreten des Schulgebäudes sind die Schuhe zu reinigen, um so das Erzeugen von Staub möglichst zu vermeiden.

Das Ausspucken auf den Boden ist zu unterlassen.

§ 38. Bei Beschädigung oder Verunreinigung des Schulgebäudes, der Turn-lokale oder der darin befindlichen Gegenstände, sowie der Anlagen bei der Schule hat der Beschädiger neben seiner eventuellen Bestrafung auch noch die Kosten der Wiederherstellung zu tragen. Wenn man den Täter nicht kennt und er sich nicht meldet, so können die betreffenden Klassen oder auch sämtliche Schüler für die Kosten haftbar gemacht werden.

Es ist die Pflicht der Schüler, sich zum Unterrichte pünktlich einzufinden und während desselben Ruhe und Aufmerksamkeit zu beobachten.

§ 39. Die Pausen sind zur Erholung in frischer Luft bestimmt und nicht zum Nachholen von Hausaufgaben; der Aufenthalt in den Gängen und Schulzimmern während der Pausen ist deshalb, schlechtes Wetter ausgenommen, ausdrücklich verboten.

§ 40. Wie es jeden Jüngling ziert, wenn er sich Älteren gegenüber bescheiden und anständig benimmt, so wird es den Schülern vor allem auch zur Pflicht gemacht, sich den Lehrern gegenüber höflich zu benehmen und sie anständig zu grüßen.

Nur innerhalb des Schulgebäudes kann der Gruß unterbleiben; ebenfalls dann, wenn der gleiche Schüler mehrmals unmittelbar nacheinander dem gleichen Lehrer begegnet.

§ 41. Der Besuch von Wirtshäusern ist den Schülern der I. bis IV. Klasse nur in Begleitung ihrer Eltern oder anderer erwachsenen Angehörigen oder auf eine spezielle schriftliche Bewilligung des Rektors hin gestattet.

§ 42. Jüngeren Schülern ist das Rauchen verboten. Älteren Schülern, die die erweiterte Freiheit genießen, ist das Rauchen in den ihnen gestatteten Wirtshäusern und außerhalb der Stadt erlaubt.

§ 43. Verboten ist ferner alles Spielen um Geld, der Besuch von öffentlichen Tanzlokalen und die Teilnahme an Maskeraden.

Zur Teilnahme an einem Tanzkurse ist die Bewilligung des Rektors einzuholen.

§ 44. Der Theaterbesuch ist den Schülern der I.—IV. Klasse nur mit Erlaubnis des Rektors gestattet.

§ 45. Für die Schüler der oberen Klassen gelten über den Besuch von Wirtshäusern, das Rauchen und den Theaterbesuch folgende besondere Vorschriften:

9. Die erweiterte Freiheit.

§ 46. Erteilung der erweiterten Freiheit.

Schüler reiferen Alters aus den oberen Klassen, die eine schriftliche Einwilligung ihrer Eltern vorweisen und von der Lehrerkonferenz dessen würdig

erachtet werden, können auf ihren Wunsch in den Genuß der erweiterten Freiheit gesetzt werden.

Sie erhalten eine vom Rektor unterzeichnete, auf den Namen lautende Karte, die sie als Ausweis stets mitzunehmen und auf Verlangen vorzuweisen haben.

§ 47. *Umfang der erweiterten Freiheit.*

Die erweiterte Freiheit umfaßt folgendes:

- a. Die betreffenden Schüler dürfen bestimmte Wirtshäuser, die jeweilen bei Beginn des Schuljahres von der Rektoratskommission bezeichnet werden, besuchen, jedoch nicht während der Vormittagsstunden und nachmittags nicht vor Schluß ihres Unterrichts; spätestens abends 10 Uhr sollen sie zu Hause sein. Für besondere Fälle ist die Erlaubnis zu längerem Beisammensein beim Rektor einzuholen. Die Schüler sollen sich in den allgemeinen Wirtschaftslokalen aufhalten und nicht in besonderen Zimmern;
- b. das Kartenspiel in den Wirtschaften ist verboten;
- c. das Rauchen ist den Schülern, welche die erweiterte Freiheit besitzen, gestattet; in den Straßen der Stadt ist es aber auch ihnen untersagt;
- d. der Theaterbesuch ist diesen Schülern ohne besondere Erlaubnis gestattet.

§ 48. *Mißbrauch der erweiterten Freiheit.*

Als Mißbrauch dieser Freiheit wird namentlich angesehen: a. ein allzu häufiger Besuch der Wirtshäuser; — b. unanständiges Betragen in den Wirtschaften; — c. der Besuch unerlaubter Wirtschaften; — d. jede beim Wirtschaften vorkommende Übertretung der gegen das Spiel gerichteten Verbote; — e. wenn die betreffenden Schüler es begünstigen, daß sich Mitschüler, die nicht im Genuße der erweiterten Freiheit sind, derselben Freiheit bedienen.

§ 49. *Folgen des Mißbrauchs.*

Die erweiterte Freiheit wird jedem Schüler, wenn er sie mißbraucht oder in der Schule seine Pflichten vernachlässigt, von der Rektoratskommission ganz oder zeitweise entzogen.

10. Schülervereine.

§ 50. Es ist den Schülern gestattet, unter sich Vereine zu bilden. Hierfür gelten folgende Bestimmungen:

- a. Die Statuten und Mitgliederverzeichnisse sind dem Rektor zuhanden der Lehrerkonferenz und Erziehungskommission zur Genehmigung vorzulegen; alle im Laufe des Schuljahres eintretenden Veränderungen sind dem Rektor sofort anzuzeigen;
- b. Zeit und Ort der Versammlungen sind dem Rektor mitzuteilen;
- c. die Sitzungen sind spätestens um 11 Uhr zu schließen; Ausnahmen können durch das Rektorat bewilligt werden;
- d. Farben und Vereinsbänder dürfen nur im Vereinslokal getragen werden; für besondere Anlässe ist die Bewilligung des Rektorates nachzusuchen;
- e. die Vereinsvorstände sind dem Rektorate gegenüber dafür verantwortlich, daß innerhalb ihres Vereines die Bestimmungen der Disziplinarordnung durchgeführt werden;
- f. wer Kandidat eines Vereines werden will, muß hierzu die Erlaubnis der Lehrerkonferenz einholen;
- g. Schülern, die durch Unfleiß, schlechte Leistungen oder schlechtes Betragen zu Klagen Anlaß geben, kann der Beitritt zu einem Verein von der Lehrerkonferenz verweigert werden; wenn sie schon Mitglied eines Vereines sind, können sie zum Austritt gezwungen werden;
- h. der Seminaristen-Turnverein hat sich in Vereinsangelegenheiten an den Seminardirektor zu wenden, alle übrigen Vereine an den Rektor;
- i. Vereine, die sich nicht an die Bestimmungen der Disziplinarordnung halten, können von der Erziehungskommission zeitweise oder ganz aufgehoben werden.

11. Strafen.

§ 51. Schüler, die den von der Schule aufgestellten Disziplinarvorschriften oder auch den allgemein als bekannt vorauszusetzenden Vorschriften über Sittlichkeit und gute Ordnung zuwiderhandeln, haben je nach der Größe ihres Vergehens folgende Strafen zu gewärtigen: *a.* Verweis; — *b.* Arrest bis auf drei Stunden; — *c.* längeren Arrest; — *d.* Entzug der erweiterten Freiheit und Ausschluß aus Vereinen; — *e.* Rüge im Zeugnis; — *f.* Androhung der Ausschließung aus der Schule (Ultimatum); — *g.* Ausschließung.

§ 52. Die Strafen von *a*—*b* können vom einzelnen Lehrer, die Strafen von *c*—*f* von der Rektoratskommission und Lehrerkonferenz, die Strafe *g* kann nur vom Kleinen Rat verhängt werden.

§ 53. Sobald ein Schüler von der Rektoratskommission oder Lehrerkonferenz aus bestraft werden mußte, ist seinen Eltern und dem Klassenlehrer davon Mitteilung zu machen.

§ 54. Über Arreststrafen wird vom Pedell und, wenn sie von der Rektoratskommission verhängt werden, von dieser ein Protokoll geführt.

§ 55. Wer aus der Schule ausgeschlossen wurde, darf während des laufenden und des darauffolgenden Schuljahres nicht wieder aufgenommen werden. Über eine spätere Wiederaufnahme entscheidet der Kleine Rat.

12. Schlußbestimmung.

§ 56. Zu Beginn jedes Schuljahres wird diese Verordnung den Schülern zur Kenntnis gebracht und jedem neu eingetretenen, sowie jedem Logisgeber ein Exemplar davon übergeben.

33. 15. Regulativ für die Verwaltung und Benutzung der Schülerbibliothek der bündnerischen Kantonsschule in Chur. (Vom Kleinen Rat erlassen am 3. Januar 1908.)

§ 1. Die Schülerbibliothek hat in erster Linie den Zweck, den wissenschaftlichen Bedürfnissen der Kantonsschüler zu dienen, steht aber auch den Lehrern der Schule zur Benutzung offen.

§ 2. Sie ist der Aufsicht des Erziehungsdepartements unterstellt.

§ 3. Der Schülerbibliothekar wird von der Erziehungskommission gewählt.

§ 4. Er führt das Verzeichnis über den Bestand der Sammlung, sowie die Kontrolle über die Benützung derselben; er sorgt für deren unverminderten Bestand und nach Möglichkeit auch für eine gute Instandhaltung der Bücher.

§ 5. Eine Kommission, bestehend aus dem Schülerbibliothekar und zwei andern Vertretern des Lehrerkollegiums, begutachtet die Vorschläge. Bei Besetzung der Kommission soll darauf geachtet werden, daß die historisch-philologische sowohl als die mathematisch-naturwissenschaftliche Richtung vertreten ist.

§ 6. Die Kosten für die Neuanschaffungen und das Einbinden von Büchern werden gemäß § 7 der Disziplinarordnung der bündnerischen Kantonsschule aus dem jährlichen Beitrag der Schüler an die Schülerbibliothek bestritten.

§ 7. Die Lehrer haben das Recht, dem Bibliothekar jederzeit Vorschläge für Neuanschaffungen zu machen.

§ 8. Die Abgabe von Büchern geschieht in der Regel nur in zwei wöchentlichen Stunden, welche zu Anfang jedes Schuljahres durch Anschlag bekannt gemacht werden sollen.

§ 9. Die Lesefrist beträgt 14 Tage. Nach Ablauf derselben muß das Werk zurückerstattet werden, wenn es anderweitig verlangt wird.

§ 10. Jeder Empfänger eines Buches ist für gute Instandhaltung desselben verantwortlich und hat für verlorene und beschädigte Bücher vollständigen Ersatz zu leisten.

§ 11. An Schüler soll in der Regel nicht mehr als ein Werk auf einmal verabfolgt werden.

§ 12. Zu Ende des Schuljahres müssen alle ausgeliehenen Bücher der Bibliothek zurückgegeben werden.

§ 13. Der Bibliothekar ist berechtigt, über Schüler, welche der Aufforderung zur Rückerstattung nicht Folge leisten, eine Buße von 50 Rp. bis 1 Fr. zu verhängen und sie nötigenfalls der Rektoratskommission zu verzeigen, die das Weitere verfügen wird. Die Bußen fallen in die Schülerkasse.

§ 14. Für die Dauer der Sommerferien werden an Schüler keine Bücher ausgeliehen.

§ 15. Will ein Schüler während des Schuljahres austreten, so soll ihm der Austritt erst dann bewilligt werden, wenn er den Ausweis besitzt, daß er der Schülerbibliothek gegenüber keine Verpflichtungen mehr hat.

34. 16. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Aargau an die tit. Bezirksschulpflegen betreffend die Entschädigung für Turnunterricht. (Vom 28. November 1908.)

Der Vorstand der Aargauischen Kantonal-Lehrerkonferenz machte mit Schreiben vom 20. November abhin die Mitteilung, es seien bei ihm von Lehrern Beschwerden eingegangen über die Nichterfüllung von § 17 der neuen Verordnung über die Durchführung des Turnunterrichts für die Knaben an den aargauischen Gemeinde- und Bezirksschulen vom 12. März 1907. Eine Enquete habe ergeben, daß die Besoldungen der Turnlehrer an den meisten Bezirksschulen unter dem zulässigen Minimum von Fr. 100 per Turnstunde stehen, während nach § 17 der fraglichen Verordnung die Entschädigung pro Jahresstunde im Minimum Fr. 100 zu betragen habe. Einzelne Besoldungserhöhungsgesuche von Turnlehrern, die auf § 17 der Verordnung sich stützten, seien von den betreffenden Gemeindebehörden direkt abgelehnt worden.

Der Vorstand der Kantonal-Lehrerkonferenz verbindet mit dieser Kenntnissgabe das Gesuch, es möchten zur konsequenten Durchführung der in Frage stehenden Besoldungsbestimmung die geeigneten Maßnahmen angeordnet werden.

Nach einzelnen, in Sachen bei der Erziehungsdirektion direkt angebrachten Beschwerden stützten sich die Gemeindebehörden bei ihrer Weigerung auf § 34 des Reglements für die aargauischen Bezirksschulen vom 8. Oktober 1876, wonach die Besoldung für Hilfslehrer an Bezirksschulen für eine Stunde wöchentlichen Unterrichts mindestens auf Fr. 60 festgesetzt ist. Die Kompetenz zu dieser Festsetzung ist dem Regierungsrat eingeräumt in § 124, Absatz 2, des Schulgesetzes, welcher lautet: „Ihre Besoldung (der Hilfslehrer an Bezirksschulen) wird nach Maßgabe ihrer Obliegenheiten und Leistungen durch das Reglement bestimmt.“

Seit dem Erlaß des Bezirksschulreglements ist nun ein Zeitraum von 32 Jahren verflossen, innert welchem nicht nur die Besoldungsverhältnisse im allgemeinen, namentlich aber die der Lehrer, im Sinne der Erhöhung sich total geändert haben, sondern ebensosehr die Geldwert- und Lebensverhältnisse. Der Regierungsrat hat daher ohne Bedenken der vom Erziehungsrat am 12. November 1907 erlassenen Verordnung über die Durchführung des Turnunterrichts am 22. November gleichen Jahres, welche in § 17 die Entschädigung der Turnlehrer an Bezirksschulen auf Fr. 100 fixiert, die Genehmigung erteilt, wodurch § 34 des Bezirksschulreglements vom 8. Oktober 1876 in bezug auf die Turnlehrer aufgehoben wurde.

Gestützt auf diese Vorgänge wird

verfügt:

Gemäß § 17 der Verordnung über die Durchführung des Turnunterrichts sind spätestens vom Beginn des Schuljahres 1908 09 an die Fachlehrer für das Turnen an den Bezirksschulen pro Jahresstunde im Minimum mit Fr. 100 zu entschädigen.

35. 17. Loi sur l'instruction publique secondaire du canton de Vaud. (Du 25 février 1908.)

Le Grand Conseil du canton de Vaud, vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat,

décède:

Titre I. — Organisation générale.**Chapitre premier. — Dispositions générales.**

Art. 1^{er}. L'enseignement secondaire a pour but de donner aux élèves une culture générale et de les préparer aux carrières spéciales et aux études supérieures.

Art. 2. Les établissements secondaires du canton de Vaud sont:

A. Les établissements de culture générale: 1^o Les Ecoles supérieures de jeunes filles; — 2^o les Collèges communaux; — 3^o le Collège scientifique cantonal; — 4^o le Collège classique cantonal; — 5^o les Gymnases de jeunes filles; — 6^o le Gymnase scientifique cantonal; — 7^o le Gymnase classique cantonal.

B. Les écoles spéciales: 1^o Les Ecoles supérieures de commerce, d'administration et de chemins de fer; — 2^o les Ecoles normales; — 3^o l'Ecole cantonale d'agriculture; — 4^o l'Ecole technique cantonale et les autres écoles professionnelles.

Une loi spéciale règle l'organisation de l'Ecole technique cantonale et des écoles professionnelles.

Art. 3. Le Collège scientifique, le Collège classique, le Gymnase scientifique, le Gymnase classique, les Ecoles supérieures de commerce, d'administration et de chemins de fer, les Ecoles normales et l'Ecole d'agriculture sont placés au chef-lieu du canton.

Art. 4. Les Ecoles supérieures de jeunes filles, les Collèges communaux, les Gymnases de jeunes filles et les Ecoles professionnelles sont établis par des communes, isolément ou par groupes régionaux. Ces établissements sont à la charge des communes. Toutefois, l'Etat les subventionne en tenant compte de leur importance et des besoins de la localité ou de la région.

Art. 5. Les établissements secondaires cantonaux sont sous la surveillance directe du Département de l'Instruction publique.

Art. 6. Les établissements secondaires communaux sont placés sous la surveillance générale du Département de l'Instruction publique et sous la surveillance spéciale de la Commission scolaire.

Dans les communes qui possèdent un établissement secondaire, le Département nomme pour quatre ans deux des membres de la Commission scolaire.

Art. 7. Les commissions scolaires prennent toutes les mesures exigées par l'hygiène scolaire.

Art. 8. Le Département connaît des difficultés qui peuvent s'élever entre les autorités communales, les Commissions scolaires, les directeurs ou le personnel enseignant, et en général de toutes celles que peut soulever l'application de la présente loi.

Il en décide sauf recours au Conseil d'Etat.

Chapitre II. — Ecoles supérieures de jeunes filles.

Art. 9. Les Ecoles supérieures ont pour but de donner aux jeunes filles une culture générale qui les prépare à leur vocation dans la famille et la société et qui puisse servir de base à des études spéciales.

Art. 10. Les objets d'études des Ecoles supérieures de jeunes filles sont fixés par le Règlement général.

Art. 11. Le Département de l'Instruction publique règle les questions d'équivalence entre les différentes Ecoles supérieures.

Art. 12. L'âge d'admission dans les Ecoles supérieures est de 10 ans au moins, révolus au 31 décembre.

Art. 13. Les autorités communales, sur le préavis des autorités scolaires locales, élaborent les règlements des Ecoles supérieures. Ces règlements sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 14. Les Ecoles supérieures de jeunes filles dont le programme est complet délivrent le Certificat d'études secondaires.

Elles peuvent être réunies aux Collèges communaux.

Dans ce cas, les autorités locales déterminent, avec la sanction du Département, les objets d'études obligatoires pour les jeunes filles. Le programme doit comprendre les travaux à l'aiguille et l'économie domestique.

Chapitre III. — Collèges communaux ou régionaux.

Art. 15. Les Collèges communaux ont pour but de donner aux élèves soit une instruction classique, soit une instruction scientifique. Ces deux ordres d'enseignement peuvent être réunis dans le même Collège.

Art. 16. Les objets d'études des Collèges communaux sont ceux des Collèges classique et scientifique cantonaux.

Art. 17. Les autorités scolaires locales peuvent, avec l'autorisation du Département de l'Instruction publique, introduire dans le programme de leurs collèges des objets d'études autres que ceux des Collèges classique et scientifique cantonaux, ou en retrancher quelques-uns. Elles peuvent aussi, avec la même autorisation, y ajouter des divisions professionnelles supérieures et des cours de raccordement.

Une classe primaire supérieure peut être annexée à l'établissement secondaire et en former, suivant le cas, une 2^{me} ou une 3^{me} section. (Loi sur l'Instruction publique primaire, art. 109.)

Art. 18. Le programme des Collèges communaux peut être limité à celui d'une ou de plusieurs classes des établissements cantonaux correspondants.

Le Département établit la concordance des programmes entre ces divers établissements.

Art. 19. Le nombre des maîtres attachés à un Collège communal ne peut être inférieur à deux.

Art. 20. Les Collèges communaux dont le programme est complet délivrent le Certificat d'études secondaires.

Chapitre IV. — Collège scientifique cantonal.

Art. 21. Le Collège scientifique a pour but de donner aux élèves une culture générale et de les préparer aux carrières industrielles et aux études scientifiques.

Art. 22. Les objets d'études du Collège scientifique sont fixés par le Règlement général.

Art. 23. Le Collège scientifique comprend quatre classes.

Des cours de raccordement peuvent y être ajoutés.

Art. 24. L'âge d'admission dans la classe inférieure est de 12 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 25. Le Collège scientifique délivre le Certificat d'études secondaires.

Chapitre V. — Collège classique cantonal.

Art. 26. Le Collège classique a pour but de donner aux élèves une culture générale et de les préparer aux études classiques supérieures.

Art. 27. Les objets d'études sont fixés par le Règlement général.

Art. 28. Le Collège classique comprend six classes.

Des cours de raccordement peuvent y être ajoutés.

Art. 29. L'âge d'admission dans la sixième classe est de 10 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 30. Le Collège classique délivre le Certificat d'études secondaires.

Chapitre VI. — Gymnases de jeunes filles.

Art. 31. Dans le but de compléter la culture générale acquise dans les Ecoles supérieures et de préparer les jeunes filles aux études universitaires, les communes peuvent créer des Gymnases, avec l'autorisation du Département de l'Instruction publique.

Art. 32. Les objets d'études de ces Gymnases sont fixés par des règlements soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

Art. 33. L'âge d'admission dans les Gymnases de jeunes filles est de 16 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 34. Les Gymnases de jeunes filles décernent des diplômes.

Ils peuvent être autorisés à décerner des grades (certificat de maturité, etc.), aux conditions fixées par leurs règlements.

Chapitre VII. — Gymnase scientifique cantonal.

Art. 35. Le Gymnase scientifique complète l'enseignement des Collèges scientifiques et prépare aux études techniques et scientifiques supérieures.

Art. 36. Les objets d'études du Gymnase scientifique sont fixés par le Règlement général.

Art. 37. Le Gymnase scientifique comprend trois classes. La durée des études est de deux années et demie.

Art. 38. L'âge d'admission est de 16 ans au moins révolus au 31 décembre.

Chapitre VIII. — Gymnase classique cantonal.

Art. 39. Le Gymnase classique complète l'enseignement des collèges classiques et prépare les élèves aux études supérieures.

Art. 40. Les objets d'études du Gymnase classique sont fixés par le Règlement général.

Art. 41. Le Gymnase classique est divisé en deux classes. La durée des études dans chaque classe est d'une année.

Art. 42. L'âge d'admission est de 16 ans au moins révolus au 31 décembre.

Chapitre IX. — Dispositions communes aux Gymnases scientifique et classique cantonaux.

Art. 43. Le Gymnase scientifique et le Gymnase classique décernent les grades de bachelier ès-sciences, de bachelier ès-lettres et des certificats de maturité, aux conditions fixées par les règlements de ces établissements.

Art. 44. Des cours de raccordement peuvent être créés pour ces deux établissements.

*Chapitre X. — Ecoles supérieures de commerce, d'administration et de chemins de fer.**Section I. — Ecole de commerce.*

Art. 45. L'Ecole de commerce prépare les élèves à la carrière commerciale et aux études commerciales supérieures.

Art. 46. Les objets d'études de l'Ecole de commerce sont fixés par le Règlement général.

Art. 47. L'Ecole de commerce comprend quatre années d'études, dont une année préparatoire.

Art. 48. Pour être admis à l'Ecole de commerce, les élèves doivent avoir :

Pour l'année préparatoire: 14 ans au moins révolus au 30 juin;

Pour la première année: 15 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 49. L'Ecole de commerce décerne un diplôme aux conditions fixées par son règlement.

Section II. — *Ecole d'administration.*

Art. 50. L'Ecole d'administration prépare les élèves à la carrière administrative (postes, télégraphes, douanes, etc.).

Art. 51. Les objets d'études de l'Ecole d'administration sont fixés par le Règlement général.

Art. 52. L'Ecole d'administration comprend trois années d'études.

Art. 53. Pour être admis en première année de l'Ecole d'administration, les élèves doivent avoir 14 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 54. L'Ecole d'administration décerne un diplôme aux conditions fixées par son règlement.

Art. 55. L'Ecole d'administration est rattachée à l'Ecole de commerce.

Section III. — *Ecole de chemins de fer.*

Art. 56. L'Ecole de chemins de fer prépare les élèves à la carrière administrative (chemins de fer).

Art. 57. Les objets d'études de l'Ecole de chemins de fer sont fixés par le Règlement général.

Art. 58. L'Ecole de chemins de fer comprend trois années d'études.

Art. 59. Pour être admis en première année de l'Ecole de chemins de fer, les élèves doivent avoir 14 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 60. L'Ecole de chemins de fer décerne un diplôme aux conditions fixées par son règlement.

Art. 61. L'Ecole de chemins de fer est rattachée à l'Ecole de commerce.

Chapitre XI. — *Ecoles normales.*

Art. 62. Les Ecoles normales préparent les élèves qui se destinent à l'enseignement dans les écoles primaires du canton de Vaud.

Art. 63. Les Ecoles normales comprennent:

1^o Une Ecole normale d'instituteurs.

2^o Une Ecole normale d'institutrices, composée de trois sections: *a.* une section pour les institutrices primaires; — *b.* une section pour les maîtresses d'écoles enfantines; — *c.* une section pour les maîtresses de travaux à l'aiguille.

3^o Une Ecole d'application.

Art. 64. Les objets d'études sont fixés par le Règlement général.

Art. 65. L'Ecole normale d'instituteurs est divisée en quatre classes. La durée des études de chaque classe est d'une année.

Art. 66. L'âge d'admission dans la classe inférieure de l'Ecole normale d'instituteurs est de 16 ans au moins révolus au 31 décembre, et d'un an de plus pour chacune des classes suivantes.

Le Département de l'Instruction publique peut accorder des dispenses d'âge aux élèves ayant terminé leur instruction primaire dans les communes qui libèrent de l'école à 15 ans.

Art. 67. L'Ecole normale d'institutrices (section des institutrices primaires) est divisée en trois classes. La durée des études de chaque classe est d'une année.

Art. 68. L'âge d'admission dans la classe inférieure de l'Ecole normale d'institutrices (section des institutrices primaires) est de 16 ans au moins révolus au 31 décembre et d'un an de plus pour chacune des classes suivantes.

Art. 69. La section des maîtresses d'écoles enfantines et celle des maîtresses de travaux à l'aiguille comprennent une classe chacune. La durée des études y est d'une année.

Art. 70. L'âge d'admission dans ces deux sections est de 17 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 71. Les Ecoles normales décernent les brevets de capacité pour l'enseignement primaire, pour celui des écoles enfantines et celui des travaux à l'aiguille.

Les conditions pour l'obtention de ces brevets sont fixées par les règlements de ces établissements.

Chapitre XII. — Ecole cantonale d'agriculture.

Art. 72. L'Ecole d'agriculture a pour but de donner un enseignement portant sur toutes les branches dont la connaissance est utile à l'agriculteur.

Art. 73. L'Ecole est fréquentée par des élèves âgés de 16 ans au moins révolus au 31 décembre.

Art. 74. Les objets d'études de l'Ecole sont fixés par le Règlement général.

Art. 75. L'enseignement est réparti en deux semestres d'hiver. En outre, des cours spéciaux, tels que cours de perfectionnement, travaux de laboratoire, cours d'arboriculture, de viticulture, de génie rural, peuvent être donnés en dehors de ce temps.

Art. 76. Le règlement fixe les conditions d'admission à l'Ecole d'agriculture et aux cours spéciaux.

Art. 77. L'enseignement est donné à l'Ecole par des professeurs de l'Université, des maîtres secondaires et des maîtres spéciaux.

Art. 78. L'Ecole a un directeur chargé de la surveillance de l'enseignement.

Il peut être choisi parmi les professeurs ou les maîtres.

Il est nommé pour quatre ans par le Conseil d'Etat, qui fixe son traitement.

Art. 79. L'Ecole décerne un diplôme de connaissances agricoles, ainsi que des diplômes correspondant à l'enseignement des cours spéciaux. Les conditions pour l'obtention de ces diplômes sont fixées par son règlement.

Titre II. — Personnel enseignant.

Section I. — Diplômes, concours, nominations.

Art. 80. Le personnel enseignant secondaire comprend: *a.* les directeurs et les directrices; — *b.* les maîtres secondaires; — *c.* les maîtresses gymnasiales; — *d.* les maîtresses secondaires; — *e.* les maîtres et les maîtresses pour enseignements spéciaux.

Art. 81. Chaque établissement d'instruction secondaire a un directeur ou une directrice chargé d'assurer la bonne marche de l'établissement et d'y surveiller l'enseignement. La direction de plusieurs établissements peut être confiée à la même personne. Elle peut être choisie parmi les maîtres ou les maîtresses.

Les directeurs ou les directrices des établissements communaux sont nommés par le Conseil d'Etat, pour quatre ans, sur le préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies. Ils sont rééligibles.

Les directeurs des établissements cantonaux sont nommés pour quatre ans par le Conseil d'Etat, sur le préavis du Département de l'Instruction publique. Ils sont rééligibles.

Art. 82. Pour être admis à enseigner dans un établissement d'instruction publique secondaire, il faut être porteur, suivant le cas, des titres indiqués ci-après, sous lettres *A* ou *B*.

A. Pour les maîtres secondaires et les maîtresses gymnasiales, la licence ès-lettres (classiques ou modernes) ou la licence ès-sciences (mathématiques ou physiques et naturelles) de l'Université de Lausanne, avec un certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire.

B. Pour les maîtresses secondaires, pour les maîtres et maîtresses spéciaux, le brevet spécial à leur enseignement.

Art. 83. L'Université délivre le certificat d'aptitude prévu à l'art. 82 *A*.

Les brevets spéciaux (art. 82 *B*) sont délivrés à la suite d'épreuves subies devant des commissions désignées par le Département de l'Instruction publique.

Un règlement spécial détermine l'organisation de ces commissions et les conditions d'obtention de ces brevets.

Art. 84. Le Département peut accorder l'équivalence aux porteurs d'autres titres que ceux mentionnés à l'art. 82.

Art. 85. Lorsqu'un poste de maître ou de maîtresse est vacant dans un établissement secondaire, le Département de l'Instruction publique l'annonce par la voie de la *Feuille des avis officiels*, en indiquant la nature de l'emploi et en spécifiant notamment si celui-ci doit être confié à un maître, à une maîtresse gymnasiale, à une maîtresse secondaire, ou s'il s'agit d'un enseignement spécial.

Les candidats se font inscrire au Département dans le délai fixé par l'avis du concours.

Art. 86. Lorsqu'il s'agit d'un poste vacant dans une Ecole supérieure, un Gymnase de jeunes filles ou dans un Collège communal, le Département et la Commission scolaire décident s'il y a lieu de procéder à des épreuves destinées à faire connaître la valeur pédagogique des candidats.

En cas de désaccord, les épreuves ont lieu. Le Département en fixe la date. Elles consistent en exercices pratiques et sont publiques.

Art. 87. Lorsqu'il s'agit d'un enseignement spécial, les candidats non porteurs d'un brevet peuvent, indépendamment des épreuves pratiques, être soumis à des épreuves concernant leur spécialité.

Art. 88. Les épreuves prévues aux art. 86 et 87 ont lieu devant un jury composé d'un délégué de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies, du directeur de l'établissement, de deux délégués du Département de l'Instruction publique et du président du jury, désigné par le Département.

Art. 89. Le jury fait un rapport détaillé sur les titres de chacun des candidats et sur les résultats de l'examen. Ce rapport est remis à la Commission scolaire et par elle à la Municipalité.

Art. 90. Le Conseil d'Etat nomme les maîtres et maîtresses parmi les candidats, sur le préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies. Si le Conseil d'Etat juge qu'il n'y a pas lieu à nommer, il peut ouvrir un nouveau concours ou pourvoir provisoirement à l'enseignement.

Art. 91. Lorsqu'un poste est vacant dans l'un des établissements cantonaux d'instruction secondaire, le Département décide s'il y a lieu de procéder à des épreuves pratiques. Dans ce cas, il désigne le jury devant lequel ces épreuves ont lieu. Le directeur de l'établissement en fait partie.

Le Conseil d'Etat nomme sur le rapport de ce jury.

Art. 92. Des personnes avantageusement connues par leurs travaux ou par leur enseignement peuvent être appelées sans concours aux postes vacants.

S'il s'agit d'une nomination à une Ecole supérieure, à un Gymnase de jeunes filles ou à un Collège communal, le Conseil d'Etat procède à cette nomination sur préavis de la Municipalité et de la Commission scolaire réunies.

Section II. — Traitements.

Art. 93. Le traitement des directeurs ou des directrices des établissements communaux est fixé par les autorités communales sur le préavis de la Commission scolaire et sous réserve de l'approbation du Département de l'Instruction publique.

Le traitement des directeurs des établissements cantonaux est fixé par le Conseil d'Etat lors de leur nomination. Le minimum de ce traitement est de 4000 fr. Si le directeur est en outre chargé d'un enseignement, son traitement est augmenté proportionnellement au nombre de ses leçons.

Art. 94. Dans les Ecoles supérieures, les Gymnases de jeunes filles et les Collèges communaux, le minimum du traitement est fixé comme suit: *a.* pour les maîtres secondaires, fr. 3000; *b.* pour les maîtresses gymnasiales, fr. 2500; *c.* pour les maîtresses secondaires, fr. 2000.

Ces traitements, ainsi que ceux des maîtres et des maîtresses pour enseignements spéciaux, sont fixés par les autorités communales, sous réserve de l'approbation du Département.

Art. 95. Les maîtres et les maîtresses des Ecoles supérieures, des Gymnases de jeunes filles et des Collèges communaux ne peuvent être tenus de donner plus de 30 heures de leçons par semaine.

Art. 96. Les maîtres du Collège scientifique, du Collège classique, du Gymnase scientifique, du Gymnase classique, des Ecoles supérieures de commerce, d'administration et de chemins de fer, des Ecoles normales, reçoivent un traitement minimum de 4000 fr. Le prix des heures supplémentaires est fixé pour chaque cas particulier par le Conseil d'Etat, dans les limites de 190 à 200 fr. l'heure hebdomadaire.

Les traitements des maîtres spéciaux sont fixés dans chaque cas par le Conseil d'Etat.

Art. 97. Les maîtres des établissements secondaires cantonaux ne peuvent être tenus de donner plus de 25 heures de leçons par semaine.

Art. 98. Les traitements des maîtres, maîtresses gymnasiales et maîtresses secondaires sont, en outre, augmentés comme suit, d'après les années de service:

a. Pour les maîtres:

Après	3 ans, fr.	100 par an.
" 6	" "	200
" 9	" "	300
" 12	" "	400
" 15	" "	500
" 20	" "	600

b. Pour les maîtresses:

Après	3 ans, fr.	60 par an.
" 6	" "	120
" 9	" "	180
" 12	" "	240
" 15	" "	300
" 20	" "	350

Ces augmentations sont à la charge de l'Etat. Elles sont payées proportionnellement au temps de service pendant l'année.

Art. 99. Sont mis au bénéfice des dispositions de l'art. 98:

- 1° les directeurs des établissements cantonaux d'instruction secondaire;
- 2° les directeurs des établissements communaux d'instruction secondaire chargés d'un enseignement, pour autant que leurs fonctions scolaires constituent leur principale occupation;
- 3° les maîtres spéciaux et les maîtresses spéciales chargés d'au moins 20 heures hebdomadaires dans les écoles secondaires.

Art. 100. Les maîtres spéciaux et les maîtresses spéciales qui n'ont pas 20 heures de leçons par semaine, mais qui en ont 10 ou plus, reçoivent des augmentations pour années de service égales à la moitié de celles fixées par l'art. 98.

Art. 101. Le nombre des années de service est compté dès l'entrée du maître ou de la maîtresse dans l'enseignement public dans le canton.

Les heures de surveillance sont assimilées aux heures de leçons.

Exceptionnellement, le Conseil d'Etat peut tenir compte des années d'enseignement donné en dehors du canton.

Art. 102. Le Conseil d'Etat statue sur les autres cas exceptionnels que peut rencontrer l'application des art. 98 à 101.

Art. 103. Les maîtres et maîtresses secondaires peuvent être appelés à donner des leçons, jusqu'à concurrence du maximum fixé par les art. 95 et 97, dans d'autres établissements que ceux auxquels ils sont attachés.

Art. 104. Les fonctions et les traitements du personnel enseignant de l'Ecole cantonale d'agriculture sont fixés par le Conseil d'Etat, sur le préavis des Départements de l'Agriculture et de l'Instruction publique.

Section III. — *Conférences, plaintes, suspensions, mises à la retraite, etc.*

Art. 105. Le Département de l'Instruction publique a la haute surveillance de l'instruction secondaire.

Il l'exerce par le moyen d'inspecteurs.

Art. 106. Le directeur, les maîtres et les maîtresses réunis forment la conférence de l'établissement auquel ils sont attachés.

La conférence concourt avec le directeur à la bonne marche de l'établissement.

Art. 107. Les directeurs sont entendus, par les autorités, sur toutes les questions qui intéressent la marche de l'Ecole et le bon ordre de l'enseignement.

Art. 108. Le Département peut réunir les membres du corps enseignant secondaire en conférences générales ou spéciales pour s'occuper de questions relatives à l'enseignement.

Art. 109. Les plaintes des parents ou des tuteurs contre les directeurs doivent être portées par écrit au Département, qui en décide, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 110. Les plaintes des parents ou tuteurs contre un maître ou une maîtresse doivent être portées par écrit au directeur de l'établissement intéressé.

Si la plainte présente quelque gravité, le directeur la soumet à la Commission scolaire avec son préavis.

Si le plaignant ou le maître le demande, ou si la commission scolaire le décide, la plainte est transmise au Département, qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat.

Dans les cas concernant les établissements cantonaux, ces plaintes sont transmises au Département.

Art. 111. Lorsqu'un maître ou une maîtresse est momentanément empêché de remplir ses fonctions, le Département pourvoit à l'enseignement aux frais du titulaire.

Toutefois, si l'empêchement provient de maladie ou de toute autre cause indépendante de la volonté de l'intéressé, il est pourvu à l'enseignement aux frais des communes pour les établissements communaux et aux frais de l'Etat pour les établissements cantonaux.

Si l'empêchement est de nature à se prolonger, il peut y avoir lieu à l'application de l'art. 113.

Art. 112. Le Conseil d'Etat peut suspendre ou destituer un directeur, une directrice, un maître ou une maîtresse pour cause d'incapacité, d'immoralité ou d'insubordination.

L'inculpé doit être entendu dans l'enquête qui est instruite par les soins du Département.

Art. 113. Lorsqu'un directeur, une directrice, un maître ou une maîtresse ne remplit plus utilement ses fonctions, le Conseil d'Etat peut le mettre hors d'activité de service, après une enquête instruite conformément à l'article 112.

Une indemnité peut être allouée à l'intéressé.

Si l'intéressé enseignait dans un établissement communal, l'indemnité est supportée, par parts égales, par l'Etat et la commune.

Art. 114. Le Conseil d'Etat peut mettre d'office au bénéfice de leur retraite le directeur, la directrice, le maître ou la maîtresse que l'âge ou les infirmités empêchent de remplir convenablement leurs fonctions.

Art. 115. Dans les cas prévus aux articles 112, 113 et 114, si la personne intéressée est attachée à un établissement communal, la Municipalité et la Commission scolaire sont appelées à préavis.

Titre III. — Fréquentation, discipline.

Art. 116. Dans les établissements secondaires, les leçons sont données pendant neuf mois de l'année au moins, non compris le temps nécessaire aux examens. Cette disposition ne concerne pas l'Ecole cantonale d'agriculture.

Art. 117. Les conditions d'admission, dans les divers établissements secondaires, sont fixées par les règlements de ces établissements. Ces règlements sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Art. 118. La promotion d'une classe dans l'autre a lieu aux conditions fixées par le Règlement.

Art. 119. L'admission dans une classe d'un Collège communal donne droit à l'admission dans la classe correspondante des Collèges cantonaux. La correspondance des classes est établie par le Département.

Art. 120. Pour des motifs disciplinaires, le Département de l'Instruction publique prononce l'exclusion temporaire pour un temps excédant trois mois ou l'exclusion définitive.

Les pénalités inférieures sont du ressort des autorités scolaires, conformément au Règlement général.

Titre IV. — Contributions, bourses et bâtiments scolaires.

Art. 121. Les contributions scolaires dans les établissements secondaires sont fixées par les règlements de ces divers établissements, sous les réserves suivantes:

Dans les Ecoles supérieures, la contribution des élèves régulières ne doit dépasser 100 francs par an.

Dans les Collèges communaux, celle des élèves réguliers ne doit dépasser 60 francs par an.

Les communes peuvent toutefois élever d'un quart la contribution des élèves domiciliés sur le territoire d'autres communes qui ne participent pas aux dépenses de l'établissement.

Le Département de l'Instruction publique connaît des difficultés qui peuvent s'élever au sujet des contributions scolaires. Il y a recours au Conseil d'Etat.

Art. 122. La contribution scolaire peut être plus élevée pour les élèves étrangers à la Suisse.

Toutefois, les élèves étrangers dont les parents sont soumis à l'impôt mobilier dans le canton, sont au bénéfice des dispositions de l'art. 121.

Art. 123. Des bourses et des subsides peuvent être accordés par l'Etat ou par les communes, aux élèves méritants qui en font la demande, lorsque la position de fortune des parents justifie cette mesure.

Art. 124. Les bâtiments destinés à l'enseignement secondaire doivent remplir, au point de vue de l'hygiène et de la salubrité, des conditions au moins égales à celles qui sont exigées pour les bâtiments primaires. Le Département veille à l'exécution des mesures nécessaires.

Les plans et devis de bâtiments destinés à l'enseignement secondaire ou de modification à ces bâtiments doivent être soumis à l'approbation du Département.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Titre V. — Dispositions transitoires et finales.

Art. 125. Le Conseil d'Etat prendra toutes les mesures qui seront nécessaires à la mise en vigueur de la présente loi; il fixera les délais dans lesquels les établissements secondaires existants devront être mis en harmonie avec ces dispositions.

Un Règlement général, arrêté par le Conseil d'Etat, fixe les détails d'organisation, d'administration et de discipline des établissements d'instruction secondaire.

Art. 126. Le personnel enseignant sera soumis à confirmation avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ses membres sont mis au bénéfice de leurs titres actuels et peuvent en conséquence concourir avec les porteurs des diplômes exigés.

Art. 127. La loi sur les pensions de retraite du personnel enseignant sera révisée.

Art. 128. Sont et demeurent abrogés:

- 1^o la loi sur l'instruction publique secondaire du 19 février 1892;
- 2^o la loi du 17 novembre 1900 modifiant la loi du 19 février 1892;
- 3^o toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Art. 129. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 1909.

Toutefois, les dispositions concernant les augmentations de traitement pour années de service entrent immédiatement en force, pour valoir dès le 1^{er} janvier 1908.

V. Lehrerschaft aller Stufen.

35. 1. Gesetz betreffend Bewilligung einer außerordentlichen Besoldungszulage an die Lehrerschaft der Primar-, Sekundar- und Mittelschulen des Kantons Luzern pro 1907/1908. (Vom 29. Januar 1908.)

Der Große Rat des Kantons Luzern, nach Kenntnisnahme von einer Botschaft des Regierungsrates vom 21. September 1907 und dem Gutachten der Staatsrechnungskommission,

beschließt:

§ 1. Der Lehrerschaft an den Primar-, Sekundar- und Mittelschulen des Kantons Luzern wird für die Schuljahre 1906/1907 und 1907/1908 eine außerordentliche Besoldungszulage von zusammen Fr. 400 für jede Lehrstelle zuerkannt, zahlbar nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Gesetzes.

§ 2. Die durch § 1 entstehende Ausgabe ist zu decken:

- a. Durch Entnahme eines Betrages von Fr. 100 für jede Primarlehrstelle aus der Primarschulsubvention für 1908;
- b. durch einen außerordentlichen Zuschlag von 0,25 ‰ zu der durch Dekret des Großen Rates vom 28. November 1907 für das Jahr 1908 beschlossenen Staatssteuer.

Ein allfälliger Ausfall ist durch die Staatsrechnung zu decken.

§ 3. Gegenwärtiges Gesetz ist dem Regierungsrate zur Bekanntmachung und — vorbehältlich einer Volksabstimmung — zur Vollziehung mitzuteilen, sowie ins Staatsarchiv niederzulegen.

36. 2. Verordnung betreffend die Lehrerkasse des Kantons Unterwalden nid dem Wald. (Vom 28. Dezember 1908.)

Der Landrat des Kantons Unterwalden nid dem Wald, in Ausführung des Bundesgesetzes betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund vom 25. Juni 1903 und zu dem Zwecke, die weltliche Lehrerschaft des Kantons vor den sozialen Folgen von Alter und Krankheit zu schützen, verordnet was folgt:

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Die Lehrerkasse im Kanton Unterwalden nid dem Wald hat den Zweck, die weltlichen Primarlehrer, deren Witwen und Waisen und die weltlichen Primarlehrerinnen zu unterstützen.

Der Erziehungsrat kann auch anderen weltlichen Personen die dem Lehrstande in Nidwalden angehören, den Eintritt in die Lehrerkasse gestatten, sofern von ihnen und den Anstellungsbehörden insgesamt für jedes Mitglied 10 ‰ seines Gehaltes als jährliche Einlage in die Kasse einbezahlt wird, wovon 8 ‰ als

Gegenleistung zu den aus der Bundessubvention zugunsten der Primarlehrer in die Kasse einbezahlten Beiträge zu betrachten sind.

§ 2. Zum Eintritt in diese Kasse sind alle weltliche Primarlehrer und Primarlehrerinnen verpflichtet.

Zur Aufnahme ist ein ärztliches Gesundheitszeugnis erforderlich.

§ 3. Diejenigen Mitglieder, die den Kanton verlassen oder freiwillig dem Lehrerberuf entsagen, haben den Austritt aus der Kasse zu nehmen und verlieren jeden Anspruch an dieselbe. Dagegen wird ihnen die Hälfte der einbezahlten Personalbeiträge zinslos zurückvergütet, wenn sie über fünf Jahre zur Kasse beigetragen haben.

§ 4. Mitglieder, die infolge strafgerichtlichen Urteils des Lehrerpates verlustig gehen, verlieren jeden Anspruch auf Rückvergütung.

Der Erziehungsrat kann jedoch auf Vorschlag des Verwaltungsrates die Rückvergütung im Sinne des § 3 an Frau und Kinder verfügen.

§ 5. Eine Pfändung der Nutznießungsbeträge ist nicht zulässig.

§ 6. Das Vermögen der Lehrerkasse ist steuerfrei und darf seinen Zwecken nicht entfremdet werden.

Der Erziehungsrat übt die Aufsicht über die Kasse. Allfällige Anstände entscheidet der Regierungsrat endgültig.

Die Pensionsbeträge dürfen nicht geschmälert werden.

II. Das Vermögen.

§ 7. Die Lehrerkasse wird gebildet aus: *a.* Dem bisherigen Fonds; — *b.* aus den Zuwendungen aus der eidg. Schulschubvention, nämlich: 1. einem jährlichen direkten Beitrag von wenigstens 1000 Fr. und außerdem, 2. jährlichen Beiträgen von je 100 Fr. für jeden Lehrer und jede Lehrerin, die laut § 2 zur Mitgliedschaft in der Kasse verpflichtet sind, aus den Subventionsquoten der betreffenden Schulgemeinden; — *c.* allfälligen weiteren Beiträgen ab seiten des Staates, der Schulgemeinden und Schulbehörden; — *d.* den Jahresbeiträgen der Mitglieder; — *e.* den Bußgeldern; — *f.* den Zinsen der Kapitalien; — *g.* den Schenkungen.

§ 8. Betreffend die Beitragsleistung der Mitglieder gelten folgende Bestimmungen.

- a.* Jedes Mitglied bezahlt einen jährlichen Personalbeitrag von 2% seines Gehaltes. Naturalleistungen der Gemeinden (Wohnung, Beheizung etc.) sind dabei angemessen in Berechnung zu ziehen.
- b.* Diese Beiträge verfallen je am 1. Januar und sind spätestens bis 1. März einzubezahlen.

Verspätete Zahlungen ziehen zugunsten der Lehrerkasse eine Buße von 2 F. nach sich.

- c.* Lehrer oder Lehrerinnen, die in vorgerücktem Alter der Kasse beitreten, bezahlen einen entsprechend höheren Beitrag, der vom Erziehungsrat auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgesetzt wird.

§ 9. Die Beitragspflicht der Mitglieder dauert solange sie sich im nidwaldnerischen Schuldienst befinden.

III. Nutznießung.

§ 10. Die Lehrerkasse wird während der Dauer der nächsten zehn Jahre geäuft und beginnt ihre Leistungen an die Mitglieder mit Ablauf derselben. Ausnahmen kann der Erziehungsrat gestatten, wenn Schulgemeinden weltliche Primarlehrer oder Primarlehrerinnen, die 30 oder mehr Jahre Schule gehalten haben, pensionieren wollen und zu einer entsprechenden Beitragsleistung sich verpflichten. An Mitglieder, die während der zehnjährigen Karenzzeit invalid werden, oder an die Witwe und Kinder während der zehnjährigen Karenzzeit verstorbener Lehrer kann der Landrat auf Vorschlag des Erziehungsrates unter Berücksichtigung aller obwaltenden Verhältnisse einmalige oder periodische Unterstützungen aus der Kasse beschließen.

§ 11. Nutzungsberechtigt im Sinne von § 10 sind:

- a. Mitglieder, die in den Ruhestand treten vom 60. Altersjahr an. Sie erhalten je nach der Zahl der Jahre ihrer Mitgliedschaft in der Lehrerkasse eine jährliche Altersrente. Diese beträgt nach 10 Jahren der Mitgliedschaft 30 % des in den letzten 5 Jahren durchschnittlich bezogenen Gehaltes und wächst dann pro Jahr um je 1 % bis zu höchstens 65 %.
- b. Mitglieder, die infolge Gebrechen bleibend erwerbsunfähig sind. Sie erhalten eine Invalidenrente, welche nach 10 Jahren ihrer Mitgliedschaft 30 % des in den letzten fünf Jahren durchschnittlich bezogenen Gehaltes beträgt und für jedes weitere Mitgliedschaftsjahr um 1 % sich erhöht.
- c. Mitglieder, die infolge Krankheit aus dem Schuldienste treten und deren Erwerbsfähigkeit reduziert bleibt. Sie erhalten eine nach der Zahl der Mitgliedschaftsjahre und dem Grade der Erwerbsunfähigkeit vom Erziehungsrat jährlich festzusetzende Unterstützungsquote, solange die reduzierte Erwerbsfähigkeit andauert.
- d. Die Lehrerswitwen bis zu ihrer Wiederverhelichung. Witwenpension von Fr. 200 jährlich.
- e. Jedes Kind eines verstorbenen Lehrers bis zum erfüllten 16. Altersjahre. Waisenpension von Fr. 100 jährlich.

Die Kassaleistung aus lit. d und e darf für eine und dieselbe Familie Fr. 700 per Jahr nicht übersteigen und kann nur dann beansprucht werden, wenn der verstorbene Lehrer während wenigstens 5 Jahren im nidwaldnerischen Schuldienste gestanden ist.

IV. Verwaltung.

§ 12. Die Verwaltung der Lehrerkasse wird von einem Verwaltungsrat von 3 Mitgliedern besorgt, die vom Erziehungsrat gewählt werden. Der Präsident wird vom Erziehungsrat bezeichnet, den Kassier und Aktuar wählt der Verwaltungsrat. Die Amtsdauer beträgt 3 Jahre.

Ein Mitglied des Verwaltungsrates wird auf Vorschlag der versicherten Lehrerschaft aus dem Lehrerstande entnommen.

§ 13. Der Rechnungsabschluß findet auf Ende Dezember statt.

Die Jahresrechnung ist spätestens im Laufe des folgenden Februar, nach dem sie von zwei vom Erziehungsrat auf drei Jahre gewählten Revisoren geprüft worden, dem Erziehungsrat zur Genehmigung einzureichen, mit begleitendem schriftlichen Bericht.

Die Jahresrechnung der Lehrerkasse ist alljährlich als Beilage zur Staatsrechnung zu veröffentlichen.

§ 14. Das Vermögen der Lehrerkasse soll zinstragend nach Weisung des Erziehungsrates angelegt werden.

V. Schlußbestimmungen.

§ 15. Bei allfälliger Revision dieser Verordnung ist den Kassa-Mitgliedern Gelegenheit zu geben, ihre Wünsche und Anträge einzureichen.

Diese Verordnung tritt mit der landrätlichen Genehmigung in Kraft und ist in die Gesetzessammlung aufzunehmen.

37. 3. Gesetz betreffend Gehaltszulagen an die Hauptlehrer der kantonalen Industrieschule in Zug. (Vom 21. Mai 1908.)

Der Kantonsrat, nach Einsicht in den Bericht des Regierungsrates,
beschließt:

§ 1. Die Hauptlehrer an der kantonalen Industrieschule (mit Inbegriff des Professors für Zeichenunterricht und darstellende Geometrie) erhalten folgende Gehaltszulagen:

- a. Diejenigen, welche schon mehr als zehn Jahre lang als solche angestellt sind, jährlich Fr. 900.—;
- b. diejenigen, welche noch nicht zehn Jahre lang als solche angestellt sind, jährlich Fr. 600.—.

Diese Zulagen fallen zu alleinigen Lasten des Kantons.

§ 2. Dieses Gesetz tritt — vorbehältlich des Referendums — sofort in Kraft und hat auch Geltung für das Schuljahr 1907/1908.

Der Regierungsrat ist mit dessen Vollzug beauftragt.

Landammann und Regierungsrat des Kantons Zug haben, nachdem die Referendumsfrist unbenützt abgelaufen, behufs Vollziehung vorstehenden Gesetzes,
verfügt:

Es soll dasselbe in die Gesetzessammlung aufgenommen und dem Amtsblatt beigelegt werden.

38. 4. Reglement über Prüfung und Patentierung von Arbeitslehrerinnen im Kanton Zug. (Vom 8. Juli 1908.)

Der Erziehungsrat des Kantons Zug

beschließt:

§ 1. Der Erziehungsrat veranstaltet alljährlich Prüfungen zur Patentierung von Arbeitslehrerinnen. Die Kandidatinnen müssen zur Zeit der Prüfung mindestens 17 Jahre alt sein.

Sie haben ihre Anmeldung eigenhändig zu schreiben und derselben ihr Geburts-, Tauf- und Sittenzeugnis beizulegen.

Behufs Zulassung zum Examen haben sie sich speziell auszuweisen:

1. über erfolgreich bestandene Primar- und wenigstens zweijährige Sekundar- oder Realschulbildung;
2. Über den Besuch eines speziellen Arbeitslehrerinnenkurses, und zwar:
a. wenn sie für Primarschulen patentiert werden wollen, über einen Kurs von 5 Monaten, und b. wenn sie für Sekundar- und Fortbildungsschulen patentiert werden wollen, über einen Kurs von 10 Monaten.

§ 2. Die Patentprüfung wird durch das vom Erziehungsrat zur Prüfung der Handarbeiten bezeichnete Kommissionsmitglied und durch eine vom Erziehungsrat gewählte Fachexpertin abgenommen. Diese können die Kandidatinnen entweder selbst abfragen oder durch die Kursleiterin abfragen lassen. Alle geleisteten praktischen Handarbeiten sind vorzulegen.

§ 3. Die Prüfung dehnt sich über die einschlägigen Erfordernisse der zugerischen Lehrpläne aus.

Insbesondere sind noch zu prüfen:

a. Die Arbeitslehrerinnen für Primarschulen:

1. In der Pädagogik (Pflege des Kindes in körperlicher und geistiger Hinsicht, Schulführung und Disziplin); — 2. in der Methodik, resp. Übungsschule; — 3. im deutschen Sprachfach (Aufsätze und Briefe aus der Arbeitslehrerinnenpraxis; Lesen und Besprechen geeigneter Schriftstücke); — 4. im Stricken; — 5. im Handnähen; — 6. im Flicken; — 7. im Maschinennähen, und 8. im Musterschnitt und bezüglichen Freihandzeichnen.

. Die Arbeitslehrerinnen für Sekundar und Fortbildungsschule:

1. In den obbezeichneten Fächern; — 2. in der praktischen und theoretischen Haushaltungskunde (Kenntnisse über die wichtigsten Hausgeschäfte in bezug auf Wohnung, Kleidung, Wäsche, Krankenpflege, Küche und Nahrungsmittel); — 3. im Freihandzeichnen (Übung in Herstellung einfacher Ornamente,

Vergrößern und Entwerfen von Monogrammen und Zeichnungen für Handarbeiten, mit besonderer Berücksichtigung der Weiß- und Buntstickerei); — 4. in der einfachen Buchhaltung und den wichtigsten Geschäftsaufsätzen.

§ 4. Die Prüfungsergebnisse werden mit den Zahlen 1—5 bezeichnet, wobei 1 sehr schwach, 2 schwach, 3 genügend, 4 gut, 5 sehr gut bedeutet.

§ 5. Die Patente werden auf 1—5 Jahre erteilt. Kandidatinnen, welche nicht die volle Durchschnittsnote 2,5 erreichen, sind abzuweisen; solche, welche diese erreichen, erhalten ein einjähriges Patent; solche, welche die volle Durchschnittsnote 3 erreichen, erhalten ein zweijähriges Patent. Die volle Durchschnittsnote 3,5 berechtigt zu einem dreijährigen, die Durchschnittsnote 4 zu einem vierjährigen und die Durchschnittsnote 4,5 zu einem fünfjährigen Patent.

§ 6. Die Prüfungsergebnisse, beziehungsweise Notenergebnisse gehen mit einem Antrag der Prüfungsleitung an den Erziehungsrat zur Beschlußfassung, bezw. eventuellen Patentierung.

§ 7. Dieser Beschluß tritt sofort in Kraft.

39. 5. Ordnung betreffend die gesundheitliche Untersuchung der neuanzustellenden Lehrer und Lehrerinnen, sowie der Teilnehmer an den Fachkursen zur Ausbildung von Primarlehrern im Kanton Baselstadt. (Vom Erziehungsrat genehmigt am 11. September 1908.)

§ 1. Lehrer und Lehrerinnen, welche provisorisch oder definitiv im hiesigen öffentlichen Schuldienst angestellt zu werden wünschen, haben bei ihrer Anmeldung ein verschlossenes Zeugnis eines diplomierten Arztes über ihren bisherigen Gesundheitszustand einzureichen.

Dasselbe gilt für diejenigen, welche die Fachkurse zur Ausbildung von Primarlehrern besuchen wollen.

Die Zeugnisse haben sich namentlich auszusprechen über allfällig vorhandene Tuberkulose, Herzkrankheiten, Nervenleiden (Epilepsie) und über den Zustand des Seh- und Hörvermögens.

§ 2. Die Zeugnisse der Teilnehmer an den Fachkursen, sowie derjenigen Bewerber, welche für eine provisorische oder definitive Anstellung als Lehrer oder Lehrerinnen in Betracht kommen, sind von der Behörde, bei welcher die Anmeldung erfolgt, dem Schularzt einzusenden; dieser kann im Zweifelsfalle eine Untersuchung der Kandidaten vornehmen.

§ 3. Der Schularzt gibt zuhanden der Wahlbehörde (Erziehungsrat, Inspektion, Kommission) ein Gutachten ab, ob und welche Bedenken gegen eine Anstellung bezw. Aufnahme vorhanden sind.

§ 4. Kandidaten, welche im hiesigen Schuldienst provisorisch angestellt waren oder die hiesigen Fachkurse absolviert haben, können im Falle ihrer definitiven Anstellung von der Vorlegung eines neuen ärztlichen Ausweises befreit werden; das gleiche gilt für solche, welche von einer hiesigen Schule in eine andere übertreten.

§ 5. Der Erziehungsrat wird auf den Antrag des Schularztes für die in den vorstehenden Paragraphen geforderten Gesundheitsscheine gedruckte Formulare erlassen.

40. 6. Großratsbeschluß betreffend Subventionierung der Lehrer-Witwen- und Waisenkasse der Stadt Basel. (Vom 9. April 1908.)

Der Große Rat des Kantons Baselstadt, auf den Antrag des Regierungsrates beschließt:

Der Lehrer-Witwen- und Waisenkasse der Stadt Basel wird für jedes neueintretende Mitglied, das an einer öffentlichen Erziehungsanstalt des Kantons Baselstadt definitiv angestellt oder als Lehrer vom Staate pensioniert ist,

ein jährlicher Beitrag von Fr. 50 samt einem Anteil an den diesen Mitgliedern wegen Eintrittes im vorgerückten Alter obliegenden einmaligen Nachzahlungen bewilligt.

Der Regierungsrat wird diesen Anteil an den Nachzahlungen festsetzen, durch geeignete Vorschriften dafür sorgen, daß die Leistungen der Mitglieder mit Rücksicht auf die Beitragsleistung der öffentlichen Verwaltungen nicht ermäßigt werden und daß die Kasse auf versicherungstechnisch richtiger Grundlage weitergeführt wird; er wird sich bei der Kasse durch Delegierte mit Sitz und Stimme vertreten lassen und sich jährlich Bericht und Rechnung vorlegen lassen; er wird ermächtigt, den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Beschlusses zu bestimmen.

41. 7. Gesetz betreffend die Besoldungen der Elementar- und Reallehrer im Kanton Schaffhausen. (Angenommen in der Volksabstimmung vom 3. Mai 1908.)

Der Große Rat des Kantons Schaffhausen, in der Absicht, die Besoldungen der Lehrer den gegenwärtigen Verhältnissen des Lebensunterhaltes anzupassen, beschließt betreffend die Lehrerbesoldungen was folgt:

Art. 1. Die gesetzliche Jahresbesoldung der Elementarlehrer beträgt Fr. 2000.

Art. 2. Die gesetzliche Jahresbesoldung der Reallehrer beträgt Fr. 2800.

Die Lateinlehrer an den Landrealschulen beziehen eine Jahresbesoldung von Fr. 90 für jede wöchentliche Unterrichtsstunde.

Art. 3. Jeder Lehrer kann zu den im Schulgesetz vorgesehenen wöchentlichen Unterrichtsstunden verpflichtet werden. Eine Unterrichtsstundenzahl unter 30 Wochenstunden wird nach Stunden honoriert im Verhältnis zum jährlichen Grundgehalt.

Art. 4. Die definitiv angestellten Elementar- und Reallehrer erhalten folgende jährliche Dienstzulagen:

nach 4 Dienstjahren	Fr. 100	nach 16 Dienstjahren	Fr. 400
" 8 "	" 200	" 20 "	" 500
" 12 "	" 300		

Die Dienstzulagen für die Reallehrer werden aus der Staatskasse, diejenigen für die Elementarlehrer teilweise aus der Staatskasse, teilweise aus der Bundessubvention bestritten.

Die Berechnung des Beginns der Dienstzulage geschieht nach dem Schuljahr (1. Mai), wobei Bruchteile unter einem halben Jahre nicht in Betracht fallen.

Anstellungen an auswärtigen Schulen werden in Anrechnung gebracht; dagegen werden provisorische Anstellungen nicht mit in Rechnung gezogen.

Art. 5. Die Besoldungen und Dienstzulagen werden monatlich ausbezahlt.

Art. 6. Der Beitritt und die Beitragsleistung an die Unterstützungskasse der Lehrerschaft des Kantons Schaffhausen ist für sämtliche an den öffentlichen Schulen angestellte Lehrer und Lehrerinnen, ausgenommen die Arbeitslehrerinnen, obligatorisch. Die Statuten dieser der staatlichen Oberaufsicht unterliegenden Kasse bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates.

Die Unterstützungskasse hat Anspruch auf einen jährlichen Staatsbeitrag von Fr. 5000, wovon bis zur hinlänglichen Erstarkung des Fonds mindestens ein Fünftel zu kapitalisieren ist.

Art. 7. Der Regierungsrat ist berechtigt, Lehrern, welche wegen ihres Alters der Unterstützungskasse nicht mehr beitreten konnten und zufolge unverschuldeter Umstände ihre Stellen nicht mehr versehen können, angemessene Ruhegehälter zu bewilligen.

Art. 8. Dieses Gesetz, durch welches das Gesetz vom 22. August 1892, die Lehrerbesoldungen betreffend, aufgehoben wird, tritt, unter Vorbehalt der Annahme durch das Volk, am 1. Mai 1908 in Kraft.

42. 8. Verordnung betreffend Wählbarkeit der Primar- und Sekundarlehrer des Kantons St. Gallen. (Vom Erziehungsrat erlassen am 7. Mai 1908. Vom Regierungsrat genehmigt am 9. Mai 1908.)

Der Erziehungsrat des Kantons St. Gallen, in Ergänzung des Regulativs für die Patentierung von Lehrern und Lehrerinnen der Primarschule vom 15./30 März 1907 und desjenigen für die Prüfungen der Sekundarlehrer vom 12./18. März 1902,

verordnet was folgt:

Art. 1. Die Abiturienten des kantonalen Lehrerseminars und die auf Grund genügender Ausweise zu den Prüfungen zugelassenen Abiturienten auswärtiger Lehrerseminarien erhalten nach erfolgreichem Bestehen der beiden Teilprüfungen ein definitives Primarlehrerpatent.

Art. 2. Dieses Patent berechtigt den Inhaber zur Übernahme einer Lehrstelle an einer st. gallischen Primarschule zunächst auf die Dauer von zwei Jahren und nach zweijährigem Schuldienst zur Annahme einer definitiven Wahl.

Art. 3. In bezug auf die Angehörigkeit zur Pensionskasse und den gesetzlichen Minimalgehalt stehen in den ersten zwei Dienstjahren die Lehrer den definitiv gewählten gleich.

Art. 4. Auch die Sekundarlehrer werden durch Zuerkennung eines definitiven Patentes zunächst für zwei Jahre wählbar.

Art. 5. Diese Verordnung tritt in Kraft und ist in die Gesetzessammlung, sowie in das amtliche Schulblatt aufzunehmen.

43. 9. Kreisschreiben des Erziehungsdepartements des Kantons St. Gallen an die Primar- und Sekundarschulräte betreffend den Militärdienst der Lehrer. (Vom 24. Februar 1908.)

Wir müssen Sie darauf aufmerksam machen, daß nach der neuen Militärorganisation die Lehrer in der Regel wie andere Bürger den Militärdienst zu leisten haben und auch zu Unteroffizieren und Offizieren vorrücken können.

Diese in einer Richtung erfreuliche Neuerung hat nun allerdings in anderer gewisse Härten zur Folge, die übrigens wieder gemildert erscheinen durch den Artikel 15 der Militärorganisation, wonach der Bund den Schulgemeinden eine Entschädigung leistet, wenn Lehrer als Unteroffiziere und Offiziere dem Instruktionsdienst beiwohnen und daher in der Schule durch Stellvertreter ersetzt werden müssen.

Zu beachten ist ferner, daß es fortan nicht mehr so leicht möglich sein wird, die Lehrer von Wiederholungskursen und andern Diensten zu befreien wie bisher.

Wir beeilen uns, Sie von dieser Änderung in Kenntnis zu setzen, damit Sie sich rechtzeitig mit ihren Lehrern verständigen, für genehme Stellvertretung sorgen und eventuell auch die gesetzlichen Schulferien verlegen können, unter Anzeige an den zuständigen Bezirksschulrat.

44. 10. Verordnung über die Ausbildung von Lehrerinnen in weiblichen Handarbeiten und in der Haushaltungskunde im Kanton Graubünden. (Vom 13. November 1908.)

§ 1. Zum Zwecke der Ausbildung von Lehrerinnen für den Unterricht der Mädchen in weiblichen Handarbeiten auf allen Schulstufen und für den Haushaltungsunterricht in der Sekundarschule und Fortbildungsschule werden nach Bedürfnis Kurse veranstaltet.

§ 2. Die Kurse für weibliche Handarbeiten dauern mindestens 16 Wochen, die Kurse für Haushaltungskunde wenigstens 12 Wochen.

Der Kleine Rat wird nach Bedürfnis außerdem Wiederholungskurse bis auf die Dauer von 4 Wochen veranstalten.

§ 3. In die Kurse für Haushaltungskunde werden in der Regel nur Schülerinnen aufgenommen, die einen Kurs für weibliche Handarbeiten mit Erfolg bestanden haben.

§ 4. Der Kleine Rat wird diese Kurse anordnen und beaufsichtigen und darüber ein Regulativ aufstellen.

§ 5. Der Kanton übernimmt die Kosten der Kurse und bezahlt den Schülerinnen eine angemessene Entschädigung für Kost und Logis und für Reiseauslagen.

§ 6. Am Schlusse jeden Kurses findet eine Prüfung statt durch Delegierte des Kleinen Rates.

Teilnehmerinnen, die den Kurs in weiblichen Handarbeiten mit Erfolg bestanden haben, erhalten das Patent als Lehrerinnen für den Unterricht in weiblichen Handarbeiten auf allen Schulstufen.

Teilnehmerinnen, die den Kurs in der Haushaltungskunde mit Erfolg bestanden haben, erhalten das Patent als Lehrerinnen für die Haushaltungskunde in den Sekundar- und in den Fortbildungsschulen.

§ 7. Jede patentierte Lehrerin verpflichtet sich, für wenigstens drei Jahre die Leitung einer Schule in den entsprechenden Fächern zu übernehmen, oder die genossenen Stipendien ganz oder im Verhältnis der nicht erfüllten Verpflichtung zurückzubezahlen.

45. 11. Kreisschreiben der Erziehungsdirektion des Kantons Aargau an die Gemeinderäte, Schulpflegen und militärdienstpflichtigen Lehrer, betreffend die Stellvertretung bei Militärdienst. (Vom 9. Juli 1908.)

Durch die neue Militärorganisation vom 12. April 1907 sind die Lehrer in Bezug auf die Erfüllung ihrer Wehrpflicht den andern Bürgern gleichgestellt worden. Sie haben daher, sofern sie diensttauglich befunden werden, alle vorgeschriebenen Kurse zu absolvieren und sind auch hinsichtlich der Beförderung keinen Ausnahmen mehr unterstellt. Letztere soll ihnen vielmehr durch Art. 15 des neuen Wehrgesetzes erleichtert werden, indem er bestimmt:

„Der Bund vergütet den Kantonen drei Vierteile der Kosten für Stellvertretung der als Unteroffiziere oder Offiziere in den Instruktionsdienst einberufenen Lehrer der öffentlichen Schulen. Ausgenommen sind die ordentlichen Wiederholungskurse.“

Nach Art. 10 dieses Gesetzes können die Lehrer, wie jeder andere Wehrpflichtige, „zur Bekleidung eines Grades, zur Leistung des hierfür vorgeschriebenen Militärdienstes und zur Übernahme jedes ihnen übergebenen Kommandos gehalten werden“.

Mit Rücksicht auf diese neuen, den Militärdienst der Lehrer begünstigenden Bestimmungen ergab sich die Notwendigkeit, auch die Frage der Stellvertretung für die dienstattenden Lehrer und der bezüglichen Kostentragung einer Neuregelung zu unterziehen.

In Ermangelung einschlägiger Vollzugsvorschriften des Bundes hat der aarg. Regierungsrat auf hierseitigen Antrag in dieser Richtung vorläufig nachstehende Grundsätze aufgestellt, zu deren Erläuterung folgende Bemerkungen vorausgeschickt werden:

Was zunächst die erste Rekrutenschule eines Lehrers anbetrifft, so wird eine Stellvertretung wohl ausnahmslos notwendig werden. Die Kosten derselben sind, da der Lehrer nicht freiwillig, sondern gezwungen die Schule aussetzt, nach Analogie des § 17, letzter Absatz, des Schulgesetzes durch die Gemeinden zu tragen, wobei jedoch der Staat seinen ordentlichen Beitrag wie an die Lehrerbesoldung leistet.

Bei den ordentlichen Wiederholungskursen, welche auf 13 Tage abgekürzt worden sind, sollte in den meisten Fällen eine besondere Stellver-

treten vermieden werden können, sei es durch Verlegung der Ferien oder Aushilfe seitens der Kollegen, Stundenabtausch, oder durch Zuteilung der an derselben Schule wirkenden Lehrer an verschiedene Einheiten usw. Wo eine Stellvertretung jedoch stattfinden muß, da müssen Gemeinde und Staat für die Kosten aufkommen, wie bei den Rekrutenschulen.

Ist der Militärdienst eine Folge des *Avancements* zum Unteroffizier oder Offizier, so werden wohl hier und da die vorgenannten Ersatzmaßnahmen eine Stellvertretung verhüten lassen, allein in den meisten Fällen wird dies nicht möglich und eine Stellvertretung notwendig sein. Hierbei übernimmt nun nach dem eingangs zitierten Artikel der Bund drei Vierteile der Stellvertretungskosten. Es fragt sich daher nur noch, wie die Kostentragung geordnet werden und wer den letzten Vierteil decken solle. Dabei erscheint es nun einerseits zweckmäßig, daß die Gemeinden vorschußweise die Entschädigung der Stellvertreter übernehmen und andererseits billig, daß alle Beteiligten, Staat, Gemeinde und Lehrer, den restierenden Vierteil gemeinsam tragen.

In bezug auf die Fortbildungs- und Bezirksschulen leistet der Staat nach Gesetz seinen Beitrag in jährlichen fixen Aversalsummen; an allfällige Stellvertretungskosten trägt er nichts bei. Daraus folgt, daß für Stellvertretungen wegen der ersten Rekrutenschule oder wegen der ordentlichen Wiederholungskurse eines Lehrers die Schulgemeinden allein aufzukommen haben. Im Falle des Militärdienstes infolge Beförderung haben sie jedoch einen Anspruch darauf, daß der Bund ihnen drei Vierteile der Auslagen zurückvergütet. Den Rest sollen billigermaßen Lehrer und Gemeinde gemeinschaftlich übernehmen.

Gestützt auf diese Erwägungen hat der Regierungsrat

beschlossen:

In bezug auf die Bezahlung der Stellvertretungskosten für die in den Instruktionsdienst einberufenen Lehrer der öffentlichen Schulen soll es wie folgt gehalten werden:

1. Betreffend die Gemeindeschulen:

- a. Besteht ein Lehrer die erste Rekrutenschule, so hat die Gemeinde die Stellvertretungskosten zu tragen unter Vorbehalt des Anspruchs auf den ordentlichen Staatsbeitrag, wie an die Lehrerbesoldungen.
- b. In bezug auf die ordentlichen Wiederholungskurse ist unter Wahrung der Interessen der Schule Vorsorge zu treffen, daß durch Verlegung der Ferien oder des Militärdienstes oder durch andere Anordnungen eine besondere Stellvertretung, wenn möglich, vermieden wird. Wo sie ausnahmsweise angeordnet werden muß, haben Gemeinde und Staat die Kosten im gleichen Verhältnis zu tragen, wie betreffend die erste Rekrutenschule.
- c. Hinsichtlich des Dienstes infolge Beförderung zum Unteroffizier oder Offizier übernimmt der Bund $\frac{3}{4}$ der Stellvertretungskosten (Art. 15 der Militärorganisation). Der restierende Vierteil soll gedeckt werden wie folgt: Der Staat leistet seinen ordentlichen prozentualen Beitrag an diesen Anteil; der Rest wird durch Gemeinde und Lehrer je zur Hälfte übernommen.

2. Betreffend die Fortbildungs- und Bezirksschulen:

- a. In bezug auf die erste Rekrutenschule und die ordentlichen Wiederholungskurse, sofern letzternfalls eine besondere Stellvertretung notwendig ist, haben die Schulgemeinden für die Stellvertretungskosten allein aufzukommen.
- b. Bezüglich des Militärdienstes infolge *Avancements* soll der restierende Vierteil von Gemeinde und Lehrer gemeinsam, d. h. je zur Hälfte getragen werden.

Hinsichtlich der Ausführung dieser Schlußnahme hat die Erziehungsdirektion

verfügt:

Kanton Thurgau, Regulativ für die Verabfolgung der staatlichen 101
Besoldungszulagen nach § 15 d. Lehrerbesoldungsgesetzes v. 25. Mai 1897.

Ad 1, a und b. Die Gemeinde hat den Stellvertreter vorschußweise im vollen Umfang zu entschädigen und sich nachher bei der Erziehungsdirektion darüber durch Quittung auszuweisen, woraufhin die Anweisung des ordentlichen Staatsbeitrages erfolgen wird.

Ad 1, c, hat die vorschußweise Bezahlung und der Ausweis in gleicher Weise zu geschehen. Die Erziehungsdirektion wird hierauf die Auszahlung des Bundesbeitrages auswirken und denselben nach Eingang mit dem Beitrag des Kantons der Gemeinde übermitteln lassen. In die Deckung des Restes haben sich Gemeinde und Lehrer zu teilen.

Ad 2, b. Die Gemeinde übersendet der Erziehungsdirektion die Quittungen über die ausgelegten Stellvertretungskosten, worauf die Erziehungsdirektion die Ausrichtung des Bundesbeitrages vermittelt.

Vorstehende Weisungen werden den tit. Gemeinderäten, Schulpflegen und militärdienstpflichtigen Lehrern zu genauer Nachachtung empfohlen.

46. 12. Regulativ für die Verabfolgung der staatlichen Besoldungszulagen im Kanton Thurgau nach § 15 des Lehrerbesoldungsgesetzes vom 25. Mai 1897. (Vom 23. Oktober 1908.)

§ 1. Anspruch auf staatliche Besoldungszulagen nach Maßgabe des § 15 des Gesetzes betreffend die Besoldung der Lehrer haben die sämtlichen Lehrer und Lehrerinnen, die an einer öffentlichen Schule des Kantons Thurgau wirken oder an einer vom Staate unterstützten thurgauischen Erziehungsanstalt eine Stelle bekleiden, die derjenigen eines Lehrers oder einer Lehrerin entspricht.

§ 2. Als Dienstjahre werden angerechnet:

- a. Die in einer der in § 1 erwähnten Stellungen verbrachten Jahre;
- b. die Jahre, in denen ein Lehrer oder eine Lehrerin an einer außerkantonalen öffentlichen Primar- oder Sekundar- oder Realschule oder Gymnasium eine volle Lehrstelle bekleidet hat, sofern diesem Schuldienste die Erwerbung des thurgauischen Wahlfähigkeitszeugnisses (Patentprüfung) oder die Erwerbung des Maturitätszeugnisses der thurgauischen Kantonsschule vorangegangen ist.

Hierbei fallen alle und nur diejenigen Kalenderjahre in Berechnung, in denen der Lehrer oder die Lehrerin während mindestens sechs Monaten in der betreffenden Stellung gewirkt hat.

§ 3. Wenn Lehrer oder Lehrerinnen mit außerkantonalem Fähigkeitszeugnis oder mit dem Diplom für ein höheres Lehramt in eine der in § 1 erwähnten Stellungen treten, so entscheidet der Regierungsrat bei der definitiven Anstellung oder bei der Wahlgenehmigung oder nach Einreichung eines Gesuches darüber, ob und in welchem Umfange der außerkantonale Schuldienst für die Berechtigung auf die staatlichen Besoldungszulagen anzurechnen sei.

§ 4. Ausnahmsweise kann durch Beschluß des Regierungsrates auch der an einer Privat-Erziehungsanstalt inner- oder außerhalb des Kantons geleistete Dienst für die Berechtigung auf Besoldungszulagen in Berücksichtigung gezogen werden.

§ 5. Dieses Regulativ tritt sofort in Kraft in der Weise, daß erstmals die pro 1908 auszurichtenden Besoldungszulagen nach demselben berechnet werden, Nachzahlungen für vergangene Jahre dagegen ausgeschlossen sind.

47. 13. Weisung an die Schulvorsteherschaften des Kantons Thurgau betreffend Teilnahme der Lehrer an den Sitzungen. (Vom 15. Januar 1908.)

Die Erhebungen, die anlässlich der Schulvisitationen gemacht wurden, haben ergeben, daß die Vorschrift des § 64 des Gesetzes betreffend das Unterrichts-

wesen, wonach die Lehrer mit beratender Stimme den Verhandlungen der Schulvorsteherschaften über Entlassungen und Beförderungen der Schüler und über die innern Schuleinrichtungen beizuwohnen haben, trotz der Departementalweisung vom 8. Februar 1906 mancherorts noch nicht beachtet wird. Weitere Erhebungen, welche die Lehrerschaft unter sich veranstaltet hat, lassen darauf schließen, daß jene Vorschrift noch viel weniger gehalten wird, als es nach den Visitationsberichten der Fall wäre.

Es muß daher neuerdings darauf gedrungen werden, daß die gesetzliche Vorschrift Vollziehung finde. Nebst den Schulbesuchen seitens der Mitglieder der Schulvorsteherschaften, die leider auch in vielen Schulgemeinden viel zu spärlich stattfinden, bietet die Teilnahme des Lehrers an den Sitzungen der Schulvorsteherschaft die beste Gelegenheit, um die für das Gedeihen der Schule unerläßliche Fühlung zwischen der Aufsichtsbehörde und dem Lehrer herzustellen. Die Teilnahme der Lehrer an den Sitzungen der Schulvorsteherschaft von Anfang bis zu Ende sollte die Regel sein. Nur auf diese Weise wird das Befremdende, das die ungewohnte Teilnahme der Lehrer an den Beratungen der Behörde anfänglich hat, völlig überwunden und tritt ein unbefangener Meinungsaustausch ein.

Wo mehrere Lehrkräfte wirken, dürfte sich die Bestellung einer Vertretung der Lehrerschaft als zweckmäßig erweisen.

Da auch die Sekundarlehrer zum Teil noch ausgeschlossen sind von der Ausübung des auch ihnen zustehenden Rechtes (§ 27 des Sekundarschulgesetzes), wird diese Weisung ausdrücklich auch an die Sekundarschulvorsteherschaften gerichtet.

48. 14. Decreto legislativo in punto a gratificazione ai docenti per l'anno 1907—1908. (22 aprile 1908.)

Il Gran Consiglio della Repubblica e Cantone del Ticino, vista la petizione dei Comitati delle Società Magistrali „La Scuola“, la „Federazione Docenti Ticinesi“ e la „Società Economica Magistrale“, tendente ad ottenere che a partire dall'anno scolastico 1907—1908, fino all'epoca in cui entrerà in vigore la nuova legge scolastica, sia decretato un aumento d'onorario di fr. 300 ad ogni docente delle scuole elementari minori e maggiori del Cantone; visto il messaggio 6 dicembre 1907 del Consiglio di Stato accompagnante la petizione medesima, del quale messaggio si condividono le argomentazioni e le conclusioni; visto come il progetto di nuova legge scolastica formi appunto oggetto di deliberazione nell'attuale sessione granconsigliare; visto come lo stesso non potrà entrare in vigore se non col venturo anno scolastico; allo scopo di provvedere, in via transitoria ed eccezionale, alla situazione economica dei docenti meno retribuiti, onde metterli in posizione di poter sopportare con minor disagio il rincaro della vita, verificatosi in questi ultimi tempi, e ciò limitatamente all'anno scolastico in corso; sulla proposta del Consiglio di Stato,

decreta:

Art. 1. E accordata una gratificazione speciale per l'anno scolastico in corso 1907—1908 ai docenti delle scuole primarie e maggiori nelle proporzioni seguenti:

- a. Di fr. 100 ai maestri elementari di scuole da 8 a 10 mesi, con onorario non superiore a fr. 1200, compresi in detta cifra tutti i sussidi cantonali e federali;
- b. di fr. 80 alle maestre delle scuole medesime, con onorario non superiore a fr. 1000;
- c. di fr. 50 ai maestri delle scuole elementari di 6 a 7 mesi, con onorario non superiore a fr. 800;
- d. di fr. 40 rispettivamente alle maestre di dette scuole con onorario non superiore a fr. 700;

e. di fr. 200 a ciascuno dei docenti delle scuole maggiori maschili di Chiasso e di Biasca;

f. di fr. 100 alle maestre delle scuole maggiori femminili di Chiasso, Mendrisio, Lugano, Bellinzona, Locarno e Biasca.

Art. 2. Al beneficio di detto aumento non sono ammessi i docenti non al possesso di regolare patente.

Art. 3. Gli aumenti predescritti sono esonerati dalla ritenuta di cui al § 2 del art. 2 dello Statuto per la Cassa di Previdenza del corpo insegnante del Canton Ticino, 26 maggio 1904, nonchè da ogni altra tassa prevista dallo Statuto medesimo.

Art. 4. Tutti gli aumenti di cui all'art. 1 verranno sopportati per intero dalla Cassa cantonale.

Art. 5. Il presente decreto legislativo viene dichiarato di natura urgente ed entra immediatamente in vigore.

Bemerkung: Am 13. März 1908 wurde für die Lehrer der scuola maggiore maschili in Bellinzona eine Zulage von je Fr. 250 für das Schuljahr 1907/08 beschlossen.

49. 14. Règlement sur les pensions de retraite des maîtresses d'écoles enfantines du canton de Vaud. (Du 4 février 1908.)

Le Conseil d'Etat du canton de Vaud, vu l'art. 10 de la loi du 18 novembre 1907, sur les pensions de retraite des maîtresses d'écoles enfantines, ainsi conçu:

„Un règlement sera arrêté par le Conseil d'Etat en vue „de l'exécution de la présente loi“,

arrête:

Chapitre premier. — Pension des maîtresses d'écoles enfantines.

Article premier. Les maîtresses des classes enfantines, qui possèdent le brevet prévu à l'art. 39, lettre d, de la loi sur l'instruction publique primaire du 15 mai 1906, et qui comptent 30 années de service ou plus, ont droit à une pension de retraite calculée à raison de fr. 16 par année de service, jusqu'au maximum de fr. 480. (Loi, art. 1^{er}.)

Art. 2. La maîtresse d'école enfantine qui veut être mise au bénéfice de cette pension en fait la demande au Département de l'Instruction publique.

Art. 3. Celle qui, après dix ans de service au moins, se trouve dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, pour cause de maladie ou d'infirmité contractée ou considérablement aggravée depuis sa nomination, a droit à une pension de retraite calculée sur la même base. (Loi, art. 2.)

Art. 4. La maîtresse qui veut être mise au bénéfice de cette pension en fait la demande au Département de l'Instruction publique.

Elle produit, à l'appui de sa demande, outre ses états de service accompagnés de pièces justificatives, la déclaration d'un médecin constatant qu'elle est dans l'impossibilité de continuer ses fonctions pour cause de maladie ou d'infirmité contractée ou considérablement aggravée depuis son élection.

Le Département peut faire examiner par un médecin de son choix la maîtresse qui prétend être au bénéfice de l'art. 3; il peut aussi, pour en tenir compte, cas échéant, s'enquérir des causes de la maladie ou de l'infirmité invoquée.

Art. 5. Si la maladie ou l'infirmité paraît devoir être temporaire, la pension n'est accordée que pour un temps limité.

Ce temps expiré, la pension peut être, sur une nouvelle déclaration médicale, accordée pour une nouvelle période ou définitivement.

Art. 6. Les maîtresses d'écoles enfantines qui, hors le cas de maladie, quittent leurs fonctions avant d'avoir accompli leur trentième année de service, ainsi que celles qui sont destituées, perdent tout droit à la pension de retraite. (Loi, art. 4.)

Celles qui, après avoir quitté leurs fonctions, les reprennent, sont mises au bénéfice de toutes leurs années de service.

Art. 7. Le Conseil d'Etat peut accorder à la famille d'une maîtresse de classe enfantine, qui meurt avant d'avoir atteint dix ans de service, une indemnité qui ne dépassera pas, au maximum, la moitié du traitement légal, soit fr. 300. (Loi, art. 5, 1^{er} alinea.)

Art. 8. Les personnes qui désirent être mises au bénéfice des dispositions de l'art. 7 doivent en faire la demande au Département de l'Instruction publique, en fournissant toutes les indications utiles sur leurs circonstances de famille.

Le Conseil d'Etat en décide dans chaque cas particulier et d'après les circonstances.

Il désigne les personnes qui ont droit à cette indemnité; celle-ci est insaisissable. (Loi, art. 5, alinéas 2 et 3.)

Art. 9. Aucune pension de retraite ne peut être cumulée avec un traitement de maîtresse dans un établissement d'instruction publique cantonal ou communal, sauf au cas d'un remplacement temporaire d'une durée de moins de trois mois.

S'il s'agit d'une pension accordée après trente ans de service, elle est suspendue pendant les nouvelles fonctions que remplit la bénéficiaire dans un établissement d'instruction publique cantonal ou communal.

S'il s'agit d'une pension accordée pour cause de maladie ou d'infirmité, elle cesse définitivement, sauf le droit de la maîtresse de faire valoir, cas échéant, pour une nouvelle pension, ses années de service antérieures.

Art. 10. Les années de service doivent être complètes. Le temps qui s'écoule entre le moment où la maîtresse quitte une place et celui où elle entre dans une autre n'est pas compté.

Les intervalles pendant lesquels une maîtresse a dû suspendre ses fonctions pour cause de maladie ne sont pas déduits lorsque celle-ci a conservé sa place et que ces intervalles n'ont pas excédé six mois chacun.

Art. 11. La pension date du jour où la bénéficiaire a cessé ses fonctions, à condition, toutefois, que la demande ait été faite dans le délai d'un mois dès cette date. Sinon, la pension ne pourra courir que du jour de la demande.

Elle cesse dès le jour du décès de la bénéficiaire.

Chapitre II. — Pensions des orphelins.

Art. 12. Chacun des orphelins d'une maîtresse de classe enfantine a droit au cinquième de la pension de retraite dont la mère était jouissante ou à laquelle elle aurait eu droit en cas de maladie, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 18 ans révolus.

Toutefois, la somme des pensions des orphelins ne peut excéder le montant de la pension dont la mère aurait bénéficié. (Loi, art. 3.)

Art. 13. En cas de décès d'une maîtresse d'école enfantine pensionnée ou en fonctions au moment de sa mort, le père ou le tuteur des orphelins de moins de 18 ans, s'il y en a, adresse la demande de pension de retraite au Département de l'Instruction publique.

Il accompagne cette demande d'une déclaration de l'officier d'état civil indiquant le jour du décès de la mère, l'état nominatif des ayants-droit à la pension et la date de leur naissance.

Art. 14. Les pensions des orphelins partent du jour du décès de leur mère. Elles cessent pour chaque enfant, soit au jour de sa mort, soit à celui où il atteint l'âge de 18 ans révolus.

Art. 15. Dans le cas où la maîtresse décédée laisse plus de cinq enfants âgés de moins de 18 ans, les pensions de chacun des enfants sont réduites proportionnellement, de manière à ne pas excéder le total de la pension à laquelle la mère aurait eu droit.

Quand l'une de ces pensions vient de cesser, les autres sont augmentées jusqu'à concurrence des limites fixées à l'art. 12.

Chapitre III. — Contribution annuelle des maîtresses d'écoles enfantines.

Art. 16. Les maîtresses de classes enfantines versent à la caisse de l'Etat, pour le service des pensions de retraite, une contribution annuelle de fr. 20. (Loi, art. 6.)

Art. 17. La contribution est payée par année civile. Elle est due proportionnellement au temps de service pendant l'année.

Art. 18. La maîtresse qui obtient son brevet après avoir été auparavant en fonctions, verse à la caisse de l'Etat, dans les deux ans dès l'obtention du brevet, la contribution pour ses années antérieures de service.

Chapitre IV. — Dispositions diverses.

Art. 19. Sauf le cas prévu à l'art. 7 du présent règlement, toutes les décisions relatives aux pensions de retraite des maîtresses d'écoles enfantines sont prises par le Département de l'Instruction publique, sous réserve de recours au Conseil d'Etat.

Art. 20. Les pensions sont payées en quatre termes, soit à la fin de chaque trimestre de l'année civile.

Le bénéficiaire présente au receveur, à la fin de chaque trimestre, un acte de vie délivré par l'officier de l'état civil. Cet acte constatera, en outre, pour les orphelins, qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 18 ans révolus.

L'acte de vie n'est pas nécessaire si le bénéficiaire est connu du receveur et se présente lui-même pour recevoir sa pension.

Art. 21. La pension des orphelins est payée au père ou au tuteur.

Art. 22. Tout pensionné qui change de domicile doit en aviser immédiatement le Département de l'Instruction publique.

Chapitre V. — Dispositions transitoires et d'exécution.

Art. 23. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux maîtresses faisant déjà partie d'une caisse de retraite communale. (Loi, art. 7.)

Art. 24. Les années de service antérieures à la mise en vigueur de la présente loi seront prises en considération pour le calcul de la pension.

Toutefois, aucune maîtresse ne pourra prétendre à l'obtention d'une pension de retraite avant d'avoir payé les contributions correspondant à dix années au moins. (Loi, art. 8.)

Art. 25. Les maîtresses d'écoles enfantines non brevetées, qui auront dix ans de service dans les écoles publiques lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont mises au bénéfice de ces dispositions. (Loi, art. 9.)

VI. Hochschulen.

50. 1. **Reglement betreffend den botanischen Garten und das botanische Museum der Universität Zürich.** (Vom 6. Juni 1908.)

A. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Der botanische Garten und das botanische Museum stehen unter der Oberaufsicht des Erziehungsrates.

Die unmittelbare Aufsicht übt unter dem Präsidium des Direktors des Erziehungsrates eine Aufsichtskommission von fünf Mitgliedern aus, welcher der Direktor des Gartens und des Museums von Amts wegen angehört und deren Sitzungen der Sekretär der Erziehungsdirektion mit beratender Stimme beiwohnt.

Die Aufsichtskommission sorgt im allgemeinen für die Vollziehung des Reglementes. Sie verfügt über die Verwendung des jährlichen Kredites, entscheidet über die Vorschläge des Direktors betreffend neue wichtige Anschaffungen und allfällige Umänderungen im Garten, prüft alljährlich die Rechnungen und legt diese nebst einem Berichte über den Gang und die Leistungen der Anstalten dem Erziehungsrate vor. Die Drucklegung dieses Berichtes übernimmt die Direktion des Erziehungswesens.

§ 2. Jedes Mitglied der Aufsichtskommission ist jährlich zu mindestens drei Besuchen des Gartens und des Museums und zum Eintrag seiner Besuche in das Visitationsbuch verpflichtet.

§ 3. Die Aufsichtskommission wählt aus ihrer Mitte für die ganze Amtsdauer einen Vizepräsidenten; das Aktuariat wird vom Sekretär der Erziehungsdirektion besorgt.

§ 4. Die Leitung und Verwaltung des Gartens und des Museums ist einem Direktor übertragen.

Dem Direktor liegt die Aufsicht über die ganze Anstalt, insbesondere deren wissenschaftlichen Teil, sowie die Förderung der Pflanzenkunde ob. Zur nähern Umschreibung seiner Aufgabe wird vom Erziehungsrate eine besondere Instruktion erlassen.

§ 5. Der Direktor wird nach eingeholtem Gutachten der Aufsichtskommission auf den Vorschlag des Erziehungsrates vom Regierungsrate auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt.

§ 6. Dem Direktor ist ein Assistent unterstellt, welchem die Stellvertretung übertragen werden kann und der gleichzeitig die Stelle eines Museumskustos bekleidet.

§ 7. Dem Direktor ist des weitern ein Obergärtner unterstellt, welchem die Ausführung der für den Unterhalt des Gartens notwendigen Arbeiten obliegt.

§ 8. Zur nähern Umschreibung der Pflichten des Assistenten und des Obergärtners werden vom Erziehungsrate besondere Instruktionen erlassen.

§ 9. Der Assistent und der Obergärtner werden nach eingeholtem Gutachten der Direktion auf den Vorschlag der Aufsichtskommission vom Regierungsrate auf eine Amtsdauer von drei Jahren gewählt.

§ 10. Die Besoldungen von Direktor, Assistent und Obergärtner werden durch den Regierungsrat festgesetzt.

B. Der botanische Garten.

I. Zweck und Benutzung des Gartens.

§ 11. Der botanische Garten soll die zum botanischen Unterricht an der Universität und am eidgenössischen Polytechnikum nötigen Pflanzen liefern, zum Studium der wissenschaftlichen Pflanzenkunde überhaupt, sowie zur Belehrung des Publikums dienen, letzteres immerhin innerhalb der Vorschriften, welche die Aufsichtskommission des botanischen Gartens unter Genehmigung der Erziehungsdirektion erlassen wird.

§ 12. Die Dozenten der Botanik an der Universität und am Polytechnikum haben das Recht, aus dem Garten die zu ihrem Unterricht und zu ihren wissenschaftlichen Forschungen nötigen Freilandpflanzen zu beziehen. Die Fachlehrer an den kantonalen und städtischen Mittelschulen bedürfen hierzu der Genehmigung des Gartendirektors.

§ 13. Der Besuch der Gewächshäuser und der abgesperrten Abteilungen ist unter Aufsicht des Gartenpersonals an bestimmten Tagen und zu bestimmten Stunden einem weitem Publikum gestattet.

§ 14. Für den regelmäßigen Besuch der Gewächshäuser und der abgesperrten Abteilungen werden Karten ausgestellt, welche die Bedingungen des Besuches enthalten und kostenlos von der Direktion des Gartens zu beziehen sind.

II. Personal des Gartens.

§ 15. Die Ausführung aller für den Unterhalt des Gartens notwendigen Arbeiten besorgt der Obergärtner, welcher seine ganze Tätigkeit dem Garten zuzuwenden hat. (Vergleiche §§ 7, 8, 9, 10.)

§ 16. Der Direktionsassistent hat seine Aufträge direkt vom Direktor entgegenzunehmen und kann mit dessen Stellvertretung betraut werden. (§§ 6, 8, 9, 10.)

§ 17. Die Zahl der ständigen Gehülfen und ständigen Arbeiter wird durch die Aufsichtskommission bestimmt.

§ 18. Wenn Lehrlinge angestellt werden, so steht die Genehmigung der Lehrverträge der Aufsichtskommission zu.

§ 19. Die Gartengehülfen und Arbeiter stellt der Direktor im Einverständnis mit dem Obergärtner an.

§ 20. Die Besoldungen der Gehülfen, der Arbeiter und anderweitigen Hilfskräfte werden von der Aufsichtskommission festgesetzt.

C. Das botanische Museum.

I. Benutzung der Sammlungen im allgemeinen.

§ 21. Die Benutzung der Sammlungen und der Bibliothek des botanischen Museums ist nur gestattet mit Erlaubnis des Direktors des Museums. Eine Ausnahme hiervon macht das Typenherbarium der Schweizerflora (§§ 39—41).

§ 22. Es wird erwartet, daß ein Exemplar derjenigen Arbeiten, die unter Benutzung des Museumsmaterials hergestellt worden und im Druck erschienen sind, der Bibliothek des Museums überwiesen werde.

II. Benutzung der Sammlungen in den Lokalitäten des Museums.

§ 23. Für die Besucher; die in den Räumen des botanischen Museums die Sammlungen und die Bibliothek benutzen wollen, ist das Museum, mit Ausnahme der Sonn- und Festtage, von 8—12 und von 2—6 Uhr, Samstags von 2—5 Uhr geöffnet.

§ 24. Beim Beginn der Arbeit sind Name und Studienzweck in das aufliegende Besuchsbuch einzutragen. Der Arbeitsplatz wird von der Direktion angewiesen.

§ 25. Das Rauchen ist in den Räumen des Museums untersagt. Laute Unterhaltung ist in Rücksicht auf die übrigen Arbeitenden zu vermeiden.

§ 26. Die Pflanzenpakete werden von einem der Assistenten ausgehändigt; dieser erteilt auch Auskunft über alle, die Sammlungen und Literatur betreffenden Fragen. Es wird aber erwartet, daß die Angestellten des Museums nur so weit in Anspruch genommen werden, als es für die Benutzung unumgänglich notwendig ist.

§ 27. Die Ordnung und Reihenfolge der Mappen innerhalb der Gestelle, sowie der Gattungs- und Speziesbogen innerhalb der Mappen ist, sofern nicht offenkundige Fehler festgestellt werden können, strenge einzuhalten. Erscheint eine Umstellung empfehlenswert, so ist hierfür die Zustimmung des Direktors einzuholen.

§ 28. Am Schlusse eines jeden Arbeitstages sind die den Gestellen entnommenen Mappen durch die mit der Aufsicht betrauten Angestellten wieder an Ort und Stelle zu verbringen. Ausnahmen hiervon unterliegen der Genehmigung des Direktors und werden nur bewilligt, wenn es sich um die Bearbeitung größerer Gruppen handelt.

§ 29. Wegen der Zerbrechlichkeit der Objekte wird den Benutzern eine möglichst sorgfältige Behandlung der Pflanzen ganz besonders anempfohlen, und zwar sowohl beim Öffnen und Schließen der Mappen, als auch beim Wenden und Benutzen der einzelnen Bogen. Bei der Entnahme einzelner Pflanzenteile, wie Blätter, Knospen, Blüten zur Analyse, die nur mit Genehmigung des betreffenden Assistenten geschehen darf, ist möglichst sparsam zu verfahren. Die verwendeten Objekte sind in einer Kapsel am zugehörigen Herbarbogen zu befestigen.

§ 30. Verifikationen der Bestimmungen sind den einzelnen Pflanzen mit Tinte und in deutlicher Handschrift in folgender Weise hinzuzufügen:

- a. Hat die Pflanze bereits eine korrekte Bestimmung, so ist diese durch ein zu der Bestimmung hinzuzuschreibendes „teste“ zu verifizieren, zum Beispiel: teste Schinz, 15. II. 08.
- b. Ist die Pflanze ohne Bestimmung, so ist der Name unter Beifügung eines det. . . . auf die Originaletikette zu schreiben, sofern hier noch hinreichender Raum vorhanden ist, sonst auf eine beizuklebende Museumsetikette, zum Beispiel: *Celosia argentea* L., det. Schinz, 15. II. 08.
- c. Ist die Bestimmung falsch oder aus nomenklatorischen Gründen einer Änderung bedürftig, so ist der richtige Name unter Beifügung eines „det.“ auf besonderen kleinen Zetteln, die neben die Etikette zu kleben sind, zu notieren. Dies gilt auch von anderweitigen Bemerkungen, welche die Autoren hinzuzusetzen wünschen.
- d. In keinem Falle dürfen die schon vorhandenen Zettel, die von früheren Bearbeitern beigelegt sind, abgeändert oder entfernt werden.
- e. Alle Bemerkungen, Bestimmungen und Verifikationen sind mit Datum und Unterschrift zu versehen.

III. Ausleihen von Pflanzen.

§ 31. Pflanzen werden aus den Sammlungen des botanischen Museums ausschließlich zu wissenschaftlichen Zwecken ausgeliehen; nur ausnahmsweise werden an die in Zürich wohnenden Botaniker Objekte aushingegeben, da diesen die Benutzung der Sammlungen in den Räumen des Museums möglich ist. Zu Vorlesungszwecken werden keine Pflanzen ausgegeben.

§ 32. Das Ausleihen von Pflanzen nach auswärts erfolgt unter folgenden Bedingungen:

- a. Der Entleiher hat hinreichende Garantie für gute Behandlung und vollständige, sowie pünktliche Rücklieferung zu leisten;
- b. der Empfänger hat den Empfang eigenhändig zu bestätigen; der unterzeichnete Entleihschein ist umgehend unter der Adresse: An die Direktion des botanischen Museums der Universität, botanischer Garten Zürich, zurückzuschicken;
- c. die entlehnten Pflanzen sind in gutem Zustande zu erhalten;
- d. der Ausleihetermin ist genau einzuhalten;
- e. die empfangene Sammlung ist zu revidieren und mit Bestimmungen zu versehen;
- f. die §§ 22, 29, 30, 32 sind genau zu beachten.

§ 33. Der Ausleihetermin wird für kleinere Pflanzensammlungen auf höchstens sechs Monate, für größere auf höchstens ein Jahr festgesetzt und auf der Empfangsbestätigung vorgemerkt.

Ausnahmen hiervon unterliegen der Genehmigung der Direktion.

§ 34. So lange eine Pflanzensammlung aussteht oder der Empfangschein des Entleihers in amtlicher Verwahrung liegt, haftet der Entleiher in jeder Beziehung für die ganze Sammlung und ist für alle Beschädigungen derselben verantwortlich.

IV. Benutzung der Bibliothek.

§ 35. Die Bibliothek des botanischen Museums ist eine Handbibliothek, die größtenteils aus Werken besteht, die notwendig sind, um die Sammlungen zu ordnen und zu bearbeiten; daher können die der Bibliothek angehörenden Werke nur in den Lokalitäten des Museums eingesehen und benützt werden.

§ 36. Werden Bücher oder Sonderabdrücke der Bibliothek entnommen, um vorübergehend auf den Arbeitsplätzen benützt zu werden, so ist an deren Stelle ein mit dem Namen des Entleihers und der Bibliotheknummer versehener Bibliothekskarton einzulegen. Praktikanten sollen die Bücher und Sonderabdrücke nicht selbst von den Gestellen nehmen, sondern haben sich, wenn sie solche zu erhalten wünschen, im Bureau oder bei den Assistenten zu melden.

Die in dieser Weise entliehenen Bücher und Sonderabdrücke sind jeden Abend am Schlusse der Arbeitszeit zurückzugeben und wieder an ihren Platz in der Bibliothek zu stellen.

§ 37. Wer Bücher oder Sonderabdrücke längere Zeit an seinem Arbeitsplatz zu behalten wünscht, hat hierfür einen Entleihschein auszustellen. Am Schlusse eines Universitätssemesters sind alle entliehenen Bücher an die Bibliothek zurückzugeben.

§ 38. Der Bibliothek entnommene Bücher und Sonderabdrücke dürfen von den Benutzern nicht eingeschlossen werden.

V. Das Typenherbarium der Schweizerflora.

§ 39. Der Zweck des Typenherbariums besteht darin, durch Vergleich mit typischen Exemplaren eine rasche Bestimmung der Arten zu ermöglichen.

§ 40. Die Benutzung des Typenherbariums steht jedermann ohne vorgängige Einholung der Erlaubnis frei.

§ 41. Den Benutzern wird dringend die Erwartung ausgesprochen, daß sie sich ganz besonders an die Bestimmungen der §§ 24, 27, 29 und 30 halten.

VI. Personal des Museums.

§ 42. Die nähere Umschreibung der Pflichten des Museumskustoden, der als solcher auch Direktionsassistent ist, findet sich in der vom Erziehungsrate erlassenen Instruktion.

§ 43. Die Zahl der Hilfskräfte und deren Besoldung wird von der Aufsichtskommission festgesetzt; die Wahl derselben ist dem Museumsdirektor übertragen.

D. Das Auditorium.

§ 44. Das Auditorium ist in erster Linie den Dozenten der Botanik an der Universität und am Polytechnikum zur Benutzung zu überlassen. Für jede weitere, regelmäßig wiederkehrende Inanspruchnahme ist die Genehmigung der Erziehungsdirektion einzuholen.

51. 2. Reglement betreffend die Diplomprüfung für das höhere Lehramt in den Handelsfächern im Kanton Zürich. (Vom 23. September 1908.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Für die Kandidaten des höhern Handelslehramts wird eine Diplomprüfung eingerichtet.

§ 2. Die Kandidaten, welche die Prüfung bestanden haben, erhalten ein Diplom, das unter Angabe der einzelnen Fächer ihre Befähigung zum Lehramte an Anstalten ausspricht, die auf der Stufe der kantonalen Handelsschule in Zürich stehen.

II. Die Prüfungskommission.

§ 3. Der Erziehungsrat ernennt eine Prüfungskommission von fünf bis sieben Mitgliedern aus der Zahl der die Prüfungsfächer vertretenden Hochschullehrer.

Die Wahl erfolgt auf die Dauer von drei Jahren. Wiederwählbarkeit der einzelnen Mitglieder ist zulässig.

Den Präsidenten der Kommission bestimmt der Erziehungsrat, den Vizepräsidenten und den Aktuar die Kommission.

§ 4. Die Kommission kann Fachmänner zur Mitwirkung bei den Prüfungen beiziehen oder als Stellvertreter veränderter Mitglieder bezeichnen.

An der Schlußberatung über die Ergebnisse der Prüfung nehmen die beigezogenen Fachmänner teil.

III. Bedingungen der Zulassung und Anmeldung zur Prüfung.

§ 5. Wer zur Prüfung zugelassen werden will, hat den Nachweis zu leisten, daß er

1. ausreichende Hochschulstudien, von denen mindestens zwei Semester auf die Universität Zürich entfallen sollen, als immatrikulierter Studierender betrieben hat;

2. im ganzen mindestens ein Jahr in Handelsgeschäften oder Verwaltungsbureaux praktisch sich betätigt hat, wobei im Zweifelsfalle die Prüfungskommission entscheidet, ob Art und Dauer dieser praktischen Betätigung als für den künftigen Handelslehrer ausreichend gelten können;

3. die zum Verständnis handelswissenschaftlicher Schriften ausreichende Kenntnis von Deutsch, Französisch und Englisch besitzt; als Ausweis genügt ein Mittelschulzeugnis, das Zeugnis eines Professors der philosophischen Fakultät (I. Sektion) der zürcherischen Hochschule oder der Nachweis über einen mindestens 6 Monate dauernden Aufenthalt in fremdem Sprachgebiet.

§ 6. Der Kandidat hat seine schriftliche Anmeldung spätestens sechs Wochen vor Semesterschluß dem Präsidenten der Prüfungskommission einzureichen.

Der Anmeldung sind beizulegen:

1. ein Lebensabriß (curriculum vitae), in welchem über den bisherigen Bildungsgang genaue Auskunft erteilt wird;

2. die für die Zulassung zur Prüfung erforderlichen Ausweise und Zeugnisse, wobei über die besuchten Vorlesungen und Übungen eine übersichtliche Zusammenstellung unter Mitgabe der Kollegien- und Seminarzeugnisse vorzulegen ist;

3. eine Diplomarbeit (§ 8, Ziff. 1) aus dem Gebiete der mündlichen Prüfungsfächer Nr. 1—3 und 5—8 (§ 10).

IV. Die Prüfung.

§ 7. Die Prüfung ist teils eine schriftliche, teils eine mündliche.

Die Zulassung zur mündlichen Prüfung wird nur solchen Kandidaten bewilligt, deren schriftliche Arbeiten mindestens als „genügend“ bezeichnet worden sind.

§ 8. Die schriftliche Prüfung besteht in

1. einer Diplomarbeit (Hausarbeit), durch die der Kandidat seine Befähigung zur Ausführung wissenschaftlicher Arbeiten zu erbringen hat;

2. einer Klausurarbeit, durch die der Kandidat seine praktische Befähigung in den Kontorfächern nachzuweisen hat;

3. einer Klausurarbeit aus dem Gebiete des kaufmännischen Rechnens.

§ 9. Mit der Übergabe der schriftlichen Arbeiten erklärt der Kandidat zugleich, daß er der alleinige und selbständige Verfasser nach Stoff und Form ist.

Sollten über die Richtigkeit dieser Erklärung Zweifel entstehen, so bleibt der Kommission eine nähere Untersuchung vorbehalten. Ergibt diese, daß der Kandidat nicht der selbständige Verfasser ist, so ist er zurückzuweisen und kann erst nach einem Jahre wieder um Zulassung zur Prüfung nachsuchen, worauf die Kommission über die Zulassung zu entscheiden hat.

Auch ein bereits erteiltes Diplom kann auf Antrag der Kommission durch die Erziehungsdirektion als ungültig erklärt werden.

§ 10. Die mündliche Prüfung zerfällt in einen wissenschaftlichen und einen schulpraktischen Teil.

Die wissenschaftliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer:
1. allgemeine Handelsbetriebslehre; — 2. spezielle Handelsbetriebslehre; —
3. Buchhaltung und Bilanzkunde; — 4. Kenntnis der Kontorpraxis; — 5. allgemeine Volkswirtschaftslehre; — 6. Handels- und Verkehrspolitik; — 7. Wirtschafts- und Handelsgeographie; — 8. Handels- und Wechselrecht.

Die wissenschaftliche Prüfung kann auf Wunsch des Kandidaten auf regelmäßig an der Universität gelehrt Fächer, die nicht als Prüfungsgegenstände vorgesehen sind, ausgedehnt werden. Über Art und Umfang dieser fakultativen Prüfung entscheidet die Prüfungskommission.

Die schulpraktische Prüfung besteht in

1. einer bis drei Probelektionen unter Berücksichtigung verschiedener Fächer und Altersstufen an der Handelsschule;
2. einem halbstündigen freien Vortrage, zu welchem dem Kandidaten das Thema einige Tage vorher gegeben wird.

§ 11. Die Dauer der wissenschaftlichen mündlichen Prüfung beträgt zwei Stunden, für jedes Fach 15 Minuten.

Bei dieser Prüfung haben alle Mitglieder der Kommission anwesend zu sein.

§ 12. Das Urteil für jedes einzelne Fach der Prüfung wird vom Prüfenden unter Beifügung seiner Unterschrift erteilt.

Folgende Urteile sind zulässig: mit Auszeichnung, gut, genügend, ungenügend.

Bei Beurteilung der Leistungen sind auch diejenigen in den praktischen Übungen mit zu berücksichtigen.

Nachdem der Kandidat die Prüfung vollständig abgelegt hat, entscheidet die Prüfungskommission auf Grund sämtlicher Urteile mit einfacher Stimmenmehrheit über die Erteilung des Diploms.

§ 13. Kandidaten, welche die Prüfung nicht bestanden haben, können sich frühestens nach einem halben Jahre wieder zum Examen melden. Die Kommission kann ihnen alsdann nach Gutfinden den Teil der Prüfung, den sie in genügender Weise absolviert haben, erlassen.

Als nicht bestanden gilt die Prüfung auch dann, wenn der Kandidat zur Prüfung nicht erscheint oder während der schriftlichen oder mündlichen Prüfung ohne ausreichende Entschuldigungsgründe zurücktritt.

V. Gebühren.

§ 14. An die Kosten der Prüfung zur Erlangung des Diploms für das höhere Handelslehramt haben Kantonsbürger und im Kanton niedergelassene Schweizerbürger Fr. 75, alle andern Fr. 150 zu bezahlen. Die Gebühr ist dem Kantonschulverwalter zuhänden der Staatskasse im voraus zu entrichten.

Bei Wiederholung der Prüfung (§ 13) ist für die zweite Prüfung nur die Hälfte der Prüfungsgebühr neu zu entrichten.

Unbemittelten Kandidaten kann die Erziehungsdirektion gänzlichen oder teilweisen Erlaß der Prüfungsgebühren gewähren.

Schlußbestimmungen.

§ 15. Kandidaten, die an der staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich den Grad eines Doktors der Volkswirtschaft erworben haben, ist die Diplomarbeit (Hausarbeit), die Klausurarbeit und die mündliche Prüfung in denjenigen handelswissenschaftlichen, volkswirtschaftlichen und juristischen Fächern erlassen, die Gegenstand der Doktorprüfung gebildet haben.

§ 16. Dieses Reglement tritt auf Beginn des Wintersemesters 1908/9 in Kraft. Durch dasselbe wird das Reglement betreffend die handelswissenschaftlichen Diplomprüfungen an der Hochschule Zürich vom 11. März 1903 aufgehoben.

Kandidaten, die ihre Studien bereits vor dem Wintersemester 1908/9 begonnen haben, können bis zum Schluß des Sommersemesters 1909 auf ihren Wunsch handelswissenschaftliche Diplomprüfungen nach dem Reglement vom 11. März 1903 bestehen.

52. 3. Studienplan für Studierende der Rechtswissenschaft (stud. jur. utr.) an der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich. (Vom 30. Oktober 1908.)

Die staatswissenschaftliche Fakultät der Universität empfiehlt den Studierenden der Rechtswissenschaft (stud. jur. utr.), bei der Einrichtung ihres Studiums die folgenden Ratschläge zu beobachten. Sie bemerkt dabei ausdrücklich, daß sie den normalen Gang des Studiums ins Auge faßt und daß bei besonders liegenden persönlichen Verhältnissen Abweichungen gerechtfertigt sein können.

I. Für die Reihenfolge der rechtswissenschaftlichen Vorlesungen und Übungen lassen sich streng einzuhaltende Vorschriften überhaupt nicht aufstellen, doch mag als feststehender Grundsatz gelten, daß zuerst die einen Überblick über das ganze Rechtsgebiet gewährende Einführung in die Rechtswissenschaft gehört werden soll. Daneben ist mit dem Studium des Privatrechts, und zwar in seinen historischen Disziplinen, zu beginnen. Insbesondere das römische Recht muß auch nach Erlaß des schweizerischen Zivilgesetzbuches die Grundlage des juristischen Studiums bilden. Die Fakultät weist bei dieser Gelegenheit darauf hin, daß in Zukunft die römisch-rechtlichen Vorlesungen (Institutionen, römische Rechtsgeschichte, Pandekten) je in einem zweisemestrigen Turnus abgeschlossen werden. Das moderne Privatrecht ist erst nach Absolvierung des römischen Rechts und der Grundzüge des deutschen Rechts intensiver zu betreiben.

Schon in den ersten Semestern, vielleicht vom zweiten Semester an, ist mit dem Studium des öffentlichen Rechtes — vorerst mit allgemeinem Staatsrecht und Strafrecht — zu beginnen.

Weiter gilt, daß das Hören von Spezialvorlesungen die Absolvierung der Hauptvorlesung des betreffenden Gebietes voraussetzt, daß Zivilprozeß erst zu hören ist, wenn das materielle Privatrecht, wenigstens grobenteils, erledigt ist, daß gleicherweise die Vorlesung über Strafprozeß derjenigen über das materielle Strafrecht nachfolgen soll.

II. Danach kann über die Stellung der einzelnen Disziplinen in der Studienordnung folgendes gesagt werden: Einführung in die Rechtswissenschaft: 1. Semester; — Institutionen des römischen Rechts: 1. Semester; — Geschichte des römischen Rechts: 1. Semester; — Geschichte des deutschen Rechts: 1. oder 2. Semester; — Grundzüge des deutschen Privatrechts: vom 2. Semester an; — Pandekten: 2. Semester; — Schweizerisches Privatrecht (Reihenfolge: Personenrecht, Familienrecht, Erbrecht, Sachenrecht, daneben Obligationenrecht): vom 3. Semester an; — Zürcherisches Privatrecht: vom 5. Semester an; — Handels- und Wechselrecht: vom 5. Semester an; — Zivilprozeßrecht: vom 4. Semester an; — Schuldbetreibung und Konkursrecht: vom 4. Semester an; — Strafrecht: vom 2. Semester an; — Strafprozeßrecht: nach der Vorlesung über Strafrecht; — Allgemeines Staatsrecht: vom 2. Semester an; — Schweizerisches Staatsrecht: vom 4. Semester an; — Verwaltungsrecht: nach Absolvierung der staatsrechtlichen Vorlesungen; — Kirchenrecht: vom 3. Semester an; — Völkerrecht: vom 3. Semester an; — Internationale Rechte: vom 5. Semester an; — Rechtsphilosophie: vom 4. Semester an.

Neben die Vorlesungen treten als notwendige und in keinem Fall zu umgehende Ergänzungen die Übungen im rechtswissenschaftlichen Seminar. Mit ihnen ist schon im ersten Semester zu beginnen (Anfänger-Übungen, römisch-rechtliche Exegese).

Sonst ist in der Regel vorausgesetzt, daß der Teilnehmer an der Übung die entsprechende Fachvorlesung bereits gehört hat.

III. Während die ersten Studiensemester in besonderem Maße dem Studium der historischen Disziplinen zu widmen sind, soll der Studierende gegen den Schluß des Studiums sein Augenmerk namentlich auf das geltende nationale Recht, und zwar im vollen Umfange des privaten und des öffentlichen Rechtes richten; die Fakultät empfiehlt insbesondere auch den Besuch von Spezialvorlesungen über die Rechte des modernen Wirtschafts- und Handelsverkehrs (Eisenbahnrecht, Urheberrechte, Versicherungsrecht etc.) und die Vorlesungen über das französische Zivilrecht; zur Ergänzung der strafrechtlichen Ausbildung sind ferner Vorlesungen über Kriminalpolitik und Gefängniswissenschaft zu hören.

IV. Da dem modernen Juristen neben seiner Fachbildung vor allem eine volkswirtschaftliche Schulung not tut, empfiehlt die Fakultät dem Studierenden den Besuch nationalökonomischer und handelswissenschaftlicher Vorlesungen.

Ferner sind als Hilfswissenschaften für die juristische Bildung zu betrachten: Gerichtliche Medizin, Soziologie, Geschichte der Philosophie, Logik und Psychologie.

V. Im Hinblick auf die Fülle des zu bewältigenden Stoffes ist eine Ausdehnung des Studiums auf mindestens sieben Semester dringend anzuraten. Nur so ist eine richtige Verarbeitung möglich und eine Überlastung der einzelnen Semester zu vermeiden. Da die Tätigkeit des Rechtsstudenten eine fast ausschließlich rezeptive ist, soll die wöchentliche Stundenzahl, die Übungen eingeschlossen, 20 nicht übersteigen.

53. 4. Stundenplan für Studierende des öffentlichen Rechts (stud. jur. publ.) an der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich. (Vom 29. Dezember 1908.)

Die staatswissenschaftliche Fakultät der Universität empfiehlt den Studierenden des öffentlichen Rechts (stud. jur. publ.), bei der Einrichtung ihres Studiums die folgenden Ratschläge zu beobachten. Sie bemerkt dabei ausdrücklich, daß sie den normalen Gang des Studiums ins Auge faßt, und daß bei besonders liegenden persönlichen Verhältnissen Abweichungen gerechtfertigt sein können.

I. Für die beim Studium des öffentlichen Rechts zu beobachtende Reihenfolge der Vorlesungen und Übungen können streng einzuhaltende Normen nicht aufgestellt werden, doch mag als Grundsatz gelten, daß zuerst die einen Überblick über das ganze Rechtsgebiet gewährende Einführung in die Rechtswissenschaft gehört werden soll.

Es empfiehlt sich ferner, im ersten Semester rechtsgeschichtliche und volkswirtschaftliche Vorlesungen zu hören.

Da das Studium des öffentlichen Rechts ein Spezialstudium ist und deshalb ein tieferes Eindringen in die öffentlichrechtlichen Disziplinen gefordert werden muß, als beim allgemeinen rechtswissenschaftlichen Studium möglich ist, wird es als selbstverständlich betrachtet, daß sämtliche in das Gebiet des öffentlichen Rechts einschlagenden Vorlesungen während der Studienzeit gehört werden. Hierbei ist davon auszugehen, daß zuerst das Staatsrecht und hernach das Verwaltungsrecht und innerhalb dieser Disziplinen, wenn möglich, zuerst die Darstellungen des allgemeinen und hierauf diejenigen des eidgenössischen und kantonalen Rechts zu berücksichtigen sind.

Beim Studium der privat-, straf-, und prozeßrechtlichen Fächer soll zunächst die Rechtsgeschichte gehört werden, hierauf die systematischen Vorlesungen allgemeinen Inhalts (Privatrecht, Strafrecht) und zuletzt die Spezialgebiete (Transportrecht, Urheberrecht etc.). Die prozeßrechtlichen Vorlesungen kommen erst in Betracht, wenn die materiellrechtlichen in der Hauptsache erledigt sind.

Zur Vertiefung des ganzen Studiums ist die Pflege der Politik, Rechtsphilosophie, Soziologie und der Nationalökonomie, insbesondere auch der Finanzwissenschaft und Statistik, sowie der Geschichte (allgemeine und Schweizer Geschichte) unerlässlich.

II. Über die Stellung der einzelnen Disziplinen in der Studienordnung kann folgendes gesagt werden: Einführung in die Rechtswissenschaft: 1. Semester; — Soziologische Grundlagen der Staatswissenschaft: 1. Semester; — Praktische und theoretische Nationalökonomie: 1. oder 2. Semester; — Statistik: vom 1. Semester an; — Geschichte des römischen Rechts: 1. Semester; — Institutionen des römischen Rechts: 1. Semester; — Geschichte des deutschen Rechts: 1. Semester; — Allgemeines Staatsrecht: 2. Semester; Bundesstaatsrecht: 3. Semester; — Kantonales Staatsrecht: 3. oder 4. Semester; — Völkerrecht: vom 3. Semester an; — Kirchenrecht: vom 3. Semester an; — Schweizerisches oder deutsches Privatrecht: vom 3. Semester an; — Strafrecht: vom 3. Semester an; — Verwaltungsrecht: nach Absolvierung der entsprechenden Staatsrechte; — Prozeßrecht: nach Absolvierung des materiellen Rechts; — Politik: vom 4. Semester an; — Rechtsphilosophie: vom 4. Semester an; — Allgemeine Soziologie: vom 4. Semester an.

Neben die Vorlesungen treten als notwendige und in keinem Fall zu umgehende Ergänzungen die Übungen im rechtswissenschaftlichen Seminar. Mit ihnen ist schon im ersten Semester zu beginnen. (Anfänger-Übungen, römisch-rechtliche Exegese.) Sonst ist in der Regel vorausgesetzt, daß der Teilnehmer an der Übung die entsprechende Fachvorlesung bereits gehört hat.

III. Obwohl die Zahl der Prüfungsfächer beim Examen des Dr. jur. publ. eine beschränktere ist als bei demjenigen des Dr. jur. utr., ist eine Ausdehnung des Studiums auf mindestens sieben Semester dringend anzuraten, damit die für den Kandidaten des öffentlichen Rechts unentbehrlichen privat- und prozeßrechtlichen, sowie die volkswirtschaftlichen und historischen Hilfsfächer hinreichend studiert werden können.

Insbesondere ist nachdrücklich zu betonen, daß die Freiheit, welche den Kandidaten bei der Bestimmung der Wahlfächer gewährt ist, nicht so ausgelegt werden darf, als ob beim Studium eine Spezialisierung auf das Wahlfach zulässig wäre. Es kann vielmehr nur derjenige als über ein genügendes Studium im Sinne von § 1 der Promotionsordnung sich ausweisend betrachtet werden, welcher neben den öffentlichrechtlichen Studien auch zusammenhängende Studien im Gebiet des Privatrechts und der Volkswirtschaftslehre betrieben hat.

Da die Tätigkeit des Rechtsstudenten eine fast ausschließlich rezeptive ist, soll die wöchentliche Stundenzahl, die Übungen eingeschlossen, 20 nicht übersteigen.

54. 5. Studienprogramm der veterinär-medizinischen Fakultät der Hochschule Zürich. (Vom 15. Januar 1908.)

I. Semester.

Eintritt.			
Winter.		Sommer.	
*Physik I	5 Std.	*Physik II	5 Std.
*Anorganische Chemie . . .	5 "	*Organische Chemie . . .	5 "
*Allgemeine Botanik . . .	5 "	*Spezielle Botanik . . .	5 "
*Zoologie (vergleichende) . .	7 "	*Botanische Exkursion . . .	1/2 Tag
Anatomie systematische . .	5 "	*Zoologie II (systematische) .	7 Std.
Anatom. Präparierübungen I	12 "	Embryologie und allgemeine Anatomie	8 "
		Histologischer Kurs I . . .	4 "

Die mit * bezeichneten Fächer werden an der medizinischen beziehungsweise philosophischen Fakultät vorgetragen, die übrigen in den veterinär-medizinischen Anstalten.

II. Semester.

<i>Sommer.</i>			<i>Winter.</i>	
*Physik II	5 Std.		*Physik I	5 Std.
*Organische Chemie	5 "		*Anorganische Chemie	5 "
*Chemisches Praktikum	1½ Tag		*Chemisches Praktikum	1½ Tag
*Spezielle Botanik	5 Std.		*Zoologie I (vergleichende)	7 Std.
*Botanische Exkursion	1½ Tag		*Allgemeine Botanik	5 "
*Zoologie II (systematische)	7 Std.		Systematische Anatomie I	5 "
Embryologie und allgemeine Anatomie	8 "		Anatomische Präparierübungen I	12 "
Histologischer Kurs I	4 "		Experimentelle Physiologie I	6 "

Naturwissenschaftliche Prüfung.

III. Semester.

<i>Winter.</i>			<i>Sommer.</i>	
*Experimentelle Physiologie I	6 Std.		Anatomie	3 Std.
Systematische Anatomie II	7 "		*Experimentelle Physiologie II	6 "
Präparieren und topographische Anatomie II	12 "		Spezielle Physiologie der Nutztiere	4—6 "
Allgemeine Pathologie	3 "		Histologisches Praktikum II	6 "
Parasitologie	2 "		Allgemeine Chirurgie	4 "
			Allgemeine Therapie	2 "
			Exterieur des Pferdes	4 "

IV. Semester.

<i>Sommer.</i>			<i>Winter.</i>	
Anatomie	3 Std.		Systematische Anatomie II	7 Std.
*Experimentelle Physiologie II	6 "		Präparieren und topographische Anatomie II	12 "
Spezielle Physiologie der Nutztiere	4—6 "		Allgemeine Pathologie	3 "
Histologisches Praktikum II	6 "		Arzneimittellehre und pharmakologische Übungen	5 "
Allgemeine Chirurgie	4 "		Gesundheitspflege der Haustiere	3 "
Allgemeine Therapie	2 "		Parasitologie	2 "
Exterieur des Pferdes	4 "			

Anatomisch-physiologische Prüfung.

V. Semester.

<i>Winter.</i>			<i>Sommer.</i>	
Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.		Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.
¹⁾ Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "		Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "
Spezielle Chirurgie	4 "		Krankheiten der Bewegungsorgane	4 "
Arzneimittellehre und pharmakologische Übungen	5 "		Hufbeschlagslehre	2 "
Gesundheitspflege	3 Std.		Geburtshilfe	5 Std.
Sektionskurs	täglich		Pathologisch-mikroskopisches Praktikum	4 "
Augenkrankheiten	2 Std.		Sektionskurs	täglich

Die mit * bezeichneten Fächer werden an der medizinischen beziehungsweise philosophischen Fakultät vorgetragen, die übrigen in den veterinär-medizinischen Anstalten.

¹⁾ Der Besuch der Spitalklinik ist erst nach Absolvierung der naturwissenschaftlichen Prüfung gestattet.

VI. Semester.

<i>Sommer.</i>		<i>Winter.</i>	
Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.	Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.
Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "	Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "
Krankheiten der Bewegungsorgane	4 "	Spezielle Chirurgie	4 "
Hufbeschlagslehre	2 "	Operationsübungen	6 "
Geburtshilfe	4 "	Praktischer Hufbeschlag	4 "
Pathologisch-mikroskopisches Praktikum	4 "	Sektionskurs	täglich
Sektionskurs	täglich	Augenkrankheiten	2 Std.

VII. Semester.

<i>Winter.</i>		<i>Sommer.</i>	
Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.	Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.
Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "	Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "
Operationsübungen	6 "	Exterieur des Rindes	3 "
Praktischer Hufbeschlag	4 "	Allgemeine Tierzucht	3 "
Gerichtliche Tierheilkunde	2 "	Ambulatorische Klinik	täglich
Polizeiliche Tierheilkunde	3 "	Ausgewählte Kapitel aus der Bujatrik	3 Std.
Fleischschaukurs	2 "	Bakteriologischer Kurs	4 "
Milchprüfungskurs	1 "		
¹⁾ Ambulatorische Klinik	täglich		
Ausgewählte Kapitel aus der Bujatrik	3 Std.		

VIII. Semester.

<i>Sommer.</i>		<i>Winter.</i>	
Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.	Spezielle Pathologie und Therapie inkl. pathologische Anatomie	5 Std.
Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "	Medizinische und chirurgische Spitalklinik	12 "
Exterieur des Rindes	3 "	Ambulatorische Klinik	täglich
Allgemeine Tierzucht	3 "	Ausgewählte Kapitel aus der Bujatrik	3 Std.
Ambulatorische Klinik	täglich	Fleischschaukurs	2 "
Ausgewählte Kapitel aus der Bujatrik	3 Std.	Milchprüfungskurs	1 "
Bakteriologischer Kurs	4 "	Gerichtliche Tierheilkunde	2 "
		Polizeiliche Tierheilkunde	3 "

Tierärztliche Fachprüfung.

Außer diesen obligatorischen Kollegien empfiehlt sich das Studium folgender fakultativer Disziplinen:

Allgemeine Geologie*, Allgemeine Anatomie*, Zootomischer Kurs*, Physiologischer Demonstrationskurs*, Physiologische Chemie*, Entwicklungsstörungen beim Menschen*, Allgemeine Bakteriologie*, Praktikum in der Tierbeurteilung, Landwirtschaft*, praktische Fischkunde*.

Die mit * bezeichneten Fächer werden an der medizinischen beziehungsweise philosophischen Fakultät vorgetragen, die übrigen in den veterinär-medizinischen Anstalten.

¹⁾ Der Besuch der ambulatorischen Klinik ist erst nach abgelegter anatomisch-physiologischer Prüfung gestattet.

55. 6. Promotionsordnung für die medizinische Fakultät der Hochschule Zürich.
(Vom 25. März 1908.)

§ 1. Wer den Grad eines Doctor medicinae erwerben will, hat sich beim Dekan mit einer schriftlichen Eingabe anzumelden.

Der Anmeldung sind beizulegen:

1. Eine Schilderung des Lebenslaufes und Bildungsganges;
2. a. von approbierten Ärzten: α . der Ausweis über die abgelegte eidgenössische Medizinalprüfung; — β . oder ausnahmsweise: das in einem anderen Staate nach abgelegter Staatsprüfung erworbene Arztdiplom, über dessen Anerkennung als Zulassungsausweis die Fakultät in jedem einzelnen Falle durch Mehrheitsbeschluß entscheidet;
- b. von Kandidaten ohne Staatsprüfung: 1. der Immatrikulationsausweis an der hiesigen medizinischen Fakultät für das Semester der Anmeldung und der Promotion; — 2. die Testate über ein vollständiges fünfjähriges, naturwissenschaftlich-medizinisches Universitätsstudium. Darunter sind zu verstehen die Ausweise über den Besuch folgender Kollegien und Kurse: Physik; — Anorganische Chemie; — Organische Chemie; — Chemisches Laboratorium; — Botanik; — Zoologie; — Vergleichende Anatomie; — Gesamte Anatomie, 2 Semester; — Präparierübungen, 2 Semester; — Histologie und Histologisch-mikroskopischer Kurs; — Entwicklungsgeschichte; — Physiologie, 2 Semester; — Physiologische Chemie; — Allgemeine Pathologie und pathologische Anatomie; — Spezielle pathologische Anatomie; — Sektionskurs als Praktikant; — Pathologisch-histologischer Kurs; — Gesamte Hygiene; — Bakteriologischer Kurs; — Allgemeine Chirurgie; — Medizinische Klinik, Chirurgische Klinik, Gynäkologische Klinik, 3 Semester, davon 2 als Praktikant; — Ophthalmologische Klinik, 2 Semester, davon 1 als Praktikant; — Pädiatrische Klinik, Psychiatrische Klinik, Medizinische Poliklinik, Dermatologisch-venereologische Klinik, je 1 Semester; — Pharmakologie; — Gerichtliche Medizin; — Chirurgischer Operationskurs; — Geburtshülflcher Operationskurs;
3. eine selbständig abgefaßte Abhandlung aus dem Gebiete der medizinischen Wissenschaften (Dissertation).

§ 2. Das Gesuch wird vom Dekan unter den Mitgliedern der Fakultät in Zirkulation gesetzt.

Ist der Dekan gegen die Zulassung, oder erklärt sich ein Mitglied der Fakultät ausdrücklich dagegen, so entscheidet die Fakultät in einer sofort einzuberufenden Sitzung.

Die Entscheidung erfolgt durch einfache Stimmenmehrheit; bei gleichgeteilten Stimmen gibt die Stimme des Dekans den Ausschlag.

§ 3. Die Dissertation wird, sofern sie auf Anregung oder unter Leitung eines Mitgliedes der Fakultät ausgearbeitet worden ist, diesem zur Prüfung und zum Referate übergeben.

Das Votum dieses Mitgliedes ist entscheidend für Annahme oder Ablehnung der Dissertation. Im Falle der Annahme wird der Name des Referenten auf dem Titel der gedruckten Dissertation vorgemerkt.

Ist die Dissertation nicht auf Anregung oder unter Leitung eines Fakultätsmitgliedes ausgearbeitet worden, so wird sie, mit einem Referate des Hauptlehrers des betreffenden Faches versehen, bei den Fakultätsmitgliedern in Zirkulation gesetzt. Die Abstimmung über Annahme oder Ablehnung erfolgt auf schriftlichem Wege. Der Name des Referenten wird hier nicht auf das Titelblatt gesetzt. Die Dissertation gilt als abgelehnt, wenn mehr als drei Mitglieder der Fakultät sich gegen dieselbe erklären. In jedem Falle kann noch ein Kolloquium über den Inhalt der Dissertation verlangt werden.

§ 4. Die als Dissertation eingereichte Abhandlung darf als solche erst nach Ablegung des mündlichen Examens gedruckt werden.

Bereits früher gedruckte Arbeiten werden ausnahmsweise nur dann als Dissertation angenommen, wenn sie einen bedeutenden wissenschaftlichen Wert haben. Die Fakultät entscheidet darüber durch Mehrheitsbeschluß. Auch in diesem Falle hat der Kandidat innert der in § 11 erwähnten Frist die 180 Exemplare der Dissertation an die Kanzlei der Universität einzusenden.

§ 5. Mit der Annahme der Dissertation ist die Zulassung zur Doktorprüfung ausgesprochen.

Im ersten, schriftlichen Teil dieser Prüfung, welcher innerhalb sechs Monaten nach der Zulassung absolviert werden muß, hat der Kandidat in Klausur zwei durch das Los bestimmte Fragen zu bearbeiten, von welchen die eine ein Thema aus Anatomie oder Physiologie, die andere ein solches aus der inneren Medizin oder Chirurgie oder Geburtshilfe, beziehungsweise Gynäkologie enthält.

Bei den Klausurarbeiten ist die Benutzung jeglicher literarischer oder handschriftlicher Hilfsmittel verboten. Zuwiderhandelnde verlieren im Betretungsfalle das Anrecht auf Erwerbung des medizinischen Dokortitels an hiesiger Fakultät.

Die schriftlichen Arbeiten werden von den Hauptlehrern des betreffenden Faches begutachtet.

Lautet die eine der beiden Zensuren ablehnend, so gilt die schriftliche Prüfung als nicht bestanden. Über die Zulässigkeit einer Wiederholung der schriftlichen Prüfung und über den Zeitpunkt derselben entscheidet die Fakultät durch Mehrheitsbeschluß.

Der zweite Teil, die mündliche Prüfung, muß ebenfalls innerhalb sechs Monaten nach Erteilung der Zulassung abgelegt werden, wobei die Ferien mitgerechnet sind. Die mündliche Prüfung erstreckt sich außer den bereits beim schriftlichen Teil genannten Fächern auf pathologische Anatomie, Pharmakologie, Augenheilkunde, Hygiene und Psychiatrie.

§ 6. Die Doktorprüfungen und Abstimmungen über dieselben finden nur während der Zeit des offiziellen Semesters statt.

§ 7. Wenn eine Prüfung in Anatomie und Physiologie an hiesiger Fakultät entsprechend den zurzeit bestehenden „Bestimmungen über Zulassung zum Besuche der Kliniken an der Universität Zürich“ mit Erfolg abgelegt ist, so fällt die nochmalige Prüfung in diesen Fächern weg. Alsdann wird die schriftliche Bearbeitung von zwei durch das Los bestimmten Fragen gefordert, die entnommen werden: 1. aus den Gebieten der innern Medizin, der Chirurgie oder der Geburtshilfe, beziehungsweise Gynäkologie, und 2. aus den Gebieten der Augenheilkunde, der pathologischen Anatomie oder der Hygiene.

§ 8. Für die mündliche Prüfung werden Noten erteilt; 6 ist die beste, 1 die geringste Note. Die Prüfung gilt als nicht bestanden, wenn eine Note unter 2, oder wenn zwei Noten unter 3, oder drei Noten unter 4 sind. Der Dekan teilt dem Kandidaten nur das Endergebnis der Prüfung, niemals die Einzelnoten mit.

§ 9. Ist die mündliche Prüfung nicht bestanden, so entscheidet die Fakultät über die Zulässigkeit und den Zeitpunkt der Wiederholung. Eine Wiederholung ist vor Ablauf von sechs Monaten nicht zulässig. Fällt auch eine zweite Prüfung ungünstig aus, so gilt der betreffende Kandidat als definitiv abgewiesen.

§ 10. Denjenigen Kandidaten, welche im Besitze des Ausweises über die abgelegte eidgenössische Medizinalprüfung sind, kann die medizinische Doktorprüfung, nicht aber die Dissertation, erlassen werden. Über die Erlassung entscheidet der Dekan auf Grundlage der vorgelegten Fachzensuren des schweizerischen Staatsexamens. In zweifelhaften Fällen entscheidet die Fakultät durch Mehrheitsbeschluß.

§ 11. Ist die Prüfung bestanden, so müssen 180 Exemplare der gedruckten Dissertation der Universitätskanzlei abgeliefert werden. Dies hat innerhalb sechs Monaten nach bestandener Prüfung zu geschehen, wenn die Dissertation selbständig im Drucke erscheint, oder innerhalb eines Jahres nach bestandener

Prüfung, wenn die Dissertation in einer Zeitschrift veröffentlicht wird. Die Fakultät kann diese Frist ausnahmsweise verlängern.

Das Titelblatt der Dissertation ist vor dem Drucke der letztern in einem Korrekturabzug dem Dekan zur Genehmigung vorzulegen.

Nach Erfüllung dieser Vorschriften wird dem Promovierten ein amtliches Diplom ausgefertigt. Ein Duplikat desselben wird dem Senatsarchiv einverleibt.

Läßt der Kandidat die oben angegebene Zeit verstreichen, so verliert er das Anrecht auf Verleihung des Doktordiploms. Die Entscheidung über weitere Maßnahmen in solchen Fällen behält sich die Fakultät vor.

§ 12. Die Gebühren betragen Fr. 420; sie sind nach erfolgter Zulassung dem Pedell zu bezahlen.

Denjenigen Kandidaten, welche bei der Meldung (§1) den Ausweis über die abgelegte eidgenössische Medizinalprüfung einreichen, werden Fr. 120 erlassen.

Eine etwa notwendige Wiederholung der Prüfung ist unentgeltlich.

Eine Rückzahlung der Gebühren findet weder bei definitiver Abweisung noch dann statt, wenn aus irgend einem Grunde der Kandidat das Examen nicht beendet.

§ 13. Die medizinische Fakultät kann durch einstimmigen Beschluß der in der Sitzung anwesenden Mitglieder hervorragenden Persönlichkeiten wegen ihrer Verdienste um die Medizin das Doktordiplom honoris causa verleihen. Der Beschluß darf nur gefaßt werden, wenn die Ehrenpromotion vorher als Traktandum angezeigt worden ist und mindestens $\frac{2}{3}$ aller Fakultätsmitglieder in der Sitzung anwesend sind.

Der Staat übernimmt die Kosten der Ehrendiplome.

§ 14. Übergangsbestimmung. Diese Promotionsordnung tritt mit ihrer Genehmigung durch den Erziehungsrat in Kraft. Durch dieselbe wird die Promotionsordnung vom 15. März 1905 aufgehoben.

Für diejenigen Studierenden, welche während der Gültigkeit von frühern Promotionsordnungen an der medizinischen Fakultät immatrikuliert worden sind, bleiben die jeweiligen Promotionsordnungen bis zum 1. Januar 1910 in Kraft.

56. 7. Promotionsordnung der I. Sektion der philosophischen Fakultät der Hochschule Zürich. (Vom 20. Mai 1908.)

§ 1. Gemäß § 139 des Gesetzes über das gesamte Unterrichtswesen des Kantons Zürich vom 23. Christmonat 1859 steht jeder der beiden Sektionen der philosophischen Fakultät das Recht zu, die Würde eines Doktors der Philosophie zu erteilen.

§ 2. Die I. Sektion der philosophischen Fakultät erteilt die Doktorwürde:

1. Infolge einer bei ihr eingereichten Bewerbung auf Grundlage einer Dissertation und einer Prüfung;
2. ohne vorangegangene Bewerbung von sich aus und unentgeltlich auf Grund anerkannter Verdienste um die Wissenschaft (Ehrenpromotion).

I. Promotion infolge eingereichter Bewerbung.

§ 3. Die Bewerbung geschieht bei dem Dekan der Sektion durch ein schriftliches Gesuch, in welchem der Bewerber sein Hauptfach und zwei Nebenfächer zu bezeichnen hat. Von den Nebenfächern muß in der Regel wenigstens das eine aus einer anderen Abteilung als derjenigen des Hauptfaches gewählt werden (siehe § 4).

Dem Gesuche hat der Bewerber beizulegen:

1. Einen kurzen Abriß seines Bildungs- und Studienganges (*curriculum vitæ*);
2. *a.* das Reifezeugnis der Zürcher Kantonsschule beziehungsweise einer anderen, dieser gleichwertigen Anstalt, oder, *b.* ein von einer eidgenös-

sischen oder kantonalen Behörde auf Grund besonderer Prüfung ausgestelltes Reifezeugnis, oder, *c.* das Zeugnis über das vor der zürcherischen Maturitätsprüfungskommission bestandene Ergänzungsexamen, oder endlich, *d.* das Fähigkeitszeugnis des zürcherischen, beziehungsweise eines diesem gleichwertigen schweizerischen Lehrerseminars; für Ausländer gelten nur die unter *a*, *b* und *c* angeführten Ausweise;

3. genügende Zeugnisse über ein Universitätsstudium von mindestens sechs Semestern, von denen zwei an der zürcherischen Hochschule verbracht sein müssen; über die Anerkennung von Studiensemestern, die an technischen Hochschulen verbracht sind, entscheidet in jedem einzelnen Falle die Fakultät;
4. ein genügendes Sittenzeugnis;
5. eine selbstverfaßte wissenschaftliche Abhandlung in druckfertigem, leicht lesbarem Manuskript, deren Gegenstand in der Regel dem vom Kandidaten vorgeschlagenen Hauptfache entnommen sein muß; der Bewerber hat die schriftliche Erklärung hinzuzufügen, daß die als Dissertation eingereichte Abhandlung von ihm selbst ohne unerlaubte Beihülfe verfaßt worden ist.

Für Kandidaten, die zur Zeit des Inkrafttretens dieser Promotionsordnung, oder vor dieser Zeit an der Zürcher Hochschule immatrikuliert waren, gelten noch die Bestimmungen der §§ 3 und 4 der Promotionsordnung vom 8. Januar 1904.

In Ausnahmefällen, welche jedoch einem Spezialbeschluß der Fakultät unterliegen, kann an Stelle der unter Ziffer 5 geforderten Dissertation in Manuskript eine Druckschrift angenommen werden.

Nur diejenigen Kandidaten können auf Absolvierung der Promotion in dem betreffenden Semester Anspruch erheben, welche ihre Dissertation spätestens acht Wochen vor dem offiziellen Semesterschluß einreichen.

§ 4. Zur Wegleitung für die Kandidaten dient nachfolgendes Verzeichnis der wesentlichen Haupt- und Nebenfächer:

A. Hauptfächer.

I. Abteilung: Philosophie und Pädagogik.

Philosophie (Geschichte der Philosophie und Psychologie); — Pädagogik (Geschichte der Pädagogik, systematische Pädagogik, pädagogische Psychologie und Ethik oder Logik).

II. Abteilung: Sprach- und Altertumswissenschaft. Literaturgeschichte.

Sprache und Literatur der semitischen Völker; — Hebräische Sprache und Literatur; — Arabische Sprache und Literatur; — Syrische Sprache und Literatur; — Vergleichende Grammatik der indogermanischen Sprachen; — Altindische Philologie; — Klassische Philologie; — Klassische Archäologie; — Geschichte der deutschen Sprache und Literatur (Ausweis über Kenntnis des Lateins); — Germanische Linguistik (Ausweis über Kenntnis des Lateins); — Geschichte der Sprache und Literatur Englands (Angelsächsisch inbegriffen; Ausweis über Kenntnis des Lateins); — Geschichte der Sprache und Literatur Frankreichs (Provenzalisch inbegriffen); — Geschichte der Sprache und Literatur Italiens; — Geschichte der Sprache und Literatur Spaniens; — Vergleichende Geschichte der romanischen Sprachen.

III. Abteilung: Geschichte und Kunstgeschichte.

(Ausweis über Kenntnis des Lateins.)

Allgemeine Geschichte; — Alte Geschichte und Geographie nebst Quellenkunde; — Schweizergeschichte (unter Voraussetzung der Kenntnis der allgemeinen Geschichte); — Kunstgeschichte (Geschichte der Kunstentwicklung vom Beginne der christlichen Ära bis zur neuesten Zeit).

B. Nebenfächer.

Als solche können alle Hauptfächer dienen und außerdem noch folgende Spezialfächer:

I. Abteilung: Philosophie und Pädagogik.

Geschichte der antiken Philosophie (Ausweis über Kenntnis des Griechischen); — Geschichte der neueren Philosophie; — Psychologie; — Ästhetik; — Ethik; — Logik und Erkenntnistheorie; — Pädagogik (Allgemeine Pädagogik und Geschichte der Pädagogik).

II. Abteilung: Sprach- und Altertumswissenschaft, Literaturgeschichte.

Nachbiblische jüdische Literatur; — Sanskrit; — Griechische Sprache und Literatur; — Griechische Antiquitäten; — Lateinische Sprache und Literatur; — Historisch-vergleichende Grammatik des Griechischen und Lateinischen; — Römische Antiquitäten; — Geschichte der alten Kunst; — Griechische Epigraphik; — Lateinische Epigraphik; — Deutsche Literaturgeschichte (unter Voraussetzung der Fähigkeit, auch mittelhochdeutsche Texte zu verstehen); — Altisländisch; — Deutsche Sprachgeschichte; — Angelsächsische Sprache und Literatur; — Englische Literatur (mit Kenntnis der älteren wie auch der modernen Sprachen); — Französische Literatur (unter Voraussetzung der Fähigkeit, auch altfranzösische und provenzalische Texte zu verstehen); — Geschichte der französischen (und provenzalischen) Sprache; — Italienische Literatur (unter Voraussetzung der Fähigkeit, auch altitalienische Texte zu verstehen); — Geschichte der italienischen Sprache; — Geschichte der rätischen Sprache und Literatur; — Geschichte der rumänischen Sprache und Literatur; — Geschichte der portugiesischen Sprache und Literatur.

III. Abteilung: Geschichte und Geographie.

Alte Geschichte; — Geschichte des Mittelalters und der Neuzeit; — Paläographie und Diplomatik; — Geographie.

Als selbstverständlich wird dabei betrachtet, daß das gewählte Nebenfach nicht in dem Hauptfach des Kandidaten enthalten ist.

Über die Zulassung hier nicht verzeichneter Fächer, sowie über die Zulässigkeit der vom Kandidaten gewählten Kombination von Haupt- und Nebenfächern entscheidet in zweifelhaften Fällen die Fakultät.

§ 5. Der Dekan übermittelt die Dissertation zur Prüfung und Begutachtung einem oder wenn möglich zwei Referenten aus der Zahl derjenigen Professoren, in deren Fach der Gegenstand der Dissertation fällt. Im Falle des Bedürfnisses ist er befugt, einen Privatdozenten oder ein Mitglied einer andern Fakultät um Übernahme eines Referates zu ersuchen.

Die Referenten stellen die Dissertation, begleitet von ihren schriftlichen Gutachten und einem darauf begründeten Antrag, dem Dekan zuhanden der Fakultät zurück.

§ 6. Ist der Antrag auf Zulassung von Seite der (des) Referenten bedingungslos erfolgt, so gilt dieselbe als beschlossen und der Dekan trifft die erforderlichen Anordnungen zur Prüfung. Werden von dem oder den Referenten Bedingungen gestellt, so sind diese zu erfüllen, bevor der Kandidat zur weiteren Prüfung zugelassen werden kann. Sind die Referenten geteilter Meinung oder wünschen sie selbst einen Entscheid der Fakultät, so bestimmt die letztere über die Zulassung zur Prüfung.

Im Falle der Nichtzulassung steht dem Bewerber nach Verfluß von sechs Monaten das Recht zu neuer Bewerbung zu, vorbehalten die Bestimmung von § 18.

§ 7. Die Prüfung wird schriftlich und mündlich vorgenommen; die schriftliche geht stets voran.

Vom Kandidaten wird eine hinreichende Beherrschung der deutschen Sprache verlangt, die einen mühelosen Verkehr in Wort und Schrift ermöglicht.

§ 8. Die schriftliche Prüfung besteht:

1. In der Bearbeitung einer Aufgabe, welche der Kandidat innerhalb dreier Tage zu Hause, unter freier Benützung der wissenschaftlichen Hilfsmittel, zu lösen hat;

2. in einer Klausurarbeit, die innerhalb vier Stunden anzufertigen ist.

Die Aufgaben für die schriftliche Prüfung und die Sprache, in der sie zu bearbeiten sind, werden von denjenigen Professoren bestimmt, welchen dekretgemäß die Lehrstellen der vom Examinanden bezeichneten Fächer (§ 3) übertragen sind.

In der Regel soll die Hausarbeit einem der Nebenfächer, die Klausurarbeit dem Hauptfach entnommen sein.

§ 9. Die schriftlichen Arbeiten werden von den Professoren, welche das Thema derselben stellten, schriftlich zensiert, samt der Beurteilung dem Dekan eingehändigt und von diesem für die Mitglieder der Fakultät zur Einsicht aufgelegt.

§ 10. Die mündliche Prüfung besteht in einem Kolloquium vor versammelter Fakultät, welches sich auf alle drei von dem Kandidaten gewählten Fächer bezieht.

§ 11. Der Dekan bestimmt den Termin der mündlichen Prüfung und setzt die Mitglieder der Fakultät durch besondere Einladung davon in Kenntnis.

§ 12. Die Examinatoren werden vom Dekan nach vorhergegangener Besprechung mit den Vertretern der betreffenden Fächer bestimmt. Der Dekan ist befugt, nötigenfalls Mitglieder einer anderen Fakultät oder Privatdozenten als Examinatoren zuzuziehen.

§ 13. Nach Beendigung der auf nicht länger als 2 $\frac{1}{2}$ Stunden auszudehnenden Prüfung nimmt die Fakultät die Beratung und Abstimmung über die Befähigung des Kandidaten vor.

§ 14. Denjenigen Bewerbern, welche die zürcherische Diplomprüfung für Kandidaten des höheren Lehramtes in den philologisch-historischen Fächern mit Erfolg bestanden haben, wird die schriftliche Prüfung ganz erlassen; die mündliche wird auf die Dauer von 1 $\frac{1}{2}$ Stunden beschränkt.

§ 15. Der Dekan macht dem Kandidaten das Resultat der Abstimmung mündlich bekannt.

§ 16. Die Zensurausdrücke für die Prüfung sind: 1. summa cum laude, 2. magna cum laude, 3. cum laude, 4. rite.

Außerdem wird auf Grundlage eines Antrages der (des) Referenten der Dissertation ein besonderes Prädikat erteilt.

§ 17. Weist die Fakultät den Kandidaten infolge des Ausganges der mündlichen Prüfung ab, so kann sie ihm eine einmalige Wiederholung gestatten und hierzu eine Frist setzen, die nicht weniger als drei und nicht mehr als sechs Monate betragen darf, nach deren Ablauf er sich von neuem zur mündlichen Prüfung melden kann. Auch ist der Dekan verpflichtet, dem Kandidaten die einzelnen Gebiete zu bezeichnen, in welchen dieser nach dem Urteile der Fakultät nicht die nötige Befähigung bewiesen hat.

§ 18. Nach zweimaliger Abweisung eines Kandidaten in der Prüfung wird keine weitere Meldung desselben mehr angenommen.

§ 19. Nach bestandener Prüfung hat der Doktorand seine Dissertation innert Jahresfrist drucken zu lassen und 175 Exemplare, auf deren Titel Ort der Promotion und Name der (des) die Arbeit begutachtenden Referenten angeben und welcher das curriculum vitæ beigesdruckt sein muß, an die Kanzlei der Universität abzuliefern. Vor dem definitiven Druck ist dem Dekan ein Probeabdruck des Titelblattes und des curriculum vitæ zur Genehmigung vorzulegen.

Die Dissertation soll in derjenigen Sprache gedruckt werden, in der sie zur Begutachtung vorgelegen hat.

Wenn nach Ablauf eines Jahres die Einlieferung der Druckexemplare nicht vorschriftsmäßig stattgefunden, oder die Fakultät nicht in besonderen Fällen auf schriftliches Ansuchen des Kandidaten eine Verlängerung der Frist bewilligt hat, so wird das ganze Examen hinfällig.

§ 20. Von den eingereichten Exemplaren werden dem Dekan, sowie dem oder den Referenten zwei, dem Rektor und jedem Mitgliede der Sektion, sowie jedem Mitgliede des Erziehungsrates je ein Exemplar eingehändigt. Ein Exemplar kommt in das Archiv der Sektion, eines in dasjenige des Senates. Der Rest wird an die Kantonalbibliothek abgeliefert.

§ 21. Sobald die Exemplare vollzählig abgeliefert sind, erfolgt durch den Dekan die Bekanntmachung der Promotion im Amtsblatte; sie wird datiert vom Tage der Ablieferung der Pflichtexemplare.

§ 22. Das Diplom wird auf Kosten des Kandidaten angefertigt und soll die Zensurausdrücke über die Prüfung und das der Dissertation erteilte Prädikat (§ 16) enthalten.

§ 23. Das Diplom erhält das Datum der Ablieferung der Pflichtexemplare, wird einerseits vom Rektor, anderseits vom Dekan und vom Aktuar der Sektion unterzeichnet, mit dem Siegel der Hochschule und demjenigen der philosophischen Fakultät versehen und dem Doktoranden zugestellt, der erst von da an berechtigt ist, den Dokortitel zu führen.

§ 24. Von dem Diplom werden 50 Separatabdrücke angefertigt; davon erhält der Doktorand 20 Exemplare, jedes Mitglied der Sektion ein Exemplar; je ein Exemplar wird dem Archiv der Sektion und dem des Senates einverleibt, und ein weiteres Exemplar durch Anschlag am schwarzen Brett bekanntgegeben.

§ 25. Die Gebühren für die Promotion betragen im ganzen Fr. 350, nämlich:

1. Für die Prüfung der Dissertation und der schriftlichen Arbeiten werden Fr. 80 entrichtet, welche der Examinand zugleich mit der Einreichung der in § 3 bezeichneten Aktenstücke der Kanzlei der Universität zuhanden des Dekans einzuhandigen hat. Diese Summe bleibt verfallen, auch wenn der Bewerber wegen mangelhafter Dissertation nicht zu den weiteren Prüfungen zugelassen werden sollte. Im Falle der Bewerber sich später meldet, gilt diese Gebühr als bezahlt.
2. Für die mündliche Prüfung und die Promotion werden Fr. 270 entrichtet, welche der Examinand der Kanzlei zuhanden des Dekans spätestens acht Tage vor der mündlichen Prüfung einzuhandigen hat. Davon bleiben Fr. 135 verfallen, auch wenn nach stattgehabter Prüfung eine Abweisung des Bewerbers erfolgen sollte.

Meldet sich der Kandidat zu einer zweiten Prüfung, so hat er nur noch Fr. 135 zu bezahlen, die ebenfalls verfallen, wenn er auch bei der zweiten Prüfung abgewiesen werden sollte.

II. Promotion ohne vorangegangene Bewerbung.

(Ehrenpromotion.)

§ 26. Der Antrag zu einer Ehrenpromotion muß von einem Mitgliede der Fakultät schriftlich bei dem Dekan gemacht und begründet werden.

§ 27. Der Dekan setzt die Mitglieder der Fakultät von dem Antrage in Kenntnis und bestimmt den Termin für die entscheidende Versammlung der Fakultät.

§ 28. Zur Fassung eines gültigen Beschlusses ist die Anwesenheit von mindestens drei Vierteln der Fakultätsmitglieder erforderlich. Die schließliche Entscheidung über den Antrag findet durch geheime Abstimmung statt. Erklärt sich dabei mehr als eine Stimme gegen die Promotion, so wird dieselbe nicht vollzogen.

§ 29. Mit Bezug auf die Bekanntmachung der Promotion und auf das Diplom finden die Bestimmungen von §§ 21—24 Anwendung. Die Kosten des Diploms trägt die Staatskasse.

§ 30. Diese Promotionsordnung tritt an die Stelle derjenigen vom 8. Januar 1904.

57. 8. Bestimmungen über die Zulassung zum Besuche der Kliniken an der Universität Zürich. (Vom 22. Juli 1908.)

§ 1. Der Besuch der Kliniken und Polikliniken ist nur denjenigen immatrikulierten Medizinstudierenden gestattet, die sich über einen zurückgelegten vollständigen Studiengang in den propädeutischen Fächern ausweisen können. Die Vorstände der einzelnen klinischen und poliklinischen Abteilungen haben das Recht, den Zutritt zu der Klinik zu verweigern, falls der geforderte Studiausweis fehlt oder ungenügend ist.

Ist der Andrang der Studierenden zum Besuch einer Klinik ein zu großer, so werden in erster Linie diejenigen berücksichtigt, die das Recht erworben haben, die eidgenössischen Prüfungen abzulegen.

§ 2. Die Berechtigung zum Besuche der Kliniken und Polikliniken wird durch den Besitz der folgenden Ausweise erworben:

- a. Über die bestandene anatomisch-physiologische Prüfung, wie sie in der Verordnung betreffend die eidgenössischen Medizinalprüfungen vom 11. Dezember 1899 vorgesehen ist, oder
- b. über eine bestandene, der sub a genannten gleichwertige ausländische Staatsprüfung, oder
- c. über eine an der hiesigen Fakultät mit Erfolg abgelegte „Zulassungsprüfung“, oder
- d. über allfällige, der vorgenannten gleichwertige bestandene Prüfungen an anderen schweizerischen Hochschulen.

§ 3. Die sub c erwähnte Zulassungsprüfung an hiesiger Fakultät zerfällt in zwei Abschnitte: I. Eine Prüfung in Chemie und Physik; — II. eine Prüfung in Anatomie und Physiologie.

Prüfung in Chemie und Physik.

§ 4. Wer zu dieser Prüfung zugelassen zu werden wünscht, hat sich beim Dekan über seine bestehende Immatrikulation an hiesiger Fakultät sowie über ein mindestens zweisemestriges Universitätsstudium auszuweisen, währenddessen die Vorlesungen über Physik, anorganische und organische Chemie, Botanik, Zoologie und vergleichende Anatomie besucht worden sind. Der Examinand erhält vom Dekan zuhanden der von der Fakultät ernannten Prüfungskommission einen Zulassungsausweis.

§ 5. Die Prüfungsgebühr beträgt Fr. 22, wovon dem Pedell Fr. 2 zukommen; sie ist auf der Kanzlei zu entrichten.

§ 6. Die Prüfungen werden in der Regel am Anfang oder am Schluß des Semesters abgenommen. Die Zeit wird vom Dekan nach Verständigung mit der Prüfungskommission festgesetzt. Die Einladung erfolgt durch den Examinator, nachdem der Kandidat Zulassungsausweis und Quittung ihm persönlich abgegeben hat.

§ 7. Die Examinatoren bestätigen auf dem Zulassungsausweise des Dekans das Ergebnis der Prüfung mit der Note „genügend“ oder „ungenügend“ und senden den Ausweis dem Dekan ein. Die Prüfung gilt als bestanden, wenn beide Noten auf genügend lauten.

Prüfung in Anatomie und Physiologie.

§ 8. Nach bestandener Prüfung in Chemie und Physik erwirbt der Studierende das Recht, sich einer Prüfung in Anatomie und Physiologie an hiesiger Fakultät zu unterziehen. Wer diese Prüfung abzulegen wünscht, hat sich beim Dekan auszuweisen:

- a. Über das abgelegte Examen in Chemie und Physik;
- b. über ein wenigstens vier volle Semester umfassendes medizinisches Universitätsstudium, und den Besuch folgender Vorlesungen und Kurse: Anatomie, Histologie, Entwicklungsgeschichte, Physiologie, Histologisch-mikroskopische Übungen, zwei Präparierkurse.

Die anatomisch-physiologische Prüfung wird am Anfange und am Schlusse eines Semesters abgenommen. Die Anmeldung bei dem Dekan muß spätestens mit Semesterbeginn oder vier Wochen vor dem offiziellen Semesterschlusse erfolgt sein. Die Namen der vom Dekan zugelassenen Kandidaten werden den beiden Examinatoren mitgeteilt. Die Kandidaten haben sich den letzteren spätestens drei Tage nach dem offiziellen Beginne oder vier Wochen vor dem offiziellen Schlusse des Semesters persönlich anzumelden und sich zur Verfügung zu stellen.

§ 9. Die Prüfungsgebühren betragen Fr. 37, wovon dem Pedellen 3 und den Abwarten am anatomischen und physiologischen Laboratorium je Fr. 2 zukommen.

Die Quittungen über die entrichteten Gebühren sind den Examinatoren bei der Anmeldung vorzulegen.

§ 10. Die Prüfung zerfällt in einen schriftlichen und einen mündlichen Teil.

- a. In der schriftlichen Prüfung hat der Kandidat ein durch das Los gezogenes Thema aus der Anatomie (inklusive Histologie und Embryologie) und aus der Physiologie zu bearbeiten. Als Thema in der Anatomie kann die Beschreibung eines anatomischen oder histologischen oder embryologischen Präparates gewählt werden.

Die Arbeiten müssen in beiden Fächern als genügend bezeichnet sein.

- b. In der mündlichen Prüfung hat der Kandidat sich auszuweisen über Kenntnisse in 1. Anatomie, 2. Histologie, 3. Embryologie, 4. Physiologie. Hierbei können ihm Präparate vorgelegt werden.

§ 11. Die anatomisch-physiologische Prüfung gilt als bestanden, wenn beide Examinatoren auch den mündlichen Teil derselben als genügend bezeichnen.

§ 12. Das Endergebnis der Prüfungen I und II wird den Kandidaten durch den Dekan bekannt gegeben. Die Einzelnoten werden nicht mitgeteilt.

Eine Wiederholung der beiden Zulassungsprüfungen I und II kann nur einmal stattfinden. Für sie werden die sub 5 und 9 aufgeführten Gebühren neu entrichtet.

§ 13. Wer die Zulassungsprüfung in Anatomie und Physiologie an hiesiger Fakultät abgelegt hat, erwirbt das Recht, im Doktorexamen von der Prüfung in diesen beiden Fächern befreit zu werden (siehe Promotionsordnung vom 25. März 1908).

§ 14. Gleichwertige Prüfungen, an anderen schweizerischen Hochschulen oder Hochschulen des Auslandes abgelegt, berechtigen wohl zum Besuche der Kliniken und Polikliniken, werden aber bei der Promotion nicht berücksichtigt.

§ 15. Vorstehende Bestimmungen treten mit Beginn des Wintersemesters 1909/10 in Kraft.

58. 9. Studienplan für Studierende der Handelswissenschaften an der Universität Zürich. (Vom 23. September 1908.)

Die handelswissenschaftliche Abteilung der Universität Zürich gehört zur rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät. Die Immatrikulations- wie auch die Prüfungsbedingungen sind für alle an der Fakultät immatrikulierten Studierenden dieselben.

Aufgabe der handelswissenschaftlichen Abteilung ist, zunächst allen Studierenden der Fakultät in gleicher Weise Gelegenheit zu bieten, sich mit den Geschäftsformen des Privatwirtschaftsbetriebes (Großhandel, Bank, industrielle Unternehmung, Verkehrsanstalten, Versicherung) vertraut zu machen, wobei weniger auf die Art und Weise der technischen Abwicklung der einzelnen Geschäftsoperationen als auf die Zusammenhänge mit Volkswirtschaft und Recht Gewicht gelegt wird.

In zweiter Linie fällt der handelswissenschaftlichen Abteilung in Verbindung mit den andern Gruppen von Disziplinen der Fakultät (Nationalökonomie,

Rechtswissenschaften) die Aufgabe zu, den Abiturienten der Handelsmittelschulen Gelegenheit zu fachwissenschaftlicher Ausbildung zu bieten. In gleicher Weise liegt ihr ob, auf das höhere Lehramt in den Handelsfächern vorzubereiten.

Die Immatrikulationsbedingungen sind in den Statuten für die Studierenden der Universität Zürich (3. August 1906), in dem Reglement betreffend die Aufnahme von Studierenden (17. Februar 1900; mit Abänderungen, datiert den 1. August 1907) und in der Instruktion betreffend die bei der Aufnahme von Studierenden zu befolgenden Grundsätze enthalten.

Für die Studierenden der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät, die hauptsächlich handelswissenschaftlichen Studien obliegen und darin auch eine Prüfung bestehen wollen, bestehen folgende Examina:

1. Die Promotion zum Doktor der Volkswirtschaft (*doctor oeconomiae publicae*) nach der Promotionsordnung der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät (2. August 1905).

2. Die Diplomprüfung für das höhere Handelslehramt nach dem Reglement betreffend die Diplomprüfung für das höhere Lehramt in den Handelsfächern (23. September 1908).

Der nachfolgende Studienplan hat den Zweck, die Studierenden, die sich vornehmlich den Handelswissenschaften zuwenden wollen, auf die Vorlesungen und Übungen hinzuweisen und ihnen Anleitung zu einer zweckentsprechenden Verwendung ihrer Studienzeit zu bieten. Die Freiheit des Studiums und die Möglichkeit, dieses nach den persönlichen Verhältnissen zu gestalten, sollen dadurch keine Beeinträchtigung erfahren.

I. Handelsfächer.

1. Allgemeine Handelsbetriebslehre (Geschichte des Handels und Lehre von der Organisation und dem Betrieb des kaufmännischen Geschäfts); — 2. Spezielle Handelsbetriebslehre: Teil I. Welthandel (Überseehandel), Teil II. Bank und Börse, Teil III. Industrielle Unternehmung; — 3. Verkehrsbetriebslehre (Eisenbahn, Schifffahrt und Spedition); — 4. Versicherungstechnik; — 5. Buchhaltung und Bilanzkunde; — 6. Übungen im handelswissenschaftlichen Seminar; — 7. Übungskontor (Buchhaltung, kaufmännisches Rechnen, Korrespondenz); — 8. Lehrübungen in den Handelsfächern; — 9. Handelsschulkunde und Methodik der Handelsfächer.

Außer den Vorlesungen und Übungen der ordentlichen Dozenten (Professoren, Privatdozenten) werden aus dem Gebiete der unter 2, 3, 4 und 5 genannten Disziplinen von Handelspraktikern Spezialvorlesungen und Übungen abgehalten unter besonderer Berücksichtigung der in der Geschäftspraxis Anwendung findenden Formalien.

Die Vorlesungen über die unter den Ziffern 1—5 genannten Disziplinen können vom Beginn der Studien an besucht werden. Es wird den Studierenden geraten, sich auch von Anfang an den Übungen im handelswissenschaftlichen Seminar (Lektüre und Erklärung deutscher und fremdsprachlicher handelswissenschaftlicher Schriftsteller, Anfertigung von Aufsätzen über handelswissenschaftliche Themata, bilanzkritische Übungen, Repetitorien) zu beteiligen.

Für immatrikulierte Studierende, die keine Handelsmittelschule absolviert haben, sich aber dem Handelslehramt widmen, oder sich in den Kontorfächern Übung verschaffen wollen, wird jeweilen im Wintersemester ein 5—8stündiger Einführungskurs in die Kontorpraxis abgehalten.

Die Lehrübungen in den Handelsfächern werden abwechselnd in verschiedenen Fächern, wie Buchhaltung, Handelslehre, kaufmännisches Rechnen, Korrespondenz, an der kantonalen Handelsschule in Zürich und an der Fortbildungsschule des kaufmännischen Vereins in Zürich abgehalten.

II. Nationalökonomische Fächer.

1. Allgemeine Volkswirtschaftslehre (Geschichte und Theorie der Nationalökonomie); — 2. Spezielle Volkswirtschaftslehre (praktische Nationalökonomie):

Teil I. Agrar- und Gewerbepolitik, einschließlich Arbeiterfrage, Teil II. Handels- und Verkehrspolitik; — 3. Wirtschafts- und Handelsgeographie; — 4. Finanzwissenschaft; — 5. Statistik; — 6. Volkswirtschaftliche, wirtschafts- und handelsgeographische, statistische Übungen im staatswissenschaftlichen Seminar.

Es kann entweder allgemeine oder spezielle Volkswirtschaftslehre zuerst gehört werden; jedenfalls ist es zweckmäßig, eines dieser Fächer im ersten Semester zu belegen. In der Folge sollte sich jeder Studierende an den volkswirtschaftlichen Übungen im Seminar (Lektüre und Besprechung von Aufsätzen der Studierenden über nationalökonomische Themata nach Anleitung des Professors) beteiligen.

Die Vorlesungen über Wirtschafts- und Handelsgeographie umfassen die allgemeine Wirtschafts- und Handelsgeographie, sodann Wirtschafts- und Handelsgeographie der wichtigsten Kulturländer und deren Kolonien, die geographische Verbreitung und Gewinnung der wichtigsten Rohstoffe und verkehrsgeographische Fragen. Jede dieser Vorlesungen kann vom Studienbeginn an gehört werden; die Teilnahme an seminaristischen Übungen vom ersten Semester an wird empfohlen.

III. Rechtsfächer.

1. Allgemeine Rechtslehre; — 2. Schweizerisches oder deutsches Privatrecht, insbesondere Obligationenrecht; — 3. Handels- und Wechselrecht; — 4. Transportrecht; — 5. Urheberrecht; — 6. Versicherungsrecht; — 7. Internationales Privatrecht; — 8. Schuldbetreibungs- und Konkursrecht; — 9. Allgemeines, eidgenössisches oder kantonales Staatsrecht; — 10. Allgemeines eidgenössisches oder kantonales Verwaltungsrecht; — 11. Völkerrecht; — 12. Übungen im juristischen Seminar.

Als grundlegende Vorlesung gilt die allgemeine Rechtslehre. Die übrigen Fächer können hernach in beliebiger Reihenfolge gehört werden; immerhin wird empfohlen, Nr. 4 bis 8 erst auf Nr. 2 und 3 folgen zu lassen.

Für die Studierenden der Handelswissenschaften kommen neben allgemeiner Rechtslehre hauptsächlich unter Nr. 2 schweizerisches Obligationenrecht und Nr. 3, 4, 5 und 6 in Betracht. Wollen sie sich weiteren rechtswissenschaftlichen Studien widmen, so wird ihnen empfohlen, sich entweder vorzugsweise Privatrechtsfächern (deutsches Privatrecht, schweizerisches Zivilgesetzbuch, sodann Nr. 7 und 8) oder Fächern des öffentlichen Rechts (Nr. 9—12) zuzuwenden.

Es wird den Studierenden empfohlen, sich in keinem Semester zu stark mit Vorlesungen zu belasten. Wenn die erforderliche Studienzeit zur Verfügung steht, ist zu empfehlen, noch andere Vorlesungen und Übungskurse an der Universität, am eidgenössischen Polytechnikum, an der kantonalen Handelsschule zu besuchen.

Für die sprachliche Ausbildung, der eine fortwährende, wenn auch notwendigerweise beschränkte Pflege gewidmet bleiben muß, kommen neben den Vorlesungen und Übungen in den modernen Sprachen und ihren Literaturen besondere Kurse in Betracht zur Erlernung des Lateinischen, Englischen, Italienischen, Spanischen und Russischen an der Universität und am eidgenössischen Polytechnikum.

Jeder Vertreter der in diesem Studienplan aufgeführten Fächer ist bereit, über seine Vorlesungen und Übungen persönlich Auskunft zu geben, ebenso über die zum häuslichen Studium zu empfehlenden Bücher und sonstigen Hilfsmittel.

59. 10. Reglement über die Zulassungsprüfung für die Immatrikulation an der Hochschule Bern. (Vom 17. Februar 1908).

§ 1. Wer sich an der juristischen, medizinischen, veterinär-medizinischen oder philosophischen Fakultät immatrikulieren lassen will, ohne genügende Ausweise über seine Vorbildung zu besitzen, hat sich entweder einer Zulassungs-

prüfung oder einer Ergänzungsprüfung zu unterziehen (§ 4, Alinea 3, des Reglementes über den Eintritt in die Hochschule Bern).

§ 2. Die Prüfungen finden zweimal jährlich jeweilen beim Beginn des Semesters statt; sie werden von einer durch die Direktion des Unterrichtswesens auf Vorschlag des Senats gewählten Prüfungskommission von 5 Mitgliedern geleitet, deren Präsident vom Senat gewählt wird.

Die Prüfungskommission hat erforderlichenfalls das Recht, Examinatoren und Beisitzer heranzuziehen, die der Kommission nicht angehören.

§ 3. Zur Prüfung hat sich der Kandidat beim Präsidenten der Prüfungskommission rechtzeitig zu dem jeweilen bekannt gegebenen Termin zu melden, und zwar schriftlich unter Angabe der Fakultät, der er beitreten und der Sprachen, in denen er geprüft sein will; gleichzeitig hat der Kandidat beim Hochschulverwalter eine Gebühr von Fr. 25.— zuhanden der Staatskasse zu erlegen.

§ 4. Die Prüfungen finden alle in deutscher Sprache statt, wobei verlangt wird, daß sich der Kandidat in derselben verständlich ausdrücken kann.

A. Zulassungsprüfung für diejenigen, welche an der medizinischen oder veterinär-medizinischen Fakultät studieren wollen.

In der schriftlichen Prüfung wird verlangt:

1. Ein deutscher Aufsatz;
2. eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller ins Deutsche;
3. eine Übersetzung aus einem griechischen Schriftsteller ins Deutsche. Dieselbe kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Französischen oder Englischen oder Italienischen ins Deutsche, bzw. aus dem Deutschen in eine der genannten Fremdsprachen;
4. Lösung von Aufgaben aus der Algebra (quadratische Gleichungen, Logarithmen, arithmetische und geometrische Progressionen, Kombinationslehre und binomischer Lehrsatz), Planimetrie, Stereometrie, ebene Trigonometrie und Elemente der analytischen Geometrie der Ebene.

In der mündlichen Prüfung wird verlangt:

1. Eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller (etwa Cicero, Cæsar, Livius, Vergil, Horaz' Oden) ins Deutsche. Kenntnis der Formenlehre und der Haupttatsachen der Syntax;
2. eine Übersetzung aus einem griechischen Schriftsteller (etwa Homer, Xenophon) ins Deutsche. Dieselbe kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Französischen oder Englischen oder Italienischen ins Deutsche, bzw. aus dem Deutschen in eine der genannten Fremdsprachen;
3. Kenntnis der Mathematik im Umfang von § 4, Alinea 4;
4. Kenntnis der Grundtatsachen der Physik;
5. Kenntnis der Grundtatsachen der Chemie;
6. Kenntnis der allgemeinen Geschichte (Altertum, Mittelalter, Neuzeit bis 1871);
7. allgemeine Länderkunde mit spezieller Berücksichtigung von Europa. Grundzüge der physischen Erdkunde.

B. Zulassungsprüfung für diejenigen, welche an der ersten Abteilung der philosophischen Fakultät studieren wollen.

In der schriftlichen Prüfung wird verlangt:

1. Ein deutscher Aufsatz;
2. eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller ins Deutsche;
3. eine Übersetzung aus einem griechischen Schriftsteller ins Deutsche. Dieselbe kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Deutschen ins Französische oder Englische oder Italienische.

In der mündlichen Prüfung wird verlangt:

1. Eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller (etwa Cicero, Cæsar, Livius, Vergil, Horaz' Oden) ins Deutsche. Kenntnis der Formenlehre und der Haupttatsachen der Syntax;

2. eine Übersetzung aus einem griechischen Schriftsteller (etwa Homer, Xenophon) ins Deutsche. Dieselbe kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Französischen, Englischen oder Italienischen ins Deutsche. Für die moderne Fremdsprache wird auch Kenntnis der Formenlehre und der Haupttatsachen der Syntax verlangt;
3. Kenntnis der allgemeinen Geschichte (Altertum, Mittelalter und Neuzeit bis 1871);
4. allgemeine Länderkunde mit spezieller Berücksichtigung von Europa. Grundzüge der physischen Erdkunde;
5. Kenntnis der Algebra (bis und mit den Gleichungen zweiten Grades), der Planimetrie, Stereometrie und ebenen Trigonometrie.

C. Zulassungsprüfung für diejenigen, welche an der zweiten Abteilung der philosophischen Fakultät studieren wollen.

In der schriftlichen Prüfung wird verlangt:

1. Ein deutscher Aufsatz;
2. eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller ins Deutsche. Dieselbe kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Deutschen ins Französische, Englische oder Italienische;
3. Lösung von Aufgaben aus der Mathematik im Umfang von § 4 Alinea 4.

In der mündlichen Prüfung wird verlangt:

1. Eine Übersetzung aus einem lateinischen Schriftsteller (etwa Cicero, Cäsar, Livius, Vergil, Horaz' Oden) ins Deutsche. Die Übersetzung aus dem Lateinischen kann ersetzt werden durch eine Übersetzung aus dem Deutschen ins Französische, Englische oder Italienische. Kenntnis der Formenlehre und der Haupttatsachen der Syntax;
2. Kenntnis der Mathematik im Umfang von § 4, Alinea 4;
3. Kenntnis der Grundtatsachen der Physik;
4. Kenntnis der Grundtatsachen der Chemie;
5. allgemeine Länderkunde mit spezieller Berücksichtigung von Europa. Grundzüge der physischen Erdkunde.

D. Zulassungsprüfung für diejenigen, welche an der juristischen Fakultät studieren wollen. Verlangt wird die Prüfung für die erste oder die zweite Abteilung der philosophischen Fakultät.

§ 5. Die Prüfungskommission überwacht die Anfertigung der schriftlichen Arbeiten. Für diese werden den Kandidaten je 4 Stunden eingeräumt. Werden unerlaubte Hilfsmittel gebraucht, so gilt die ganze Prüfung ohne weiteres als nicht bestanden.

Die mündlichen Prüfungen, denen immer ein Beisitzer beiwohnt, dauern in jedem Fach 15 Minuten.

§ 6. Die Beurteilung der Leistungen in den in § 4 durch Nummern bezeichneten Prüfungsgegenständen geschieht nach den Noten: 6 = sehr gut, 5 = gut, 4 = ziemlich gut, 3 = genügend, 2 = schwach, 1 = ungenügend.

Der Kandidat hat die Prüfung nicht bestanden, wenn der Durchschnitt der erteilten Noten 3,5 nicht übersteigt; gleichfalls nicht, wenn er zweimal die Note 2 oder einmal die Note 1 erhalten hat.

§ 7. Hat der Kandidat die Zulassungsprüfung nicht bestanden, so kann er sich nur noch einmal für dieselbe melden.

§ 8. Das Prüfungsergebnis wird dem Kandidaten nur mündlich, die Noten werden dem Rektorat schriftlich mitgeteilt.

§ 9. Das bestandene Examen berechtigt nur zur Immatrikulation an der betreffenden Fakultät; um in eine andere Fakultät überzutreten, hat sich der Kandidat eventuell einer entsprechenden Ergänzungsprüfung zu unterziehen.¹⁾

¹⁾ Es wird ganz besonders darauf aufmerksam gemacht, daß die bestandene Zulassungsprüfung nur zur Immatrikulation an der Universität Bern berechtigt und in keiner Weise ein Ersatz des Maturitätsexamens im Hinblick auf die staatlichen Prüfungsordnungen ist.

§ 10. Die Mitglieder der Prüfungskommission, sowie die hinzugezogenen Examinatoren und Beisitzer (§ 2) beziehen während der Dauer der Prüfungen ein Taggeld von Fr. 15.—.

§ 11. Die Prüfungskommission führt ein genaues Verzeichnis der Kandidaten, sowie der Noten, die denselben gegeben worden sind. Ihre Akten sind im Senatsarchiv aufzubewahren.

§ 12. Gegenwärtiges Reglement tritt sofort in Kraft. Durch dasselbe wird das Reglement vom 26. Juni 1901 aufgehoben.

60. 11. Reglement über den Eintritt in die Hochschule Bern. (Vom 11. März 1908 [§ 5 vom 3. März 1909].)

Der Regierungsrat des Kantons Bern, auf den Antrag der Direktion des Unterrichtswesens,

beschließt:

§ 1. Wer an der Universität Bern studieren will, hat sich immatrikulieren zu lassen.

§ 2. Die Immatrikulation findet im Wintersemester vom 15. Oktober bis zum 15. November, im Sommersemester vom 15. April bis zum 15. Mai statt. Nach diesen Terminen wird nur immatrikuliert, wer für seine Verspätung triftige Gründe wie Krankheit, Militärdienst, Examen nachzuweisen vermag.

§ 3. Wer sich immatrikulieren lassen will, hat sich beim Rektor zu melden. Bei der Anmeldung ist vorzulegen

- a. Ein amtliches, kurz vorher ausgestelltes Sittenzeugnis;
- b. ein amtliches Zeugnis über das zurückgelegte 18. Lebensjahr; nur ausnahmsweise können jüngere Bewerber durch Beschluß der Immatrikulationskommission (§ 4) zugelassen werden;
- c. ein Ausweis über ausreichende Vorbildung (§ 4);
- d. falls der Bewerber von einer andern Hochschule kommt, das Abgangszeugnis (Exmatrikel) derselben.

Die unter *a*, *b* und *c* aufgeführten Zeugnisse können auch durch ein Zeugnis, z. B. ein Maturitätszeugnis, ersetzt werden, sofern dieses die verlangten Ausweise enthält.

§ 4. Als Ausweis über eine ausreichende Vorbildung gilt

- a. für Inländer (Schweizer und in der Schweiz Niedergelassene) das Reifezeugnis eines Gymnasiums, beziehungsweise das Zeugnis über diejenige Schulbildung, die für die Staatsprüfung im betreffenden Fach verlangt wird; ¹⁾
- b. für Ausländer der Ausweis wenigstens über diejenigen Bedingungen, die in ihrem Heimatlande zum Eintritt in die Universitäten erfordert werden.

¹⁾ Beispielsweise wird bei den im Kanton Bern gültigen Staatsprüfungen verlangt für den Beruf

- a. eines Geistlichen das Maturitätszeugnis eines Literargymnasiums oder dasjenige eines Realgymnasiums mit Nachprüfung in den alten Sprachen;
- b. eines Fürsprechers das Maturitätszeugnis literarischer oder realistischer Richtung;
- c. eines Notars die Bescheinigung vollendeter Sekundarschulbildung oder eines bestandenen gleichwertigen Examens;
- d. eines Arztes, Zahnarztes, Apothekers und Tierarztes das Maturitätszeugnis literarischer oder realistischer Richtung, entsprechend der Verordnung für die eidgenössischen Medizinalprüfungen;
- e. eines Gymnasiallehrers das Maturitätszeugnis eines Literar- oder Realgymnasiums oder ein Sekundarlehrerpatent;
- f. eines Sekundarlehrers das Maturitätszeugnis eines Literar- oder Realgymnasiums oder ein Primarlehrerpatent, das bei weiblichen Bewerbern durch das Abgangszeugnis einer von der Direktion des Unterrichtswesens hierfür als genügend bezeichneten höhern Unterrichtsanstalt ersetzt sein kann.

In zweifelhaften Fällen überweist der Rektor das Gesuch der Immatrikulationskommission, in die jede Fakultät, beziehungsweise Fakultätsabteilung ein Mitglied abzuordnen berechtigt ist und die vom Rektor präsiert wird.

Bewerber, die gar keine oder keine genügenden Ausweise über ihre Vorbildung besitzen, haben sich vor einer von der Direktion des Unterrichtswesens auf den Vorschlag des Senates gewählten Kommission der Zulassungs- oder der Ergänzungsprüfung zu unterziehen.

Diese Prüfungen finden jeweilen zu Beginn des Semesters statt.

§ 5. Nach erfolgter Zulassung ist die Immatrikulationsgebühr (Fr. 15), die Gebühr für die bernische Hochschulbibliothek (Fr. 5), die Gebühr für die Studentenkrankenkasse (Fr. 5—10) und der Beitrag zur Kasse für allgemeine studentische Zwecke (Fr. 2) beim Quästor zu erlegen. Wer ein Abgangszeugnis einer andern Universität, die Gegenrecht übt, vorlegt, zahlt nur einen Teil der Immatrikulationsgebühr. Wer früher in Bern immatrikuliert war und mit Exmatrikel abgegangen ist, ist von allen Gebühren befreit. Diese Ermäßigung, beziehungsweise Befreiung tritt nur ein, wenn der Bewerber seine Studien nicht länger als drei Jahre unterbrochen hat.

§ 6. Sind alle Bedingungen erfüllt, so nimmt der Rektor die Immatrikulation vor, wobei er durch Handschlag den Studierenden auf die Reglemente der Hochschule verpflichtet. Zugleich händigt er ihm die Matrikel und das Zeugnisheft aus.

Die in § 3 aufgeführten Schriften verbleiben während der Studienzeit in Verwahrung der Hochschule und werden in der Regel nur gegen Vorweisung der Exmatrikel zurückgegeben.

§ 7. Gleich nach der Immatrikulation hat der Studierende beim Pedell gegen eine Gebühr von 20 Rappen eine Legitimationskarte zu erheben und seine Wohnung anzugeben. Diese Legitimationskarte ist zu Beginn eines jeden Semesters zu erneuern.

§ 8. Wer, ohne immatrikuliert zu sein, Vorlesungen hören will, kann, sofern er unbescholten ist und das 18. Lebensjahr zurückgelegt hat, vom Rektor als Auskultant für bestimmte, von der betreffenden Fakultät ausdrücklich als allgemein zugänglich im Vorlesungsverzeichnis bezeichnete Vorlesungen zugelassen werden. Für die Zulassung zu andern Vorlesungen ist die Zustimmung des betreffenden Dozenten erforderlich. Die Beschränkung auf bestimmte Vorlesungen fällt bei Personen fort, die ihren akademischen Studiengang vollendet haben.

Den Auskultanten werden Studiausweise ausgehändigt, in welche sie an- und abtestieren lassen können; sie haben keinen Anspruch auf die besonderen Vorteile, die die Studentenkrankenkasse und die Bibliotheken den immatrikulierten Studierenden gewähren.

Als Zeichen der erfolgten Zulassung erhält jeder Auskultant eine Auskultantenkarte, wofür er dem Pedell eine Gebühr von 60 Rappen zu entrichten hat; zugleich hat er seine Wohnung in eine beim Pedell aufgelegte Liste einzutragen. Die Auskultantenkarte ist jedes Semester zu erneuern. Im übrigen bezahlen die Auskultanten beim Quästor die für die Vorlesungen und Übungen angesetzten Gebühren und Honorare wie die immatrikulierten Studierenden.

§ 9. Dieses Reglement tritt sogleich in Kraft und ist in die Gesetzesammlung aufzunehmen. Durch dasselbe wird das Reglement vom 12. Januar 1901 über die Bedingungen zum Eintritt in die Hochschule aufgehoben.

61. 12. Ordnung für die Promotionen in der juristischen Fakultät der Universität Basel. (Beschl. von der juristischen Fakultät am 20. November 1900 und 16. Januar 1908.)

§ 1. Wer sich zur Promotion in der juristischen Fakultät melden will, hat sich an den Dekan zu wenden und vorzulegen:

1. Das Zeugnis über die erworbene lateinische Maturität,
2. den Nachweis eines mindestens sechs Semester umfassenden Rechtsstudiums an schweizerischen oder ausländischen Universitäten,
3. ein Curriculum vitae.

Der Meldung ist beizufügen eine deutsch oder lateinisch verfaßte Dissertation über ein frei gewähltes rechtswissenschaftliches Thema.

§ 2. Der Dekan setzt die Meldung nebst der Dissertation bei den Mitgliedern der Fakultät, unter denen er einen ersten Votanten bezeichnet, in Umlauf. Sämtliche Mitglieder äußern schriftlich ihre Ansicht über die Zulassung des Verfassers zum schriftlichen Examen. Für dieselbe ist maßgebend die Befähigung des Verfassers, in freier wissenschaftlicher Weise das gewählte Thema selbständig zu bearbeiten.

§ 3. Ergibt sich unter den Voten eine Abweichung, so hat der Dekan die Fakultät zur Sitzung einzuberufen. In dieser entscheidet Stimmenmehrheit.

§ 4. Ist die Zulassung zum schriftlichen Examen beschlossen, so werden von der Fakultät vier Aufgaben bestimmt, welche von dem Examinanden binnen vier Wochen schriftlich zu bearbeiten sind. Aus dringenden, vor Ablauf der Frist geltend gemachten Gründen kann je nach Umständen vom Dekan eine Verlängerung oder von der Fakultät ein neuer Termin mit Bezeichnung neuer Aufgaben gewährt werden.

Bei Empfangnahme der Aufgaben muß sich der Kandidat schriftlich verpflichten, dieselben bis zur Ablieferung der Lösung auf das strengste geheimzuhalten; auch muß er die Arbeiten mit der Erklärung unterzeichnen, daß er sie allein und ohne jede Beihülfe vollführt habe.

§ 5. Nach dem Eingang der Arbeiten setzt sie der Dekan bei den Mitgliedern der Fakultät in Umlauf. Sämtliche Mitglieder äußern schriftlich ihre Ansicht über die Zulassung des Kandidaten zum mündlichen Examen (nach Maßgabe von § 2, letzter Satz, und § 3). Wird Zulassung beschlossen, so setzt der Dekan einen Tag zur mündlichen Prüfung fest.

§ 6. Die schriftliche (§ 4) und mündliche Prüfung erfolgt je nach dem Ermessen der Fakultät aus folgenden Fächern:

1. Römisches und deutsches Recht, bzw. beiderlei Rechtsgeschichten.
2. Grundzüge des Kirchenrechts.
3. Geltendes Zivilrecht (einschließlich des Handels und Wechselrechts) und Zivilprozeßrecht.
4. Strafrecht und Strafprozeßrecht.
5. Völkerrecht, Staats- und Verwaltungsrecht.

Auf Antrag eines ausländischen Kandidaten kann die Fakultät statt des schweizerischen Rechts das Recht eines andern europäischen Staates der Prüfung zugrunde legen.

§ 7. Der zu erteilende Grad richtet sich nach dem Ergebnis des Examins und nach der Art der Vorstudien des Geprüften. Derselbe wird erteilt mit dem Prädikate: 1. summa cum laude. 2. magna cum laude. 3. cum laude. 4. legitime.

§ 8. Wenn der Kandidat wegen ungenügenden Ausfalls der schriftlichen Arbeiten nicht zur mündlichen Prüfung zugelassen wird, oder wenn das Ergebnis des Examins zur Erteilung des Doktorgrades ungenügend erscheint, ohne jedoch die gänzliche Abweisung zu rechtfertigen, so kann dem Kandidaten die nochmalige Zulassung zum Examen ohne Einreichung einer neuen Dissertation durch schriftliches Zeugnis vorbehalten werden.

§ 9. Die Promotion eines Doktors, welche sich an die Eröffnung des erteilten Grades unmittelbar anschließt, geschieht durch Ableistung des vom Dekan der Formel gemäß verlesenen Eides auf das akademische Szepter. Über dieselbe erteilt die Fakultät ein mit ihrem Siegel und der Unterschrift des Dekans versehenes Diplom.

§ 10. Die Publikation der Promotion geschieht durch Anschlag des Diploms am schwarzen Brett, durch amtliche Versendung desselben an die sämtlichen

Dozenten der Universität, an die Staatskanzlei zuhanden des Regierungsrates, des Erziehungsdepartements und der Kuratel, und überdies an solche Personen, die es ausdrücklich wünschen.

Der Dekan wird ferner dafür sorgen, daß die Anzeige von der Erteilung des Doktorgrades im Kantonsblatt auf angemessene Weise geschehe.

§ 11. Die Gebühren für Erteilung des Doktorgrades müssen gleichzeitig mit der Meldung (§ 1) dem Dekan mit Fr. 380 (inbegriffen die Druckkosten für das Diplom) abgegeben werden.

§ 12. Die Gebühren verteilen sich wie folgt:

eigentliche Examinalegebühren, wovon jeder Examinator einen Personenteil erhält	Fr. 225.—
spezielle Gebühr des Dekans	" 3.—
" " " Rektors	" 5.—
" " " Pedells	" 15.—
für den Fiscus rectoris	" 5.—
für den Fiscus bibliothecæ	" 10.—
für den juristischen Bücherfiscus	" 65.—
für den juristischen Fiscus und die Druckkosten des Diploms	" 52.—
	Fr. 380.—

§ 13. Ist der Ausfall des mündlichen Examens für die Erteilung des Doktorgrades ungenügend, so werden dem Kandidaten zurückerstattet:

von der Gebühr des Rektors	Fr. 1.—
" " " " Pedells	" 12.—
" " " " juristischen Bücherfiscus	" 30.—
die Gebühr des Fiscus rectoris	" 5.—
" " " jurist. Fiscus und die Druckkosten des Diploms	" 52.—
	Fr. 100.—

Wird der Kandidat schon vorher abgewiesen oder zieht er seine Anmeldung noch vor Ansetzung des mündlichen Examens zurück, so sind ihm fernere Fr. 100 von den eigentlichen Examinalegebühren zurückzuerstatten.

§ 14. Die Fakultät behält sich vor, ausgezeichneten Männern, wie bisher, ehrenhalber den Doktorgrad zu erteilen. Dazu ist Einstimmigkeit der Fakultätsmitglieder erforderlich. Allfällige dadurch veranlaßte Ausgaben tragen die Fisci der Fakultät (§ 12).

Nachtrag.

62. 1. Fribourg. Règlement concernant le baccalauréat ès sciences commerciales pour les jeunes filles. (Du 9 juillet 1907.)

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. L'examen en obtention du diplôme du baccalauréat ès sciences commerciales est dirigé par un jury spécial composé de cinq membres nommés, pour un an, par la direction de l'Instruction publique.

Art. 2. L'examen a lieu, dans la règle, à la clôture de l'année scolaire. Il est annoncé dans la *Feuille officielle* par les soins de la direction de l'Instruction publique.

Art. 3. Pour être admise à subir l'examen, la candidate doit déposer au bureau de la direction de l'Instruction publique les pièces suivantes:

- Une demande d'admission;
- son acte de naissance ou une pièce équivalente;
- des certificats attestant qu'elle a fait, avec succès, au moins deux ans d'études secondaires générales et, ensuite, des études spécialement com-

merciales, correspondantes au programme de l'école supérieure de commerce des jeunes filles de Fribourg.

Art. 4. La candidate, en déposant sa demande, paye un droit d'inscription de 20 fr.

Art. 5. L'examen comprend des épreuves écrites et des épreuves orales.

Des épreuves écrites.

Art. 6. Le jury choisit les sujets de composition.

Art. 7. Les épreuves écrites comprennent:

- a. Une composition en langue maternelle;
- b. un sujet de correspondance commerciale à traiter dans la première langue étrangère;
- c. la traduction d'un texte de la seconde langue étrangère;
- d. une composition d'arithmétique commerciale;
- e. un exercice pratique de comptabilité;
- f. une composition d'économie commerciale;
- g. une composition de géographie économique;
- h. des exercices de sténographie et de dactylographie.

Art. 8. La candidate choisit, comme langue maternelle, l'une des trois langues nationales de la Suisse.

La première langue étrangère ne peut être que la langue française ou la langue allemande.

Pour la seconde langue étrangère, la candidate a le choix entre l'anglais et la troisième langue nationale.

Un candidate peut se faire examiner pour une troisième langue étrangère; dans ce cas, elle devra l'indiquer dans sa demande d'admission. Pour l'établissement de la moyenne des notes, à l'écrit et à l'oral, la note ainsi obtenue par la candidate sera ajoutée au total de ses autres notes.

Art. 9. La durée de chaque épreuve écrite ne peut dépasser deux heures. Toutefois, pour les épreuves de comptabilité, il pourra être accordé une durée de trois heures.

Art. 10. Les candidates se servent, pour les travaux écrits, de feuilles portant le sceau de l'école supérieure de commerce des jeunes filles de Fribourg.

Art. 11. Un membre du jury dicte les questions et surveille les candidates pendant toute la durée de leur travail.

Art. 12. Les candidates ne peuvent, pendant la durée de leur travail, ni parler entre elles ni communiquer avec le dehors.

Art. 13. La candidate signe sa composition et la remet à l'examineur chargé de la surveillance; celui-ci la paraphé.

Art. 14. Les compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont jugées par le jury tout entier. Les notes sont fixées d'après l'échelle suivante: 6 très bien; — 5 bien; — 4 assez bien; — 3 médiocre; — 2 mal; — 1 très mal; — 0 nul.

Art. 15. La candidate qui n'a pas atteint la moyenne de 4 (assez bien) pour les épreuves écrites n'est pas admise à l'examen oral.

Des épreuves orales.

Art. 16. Les épreuves orales sont publiques.

Art. 17. Elles portent sur les matières suivantes:

- a. Langue maternelle; notions de littérature;
- b. première langue étrangère: explication d'un texte à livre ouvert; conversation dans cette langue;
- c. seconde langue étrangère; traduction d'un auteur; questions sur la grammaire et les particularités de la langue;
- d. arithmétique commerciale;

- e. comptabilité: théorie et pratique;
- f. géographie économique; produits importants et ressources actuelles du monde; principales voies et principaux moyens de relations;
- g. économie commerciale: notions élémentaires d'histoire du commerce. Le commerce: divisions et institutions. Le commerce international. Les douanes, les entrepôts et les docks. Monnaie, change et crédit. Le profit, la coopération et l'épargne;
- h. droit commercial;
- i. étude des marchandises.

Art. 18. Les questions sont posées, en présence du jury, par un membre spécialement désigné pour chaque branche.

Art. 19. Les notes ayant été fixées et, là où il y a lieu, combinées avec celles des épreuves écrites, le jury prend la moyenne générale des neuf branches spécifiées à l'art. 17.

Du diplôme.

Art. 20. Le diplôme est délivré par la direction de l'Instruction publique, sur un rapport du président du jury, à la candidate qui a obtenue au moins la note moyenne 4 (assez bien) pour l'ensemble de l'examen.

Art. 21. Le diplôme ne contient pas le détail des notes obtenues par la candidate. Il porte que celle-ci a subi les épreuves d'une manière très distinguée, si la note moyenne atteint 5; distinguée, si la note moyenne atteint $4\frac{1}{2}$; satisfaisante, si elle est inférieure à $4\frac{1}{2}$.

Art. 22. La candidate dont la note moyenne est insuffisante est renvoyée à subir une nouvelle épreuve. Elle est dispensée de l'examen dans les branches pour lesquelles elle a obtenu la note 5.

Art. 23. Toute fraude constatée dans l'examen entraîne l'ajournement.

Art. 24. La candidate ajournée ne peut se présenter avant un délai de deux mois. Après trois ajournements, elle n'est plus admise à une nouvelle épreuve.

Art. 25. La candidate qui a subi une nouvelle épreuve partielle ne peut obtenir qu'un diplôme avec la note satisfaisante.

Art. 26. Le présent règlement entrera en vigueur dès sa promulgation.

Il sera publié par la voie de la *Feuille officielle*, imprimé en livrets et inséré dans le *Bulletin des lois*.

Donné en Conseil d'Etat, à Fribourg, le 9 juillet 1907.

63. 2. Prüfungsordnung zur Erlangung des handelswissenschaftlichen Diploms der Universität Freiburg. (Vom 14. Juli 1908.)

§ 1. Das handelswissenschaftliche Diplom wird auf Grund einer mündlichen und einer schriftlichen Prüfung verliehen.

§ 2. Zu diesen Prüfungen werden nur Bewerber zugelassen, die an der Universität Freiburg immatrikuliert sind.

Für diplomierte Schüler der vom Bund subventionierten Handelsschulen, sowie von als gleichwertig anerkannten auswärtigen Handelsschulen findet eine besondere Immatrikulation statt, die nur zur Erlangung dieses Diploms berechtigt.

§ 3. Die Bewerber haben sich beim Dekan oder bei dem mit der Leitung der Prüfung besonders beauftragten Mitglied der Fakultät anzumelden.

Dieser entscheidet über die Zulassung zur Prüfung.

In zweifelhaften Fällen entscheidet die Fakultät.

§ 4. Die mündlichen Prüfungen zerfallen in zwei Teilprüfungen.

Die Zulassung zur ersten Prüfung setzt voraus, daß der Bewerber mindestens durch zwei Semester an der rechtswissenschaftlichen Fakultät studiert

hat. Die zweite Teilprüfung kann frühestens nach vier Semestern abgelegt werden.

Zur zweiten Teilprüfung werden nur solche Bewerber zugelassen, welche die erste Prüfung bestanden haben.

Bei der ersten Teilprüfung muß der Bewerber den Nachweis leisten, daß er außer der Sprache, in der er die Prüfung ablegt, noch zwei andere lebende Sprachen beherrscht.

§ 5. Die erste Teilprüfung erstreckt sich außerdem auf: 1. Handelsgeographie; — 2. Handelsgeschichte; — 3. Statistik.

Die zweite Teilprüfung umfaßt: 1. Nationalökonomie mit Einschluß der Finanzwissenschaft; — 2. Handelsbetriebslehre; — 3. Handelsrecht; — 4. Betreibungs- und Konkursrecht.

§ 6. Die Teilprüfungen werden vor einer fünfgliedrigen Kommission abgelegt.

Sie setzt sich zusammen aus dem Dekan oder seinem Stellvertreter als Vorsitzenden, den prüfenden Fachprofessoren und jeweilen so vielen weiteren Mitgliedern der Fakultät, als zur Erreichung der Fünfzahl erforderlich sind. Die Auswahl dieser Mitglieder der Kommission erfolgt durch den Dekan oder den mit der Leitung der Prüfung beauftragten Professor. Zur Prüfung können auch Professoren anderer Fakultäten beigezogen werden.

§ 7. Ist die Prüfung aus den zu einer Teilprüfung gehörigen Fächern abgeschlossen, so entscheidet die Kommission zunächst die Frage, ob der Bewerber diese Teilprüfung bestanden habe oder nicht. Wird die Frage bejaht, so stellt die Kommission für jedes einzelne Fach eine besondere Note fest. Die Noten sind: genügend, ziemlich gut, gut, sehr gut. Hierauf verkündet der Vorsitzende dem Bewerber das Ergebnis der Prüfung.

§ 8. Zur schriftlichen Prüfung wird der Bewerber nach vier Semestern zugelassen.

Prüfungsfächer sind Buchhaltung und kaufmännisches Rechnungswesen oder finanzielle Algebra.

Für die Arbeiten, die in der Universität bei geschlossenen Türen herzustellen sind, steht dem Bewerber ein Zeitraum von drei Stunden zur Verfügung.

§ 9. Die schriftlichen Arbeiten werden von einer dreigliedrigen Kommission beurteilt, die sich aus dem Dekan oder dessen Stellvertreter, dem Professor, der den Gegenstand der schriftlichen Arbeit ausgewählt hat, und einem oder, wenn der Dekan oder dessen Stellvertreter den Gegenstand ausgewählt hat, zwei weiteren Mitgliedern der Fakultät zusammensetzt.

§ 10. Erachtet die Kommission eine schriftliche Prüfung für bestanden, so setzt sie die Note fest. Die Noten sind die auch bei den mündlichen Prüfungen maßgebenden (§ 7).

§ 11. Die einzelnen Prüfungen (mündliche oder schriftliche) können nach der Wahl des Bewerbers am Anfang oder am Ende des Wintersemesters oder am Ende des Sommersemesters abgelegt werden. Tag und Stunde der Prüfungen werden durch den Dekan oder den mit der Leitung der Prüfung betrauten Professor festgesetzt.

§ 12. Der Bewerber hat das Recht, die Sprache (französisch oder deutsch) zu wählen, in der er geprüft zu werden wünscht.

Die Prüfung erfolgt in jedem einzelnen Fache durch dessen Vertreter an der Fakultät.

Ist das Fach in beiden Sprachen vertreten, so erfolgt die Prüfung durch den Vertreter in der Sprache, in der die Prüfung abgenommen wird.

Unter mehreren Vertretern desselben Faches in der gleichen Sprache wählt die Fakultät den Professor, der die Prüfung vorzunehmen hat.

Für die Prüfung in fremden Sprachen und in der Handelsgeographie können zur Prüfung vom Dekan oder von dem mit der Leitung der Prüfung betrauten Professor Mitglieder anderer Fakultäten beigezogen werden.

§ 13. Im Falle eines dreimaligen Mißerfolges bei derselben Prüfung wird der Bewerber zu keiner weiteren Prüfung zugelassen.

§ 14. Hat sich der Bewerber allen mündlichen und schriftlichen Prüfungen mit Erfolg unterzogen, so stellt der Dekan oder der mit der Leitung der Prüfung betraute Professor die Gesamtnote fest, die in das Zeugnis aufgenommen wird, indem er das Mittel der bei den mündlichen und schriftlichen Prüfungen erzielten Noten berechnet. Bei dieser Berechnung zählt die Note genügend 1, ziemlich gut 2, gut 3, sehr gut 4.

Von den Noten der schriftlichen Arbeiten und der mündlichen Prüfung im Handelsrecht, in der Handelsgeschichte und in der Nationalökonomie wird das Doppelte der Berechnung zugrunde gelegt, während die Noten der mündlichen Prüfung aus allen andern Fächern einfach in Rechnung gezogen werden.

Je nachdem das auf diese Weise gefundene Mittel weniger als 2, oder 2 bis zu $2\frac{3}{4}$, oder $2\frac{3}{4}$ bis zu $3\frac{1}{2}$, oder $3\frac{1}{2}$ und mehr beträgt, ist die Gesamtnote genügend, ziemlich gut, gut oder sehr gut.

§ 15. Nach der Feststellung der Gesamtnote findet die Aushändigung des handelswissenschaftlichen Diploms statt.

§ 16. Die Gebühren für die Verleihung des handelswissenschaftlichen Diploms umfassen die Gebühren für die Prüfungen und die Gebühren für das Diplom.

Die Prüfungsgebühren betragen 15 Franken für die erste, 20 Franken für die zweite Teilprüfung und 15 Franken für die schriftliche Prüfung. Diese Gebühren sind jeweils bei der Einschreibung für diejenige Prüfung zu entrichten, der sich der Bewerber unterziehen will.

Die Gebühr für das Diplom beträgt 30 Fr. und ist bei der Einschreibung zur letzten Prüfung zu entrichten. Im Falle des Mißerfolges wird sie dem Bewerber zurückerstattet.

§ 17. Vorliegende Prüfungsordnung tritt nach deren Bekanntmachung in Kraft.

Sie ist in Sonderabdruck zu veröffentlichen.

Also beschlossen vom Staatsrat zu Freiburg, den 14. Juli 1908.

64. 3. Loi sur l'augmentation des traitements du personnel enseignant primaire du canton de Fribourg. (Du 17 novembre 1908.)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg, vu: la loi du 17 mai 1884 sur l'instruction primaire; la loi du 3 décembre 1892, portant augmentation du traitement des instituteurs et des institutrices dans les communes urbaines de 4000 habitants et au-dessus; la loi du 29 novembre 1900 sur l'augmentation du traitement des instituteurs et des institutrices; voulant améliorer la position du corps enseignant primaire; sur la proposition du Conseil d'Etat,

décède:

Art. 1^{er}. Le minimum des traitements annuels prévus par les lois est augmenté de 200 fr., pour les instituteurs et les institutrices, et de 30 fr. pour les maitresses d'ouvrages.

Art. 2. Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1909.

Donné en Grand Conseil, à Fribourg, le 17 novembre 1908.

65. 4. Aargau. Regulativ betreffend den kantonalen Lehrmittelverlag. (Vom 14. August 1908.)

§ 1. Die für die aargauischen Gemeinde-, Fortbildungs- und Bezirksschulen vom Erziehungsrat obligatorisch erklärten individuellen und allgemeinen Lehrmittel erscheinen in der Regel im Staatsverlage und werden den Schulen auf vorherige Bestellung hin durch den kantonalen Lehrmittelverlag geliefert.

Mit den Verlegern von solchen obligatorisch erklärten Lehrmitteln der Gemeinde- und Bezirksschulstufe, die nicht im Staatsverlage erscheinen können, sucht dieser Verträge abzuschließen, die ihm entweder das alleinige Verkaufsrecht für den Kanton Aargau zusichern, oder durch welche er innerhalb bestimmt festzulegender Fristen das Verlagsrecht für den Aargau erwerben kann.

§ 2. Der kantonale Lehrmittelverlag bildet einen selbständigen Zweig der kantonalen Verwaltung. Er ist der Erziehungsdirektion unterstellt.

§ 3. Die Organisation und Verwaltung des Lehrmittelverlages sind so einzurichten, daß derselbe ohne Zuschuß aus der Staatskasse bestehen kann. Es wird ihm bei derselben vom Regierungsrat ein Spezialkredit in der Höhe von Fr. 30,000 eröffnet, den er zu verzinsen und zu amortisieren hat.

Zu diesem Zwecke erfolgen bei der Festsetzung des Preises der Lehrmittel durch den Erziehungsrat jeweilen die erforderlichen Zuschläge, welche mindestens 25—30 % der Selbstkosten betragen sollen. Letztere umfassen außer den eigentlichen Erstellungskosten der Lehrmittel die Ausgaben für die Verwaltung, die Lokalitäten, die Zinse des Betriebskapitals und allfällige Abschreibungen auf unverkäuflichen Lehrmitteln. Ein allfälliger Reingewinn wird zu Abschreibungen verwendet.

§ 4. Die Verwaltung des Lehrmittelverlages liegt dem kantonalen Lehrmittelverwalter ob. Derselbe wird vom Regierungsrat auf Vorschlag der Erziehungsdirektion auf die Amtsdauer der anderen kantonalen Verwaltungsbeamten gewählt und es wird ihm nötigenfalls das erforderliche Hilfspersonal beigegeben.

§ 5. Der Lehrmittelverwalter stellt in allen die technischen Fragen des Lehrmittelverlages beschlagenden Geschäften Antrag an die Erziehungsdirektion. Er hat im besondern nachfolgende Obliegenheiten:

- a. Verkauf der im Staatsverlag erscheinenden Lehrmittel gemäß den vom Erziehungsrate festgesetzten Verkaufsbedingungen;
- b. Magazinierung der Lehrmittelvorräte;
- c. Führung der Kasse, der Buchhaltung und der Korrespondenz;
- d. Ausarbeitung von Vorlagen an die Erziehungsdirektion betreffend Erstellung von Lehrmitteln, Abschluß von Verträgen mit Bezug auf Lieferungen, Vergebung von Druck- und Buchbinderarbeiten, Herstellung von Illustrationen u. s. w.;
- e. Überwachung der Lieferanten bezüglich Erfüllung der vertraglichen Leistungen;
- f. Aufstellung des Budgets, des Inventars und der Jahresrechnung;
- g. Prüfung der eingesandten Rechnungen und Übermittlung derselben an die Erziehungsdirektion zum Zwecke der Anweisung des Betrages;
- h. Beihülfe soweit nötig bei Korrektur der Druckbogen, sowie bei der Beschaffung und Prüfung der Klischees;
- i. nötigenfalls Aushülfeleistung bei der Erziehungsdirektion.

§ 6. Die Vergebung von Lieferungen und Arbeiten erfolgt in der Regel auf dem Submissionswege.

§ 7. Die Buchführung über das Lehrmittellager und über den Kassaverkehr hat so zu geschehen, daß zu jeder Zeit der Stand der Lehrmittelvorräte, sowie die Einnahmen und Ausgaben für jedes einzelne Lehrmittel, wie auch der Stand der Kasse leicht ersichtlich sind.

§ 8. Die Staatskasse liefert dem Lehrmittelverlage das erforderliche Betriebskapital gegen angemessene Verzinsung. Eingehende Barbeträge sind, soweit sie nicht für den Kassaverkehr notwendig sind, ungesäumt an die Staatskasse abzuliefern, mit welcher ein Kontokorrentverkehr besteht.

§ 9. Der Lehrmittelverwalter gibt der Erziehungsdirektion rechtzeitig Kenntnis von allfällig notwendig werdenden Neuauflagen von Lehrmitteln.

§ 10. Die Jahresbesoldung des Lehrmittelverwalters beträgt Fr. 3200 bis Fr. 4000.

§ 11. Der Lehrmittelverwalter hat eine Kautions von Fr. 5000 zu leisten.

§ 12. Die Erziehungsdirektion übt die Aufsicht über den Lehrmittelverlag und den Lehrmittelverwalter aus durch eine vom Erziehungsrat aus seiner Mitte jeweils für die Zeit seiner Amtsdauer bestellte Kommission von drei Mitgliedern. Die Kommission stellt Antrag an den Erziehungsrat über die Festsetzung des Verkaufspreises der Lehrmittel, über allfällige Abschreibungen auf unverkäuflichen Lehrmitteln, über Abnahme des Inventars und der Jahresrechnung etc.

Mindestens einmal im Jahre nimmt die Kommission eine Besichtigung des Lehrmittellagers vor und vergewissert sich über die ordnungsgemäße Amtsführung des Lehrmittelverwalters; sie erstattet über ihre Wahrnehmungen schriftlichen Bericht an den Erziehungsrat.

§ 13. Dem Lehrmittelverwalter können ferner übertragen werden:

1. Die Beschaffung der nach einheitlichem Muster zu erstellenden Quartal- und Austrittszeugnisse, Absenzenlisten, Kontrollen, Formularien für Rapporte, Jahresberichte etc. und von Bilderwerken für die Schulen.

2. Die Beschaffung und Abgabe von Schreib- und Zeichnungsmaterialien und von amtlichen Formularien und Drucksachen für die Schulen und staatlichen Verwaltungen.

§ 14. Dieses Regulativ ist gültig für die Dauer von vier Jahren.

66. 5. Reglement über die Erteilung der Lehrberechtigung für Gemeinde- und Fortbildungsschulen des Kantons Aargau. (Vom 14. Februar 1908.)

Der Regierungsrat des Kantons Aargau

beschließt:

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Die Lehrberechtigung für Gemeinde- und Fortbildungsschulen wird durch eine mit Erfolg bestandene Prüfung (Patentprüfung) oder ausnahmsweise durch sonst bekundete zureichende Tüchtigkeit erworben.

§ 2. Die Lehrberechtigung kann ohne vorausgegangene Prüfung nur dann erteilt werden, wenn der Bewerber sich über eine den aargauischen Anforderungen entsprechende Vorbildung und den Besitz eines dem aargauischen gleichwertigen Patentbes, sowie über entsprechende Leistungen in der Praxis und über Erfüllung der Vorschriften des Schulgesetzes ausgewiesen hat.

Die Lehrberechtigung wird auf Begutachtung und Vorschlag der Prüfungskommission vom Erziehungsrate ausgesprochen.

§ 3. Die Patentprüfung wird jedesmal durch die Erziehungsdirektion im Amtsblatt mit Angabe der in den §§ 4 und 5 enthaltenen Vorschriften und mit der Anzeige bekannt gemacht, daß das Prüfungsreglement, sowie die Lehrpläne der beiden Seminarien von der Kanzlei der Erziehungsdirektion bezogen werden können.

§ 4. Die Anmeldung muß innerhalb der in der Ausschreibung festgesetzten Frist bei der Erziehungsdirektion schriftlich geschehen; sie soll eine kurze Mitteilung über die genossene Bildung und eventuell über die bisherige Wirksamkeit enthalten. Der Anmeldung sind beizulegen: 1. Ein Altersausweis; — 2. ein gemeinderätliches Leumundszeugnis; — 3. die Zeugnisse der zuletzt

besuchten Schulen; — 4. wenn der Bewerber bereits im Schuldienst gestanden ist, eventuell ein auswärts erworbenes Patent nebst den Zeugnissen des Inspektors und der Aufsichtsbehörde über praktische Leistungen.

Den Zöglingen der beiden staatlichen Seminarien ist die Eingabe dieser Schriften erlassen, dagegen haben die Seminardirektionen der Prüfungskommission einen Bericht über Fleiß und Leistungen in den einzelnen Fächern und das sittliche Verhalten der Zöglinge vorzulegen.

§ 5. Es dürfen zur Patentprüfung nur solche Bewerber zugelassen werden, welche die im Schulgesetze geforderten Eigenschaften besitzen.

Wer dieselben nicht besitzt, oder die Ausweise beizubringen unterläßt, oder die Patentprüfung schon zweimal ohne Erfolg gemacht hat, soll zurückgewiesen werden.

Kandidaten, die sich der für den Eintritt in die aargauischen Seminarien vorgeschriebenen sanitarischen Untersuchung nicht unterzogen haben oder wegen Krankheit zurückgewiesen wurden, müssen die Untersuchung vor der Patentprüfung nachholen, beziehungsweise sich derselben nochmals unterwerfen.

II. Besondere Bestimmungen.

§ 6. Für die Abhaltung der Patentprüfung und die Begutachtung ihrer Ergebnisse, sowie zur Beurteilung von Gesuchen um Patenterteilung ohne Prüfung wird vom Erziehungsrate eine besondere Prüfungskommission von drei Mitgliedern auf die ordentliche Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Präsident ist ein Mitglied des Erziehungsrates. Die Prüfungskommission führt über ihre Verhandlungen ein Protokoll.

§ 7. Die Erziehungsdirektion setzt für jede vorzunehmende Prüfung die Zeit fest, bezeichnet die Examinatoren für die einzelnen Fächer, gibt hiervon diesen und der Prüfungskommission Kenntnis und übermittelt dem Präsidenten zuhanden derselben das Verzeichnis der Examinanden nebst ihren Ausweisschriften.

§ 8. Die Vorsteher der beiden Seminarien stellen im Einverständnis mit der Prüfungskommission die Prüfungspläne auf.

§ 9. Die Mitglieder der Kommission und die Examinatoren werden nach dem bestehenden Tarif entschädigt.

III. Die Prüfung für Lehrer und Lehrerinnen an Gemeindeschulen.

§ 10. Die Patentprüfung findet in der Regel am Ende des IV. Seminars statt. Sie ist teils eine theoretische, teils eine praktische. In den theoretischen Fächern wird in der Regel schriftlich und mündlich geprüft. Die mündlichen und die praktischen Prüfungen sind öffentlich. Für den Umfang sind die Lehrpläne der aargauischen Seminarien maßgebend.

In der Prüfung soll mehr Gewicht auf die geistige Reife als auf die Menge der Kenntnisse und Fertigkeiten gelegt werden.

§ 11. Die Leistungen der Examinanden in den einzelnen Fächern werden mit den Noten 6 bis 1 zensiert (6 ist die beste, 1 die geringste Note).

Die endgültig bereinigte Fachnote darf nicht gebrochen sein.

§ 12. Die schriftlichen Arbeiten sollen von allen Bewerbern der gleichen Schulstufe gleichzeitig gemacht werden.

In besonderen Fällen kann die Prüfungskommission einem Examinanden gestatten, in einzelnen Fächern die Prüfung nachträglich, jedoch mit neuen Aufgaben, abzulegen.

§ 13. Die schriftliche Prüfung umfaßt: 1. Einen deutschen Aufsatz (3 Stunden Arbeitszeit); — 2. mathematische Aufgaben (3 Stunden Arbeitszeit); — 3. eine pädagogische Arbeit (2 Stunden Arbeitszeit); — 4. einen französischen Aufsatz (2 Stunden Arbeitszeit); — 5. eine Arbeit aus der Naturkunde (2 Stunden Arbeitszeit); — 6. eine Arbeit im Freihandzeichnen.

§ 14. 14 Tage vor der Prüfung haben die Examinatoren für die schriftlichen Prüfungen je drei Themata durch die Seminardirektionen dem Präsidenten der Kommission zuhanden der Mitglieder verschlossen einzusenden.

§ 15. Bei Lösung der Aufgaben werden die Examinanden beständig überwacht. Außer der Logarithmentafel sind keine Hilfsmittel gestattet.

☞ Die Benützung unerlaubter Hilfsmittel zieht die Ungültigkeit der Prüfung in dem betreffenden Fache nach sich.

§ 16. Sobald eine Aufgabe zur Bearbeitung gestellt ist, darf kein Examinand sich ohne Erlaubnis entfernen.

Alle Arbeiten sind sofort nach Ablauf der bestimmten Arbeitszeit abzuliefern und dürfen nachher zur Nachbesserung oder Vollendung nicht wieder zugestellt werden.

§ 17. Der Examinator durchgeht jede schriftliche Arbeit, streicht die Fehler an, gibt ihr die entsprechende Note und übermittelt sie durch die Seminardirektion dem betreffenden Fachexperten der Prüfungskommission.

§ 18. In der mündlichen Prüfung hat der Examinator unter Leitung der Kommissionsmitglieder jeden Bewerber einzeln und in der Regel 10—15 Minuten in jedem Fache zu prüfen.

Die Kommissionsmitglieder sind befugt, den Prüfungsstoff zu bestimmen und auch selber Fragen zu stellen.

§ 19. Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf folgende Fächer: Deutsch, Französisch, Pädagogik, Religionslehre, Geschichte, Mathematik, Geographie, Naturwissenschaft, Gesangstheorie. (Vergl. § 24.)

§ 20. Bei der praktischen Prüfung werden verlangt: 1. Schulgemäße Behandlung eines Lesestücks und einer Rechnungsaufgabe oder eines Realstoffes; — 2. Vortrag eines Liedes aus dem obligatorischen Lehrmittel für aargauische Schulen, sowie eventuell eines leichten, vorher bezeichneten Violin-, beziehungsweise Klavier- (Orgel-) Stückes; — 3. turnerische Leistungen und Lösung einer methodischen Aufgabe im Schulturnen; — 4. Wandtafelschreiben.

Die Probelektion muß von denjenigen Bewerbern gemacht werden, die als Kandidaten noch keine oder als angestellte Lehrer keine genügenden Zeugnisse über praktische Leistungen aufweisen können. Sie dauert $\frac{1}{2}$ Stunde.

IV. Verfahren nach der Prüfung.

§ 21. Am Schlusse der Prüfung treten die Mitglieder der Kommission und die Examinatoren zusammen, bestimmen für jeden Kandidaten die Note in jedem Fache und stellen gestützt darauf Anträge bezüglich Patentierung.

Die Patentierung ist ausgeschlossen:

- a. Wenn der Durchschnitt aller Noten in folgenden Fächern geringer als 4 ist: Deutsch, Französisch, Pädagogik, Probelektion, Religionslehre, Geschichte, Mathematik, Geographie, Naturwissenschaft, Zeichnen, Musik, Turnen, Kalligraphie.
- b. Wenn der Examinand in einem der ersten 10 Fächer die Note 1, oder in zweien die Note 2, oder in dreien die Note 3 hat.

Bei den Zöglingen der aargauischen Seminarien sind die Schulzeugnisse gebührend zu berücksichtigen.

§ 22. Erfolgt die Abweisung eines Kandidaten im Sinne des § 21, so kann die Prüfungskommission demselben frühestens nach Ablauf eines halben Jahres eine nochmalige Prüfung gestatten.

In denjenigen Fächern, in welchen der Kandidat die Note 5 oder 6 erhalten hat, kann ihm die zweite Prüfung erlassen werden.

§ 23. Nach Beendigung der Prüfung und der Beurteilung sollen sämtliche Anmeldungsakten, Prüfungsarbeiten, Verzeichnisse, sowie die Zensurlisten mit den Vorschlägen für Patentierung nebst dem vom Präsidenten und Aktuar

der Kommission unterzeichneten Protokoll der Erziehungsdirektion zuhanden des Erziehungsrates übermittelt werden.

§ 24. Jedem als wählbar Erklärten wird vom Erziehungsrat ein Patent ausgestellt. Dieses enthält die Noten in folgenden Fächern: 1. Deutsch; — 2. Französisch; — 3. Pädagogik; — 4. Probelektion; — 5. Religionslehre (Bibelkunde* und Religionsgeschichte); 6. Geschichte (allgem.* und Schweizergeschichte); — 7. Mathematik; — 8. Geographie;* — 9. Naturwissenschaft (Naturgeschichte,* Physik, Chemie); — 10. Zeichnen; — 11. Musik (a. Gesang, b. Violin-, c. Orgelspiel); — 12. Turnen; — 13. Kalligraphie* (Führen der Hefte und Wandtafelschreiben); — 14. Volkswirtschaftslehre;* — 15. Hygiene;* — 16. Freifächer (a. Latein, b. Englisch, c. Italienisch)*.

.NB. In den mit * versehenen Fächern gilt für die Abiturienten der aargauischen Seminarien die Jahresnote, die bei den Repetitorien unter Kontrolle der Fachinspektoren am Ende desjenigen Schuljahres festgesetzt wurde, in dem der betreffende Unterricht zum Abschlusse kam, für die von einem auswärtigen Seminar in ein aargauisches übergetretenen Schüler die in der Aufnahmeprüfung erhaltene, bezügliche Fachnote.

V. Prüfung für Lehrer an Fortbildungsschulen.

§ 25. Die Prüfung für Lehrstellen an Fortbildungs-(Real-)schulen ist im allgemeinen dieselbe wie für diejenigen an Gemeindeschulen. Im Französischen werden die Anforderungen gemäß den nachfolgenden Bestimmungen sub c gesteigert.

Die Lehrberechtigung für Fortbildungsschulen erwirbt, wer

- a. in den in § 21 a erwähnten Fächern die Durchschnittsnote 5;
- b. in den in § 21 b erwähnten Fächern keine Note unter 4 erhalten hat;
- c. sich wenigstens ein Jahr lang auf französischem Sprachgebiet den Studien gewidmet oder als Lehrer betätigt hat und sich nachher durch eine besondere Prüfung ausweist, daß er sich im Französischen mündlich und schriftlich korrekt und gewandt auszudrücken vermag.

Wissenschaftlich und praktisch gut ausgewiesene Gemeindeschullehrer können nach vierjährigem erfolgreichem Schuldienst auch ohne Erfüllung der unter lit. c gestellten Bedingungen zur Prüfung zugelassen werden.

In der Prüfung im Französischen wird insbesondere verlangt:

1. Korrekte Aussprache, Sicherheit in der Kenntnis und Anwendung der gewöhnlichen grammatischen Verhältnisse der französischen Sprache;
2. Fertigkeit im mündlichen Gebrauche derselben;
3. Extemporierte Übersetzung vorgelegter Abschnitte aus den Hauptwerken französischer Klassiker und angemessene Erklärung derselben nach Form und Inhalt;
4. Bearbeitung eines leichtern Themas in französischer Sprache oder Übersetzung eines ebensolchen Abschnittes aus einem deutschen Schriftsteller;
5. Bekanntschaft mit den Hupterscheinungen der französischen Literatur vom XVII. Jahrhundert an.

VI. Prüfungstaxe.

§ 26. Die Prüfungstaxe beträgt: Für Lehrer an Gemeindeschulen Fr. 12, für Lehrer an Fortbildungs-(Real-)schulen Fr. 15; bei Erteilung der Lehrberechtigung ohne Prüfung haben erstere Fr. 22, letztere Fr. 25 zu zahlen. Die Abiturienten der beiden Seminarien sind von der Entrichtung der Prüfungstaxe befreit.

Die Prüfungstaxe ist bei der Kanzlei der Erziehungsdirektion zu entrichten.

VII. Schlussbestimmungen.

§ 27. Vorstehendes Reglement, durch welches dasjenige vom 24. März 1894, sowie die Regierungsschlußnahmen vom 8. Juni 1903 und 22. März 1907 aufgehoben werden, tritt sofort in Kraft.

67. 6. Règlement organique de l'école professionnelle de Genève. (Approuvé en séance du Conseil d'Etat du 6 juin 1908.)

Chapitre premier. — Organisation de l'école professionnelle.

Art. 1^{er}. L'école professionnelle est destinée au jeunes gens qui, ayant achevé la 6^{me} année de l'école primaire, ont l'intention de se vouer à l'industrie et au commerce. Elle prépare en particulier aux sections technique et pédagogique du collège, au technicum, à l'école de mécanique, à l'école des arts industriels, à l'école des beaux-arts, à l'école d'horlogerie et à l'école de commerce.

Art. 2. L'enseignement comprend deux années d'études et porte sur les branches suivantes: le français et l'allemand, en vue de la rédaction et de la correspondance; l'arithmétique commerciale et la comptabilité; les notions des mathématiques, des sciences physiques et des sciences naturelles, qui sont d'une application fréquente dans l'industrie; la géographie commerciale; l'histoire; l'instruction civique; le dessin et les travaux manuels. (Loi, art. 79.)

Art. 3. Dans la règle, le nombre des élèves d'une classe ne doit pas dépasser d'une manière permanente le chiffre de 50. (Loi, art. 122.)

Au delà de ce chiffre, les élèves sont répartis en autant de classes parallèles que l'exige leur nombre. La répartition des élèves entre les classes parallèles se fait sous le contrôle du directeur et avec la participation des maîtres intéressés.

Chapitre II. — Durée du travail scolaire.

Art. 4. L'année scolaire est de 40 à 46 semaines, à raison de 30 à 35 heures par semaine. (Loi, art. 80.)

Art. 5. Elle est partagée en deux semestres; le premier commence en septembre, et le second, le premier lundi de février.

Art. 6. Dans la règle, les leçons commencent le matin à 7 h. 15 m. pendant le semestre d'été; à 8 h. 15 m. pendant le semestre d'hiver; l'après-midi, elles reprennent à 1¹/₂ h. pendant toute l'année.

Durant les mois de décembre et janvier, l'entrée en classe est retardée de 15 minutes le matin; la première récréation est alors supprimée.

L'horaire d'hiver entre en vigueur le premier lundi d'octobre et l'horaire d'été le premier lundi d'avril.

Art. 7. Il n'est point donné de leçons le jeudi pendant le semestre d'été, ni l'après-midi de ce jour en hiver.

Art. 8. Un intervalle de 10 minutes sépare toutes les leçons de la matinée et celles de l'après-midi, à partir de 3 heures.

Art. 9. La date et la durée des vacances sont fixées comme suit:

1. Les vacances d'été, huit semaines à partir de la distribution des certificats.
2. Les vacances du nouvel an, du 24 décembre au 3 janvier inclusivement.
3. Les vacances de pâques, la semaine qui précède pâques et la semaine suivante jusqu'au jeudi inclusivement.

En outre, il est accordé deux jours de vacances après les examens de janvier.

Chapitre III. — Direction de l'école professionnelle.

Art. 10. L'école professionnelle relève du directeur de l'enseignement professionnel.

Art. 11. Le directeur inspecte les classes et veille notamment:

1. A ce que les dispositions du règlement, tant organique que disciplinaire, soient strictement observées;
2. à ce que l'enseignement soit donné aux heures fixées par l'horaire et conformément au programme adopté par le département.

A la fin de chaque semestre, il adresse au comité du fonds de bourses des notes ou un rapport sur le travail et la conduite de chacun des boursiers de l'école.

Chapitre IV. — Personnel enseignant.

Art. 12. Chaque classe de l'école est dirigée par un maître de classe chargé d'une partie de l'enseignement. Certaines branches sont confiées à des maîtres spéciaux.

Art. 13. Les maîtres doivent se montrer ponctuels et n'interrompre leur enseignement que pour cause de maladie ou tout autre motif grave.

Art. 14. Lorsqu'un fonctionnaire est empêché de donner son enseignement, le département pourvoit à son remplacement.

Les frais de ce remplacement sont, dans la règle, à la charge du fonctionnaire. (Loi, art. 19.)

Art. 15. Les frais de remplacement des fonctionnaires de l'instruction publique sont à la charge de l'Etat:

a. si le fonctionnaire est empêché par un service public obligatoire;

b. s'il est chargé d'une mission par le département ou par le conseil d'Etat.

Art. 16. Dans le cas d'une maladie dûment constatée ou d'un autre cas de force majeure reconnu tel par le département, celui-ci, sur la demande du fonctionnaire, peut accorder jusqu'à trois mois de remplacement, aux frais de l'Etat, en tout ou en partie.

Art. 17. Lorsqu'une maladie dure plus de trois mois, le conseil d'Etat, sur la demande directe faite par le fonctionnaire ou en son nom, peut prolonger le remplacement aux frais de l'Etat, en tout ou en partie.

Art. 18. Si le fonctionnaire absent n'avise pas immédiatement le directeur, et s'il ne fait pas constater l'indisposition qui l'oblige à interrompre son enseignement, les frais de remplacement sont à sa charge.

Art. 19. Il ne peut être disposé des locaux de l'école qu'avec l'autorisation du département de l'Instruction publique.

Art. 20. Les fonctionnaires de l'école sont réunis périodiquement en conférences, sous la présidence du directeur. Leur présence est obligatoire. (Loi, art. 127.)

En outre, la conférence est convoquée par le directeur quand il le juge à propos ou quand cinq maîtres au moins en font la demande.

Le maître le plus récemment nommé est chargé des fonctions de secrétaire. Si plusieurs maîtres ont été nommé en même temps, ces fonctions sont dévolues au plus jeune d'entre eux.

L'ordre du jour de chaque séance doit être indiqué sur la carte de convocation.

Art. 21. Réunis en conférence, les maîtres discutent les questions qui leur sont soumises par le département, par le directeur, ou par l'un d'entre eux.

Ils formulent un préavis sur les programmes, les manuels et les règlements.

Ils prennent les décisions concernant les admissions à la suite d'examens, ainsi que la promotion des élèves.

Le directeur transmet au département, dans le plus bref délai, une copie du procès-verbal de chaque séance.

Chapitre V. — Surveillance de la discipline. Compétence disciplinaire du directeur et des maîtres.

Art. 22. Les maîtres doivent consigner dans les registres disposés à cet effet les renseignements nécessaires sur la régularité, le travail et la conduite des élèves.

Art. 23. Si un élève est absent depuis deux jours sans que le maître de classe ait été informé des motifs de cette absence, celui-ci doit immédiatement aviser les parents ou leur fondé de pouvoir.

Art. 24. Chaque maître spécial est chargé de la discipline intérieure de ses leçons. Il a le droit de renvoyer un élève pour la durée d'une leçon. Il en avise le maître de classe et les parents.

Art. 25. Chaque maître de classe est chargé de la discipline intérieure de la classe qui lui est confiée. Il examine les cas qui lui sont soumis par les maîtres spéciaux et peut prononcer le renvoi d'un jour.

Art. 26. Chaque maître de classe doit tenir en tout temps ses registres à la disposition du directeur.

Art. 27. En ce qui concerne la discipline extérieure, l'autorité des maîtres s'exerce indistinctement sur tous les élèves de l'école.

Les maîtres peuvent être chargés à tour de rôle de la surveillance dans les corridors et le préau.

Art. 28. Les cas de récidive ou ceux qui présentent une certaine gravité doivent être déférés au directeur, qui peut prononcer un renvoi de huit jours au plus.

Une exclusion de plus longue durée, ainsi que l'expulsion, doivent être soumises à l'approbation du département.

Chapitre VI. — De l'enseignement.

Art. 29. Les maîtres sont tenus de se conformer, dans leur enseignement, au programme arrêté par le département, ainsi qu'aux instructions méthodiques qui peuvent y être annexées.

Art. 30. Sauf autorisation du département, il leur est interdit d'introduire d'autres livres que ceux qui sont prévus par le programme.

Art. 31. Pendant les heures de classe, les élèves doivent toujours travailler avec l'active participation de leurs maîtres.

Art. 32. Dans la règle, l'enseignement est oral.

Art. 33. Dans les classes parallèles, les maîtres chargés d'un même enseignement, arrêtent d'un commun accord l'ordre dans lequel seront traitées les matières du programme.

Ils se réunissent dans le courant de l'année pour se renseigner mutuellement sur la méthode qu'ils suivent et les parties du programme déjà traitées.

Art. 34. Les maîtres chargés de l'enseignement dans une même classe, s'entendent pour que les devoirs à domicile ne demandent, pour les élèves de force moyenne, pas plus d'une heure de travail par jour.

Art. 35. Des épreuves écrites ou orales portant sur des révisions d'ensemble ont lieu pour chaque branche au moins une fois tous les deux mois.

Les maîtres d'une même classe doivent s'entendre pour que leurs élèves n'aient pas à préparer simultanément plusieurs épreuves.

Art. 36. A la fin de chaque semestre, les maîtres remettant au directeur un rapport indiquant la partie du programme qui a été traitée pendant le semestre écoulé. Le rapport du maître de classe contient, en outre, à la fin de l'année scolaire, un compte rendu de la marche de la classe, les notes annuelles et le rang des élèves, ainsi que la liste des promotions, des examens à refaire et des certificats.

Chapitre VII. — Anniversaires patriotiques.

Art. 37. Les anniversaires de l'escalade, de la restauration, de l'arrivée des troupes suisses au Port-Noir et du premier traité d'alliance perpétuelle des confédérés seront commémorés dans chaque classe, sous la forme d'un récit ou d'une causerie, à la première leçon du 11 décembre et du 1^{er} juin.

Dans le cas où l'une de ces dates tombe sur un jour de vacances, la commémoration aura lieu la veille.

Chapitre VIII. — Bulletins bi-mensuels et semestriels.

Art. 38. Le livret scolaire rendant compte chaque quinzaine de la conduite et du travail des élèves, doit être rapporté au jour fixé par le maître de classe et revêtu de la signature des parents ou de leur fondé de pouvoir.

Art. 39. Le chiffre mensuel du travail est déterminé par l'ensemble des notes obtenues par l'élève pour les récitation et les épreuves orales ou écrites faites en classe.

Art. 40. Les chiffres de travail sont communiqués chaque mois par les maîtres spéciaux aux maîtres de classe.

Art. 41. A la fin de chaque semestre, un bulletin est adressé aux parents. Ce bulletin contient les résultats en chiffres des examens de l'élève, de ses travaux, une appréciation de sa conduite et de son travail pendant le semestre et son rang dans la classe.

Chapitre IX. — Des examens.

A. Examens d'admission.

Art. 42. Pour être admis dans la 1^{re} année de l'école professionnelle, les élèves doivent être âgés d'au moins 13 ans.

Art. 43. Les dispenses d'âge ne peuvent être accordées que par le département de l'instruction publique, sur le préavis du directeur.

Art. 44. Les examens d'admission ont lieu à la fin de l'année scolaire et à la rentrée des vacances d'été. En dehors de cette époque, aucun élève n'est admis, à moins de circonstances spéciales.

Art. 45. Pour être admis en 1^{re} année, les élèves doivent justifier d'un ensemble de connaissances correspondant à celles que possèdent les élèves sortant de la 6^{me} année de l'école primaire. Ils sont, en particulier, examinés sur le français, la géométrie, l'arithmétique, l'allemand et le dessin.

Art. 46. Pour être admis dans la 2^{me} année, les élèves subissent un examen portant sur le programme de la 1^{re} année.

Art. 47. Les élèves qui sortent de la 6^{me} année de l'école primaire sont admis en 1^{re} année sur la présentation d'un bulletin portant pour chaque branche le chiffre du travail de l'année, celui de l'examen, la mention de la promotion ou de la non-promotion de l'élève, et la signature d'un inspecteur primaire.

Art. 48. Le directeur apprécie la valeur des certificats d'études provenant d'autres établissements publics, nationaux ou étrangers. Sur le vu de ceux-ci, il peut dispenser un élève, totalement ou en partie, des examens d'admission.

Art. 49. Les examens d'admission se font sous la direction et la surveillance des maîtres de classe.

Une commission, composée du directeur et des maîtres, décide des admissions.

Art. 50. Pour être admis, l'élève doit avoir obtenu au moins la moitié du maximum sur l'ensemble des branches, n'avoir pas de chiffre inférieur à 2 pour deux branches au plus, ni le chiffre 0 pour aucune branche.

B. Examens de promotion.

Art. 51. Les élèves sont appelés à subir, au moins deux fois par année, des examens sur l'enseignement qu'ils ont reçu.

La promotion d'une classe dans une autre dépend du résultat des examens combiné avec le travail de l'année. (Loi, art. 123.)

Art. 52. Les examens sont écrits ou oraux.

Art. 53. Pour les examens de fin d'année, le département nomme un jury pour chaque branche. Le maître chargé de l'enseignement d'une branche fait de droit partie de ce jury.

Art. 54. Pour l'examen écrit, les questions sont arrêtées la veille de l'examen, par les maîtres chargés de l'enseignement et sous la surveillance du directeur. Les questions sont les mêmes pour toutes les classes parallèles.

Le maître corrige les épreuves et soumet les corrections, ainsi que son appréciation, au contrôle du jury. Ce dernier émet une appréciation sur les résultats de chaque examen.

Art. 55. Pour l'examen oral, les questions et les textes doivent être pris dans l'ensemble du programme parcouru dans l'année. Le jury, d'accord avec le maître, peut poser des questions.

Le maître chargé de l'enseignement dirige l'interrogation. Les questions sont tirées au sort. Un élève peut demander à tirer une seconde question, mais il perd ainsi le tiers du chiffre auquel il aurait droit par sa réponse.

Art. 56. Les premiers examens semestriels se font dans la seconde quinzaine de janvier.

Les seconds examens semestriels se font immédiatement après la clôture de l'enseignement.

Art. 57. Pour être promu, il faut que, pour chaque branche, à l'exception de la gymnastique, l'élève ait obtenu plus de la moitié d'un maximum formé pour deux tiers par l'ensemble des chiffres résultant du travail de l'année, et pour un tiers par le chiffre moyen des examens.

Art. 58. Tout élève qui n'est pas promu, mais dont la moyenne générale est supérieure à 3, a la faculté de faire des examens à la rentrée des classes sur les branches dans lesquelles il n'a pas obtenu au moins la note 3.

Art. 59. Les examens complémentaires portent sur tout le programme de l'année qui vient de s'écouler.

Tout élève qui échoue dans l'un quelconque des examens à refaire n'est pas promu.

Art. 60. Le directeur peut, sur le préavis des maîtres intéressés et pour des motifs graves, ajourner les examens d'un élève à la rentrée des classes. Les élèves dont les examens ont été ajournés pour cause d'indiscipline ne sont pas autorisés à les refaire en cas d'insuccès.

Art. 61. Toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée dans un examen, tout usage de documents et d'annotations sur un livre ou cahier servant à l'examen, entraîne l'annulation de tous les examens.

Toute communication verbale dans un examen entraîne, pour les coupables, l'annulation de cet examen.

Art. 62. Les élèves qui sortent de 2^{me} année avec un bulletin de promotion sont admis dans la IV^e classe des sections technique et pédagogique du collège, sur la présentation de leur bulletin.

Pour être admis dans la section classique ou dans la section réelle, ils doivent en outre subir un examen complémentaire de latin.

Art. 63. Les examens sont appréciés par les chiffres de 0 à 6. Ce dernier chiffre désigne le maximum.

Chapitre X. — Du certificat annuel.

Art. 64. Les élèves qui se sont distingués par le travail, la conduite et le résultat des examens reçoivent des certificats qui leur sont délivrés, en séance publique, à la fin de l'année scolaire. (Loi, art. 123.)

Art. 65. A droit au certificat tout élève promu sans condition à la fin de l'année, avec la note moyenne $4\frac{1}{2}$ pour les examens et le travail, et dont la conduite a été satisfaisante.

L'élève qui obtient une note moyenne de $5\frac{3}{4}$ a droit à un certificat avec mention spéciale.

Extrait des registres du Conseil d'Etat. (Du 6 juin 1908.)

Le Conseil d'Etat, vu les articles 123 et 185 de la loi sur l'instruction publique du 5 juin 1886; vu le préavis de la commission scolaire en date du 19 mai 1908; sur la proposition du département de l'instruction publique;

arrête:

- 1^o Le Règlement organique de l'école professionnelle est approuvé.
- 2^o Il entrera immédiatement en vigueur.
- 3^o Le règlement du 20 janvier 1893 est abrogé.
- 4^o Le texte complet du dit Règlement sera annexé au présent arrêté.

68. 7. Règlement de l'Ecole professionnelle et ménagère de Genève. (Approuvé en séance du Conseil d'Etat du 10 juillet 1908.)

Chapitre premier. — Organisation de l'Ecole professionnelle et ménagère.

Art. 1^{er}. L'Ecole professionnelle et ménagère de jeunes filles fait suite à la 6^{me} année des écoles primaires. Elle comprend deux années d'études portant sur les branches suivantes: la langue française et la langue allemande, particulièrement en vue de la rédaction et de la conversation; l'arithmétique commerciale et la tenue de livres, le dessin et des notions pratiques de géométrie; des notions sommaires de sciences physiques et naturelles et de géographie commerciale; l'hygiène et l'économie domestique, la coupe et la confection de la lingerie et des vêtements; l'entretien du linge, le blanchissage et le repassage; la broderie; la cuisine; la gymnastique.

Elle comprend également une troisième année, dite d'„apprentissage“.

Art. 2. Le but de l'Ecole professionnelle et ménagère est:

- a. dans les deux premières années, de permettre à la jeune fille de compléter son instruction primaire et d'acquérir les connaissances pratiques nécessaires à la bonne tenue du ménage;
- b. de spécialiser dans la troisième année, dite d'apprentissage, le commerce, la coupe et confection en vêtements de dames et d'enfants, la lingerie, la broderie, la mode.

Art. 3. Le nombre des élèves d'une classe ne doit pas dépasser d'une manière permanente le chiffre de 25.

Chapitre II. — Durée du travail scolaire.

Art. 4. L'année scolaire est de 40 à 42 semaines, à raison de 30 heures de leçons par semaine dans les deux premières années, et de 42 à 48 heures dans les classes d'apprentissage.

Art. 5. Elle est partagée en deux semestres; le premier commence en septembre, et le second, le premier lundi de février.

Art. 6. Les leçons commencent le matin à 8 h. 10 m. en hiver, et à 7 h. 10 m. en été; elles se terminent à 11 h. pour être reprises l'après-midi à 2 h. 10 m. jusqu'à 5 h. du soir. Le jeudi et le samedi après-midi sont laissés libres. Les élèves qui suivent les cours de cuisine restent à l'école de 11 h. à 2 h. A 2¹/₄ h., elles doivent être prêtes à suivre les cours théoriques de leur section.

Dans la répartition des leçons, une part à peu près égale est accordée à l'enseignement théorique et à l'enseignement pratique.

Art. 7. La date et la durée des vacances sont fixées comme suit:

- 1^o Les vacances d'été, qui durent huit semaines à partir de la distribution des certificats;
- 2^o Les vacances du Nouvel An, du 24 décembre au 3 janvier inclusivement;
- 3^o Les vacances de Pâques comprennent la semaine qui précède Pâques et la semaine suivante jusqu'au jeudi inclusivement.

Il est en outre accordé deux jours de vacances après les examens de janvier.

Chapitre III. — Direction de l'Ecole professionnelle et ménagère.

Art. 8. La Direction de l'Ecole professionnelle et ménagère est confiée à une Directrice placée sous l'autorité du Directeur de l'Enseignement professionnel.

Art. 9. La Directrice inspecte les classes et veille notamment:

- 1^o A ce que les dispositions du règlement, tant organique que disciplinaire, soient strictement observées.
- 2^o A ce que l'enseignement soit donné aux heures et conformément aux programmes adoptés par le Département.
- 3^o A l'opportunité d'acquisitions nécessitées par les travaux scolaires; elle en confère avec les maîtres spéciaux et soumet les demandes qui lui sont faites

à l'approbation du Directeur. Elle exerce une surveillance générale sur la marche de l'école et fait le contrôle des dépenses.

Chapitre IV. — Personnel enseignant.

Art. 10. Chaque classe de l'Ecole est dirigée par une maîtresse d'études qui est chargée d'une partie de l'enseignement. Certaines branches sont confiées à des maîtresses et maîtres spéciaux. La maîtresse d'études peut avoir sous sa direction deux classes parallèles.

Art. 11. Les maîtres et maîtresses doivent se montrer ponctuels aux heures des leçons et n'interrompre leur enseignement que pour cause de santé ou tout autre motif grave.

Art. 12. Lorsqu'un fonctionnaire est empêché de donner son enseignement, le Département pourvoit à son remplacement. Les frais de ce remplacement sont dans la règle à la charge du fonctionnaire. (Loi, art. 19.)

Art. 13. Les frais de remplacement des fonctionnaires de l'instruction publique sont à la charge de l'Etat:

a. si le fonctionnaire est empêché par un service public obligatoire;

b. s'il est chargé d'une mission par le Département ou par le Conseil d'Etat.

Art. 14. Dans le cas d'une maladie dûment constatée ou d'un autre cas de force majeure reconnu tel par le Département, celui-ci, sur la demande du fonctionnaire, peut accorder jusqu'à trois mois de remplacement, aux frais de l'Etat, en tout ou en partie.

Art. 15. Lorsqu'une maladie dure plus de trois mois, le Conseil d'Etat, sur la demande directe faite par le fonctionnaire ou en son nom, peut prolonger le remplacement aux frais de l'Etat, en tout ou en partie.

Art. 16. Si le fonctionnaire absent n'avise pas immédiatement la Directrice et s'il ne fait pas constater l'indisposition qui l'oblige à interrompre son enseignement, une somme proportionnelle aux heures d'absence est déduite de son traitement.

Art. 17. L'usage des locaux de l'Ecole est exclusivement réservé à l'enseignement ordinaire obligatoire et facultatif, sauf autorisation du Département dans des cas spéciaux.

Art. 18. Les fonctionnaires de l'Ecole sont réunis périodiquement en conférences, sous la présidence du Directeur de l'enseignement professionnel ou de la Directrice de l'Ecole. Leur présence est obligatoire.

En outre, la conférence est convoquée par le Directeur quand il le juge à propos ou quand cinq maîtres au moins en font la demande.

Le maître le plus récemment nommé est chargé des fonctions de secrétaire. Si plusieurs maîtres ont été nommés en même temps, ces fonctions sont dévolues au plus jeune d'entre eux.

L'ordre du jour de chaque séance doit être indiqué sur la carte de convocation.

Art. 19. Réunis en conférence, les maîtres discutent les questions qui leur sont soumises par le Département, par le Directeur, ou par l'un d'entre eux.

Ils formulent un préavis sur les programmes, les manuels et les règlements d'ordre intérieur.

Ils prennent les décisions concernant les admissions à la suite d'examens, ainsi que la promotion des élèves.

Le Directeur peut, s'il le juge convenable, soumettre ces décisions à l'approbation du Département de l'Instruction publique. Il transmet immédiatement au Département une copie du procès-verbal de chaque séance.

Chapitre V. — Surveillance de la discipline.

Art. 20. Les maîtres et maîtresses doivent consigner dans les registres disposés à cet effet tous les renseignements nécessaires sur la régularité, le travail et la conduite des élèves.

Art. 21. Si une élève est absente depuis deux jours sans que la maîtresse d'études ait été officiellement informée des motifs de cette absence, celle-ci doit immédiatement aviser les parents ou leur fondé de pouvoir.

Art. 22. Chaque maîtresse spéciale et chaque maître spécial est chargé de la discipline intérieure de ses leçons. Il a le droit de renvoyer une élève pour la durée d'une leçon. Il en avise la maîtresse d'études.

Art. 23. Chacune des maîtresses d'études est chargée de la discipline intérieure des classes qui lui sont confiées. Elle examine les cas qui lui sont soumis par les maîtresses et maîtres spéciaux, et peut prononcer le renvoi d'un jour.

Art. 24. Chaque maîtresse doit tenir en tout temps à la disposition de la Directrice les registres ou documents lui permettant de s'enquérir de la discipline de la classe.

Art. 25. Le cas de récidive ou ceux qui présentent une certaine gravité doivent être déférés à la Directrice qui pourra prononcer un renvoi de huit jours au plus. Une exclusion de plus longue durée, ainsi que l'expulsion, doit être soumise à l'approbation du Département.

Art. 26. Toute réclamation ou visite pendant les heures de leçons est formellement interdite.

Art. 27. En ce qui concerne la discipline extérieure, l'autorité des maîtres s'exerce indistinctement sur tous les élèves de l'école.

Les maîtresses peuvent être chargées à tour de rôle de la surveillance dans les corridors.

Chapitre VI. — De l'enseignement.

Art. 28. Les maîtresses et les maîtres sont tenus de se conformer dans leur enseignement au programme arrêté par le département, ainsi aux instructions méthodiques qui peuvent y être annexées.

Art. 29. Sauf autorisation du département, il leur est interdit d'introduire d'autres livres que ceux qui sont prévus par le programme.

Art. 30. Pendant les heures de classe, les élèves doivent toujours travailler avec l'active participation de leurs maîtresses et maîtres.

Art. 31. Dans les classes parallèles, les maîtresses et maîtres chargés d'un même enseignement doivent, au commencement de l'année scolaire, arrêter d'un commun accord l'ordre dans lequel seront traitées les matières du programme.

Il se réunissent dans le courant de l'année pour se renseigner mutuellement sur la méthode qu'ils suivent et les parties du programme déjà traitées.

Art. 32. A la fin de chaque semestre, les maîtresses et maîtres remettent à la directrice un rapport indiquant la partie du programme qui a été traitée pendant le semestre écoulé. Le rapport de la maîtresse de classe contient, en outre, à la fin de l'année scolaire, un compte rendu de la marche de la classe, les notes annuelles et le rang des élèves, ainsi que la liste des promotions, des examens à refaire et des certificats.

Art. 33. Les maîtresses d'études sont chargées de la direction des élèves au point de vue éducatif. Elles veillent à la tenue de leurs élèves, à leur maintien, à leurs rapports mutuels, et en général à l'observation de l'ordre et de la discipline pendant les leçons et les récréations. Elles font l'inspection des livres et des cahiers et contrôlent les devoirs.

A. Cuisine.

Art. 34. Aux cours de cuisine, la maîtresse de cet enseignement organise dès le premier jour ses élèves en groupes ou familles qui passent successivement, dans un ordre déterminé, aux différents travaux du ménage.

Art. 35. La maîtresse de cuisine organise immédiatement les élèves en familles et leur fait apprêter des mets variés d'après des menus approuvés par la directrice. Elle fait chaque jour précéder la confection des mets d'un exposé

méthodique portant spécialement sur la valeur nutritive des aliments, leur rôle dans l'hygiène alimentaire et leur préparation. Elle leur fait inscrire les dépenses de chaque jour et les initie à une bonne comptabilité ménagère. Elle s'occupe également, avec les élèves, des achats que nécessite le fonctionnement de la cuisine.

Art. 36. A 2 heures, les élèves quittent la cuisine et reprennent les leçons indiquées par l'horaire de semaine.

Art. 37. Chaque classe passe à tour de rôle à la cuisine.

Durant cette période, les élèves doivent prendre leur repas de midi à l'école, et paient une rétribution de fr. 0.40 par repas.

Les jeunes filles des autres sections peuvent obtenir de la directrice l'autorisation de dîner aux mêmes conditions que leurs compagnes.

Art. 38. Aucune personne étrangère à l'école ne peut être admise à dîner à la cuisine sans une autorisation de la directrice.

B. Blanchissage et repassage.

Art. 39. Chaque classe passe à tour de rôle, et pendant deux heures consécutives, à la buanderie. La maîtresse de blanchissage divise les élèves en trois groupes de huit: un s'occupe du blanchissage et deux du repassage.

Chaque groupe doit effectuer les travaux imposés.

Art. 40. Dans ce cours sont repassés les linges ayant servi à la cuisine et les pièces apportées de la maison et spécifiées par la maîtresse de blanchissage, selon un programme nettement déterminé.

C. Lingerie, coupe et confection.

Art. 41. Dans ces cours, donnés par des maîtresses spéciales, sont confectionnés divers vêtements personnels qui deviennent la propriété des élèves et dont la dépense incombe aux parents.

Art. 42. La leçon de raccommodage est spécialement destinée à l'entretien du linge de la maison.

Gymnastique et chant.

Art. 43. Aucune élève ne peut être définitivement exemptée de la leçon de gymnastique, si elle ne produit un certificat médical.

Art. 44. Au début de chaque année scolaire, un enseignement facultatif de chant est organisé.

Chapitre VII. — Anniversaires patriotiques.

Art. 45. Les anniversaires de l'Escalade, de la Restauration, de l'arrivée des troupes suisses, au Port Noir, et du premier traité d'alliance perpétuelle des Confédérés, seront commémorés dans chaque classe sous la forme d'un récit ou d'une causerie, à la première leçon du 11 décembre et du 1^{er} juin.

Dans le cas où l'une de ces dates tombe sur un jour de vacances, la commémoration aura lieu la veille.

Chapitre VIII. — Bulletins mensuels et semestriels.

Art. 46. Le livret rendant compte chaque mois de la conduite et du travail des élèves doit faire retour à la maîtresse de classe le lendemain du jour de classe où il aura été remis, après avoir été signé par les parents ou par les personnes ayant qualité pour les remplacer.

Art. 47. Les chiffres mensuels de travail sont communiqués par les maîtres et maîtresses spéciaux à la maîtresse de classe.

Art. 48. A la fin de l'année scolaire, un bulletin est adressé aux parents. Ce bulletin contient entre autres les résultats en chiffres des interrogations de l'élève et de ses travaux, une appréciation de sa conduite pendant l'année et son rang dans la classe.

*Chapitre IX. — Examens.**A. Examens d'admission.*

Art. 49. Les élèves sortant de la sixième année des Ecoles primaires publiques sont admises en première année sur la présentation d'un bulletin d'examen satisfaisant, signé par l'Inspecteur, et portant pour chaque branche le chiffre du travail de l'année et celui de l'examen.

Art. 50. Pour être admises dans la première année de l'Ecole ménagère, les élèves doivent être âgées d'au moins 13 ans et justifier d'un ensemble de connaissances correspondant à celles que possèdent les élèves sortant de la 6^{me} année de l'Ecole primaire. Elles sont, en particulier, examinées sur le français, l'arithmétique et l'allemand.

Art. 51. Pour être admise dans la deuxième année, l'élève devra subir avec succès un examen portant sur le programme de la première année.

Art. 52. Une Commission, composée de la Directrice et des maîtresses d'études, apprécie la valeur des certificats d'étude provenant d'autres établissements publics nationaux ou étrangers. Sur le vu de ceux-ci, elle peut dispenser une élève, totalement ou en partie, des examens d'admission.

Art. 53. Les examens d'admission se font sous la direction et la surveillance des maîtresses de classe. Ils ont lieu à la rentrée des vacances d'été.

La Commission prévue à l'article précédent décide des admissions.

Art. 54. Pour être admise, l'élève doit avoir obtenu au moins la moitié du maximum sur l'ensemble des branches, n'avoir pas eu des chiffres inférieurs à 2 pour deux branches au plus, ni le chiffre 0 pour aucune branche.

B. Examens de promotion.

Art. 55. La promotion d'une classe dans une autre dépend du résultat des travaux de l'année, tant pratiques que théoriques, combiné avec celui des épreuves semestrielles.

Les élèves sont appelées à subir, dans le courant de l'année, des interrogations sur l'enseignement qu'elles ont reçu.

Art. 56. Les examens portent sur l'arithmétique et la comptabilité, le français, l'allemand, l'économie domestique et l'hygiène, les sciences naturelles et la géographie.

Il peut y avoir, en outre, un examen de dessin et de gymnastique.

Art. 57. Pour les examens de fin d'année, le Département nomme un jury pour chaque branche. La maîtresse ou le maître chargé de l'enseignement d'une branche fait de droit partie de ce jury.

Art. 58. Pour l'examen écrit, les questions sont arrêtées la veille de l'examen, d'accord avec les maîtresses et les maîtres chargés de l'enseignement et sous la surveillance de la Directrice. Les questions sont les mêmes pour toutes les classes parallèles.

Les maîtresses et maîtres corrigent les épreuves et soumettent les corrections, ainsi que leur appréciation, au contrôle du jury. Ce dernier émet une appréciation sur les résultats de chaque examen.

Art. 59. Pour l'examen oral, les questions et les textes doivent être pris dans l'ensemble du programme parcouru dans l'année. Le jury, d'accord avec la maîtresse ou le maître, peut poser des questions.

La maîtresse ou le maître chargé de l'enseignement dirige l'interrogation. Les questions sont tirées au sort. Une élève peut demander à tirer une seconde question, mais elle perd ainsi le tiers du chiffre auquel elle aurait droit par sa réponse.

Art. 60. Pour être promue, il faut que, pour chaque branche, à l'exception de la gymnastique, l'élève ait obtenu plus de la moitié d'un maximum formé pour deux tiers par l'ensemble des chiffres résultant du travail de l'année, et pour un tiers par le chiffre moyen des examens.

Art. 61. Toute élève qui n'est pas promue, mais dont la moyenne générale est supérieure à 3, a la faculté de faire des examens à la rentrée des classes sur les branches dans lesquelles elle n'a pas obtenu la note 3.

Art. 62. Les examens complémentaires portent sur tout le programme de l'année qui vient de s'écouler. Toute élève qui échoue dans l'un quelconque des examens à refaire n'est pas promue.

Art. 63. Le Directeur peut, sur le préavis de la Directrice et pour des motifs graves, ajourner les examens d'une élève à la rentrée des classes. Les élèves, dont les examens ont été ajournés pour cause d'indiscipline, ne sont pas autorisées à les refaire en cas d'insuccès.

Art. 64. Toute communication avec une voisine, pendant la durée d'un examen écrit, entraîne l'annulation de l'examen pour la branche dont il s'agit. Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'annulation de tous les examens.

Art. 65. Les élèves qui sortent avec un bulletin d'examen satisfaisant de la deuxième année de l'Ecole professionnelle et ménagère sont admises dans la Section commerciale ou dans l'une des Sections d'apprentissage formant la troisième année de l'école, ou dans la quatrième année de l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles.

Art. 66. Les élèves qui sortent de la première année de l'école peuvent être admises dans l'une des sections d'apprentissage si elles ont suivi les cours spéciaux qui les y préparent.

Chapitre X. — Du certificat annuel.

Art. 67. Les élèves qui se sont distinguées par le travail, la conduite et le résultat des examens, reçoivent des certificats qui leur sont délivrés en séance publique, à la fin de l'année scolaire.

Art. 68. A droit au certificat toute élève dont la conduite a été satisfaisante et qui a été promue sans conditions, à la fin de l'année, avec la note 5 pour le travail.

Chapitre XI. — Bibliothèque.

Art. 69. L'école professionnelle et ménagère possède une bibliothèque, formée de livres instructifs et récréatifs, qui sont à la disposition des élèves.

Art. 70. La bibliothèque est ouverte à partir du mois d'octobre jusqu'à la fin du mois de mai, les mardi et vendredi, pendant la récréation du matin; mais les élèves ne peuvent échanger leur livre qu'une fois dans la quinzaine.

Art. 71. Toute élève qui aura détérioré un livre ne sera plus admise à se servir de la bibliothèque.

Chapitre XII. — Cours spéciaux préparant aux apprentissages.

Art. 72. Les cours spéciaux sont destinés à préparer les élèves des première et deuxième années en vue des apprentissages. Les élèves peuvent ainsi, tout en suivant l'année scolaire, se spécialiser pour l'un des apprentissages, soit vêtements de dames, vêtements d'enfants, ou encore pour la section de commerce.

Art. 73. Les cours spéciaux ont lieu le jeudi et le samedi, à raison de 4 heures par semaine.

Art. 74. Les élèves sortant de la première année et qui ont suivi les cours spéciaux peuvent entrer directement dans les sections d'apprentissage de couture, où elles doivent rester deux années consécutives pour obtenir le certificat de fin d'apprentissage.

Art. 75. Le cours spécial de comptabilité est obligatoire pour les élèves des deuxième années qui veulent faire leur troisième année dans la section commerciale.

Chapitre XIII. — Classes d'apprentissage.

Art. 76. Toutes les apprenties sont exercées à la couture ménagère, à la transformation des vêtements, à la coupe et à la confection, d'après un pro-

gramme déterminé d'avance et pouvant leur donner une connaissance technique et pratique du métier auquel elles veulent se vouer. Elles travaillent pour la clientèle. Elles peuvent, avec l'autorisation de la maîtresse, travailler pour elles-mêmes et pour leurs familles.

Art. 77. Les apprenties entrent à l'école à 8 h. 10 m. en hiver, pour en sortir à midi moins un quart. Elles reprennent leurs leçons à 2 h. de l'après-midi jusqu'à 6 h. du soir tous les jours, à l'exception du samedi, où elles sont libérées à 4 h.

En été, les leçons ont lieu de 7 h. du matin à midi moins un quart, et de 2 h. à 5 h. du soir.

Art. 78. Dans le courant du mois de juin, les apprenties sont admises à subir l'examen organisé par le département du commerce et de l'industrie, pour l'obtention d'un diplôme de fin d'apprentissage.

L'examen se compose:

1^o Des épreuves professionnelles proprement dites, dans lesquelles l'apprentie devra prouver qu'elle peut exécuter seule et sans les conseils de ses maîtresses une ou plusieurs épreuves difficiles du métier qu'elle a choisi.

2^o Des épreuves d'enseignement général, portant sur la comptabilité et le dessin, et comprenant une rédaction française se rapportant à une question professionnelle.

Chapitre XIV. — Section de commerce.

Art. 79. Dans la section de commerce, qui comprend une seule année d'études, sont admises les élèves sorties régulièrement de la 2^e année de l'école ménagère.

L'enseignement prévu au programme de cette section est destiné à leur donner les connaissances nécessaires à la pratique des professions commerciales.

Chapitre XV. — Economat.

Art. 80. Une économe est attachée à l'institution. Elle achète, après en avoir référé à la directrice, les fournitures scolaires, et se charge de leur répartition entre les différents services de l'école.

Art. 81. L'économat est ouvert pendant toute la durée des cours de l'école et des classes d'apprentissage.

Art. 82. L'économe relève les comptes de cuisine, les fait approuver par la directrice et se charge de payer certains fournisseurs.

Elle distribue aux maîtresses et aux maîtres le matériel nécessaire à l'enseignement, ouvre un compte de distribution pour chacun de ces différents services et veille à ce qu'il soit fait un emploi judicieux des fournitures de l'état.

Art. 83. Chaque année, il est fait un inventaire complet des fournitures et des marchandises en dépôt à l'économat.

Art. 84. L'économe doit tenir une comptabilité détaillée et minutieuse de son activité quotidienne. Elle doit verser à la caisse générale de la direction, une fois par mois, le montant de ses recettes.

Art. 85. L'économe peut être appelée à suppléer la maîtresse de cuisine pendant que cette dernière fait les achats quotidiens avec les élèves.

Extrait des registres du conseil d'état du 10 juillet 1908.

Le conseil d'état, vu les articles 123 et 185 de la loi sur l'instruction publique; vu le préavis de la commission scolaire en date du 19 juin 1908; sur la proposition du département de l'instruction publique;

arrête:

1^o Le règlement organique de l'école professionnelle et ménagère de Genève est approuvé.

2^o Il entrera immédiatement en vigueur.

3^o Le texte complet du dit règlement sera annexé au présent arrêté.

69. s. Règlement relatif aux examens de maturité du gymnase. (Du 12 décembre 1908.)

Art. 1^{er}. Il est institué dans chaque section du collège un examen de maturité, dont le programme porte sur tout le champ d'études de la section,¹⁾ sous réserve des dispenses accordées aux élèves réguliers²⁾ par les articles 18, 19 et 20 du présent règlement.

Cet examen est conçu de façon à constituer une enquête générale sur les connaissances et le degré de maturité intellectuelle du candidat.

Un certificat est délivré au candidat qui, dans les différentes branches de l'examen, obtient des notes conformes aux prescriptions de l'article 14.

Art. 2. L'examen de maturité a lieu chaque année: 1^o dans la seconde quinzaine de juin; 2^o dans la première quinzaine d'octobre.

Un avis officiel indique au moins un mois d'avance la date exacte de l'examen.

L'inscription est close une semaine avant l'examen. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans des cas spéciaux et par décision du département.

Art. 3. Est admis à s'inscrire:

- a. Tout élève régulier qui a suivi durant une année au moins les cours de la classe supérieure d'une section du collège;
- b. Toute autre personne âgée d'au moins 18 ans révolus.

Le candidat qui a échoué dans trois sessions ne peut plus s'inscrire pour un nouvel examen.

Art. 4. Le candidat qui a suivi tout l'enseignement obligatoire de la classe supérieure d'une section du collège paie un droit de 10 francs pour le certificat. Tout autre candidat paie un droit de 20 francs par inscription et de 40 francs pour le certificat.

Art. 5. L'examen porte sur les branches suivantes:

Dans la section classique: 1^o langue et littérature françaises; 2^o latin; 3^o grec; 4^o langue et littérature allemandes; 5^o histoire; 6^o géographie; 7^o mathématiques; 8^o sciences naturelles; 9^o physique; 10^o chimie; 11^o philosophie; 12^o dessin.

Dans la section réelle: 1^o langue et littérature françaises; 2^o latin; 3^o langue et littérature allemandes; 4^o langue et littérature anglaises; 5^o histoire; 6^o géographie; 7^o mathématiques; 8^o sciences naturelles; 9^o physique; 10^o chimie; 11^o dessin.

Dans la section technique: 1^o langue et littérature françaises; 2^o langue et littérature allemandes; 3^o langue et littérature anglaises; 4^o histoire; 5^o géographie; 6^o mathématiques; 7^o géométrie descriptive; 8^o sciences naturelles; 9^o physique; 10^o chimie; 11^o dessin; 12^o dessin technique.

Dans la section pédagogique: 1^o langue et littérature françaises; 2^o langue et littérature allemandes; 3^o histoire; 4^o géographie; 5^o mathématiques; 6^o sciences naturelles; 7^o physique; 8^o chimie; 9^o pédagogie (psychologie, pédagogie, histoire de la pédagogie); 10^o hygiène; 11^o droit usuel et instruction civique; 12^o musique; 13^o gymnastique; 14^o dessin; 15^o pédagogie pratique.

Art. 6. Pour les langues, les mathématiques et la géométrie descriptive, les candidats sont soumis à un examen oral et à un examen écrit.

Pour le dessin, l'examen consiste dans la représentation d'un objet d'après nature; il comprend, en outre, dans la section pédagogique, une épreuve portant sur la méthode d'enseignement du dessin à l'école primaire. Pour le dessin technique, l'examen consiste en une épure ou un lavis.

Pour les autres branches, les candidats sont soumis à un examen oral.

Art. 7. Dans les langues, l'examen oral comprend:³⁾

¹⁾ Voir le dernier programme d'enseignement du collège.

²⁾ Voir règlement organique du collège.

³⁾ Pour le français, l'anglais, l'allemand et l'anglais, les textes à expliquer sont pris dans une liste d'œuvres littéraires valable pour une période de quatre années et publiée dans le programme annuel du collège.

Pour le français: l'explication d'un texte;

Pour le latin: l'explication d'un texte choisi dans César, Tite-Live, Salluste, Tacite, Cicéron, Virgile, Horace;

Pour le grec: l'explication d'un texte pris dans Hérodote, Thucydide, Xénophon, Homère, Sophocle, Euripide, Démosthène, Platon;

Pour l'allemand: l'explication d'un texte et l'exposé en allemand d'un sujet littéraire; dans la section technique, l'exposé peut porter sur un sujet littéraire ou scientifique.

Pour l'anglais: l'exposé en anglais d'un sujet littéraire et l'explication d'un texte.

Art. 8. L'examen écrit comprend:

Pour le français: une composition sur un sujet littéraire ou scientifique (à l'exclusion des sujets de pure imagination);

Pour le latin: un thème grammaticalement correct;

Pour le grec: une version dont le texte est remis à chaque candidat;

Pour l'allemand et l'anglais: un thème ou une composition sur un sujet tiré au sort;

Pour les mathématiques: la solution de quelques problèmes;

Pour la géométrie descriptive: une épure.

Art. 9. Les examens de maturité se font devant un jury nommé par le Département au mois de juin et pour la durée d'un an. Font, de droit, partie de ce jury, le directeur et, pour chaque branche, le maître qui l'enseigne dans la dernière classe. Celui-ci fonctionne comme examinateur à l'épreuve orale.

Le jury est présidé par le directeur.

Art. 10. Les questions de l'examen écrit et de l'examen oral sont préparées pour chaque branche par le maître qui l'enseigne dans la dernière classe. Vingt-quatre heures au plus avant l'examen, ces questions sont soumises au jury, qui a le droit de les modifier et d'en ajouter d'autres dans les limites du programme.

Art. 11. Dans chaque examen écrit, les candidats d'une même section traitent la même question tirée au sort. Pour la composition française, il est tiré au sort trois sujets entre lesquels chaque candidat choisit celui qu'il préfère.

Les candidats ne peuvent se servir que de livres autorisés par le jury.

Les examens écrits se font sous la surveillance d'une personne désignée par le directeur.

Art. 12. Dans l'examen oral, chaque candidat tire au sort sa question. Avant d'être interrogé, il peut demander d'en tirer une seconde; mais, dans ce cas, sa note est réduite aux deux tiers du chiffre auquel il aurait eu droit par sa réponse.

Art. 13. Le jury apprécie chaque branche par des chiffres entiers, suivant une échelle où la meilleure note est représentée par 6 et la moindre par 1.

Art. 14. Pour mériter le certificat de maturité, le candidat doit avoir obtenu, sur l'ensemble de toutes les branches, plus des $\frac{7}{12}$ du maximum total.

Toutefois, le certificat sera refusé:

1^o Aux candidats qui auront obtenu la note 1 dans une branche, ou la note 2 dans deux branches, ou une note inférieure à 4 dans quatre branches.

2^o Dans les sections classique et réelle, aux candidats de langue française qui n'auront pas obtenu au moins la note 4 pour le français — dans la section technique, à ceux qui n'auront pas obtenu au moins la note 3 pour les mathématiques — dans la section pédagogique, à ceux qui n'auront pas obtenu au moins la note 4 pour le français et la note 3 pour l'allemand, l'histoire, la géographie et les mathématiques.

Art. 15. Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'annulation de l'examen de maturité.

Art. 16. Le candidat dont l'examen n'est pas admis est, dans les sessions subséquentes, dispensé des épreuves dans toutes les branches où il a obtenu au moins la note 4.

Art. 17. Tout certificat ou diplôme délivré à la suite d'un examen par une autorité scolaire de Genève peut dispenser des épreuves jugées par le Conseil du Collège équivalentes à celles de la maturité.

Art. 18. Pour les élèves réguliers des sections classique, réelle et technique, les notes annuelles obtenues dans la dernière classe où le dessin et le dessin technique sont enseignés constituent les notes de l'examen pour ces deux branches.

Art. 19. Les élèves réguliers de la seconde classe ont le droit de subir, par anticipation, les examens de maturité sur les sciences naturelles et la géographie dans toutes les sections, en outre sur l'anglais dans la section technique, sur la gymnastique, et sur le droit usuel et l'instruction civique dans la section pédagogique.

Sauf en ce qui concerne les thèmes, les versions et l'explication des auteurs, l'examen ne porte, pour ces candidats, que sur le programme parcouru dans la seconde classe.

Seul les élèves de la section technique peuvent, à leur sortie de la classe supérieure, refaire les examens des branches pour lesquelles ils n'auraient pas obtenu un chiffre supérieur à 3.

Art. 20. Pour les élèves réguliers de la classe supérieure, les examens portent seulement sur le programme de cette classe, sauf en ce qui concerne les thèmes, les versions, l'explication des textes et les lectures d'auteurs français.

Art. 21. Pour les élèves réguliers, la note définitive de chaque branche est formée pour un tiers par la dernière note annuelle du candidat et pour deux tiers par la note de l'examen.

Art. 22. Outre les résultats de l'examen, le certificat de maturité indique pour chaque candidat ses nom, prénoms, lieu d'origine, date de naissance et date d'entrée au collège. Il porte la mention „très bien“ si le candidat a obtenu au moins les $\frac{7}{8}$ du maximum total; la mention „bien“ si la somme de notes est comprise entre les $\frac{3}{4}$ et les $\frac{7}{8}$ de ce maximum; dans les autres cas, la mention „satisfaisant“.

Le certificat est signé par le président du département de l'instruction publique et par le directeur.

Art. 23. Le certificat des sections classique et réelle porte la mention: *Valable pour l'admission aux examens fédéraux de médecine*, s'il est délivré à un élève régulier qui a suivi, durant une année au moins, l'enseignement obligatoire de la classe supérieure de la section classique ou de la section réelle, si le candidat n'a pas été mis au bénéfice des dispositions de l'article 17 du présent règlement et si les notes obtenues ne sont pas inférieures à celles qu'impose le règlement fédéral du 6 juillet 1906.

Art. 24. Les élèves qui sortent du gymnase avec le certificat de maturité technique sont admis de plein droit à l'école polytechnique fédérale, à condition qu'ils aient suivi comme réguliers l'enseignement de l'année supérieure et que tous les examens aient été subis dans la session de fin d'année scolaire.

Dans le cas où ces conditions sont remplies, le certificat porte la mention: *Valable pour l'école polytechnique fédérale*.

Art. 25. Les élèves qui ont suivi comme réguliers l'enseignement de la classe supérieure de la section technique et qui ont reçu le certificat de maturité de cette section, peuvent obtenir, sur la base de ce certificat et d'une épreuve complémentaire de latin, un certificat de maturité valable pour l'admission aux examens fédéraux de médecine.

L'examen complémentaire de latin comprend les éléments de la grammaire, la syntaxe (règles essentielles) et des versions tirées de Cicéron (discours), de Tite-Live ou de Virgile.

Cet examen est subi devant la commission fédérale de maturité.

Le candidat à cet examen doit présenter sa demande au président de la commission fédérale de maturité et produire en même temps son certificat de maturité technique.

L'inscription pour l'examen complémentaire de latin se fait dans les délais prescrits par l'article 17 du règlement fédéral de maturité et au plus tard dans les deux ans qui suivent l'examen subi pour le certificat de maturité technique. La commission fédérale de maturité n'est autorisée à déroger à cette règle que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

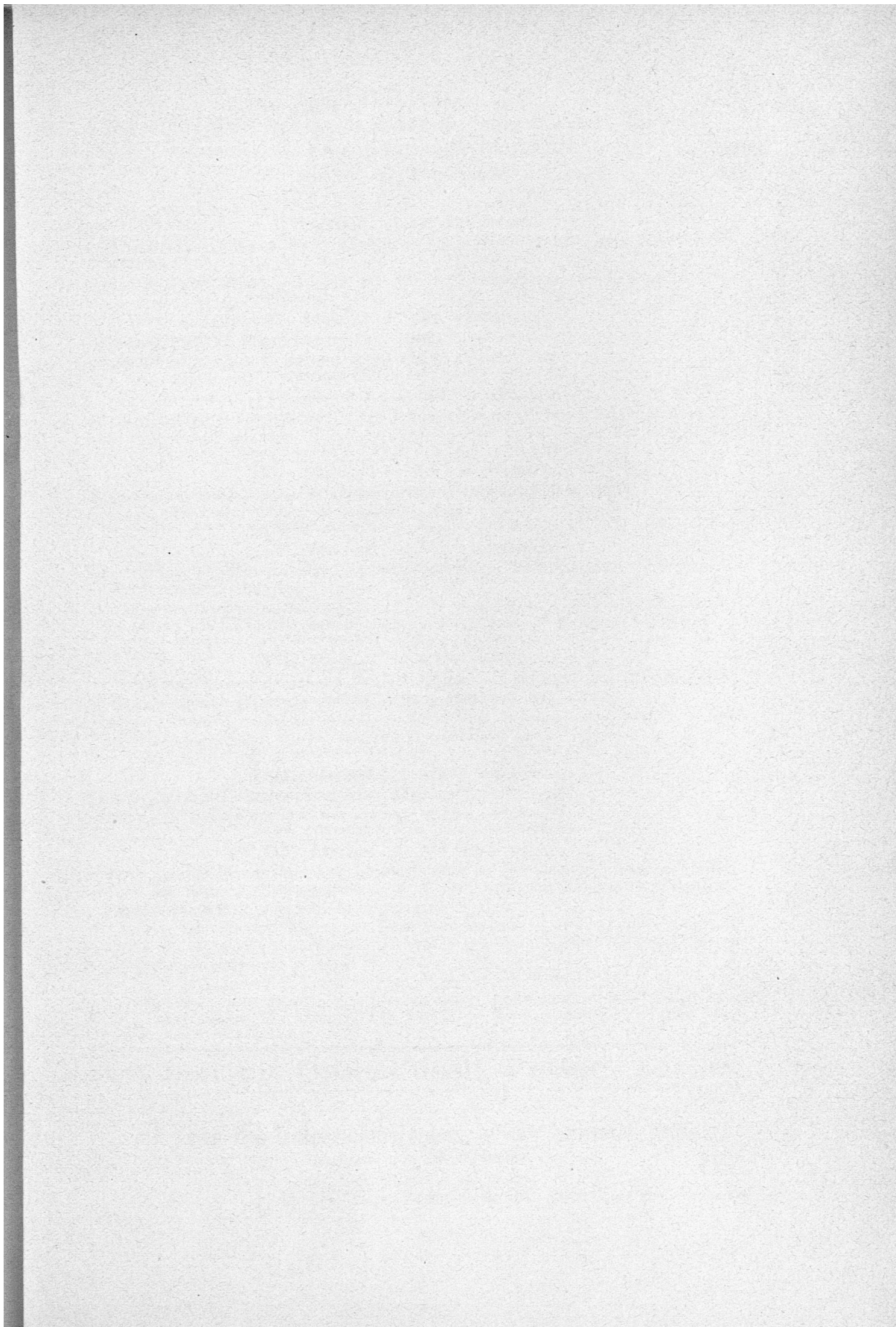
L'examen complémentaire n'est considéré comme suffisant que si le candidat a obtenu la note 4 au minimum.

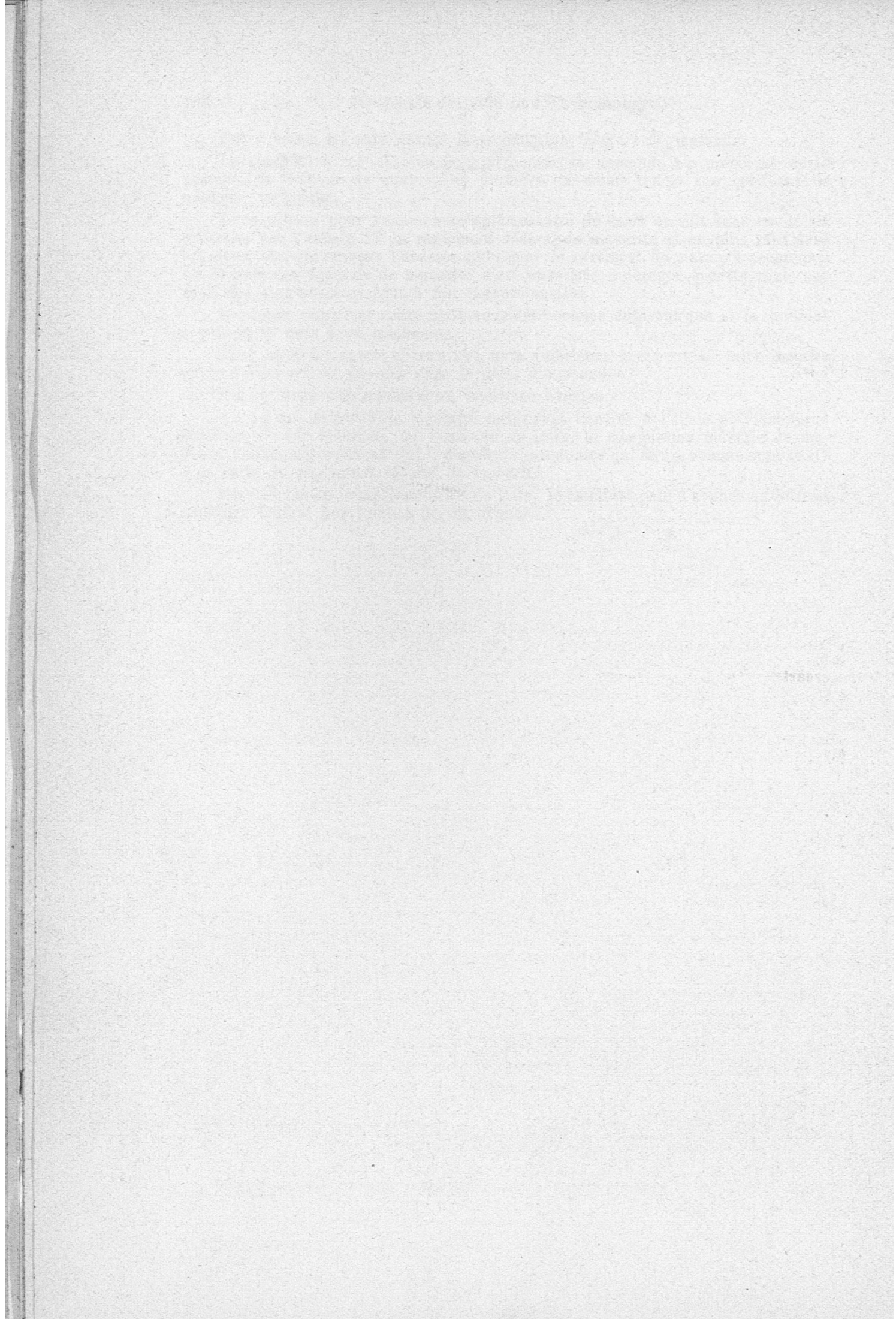
Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 4 peut se faire inscrire en vue d'un nouvel examen dans le délai d'une année.

Nul ne peut être admis à un troisième examen.

Au vu du certificat de maturité autorisant l'entrée à l'école polytechnique fédérale et des résultats de l'examen de latin, la commission fédérale de maturité délivre un certificat établi d'après le formulaire qui figure comme annexe III à la suite du règlement fédéral de maturité.

Pour l'examen complémentaire de latin, le candidat paie d'avance au bureau sanitaire fédéral une finance de dix francs.





Inhalt

der Bände der schweizerischen Schulstatistik 1894/95.

REGISTRE DE LA STATISTIQUE SCOLAIRE 1894/95

von Dr. **A. Huber.**

I. Band. — I^{er} volume.

Organisationsverhältnisse der Primarschulen (Schuldauer, Schülerverhältnisse, etc.) 1894/95.

Organisation des écoles primaires (Durée de l'enseignement, élèves, etc.) 1894/95.
gr. 8^o broschiert XXVIII + 332 + 407 = 767 Seiten.

II. Band. — II^e volume.

Die schweizerische Primarlehrerschaft. 1895.

Le personnel enseignant des écoles primaires suisses. 1895.
gr. 8^o broschiert XX + 242 + 213 = 475 Seiten.

III. Band. — III^e volume.

Die Arbeitsschulen für Mädchen in der Schweiz auf der Primarschulstufe. 1894/95.

Les écoles d'ouvrages des filles dans l'enseignement primaire, en Suisse. 1894/95.
gr. 8^o broschiert XVI + 66 + 148 = 230 Seiten.

IV. Band. — IV^e volume.

Ökonomische Verhältnisse der schweizerischen Primarschulen. 1894.

Economie des écoles primaires suisses en 1894.
gr. 8^o broschiert XX + 60 + 95 = 175 Seiten.

V. Band. — V^e volume.

Sekundarschulen, Mittelschulen, Fortbildungsschulen, Berufsschulen, Hochschulen, Musikschulen. 1894/95.

Enseignement secondaire et supérieure (écoles secondaires, écoles moyennes, écoles d'adultes, écoles professionnelles, Universités, écoles de musique) en 1894/95.
gr. 8^o broschiert XXX + 487 + 531 = 1048 Seiten.

VI. Band. — VI^e volume.

Kindergärten, Kleinkinderschulen, Privat-Primar-, -Sekundar- und -Mittelschulen; Spezialschulen (Waisenanstalten, Rettungsanstalten, etc.).

Jardins d'enfants, écoles enfantines, écoles privées (enseignement primaire, secondaire et supérieur), écoles spéciales (orphelinats, asiles, etc.).
gr. 8^o broschiert XII + 38 + 103 = 153 Seiten.

VII. Band. — VII^e volume.

Zusammenfassende Übersichten nach Bezirken und Kantonen.

Tableaux de récapitulations des districts et des cantons.
gr. 8^o broschiert X + 113 = 123 Seiten.

VIII. Band. — VIII^e volume.

I. Teil: Geschichtlicher Überblick, Übersicht über die Schulgesetzgebung des Bundes und der Kantone, Rekrutenprüfungen; II.—VII. Teil: Die Gesetzgebung der Kantone nach Schulstufen und Schulgruppen.

I^{re} partie: Introduction historique, législation scolaire de la Confédération et des Cantons, Examens des recrues; II^e à VII^e partie: La législation des cantons d'après les degrés et groupes scolaires.

gr. 8^o broschiert XXIV + 1340 = 1364 Seiten.

Das ganze Werk von 8 Bänden mit 4335 Seiten ist zu sehr reduzierten Preisen beim eidgen. Departement des Innern in Bern erhältlich. Es sind auch einzelne Bände käuflich.

Art. Institut Orell Füssli, Verlag, Zürich.

Ferner erschien:

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1900.

Bearbeitet von Dr. **A. Huber.**

gr. 8^o broschiert. XII, 203 und 356 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Stadtrat Johann Kaspar Grob, 1841—1901. Eine biographische Skizze.** 88 Seiten.

34/2

Art. Institut Orell Füssli, Verlag, Zürich.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1901.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 167 und 216 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Der Kampf um die eidgenössische Schulsubvention.** 51 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1902.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 173 und 255 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Das Bundesgesetz betreffend die Unterstützung der öffentlichen Primarschule vom 25. Juni 1903 und die von den Kantonen auf Grund dieses Gesetzes vorgenommene Verteilung der Primarschulsubvention des Bundes für das Jahr 1903.** 68 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1903.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 183 und 164 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Die Unterstützung der kantonalen Hochschulen durch den Bund.** 40 Seiten. — **Die Verteilung der Primarschulsubvention des Bundes für 1904.** 31 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1904.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XV, 166 und 179 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **I. Die Verteilung der Primarschulsubvention des Bundes für das Jahr 1905 und Überblick über die der Subvention in den Jahren 1903-1905 gegebene Verwendung.** **II. Das geltende Recht für die Unterstützung der öffentlichen staatlichen Primarschule durch den Bund.** 52 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1905.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XVI, 255 und 259 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Die Unentgeltlichkeit der individuellen Lehrmittel und Schulmaterialien in der Schweiz auf Ende 1906.** 71 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1906.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 343 und 179 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Der schweizerische Schulatlas.** 62 Seiten. **Der Kampf gegen den Alkohol im Schul- und Erziehungswesen der Schweiz.** 44 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1907.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XIV, 252 und 248 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeiten: **Die Entwicklung des schweizerischen Schulwesens in den letzten Jahrzehnten, dargestellt durch einige statistische Übersichten.** 8 Seiten.

Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz 1908.

Bearbeitet von Dr. A. Huber.

gr. 8^o broschiert. XII, 359 und 158 Seiten. 7 Franken.

Einleitende Arbeit: **Die Organisation des Schulwesens in der Schweiz zu Beginn des Jahres 1910.** 139 Seiten.
